

**TERRORISME  
ET  
COMMUNISME**  
**(L'ANTI-KAUTSKY)**

**Léon Trotsky**  
**1920**

# Table des matières

## Préface par Léon Trotsky

### I. Le rapport de forces

### II. La Dictature du prolétariat

### III. La Démocratie

- “ Ou la démocratie, ou la guerre civile ”
- La Renaissance impérialiste de la Démocratie
- Métaphysique de la Démocratie
- L'Assemblée constituante

### IV. Le Terrorisme

- La Liberté de la Presse.
- L'influence de la guerre

### V. La Commune de Paris et la Russie de Soviets

- Les partis socialistes de la Commune n'étaient pas préparés.
- La Commune de Paris et le terrorisme.
- Le Comité Central arbitraire et la Commune « démocratique ».
- La Commune démocratique et la Dictature révolutionnaire.
- L'ouvrier parisien de 1871. - Le Prolétaire pétersbourgeois de 1917.

### VI. Marx et Kautsky

### VII. La classe ouvrière et la politique soviétique

- Le Prolétariat russe.
- Les Soviets, les Syndicats et le Parti.
- Politique suivie à l'égard de la paysannerie.
- Le Pouvoir des Soviets et les spécialistes.
- La Politique internationale du Pouvoir soviétique.

### VIII. La question de l'organisation du travail

- Le Pouvoir des Soviets et l'industrie.
- Rapport sur l'organisation du travail
- L'obligation du travail
- La Militarisation du travail.
- Les Armées du travail.
- Du Plan économique unique.
- Direction collective et direction unipersonnelle.
- CONCLUSION

### IX. Karl Kautsky, son école et son livre

# APPENDICES

- X. [Parution de ce livre au moment du IIe Congrès de l'Internationale communiste](#) par Léon Trotsky, juin 1920
- XI. [La France à un tournant](#) par Léon Trotsky, 28 mars 1936
- XII. [Préface à la deuxième édition anglaise](#), 10 janvier 1935 par Léon Trotsky,

Si le capitalisme russe s'est développé sans passer de degré à degré, mais par bonds, construisant en pleine steppe des usines à l'américaine, raison de plus pour que pareille marche forcée soit possible à l'économie socialiste... Nous Pourrons introduire à coup sûr l'électrification dans toutes les branches fondamentales de l'industrie et dans la sphère de la consommation personnelle sans avoir à passer de nouveau par « l'âge de la vapeur ».

Léon Trotsky  
Mai 1920

« Te réjouis-tu des Russes ? Bien entendu, ils ne pourront se maintenir parmi ce sabbat infernal - non pas à cause de la statistique qui témoigne du développement économique arriéré de la Russie ainsi que l'a calculé ton judicieux époux - mais parce que la social-démocratie de cet Occident supérieurement développé est composée de poltrons abjects qui, en spectateurs paisibles, laisseront les Russes perdre tout leur sang. Mais une pareille mort vaut mieux que de « rester en vie pour la patrie » ; c'est un acte d'une envergure historique mondiale dont les traces resteront marquées à travers les siècles. J'attends encore de grandes choses au cours des prochaines années, seulement j'aimerais admirer l'histoire du monde autrement qu'à travers la grille... »

Rosa Luxembourg,  
Lettre à Louise Kautsky,  
Breslau, prison pénitentiaire,  
24 novembre 1917.

## PRÉFACE

Ce livre nous a été suggéré par le savant libelle de [Kautsky](#), publié sous le même titre.<sup>1</sup>

Notre travail, commencé au moment des luttes acharnées contre Denikine et Youdénitch, a été souvent interrompu par les événements au front. Aux jours pénibles où nous en écrivions les premiers chapitres, toute l'attention de la Russie des Soviets était concentrée sur des tâches purement militaires. Il importait de sauvegarder tout d'abord la possibilité même d'une œuvre économique socialiste. Nous ne pouvions guère nous occuper de l'industrie, en dehors du travail qu'elle devait fournir pour le front. Nous nous trouvions dans l'obligation de dévoiler les calomnies de Kautsky dans les questions économiques, en faisant ressortir leur analogie avec ses calomnies en matière politique. En commençant ce travail - il y a de cela presque un an - nous pouvions réfuter les affirmations de Kautsky sur l'incapacité des travailleurs russes à s'imposer une discipline du travail et à se restreindre économiquement, en signalant la haute discipline et l'héroïsme des ouvriers russes sur les fronts de la guerre civile. Cette expérience nous était largement suffisante pour démentir les calomnies bourgeoises. Mais aujourd'hui, à quelques mois de distance, il nous est possible de citer des données et des faits empruntés à la vie économique de la Russie des Soviets.

Aussitôt que l'effort militaire se fut un peu relâché, après l'écrasement de Koltchak et de Youdénitch, après que nous eûmes porté à Denikine les premiers coups décisifs, conclu la paix avec l'Estonie et entamé des négociations avec la Lituanie et la Pologne, un retour à la vie économique se fit sentir dans tout le pays. et le seul fait que l'attention et l'énergie du pays se sont rapidement reportées et concentrées d'une tâche à une autre, profondément différente bien qu'elle n'exige pas moins de sacrifices, nous est une preuve indiscutable de la puissante vitalité du régime soviétique. En dépit de toutes les épreuves politiques, de toutes les misères et les horreurs physiques, les masses laborieuses russes sont loin de la désagrégation politique, de la défaillance morale ou de l'apathie. Grâce à un régime qui, s'il leur a imposé de lourdes charges, a donné un sens à leur vie et un but très haut, elles ont conservé une remarquable élasticité morale et l'aptitude, sans égale dans l'histoire, à concentrer leur attention et leur volonté sur des tâches collectives. Une campagne énergique est actuellement menée dans toutes les branches de l'industrie pour l'institution d'une stricte discipline du travail et pour l'intensification de la production. Les organisations du parti et des syndicats, les administrations des usines et des fabriques rivalisent, dans ce domaine, avec le concours sans réserves de l'opinion publique de la classe ouvrière tout entière. L'une après l'autre, les usines décident, par l'organe des assemblées générales des travailleurs, la prolongation de la journée de travail. Pétersbourg et Moscou donnent l'exemple, et la province marche de pair avec Pétersbourg. Les « samedis » et les « dimanches communistes » - c'est-à-dire le travail gratuit volontairement consenti aux heures de repos - sont de plus en plus largement pratiqués par des centaines de milliers de travailleurs des deux sexes. L'intensité et la production du travail des samedis et des dimanches communistes sont, de l'avis des spécialistes et d'après le témoignage des chiffres, vraiment remarquables.

Les mobilisations volontaires du parti et celles des Unions de la jeunesse communiste s'accomplissent avec autant d'enthousiasme pour le travail que, naguère, pour le front.

Le volontariat du travail complète, vivifie l'obligation du travail. Les Comités du Travail obligatoire, récemment créés, couvrent tout le pays. La participation des populations au travail collectif des masses (déblaiement des routes ou des voies obstruées par les neiges, réparation des voies ferrées, coupe du bois, préparation et transport du bois à brûler, simples travaux de

---

<sup>1</sup> Karl Kautsky, *Terrorismus und Kommunismus - Ein Beitrag zur Naturgeschichte der Revolution*, Berlin, 1919. Il existe une traduction française parue en 1919 ou 1920 : Karl Kautsky, *Terrorisme et Communisme, Contribution à l'histoire des Révolutions*, Paris, J. Povolozky, s.d. Les numéros de page des citations de Trotsky renvoient à l'édition allemande.

construction, extraction de l'ardoise et de la tourbe) revêt chaque jour un caractère plus large et plus rationnel. La mise au travail toujours plus fréquente des unités militaires serait absolument impossible sans un véritable entrain au travail...

Nous vivons, il est vrai, dans des conditions de terrible ruine économique parmi l'épuisement, la pauvreté, la faim. Mais ce n'est pas là un argument contre le régime des Soviets ; toutes les époques de transition ont été caractérisées par ces aspects tragiques. Toute société d'esclavage (esclavagiste, féodale, capitaliste), ayant terminé son rôle, ne quitte pas tout bonnement la scène : il faut l'en arracher par une âpre lutte intérieure qui causent souvent aux combattants des souffrances et des privations plus grandes que celles contre lesquelles ils se sont insurgés.

Le passage de l'économie féodale à l'économie bourgeoise - dont la signification était énorme pour le progrès - est un martyrologe inouï. Quelles qu'aient été les souffrances des masses asservies au féodalisme, quelque pénibles que soient les conditions d'existence du prolétariat sous le capitalisme, jamais les calamités subies par les travailleurs ne furent aussi terribles qu'à l'époque où la vieille société féodale, brisée par la violence, cédait la place à un nouvel ordre de choses. La révolution française du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui n'avait atteint son immense ampleur que grâce à la pression des masses exaspérées par la souffrance, accrut elle-même leur misère pour une période prolongée et dans des proportions extraordinaires. Pouvait-il en être autrement ?

Les drames de palais, qui se terminent par des changements au sommet du pouvoir, peuvent être brefs et n'avoir presque pas d'influence sur la vie économique du pays. Il en est tout autrement d'une révolution entraînant dans ses tourbillons des millions de travailleurs. Quelle que soit la forme d'une société, elle repose sur le travail. En arrachant les masses au travail, en les jetant pour longtemps dans la lutte, en rompant les fils de la production, la révolution porte inévitablement autant de coups à l'économie, abaissant ainsi le niveau du développement économique par rapport à ce qu'il était lors de son début. Plus la révolution sociale est profonde, plus elle entraîne de masses, et, plus elle est longue, plus elle endommage le mécanisme de la production, plus elle épuise les réserves de la société. On ne peut en déduire qu'une chose qui n'a pas besoin d'être démontrée, à savoir que la guerre civile est préjudiciable à l'économie. Mais en faire un reproche à l'économie soviétique revient à imputer au nouveau-né les douleurs de la mère pendant l'enfantement. Il s'agit d'abrégé la guerre civile. On n'y peut arriver que par la résolution dans l'action. Or, c'est précisément contre cette résolution révolutionnaire que tout le livre de Kautsky est dirigé.

\*\*\*

Depuis la publication du livre que nous examinons, de grands événements se sont accomplis, non seulement en Russie, mais encore dans le monde entier et surtout en Europe ; des processus profondément significatifs se sont poursuivis, qui détruisent aujourd'hui les derniers retranchements du kautskysme.

La guerre civile a revêtu en Allemagne un caractère de plus en plus acharné. La puissance apparente de l'ancienne organisation social-démocrate du parti et des syndicats, loin de faciliter le passage pacifique et « humanitaire » au socialisme, - ce qui résulterait de la théorie actuelle de Kautsky - a été, au contraire, une des principales causes de la prolongation de la lutte et de son acharnement croissant. Plus la social-démocratie est devenue inerte et conservatrice et plus le prolétariat allemand qu'elle a trahi doit dépenser de forces, de sang, de vie, dans ses attaques persévérantes contre la société bourgeoise, afin de se forger, au cours de cette lutte même, une nouvelle organisation susceptible de l'amener à la victoire définitive. Le complot des généraux allemands, leur succès momentané et ses conséquences sanglantes, ont révélé de nouveau à quelle piètre et insignifiante mascarade se réduit ce qu'on appelle la démocratie dans les

conditions créées par l'effondrement de l'impérialisme et par la guerre civile. En se survivant, la démocratie ne résout aucun problème, n'efface aucune contradiction, ne guérit aucune blessure, ne prévient ni les insurrections de la droite ni celles de la gauche : elle est impuissante, insignifiante, mensongère et ne sert qu'à tromper les couches arriérées de la population et notamment la petite bourgeoisie.

L'espérance, exprimée par Kautsky dans la dernière partie de son livre, que les pays de l'Europe occidentale, les « vieilles démocraties » de France et d'Angleterre, couronnées des lauriers de la victoire, nous offriront le tableau d'un développement normal, sain, pacifique, véritablement kautskyen, vers le socialisme, est la plus absurde des illusions. Ce qu'on appelle la « démocratie républicaine » de la France victorieuse, c'est aujourd'hui le gouvernement le plus réactionnaire, le plus sanguinaire, le plus déliquescant qu'il n'y ait jamais eu. Sa politique intérieure se fonde sur la peur, la cupidité et la violence autant que sa politique extérieure. D'autre part, le prolétariat français, plus trompé qu'aucune classe ne le fut jamais, passe de plus en plus à l'action directe. Les représailles du Gouvernement contre la C. G. T. montrent bien qu'il n'y a même pas de place légale dans la démocratie bourgeoise pour le syndicalisme kautskyen, c'est-à-dire pour une hypocrite politique de conciliation. L'évolution des masses vers le révolutionnarisme, l'acharnement des possédants et la débâcle des groupements intermédiaires - trois processus conditionnant et présageant, dans un avenir prochain, une âpre guerre civile - se sont rapidement accrus, sous nos yeux, en France, au cours des derniers mois.

En Angleterre, les événements suivent sous une forme différente le même chemin. Dans ce pays, dont la classe gouvernante opprime et spolie le monde entier, maintenant plus que jamais, les formules démocratiques ont perdu toute signification, même dans les jongleries parlementaires. Le spécialiste le plus qualifié à cet égard, Lloyd George, n'invoque plus la démocratie, mais la coalition des possédants libéraux et conservateurs contre la classe ouvrière. On ne trouve plus trace, dans ses arguments, des effusions démocratiques du « marxiste » Kautsky. Lloyd George se place sur le terrain des réalités de classe et emploie, pour cette raison, le langage de la guerre civile. La classe ouvrière anglaise approche, avec l'empirisme pesant qui la caractérise, d'un chapitre de l'histoire de ses luttes qui fera pâlir les pages les plus glorieuses du chartisme, de même que la prochaine révolte du prolétariat français fera pâlir les fastes mêmes de la Commune de Paris.

Et c'est précisément parce que les événements historiques se sont développés au cours des derniers mois avec une rigoureuse logique révolutionnaire, que l'auteur de ce livre s'est demandé si sa publication répondait encore à un besoin; s'il fallait encore réfuter théoriquement Kautsky ; si le terrorisme révolutionnaire avait théoriquement besoin d'être justifié.

Malheureusement oui. L'idéologie joue dans le mouvement socialiste, de par sa nature même, un rôle immense. L'Angleterre même, si encline à l'empirisme, entre dans une période où la classe ouvrière exigera toujours plus l'étude théorique de ses expériences et de ses tâches. Sa psychologie - et même celle du prolétariat - comporte cependant une terrible force d'inertie conservatrice ; d'autant plus qu'il n'est question de rien autre que de l'idéologie traditionnelle des partis de la IIe Internationale qui éveillèrent le prolétariat et, récemment encore, avaient une puissance réelle. Après l'écroulement du social-patriotisme officiel ([Scheidemann](#), Victor Adler, [Renaudel](#), [Vandervelde](#), [Henderson](#), [Plékhanov](#)), le kautskysme international (l'état-major des indépendants allemands, [Fritz Adler](#), [Longuet](#), une fraction importante des socialistes italiens, les « indépendants » anglais, le groupe [Martov](#), etc.) est le principal facteur politique grâce auquel se maintient l'équilibre instable de la société capitaliste. On peut dire que la volonté des masses laborieuses du monde civilisé, sans cesse tendue par le cours des événements, est infiniment plus révolutionnaire que leur conscience encore influencée par les préjugés parlementaires et par les théories conciliatrices. La lutte pour la dictature de la classe ouvrière signifie en ce mon-lent

l'action la plus impitoyable contre le kautskysme au sein de la classe ouvrière. Les mensonges et les préjugés conciliateurs qui empoisonnent encore l'atmosphère, même dans les partis gravitant autour de la IIIe Internationale, doivent être rejetés. Ce livre est destiné à servir la cause de ceux qui, dans tous les pays, combattent sans merci le kautskysme peureux, équivoque et hypocrite.

*P.-S. - Les nuages s'accumulent de nouveau en ce moment (mai 1920) sur la Russie des Soviets. Par son agression contre l'Ukraine, la Pologne bourgeoise a inauguré une nouvelle offensive de l'impérialisme mondial contre la Russie des Soviets. Les plus grands dangers menaçant de nouveau la révolution, les immenses sacrifices que la guerre impose aux masses laborieuses incitent de nouveau les kautskystes russes à résister ouvertement au pouvoir des Soviets, c'est-à-dire à venir en aide aux assassins internationaux de la Russie des Soviets. La mission des kautskystes est de tenter de venir en aide à la révolution prolétarienne quand ses affaires vont assez bien, et de lui créer toute espèce d'embarras lorsqu'elle a le plus grand besoin d'être aidée. Kautsky a déjà maintes fois prédit notre défaite, qui doit être la meilleure preuve de la justesse de sa théorie. Cet « héritier de Marx » est, dans sa chute, tombe si bas que son seul programme politique n'est qu'une spéculation sur la chute de la dictature prolétarienne.*

*Il se trompe encore une fois. La défaite de la Pologne bourgeoise par l'armée rouge que conduisent les ouvriers communistes, manifesterà une nouvelle fois la puissance de la dictature prolétarienne et portera ainsi un nouveau coup au scepticisme petit-bourgeois (kautskysme) dans le mouvement ouvrier. Malgré la folle bigarrure des apparences et des mots d'ordre, l'histoire contemporaine a simplifié à l'extrême son processus essentiel, en le réduisant au duel de l'impérialisme et du communisme. Ce n'est pas seulement pour les termes des magnats polonais en Ukraine et en Russie blanche, pour la propriété capitaliste et l'Église catholique, mais aussi pour la démocratie parlementaire, pour le socialisme évolutionniste, pour la IIe Internationale, pour le droit de Kautsky de demeurer, en critique, l'acolyte de la bourgeoisie, que Pilsudski fait la guerre et nous combattons pour l'Internationale communiste, pour la révolution internationale du prolétariat. L'enjeu est grand des deux côtés. La bataille sera opiniâtre et difficile.*

*Nous espérons en la victoire, ayant sur elle tous les droits historiques.*

Léon TROTSKY.

Moscou, 29 mai 1920



## I. Le RAPPORT DES FORCES

Un argument constamment répété dans la critique du régime soviétique russe et surtout dans celle du passage révolutionnaire au régime des Soviets dans d'autres pays, c'est celui qui a trait aux rapports *des forces*. Le régime soviétique est, en Russie, utopique, car il ne correspond pas au « rapport des forces ». La Russie arriérée ne peut pas se donner des tâches qui pourraient être celles de l'Allemagne avancée. Même pour le prolétariat allemand, ce serait d'ailleurs une folie que de s'emparer du pouvoir politique, car ce serait en ce moment rompre le « rapport des forces ». La Société des Nations n'est point parfaite, mais répond au « rapport des forces ». La lutte pour l'abolition du régime capitaliste est utopique ; mais quelques amendements au traité de Versailles correspondraient au « rapport des forces ». Quand [Longuet](#) boitait à la suite de Wilson, ce n'était pas du fait de sa débilité politique, mais pour la gloire du « rapport des forces ». Le président autrichien Seidtz et le chancelier Renner doivent, de ravis de Frédéric Adler, exercer leur trivialité petite-bourgeoise dans les premières magistratures de la république bourgeoise, - afin que ne soit pas rompu le « rapport des forces ». Environ deux ans avant la guerre mondiale, Karl Renner qui n'étant pas encore chancelier, n'était qu'un avocat « marxiste » de l'opportunisme, me démontrait que le régime du 3 juin<sup>1</sup>, c'est-à-dire le régime des capitalistes et des propriétaires fonciers couronné d'une monarchie, se maintiendrait inévitablement en Russie pendant toute une époque historique, puisqu'il correspondrait un « rapport des forces ».

Qu'est-ce donc que ce « rapport des forces », - formule sacramentelle qui doit définir et expliquer tout le cours de l'histoire, en gros et en détail ? Et pourquoi, de façon plus précise, ce « rapport des forces » sert-il invariablement, à l'école actuelle de Kautsky, de justification à l'indécision, à l'inertie, à la couardise, à la trahison ?

Le « rapport des forces » signifie tout ce que l'on veut : le niveau de la production, le degré de différenciation des classes, le nombre des ouvriers qualifiés, l'encaisse des syndicats, quelquefois le résultat des dernières élections parlementaires. Fréquemment le degré de condescendance du ministère, ou d'impudence de l'oligarchie financière, - et, enfin, le plus souvent l'impression d'ensemble politique d'un pédant à demi aveugle qu'on appelle un politique réaliste - qui s'est peut-être assimilé la phraséologie marxiste, mais s'inspire en réalité des plus basses combinaisons, des préjugés les plus répandus et des méthodes parlementaires. Après un petit entretien confidentiel avec le directeur de la Sûreté générale, le politicien social-démocrate autrichien savait toujours bien exactement, au bon vieux temps jadis, si le « rapport des forces », permettait, à Vienne, pour le 1er mai, une manifestation pacifique. Les [Ebert](#), les Scheidemann, les David mesuraient, il n'y a pas si longtemps, le « rapport des forces » au nombre de doigts que leur tendaient Bethman-Hollweg et Ludendorff en les rencontrant au Reichstag.

L'établissement de la dictature des Soviets en Autriche aurait, selon Frédéric Adler, désastreusement rompu le « rapport des forces » et l'Entente aurait affamé le pays. Comme preuve, Frédéric Adler nous désignait la Hongrie, où les Renner magyars n'avaient pas encore réussi à ce moment à renverser, avec le concours des Adler, le pouvoir des Soviets. À première vue, il semble que Frédéric Adler ait eu raison. La dictature prolétarienne n'a pas tardé à être renversée en Hongrie et le ministère ultra-réactionnaire de Friedrich l'a remplacée. Mais on peut bien demander si cela répondait « au rapport des forces ». Ni Friedrich ni Huszar n'auraient pu, en tous cas, prendre le pouvoir, même momentanément, s'il n'y avait eu l'armée roumaine. On voit d'ici qu'en expliquant les destinées de la Hongrie, il convient tout au moins de prendre en considération le « rapport des forces » dans deux pays : Hongrie et Roumanie. Mais il est évident

---

<sup>1</sup> Régime du 3 juin [1907]. La loi du 3 juin 1907 sur les élections à la Douma d'État donnait la prépondérance aux propriétaires fonciers et à la grande bourgeoisie, en privant de droits électoraux les larges masses de la population. Elle coïncida avec une série de mesures marquant la victoire définitive de la réaction après la révolution de 1905.

qu'on ne peut s'y arrêter. Si la dictature des Soviets avait été instituée en Autriche avant la crise hongroise, le renversement du pouvoir des Soviets à Budapest eût été autrement difficile. Nous voici donc obligés de faire entrer en ligne de compte dans le « rapport des forces » qui déterminèrent la chute momentanée du gouvernement des Soviets hongrois, l'Autriche et la politique de trahison de Frédéric Adler.

Frédéric Adler lui-même ne cherche pas la clef du « rapport des forces » en Russie ou en Hongrie, mais à l'occident, chez Clemenceau et Lloyd George : ils détiennent le pain et le charbon ; or, le pain et le charbon sont, aujourd'hui, dans le mécanisme de la « corrélation des forces », des facteurs tout aussi importants que les canons dans la constitution de [Lasalle](#). Descendue des hauteurs où elle se réfugie, l'opinion de Frédéric Adler, c'est que le prolétariat autrichien ne doit pas prendre le pouvoir tant que ne le lui permettra pas Clemenceau (ou [Millerand](#), c'est-à-dire un Clemenceau de deuxième qualité).

Mais, ici encore, il est permis de demander : la politique de Clemenceau répond-elle vraiment au rapport des forces ? À première vue, il peut paraître que les gendarmes de Clemenceau, s'ils ne démontrent pas cette corrélation, suffisent à l'assurer en dissolvant les réunions ouvrières, en arrêtant et en fusillant les communistes. Et nous ne pouvons pas ne pas rappeler à ce propos que les mesures de terreur du gouvernement des Soviets - perquisitions, arrestations et fusillades - dirigées exclusivement contre les ennemis de la révolution, sont considérées par diverses personnes comme prouvant que le gouvernement des Soviets ne répond pas du rapport des forces. Mais c'est en vain que nous chercherions aujourd'hui dans le monde entier un régime qui n'eût pas recours à de terribles représailles en masse. C'est que les forces des classes ennemies, ayant crevé l'enveloppe de tous les droits, même « démocratiques », tendent à fixer leurs nouvelles corrélations par une lutte impitoyable.

Quand le système des Soviets s'est établi en Russie, les politiciens capitalistes n'ont pas été les seuls à le considérer comme un insolent défi au rapport des forces : les opportunistes socialistes de tous les pays étaient aussi de cet avis. Il n'y avait pas, à ce sujet, de désaccord entre Kautsky, le comte habsbourgeois Czernin - et le Premier Bulgare Radoslavov. Depuis, les monarchies austro-hongroise et allemande se sont effondrées, le militarisme le plus puissant s'est émiétté. Le gouvernement des Soviets a tenu. Les puissances victorieuses de l'Entente ont mobilisé et jeté contre lui tout ce qu'elles ont pu. Le gouvernement des Soviets s'est maintenu. Si Kautsky, Frédéric Adler et [Otto Bauer](#) avaient pu prédire, il y a deux ans, que la dictature du prolétariat se maintiendrait en Russie, d'abord malgré les attaques de l'impérialisme allemand, ensuite malgré une lutte ininterrompue contre l'impérialisme de l'Entente, les sages de la IIe Internationale auraient considéré cette prédiction comme témoignant d'une risible méconnaissance du rapport des forces.

Le rapport des forces politiques est, à chaque moment donné, la résultante de divers facteurs de puissance et de valeur inégale et ne se détermine que tout au fond des choses par le degré de développement de la production. La structure sociale d'un peuple retarde considérablement sur le développement des forces productrices. La petite bourgeoisie et la classe paysanne subsistent longtemps après que leurs méthodes économiques aient été dépassées et condamnées par le développement industriel et technique de la société. La conscience des masses retarde à son tour considérablement sur le développement des rapports sociaux; la conscience des anciens partis socialistes retarde d'une époque entière par rapport à l'état d'esprit des masses; la conscience des anciens leaders parlementaires et trade-unionistes, plus réactionnaire que celle de leurs partis, forme une sorte de caillot durci que l'histoire n'a pu, jusqu'à ce jour, ni digérer ni vomir.

À l'époque du parlementarisme pacifique, étant donné la stabilité des rapports sociaux, le facteur psychologique pouvait être placé - sans trop criantes erreurs - à la base de tous les calculs : et l'on pensait que les élections parlementaires exprimaient suffisamment le rapport des forces. La guerre impérialiste a révélé, en rompant l'équilibre de la société bourgeoise, l'insuffisance

radicale des anciens critères qui ne tenaient nul compte des profonds facteurs historiques, lentement accumulés par le passé et qui émergent à présent pour diriger le cours de l'histoire.

Les politiciens routiniers incapables d'embrasser le processus historique dans sa complexité, dans ses contradictions et ses discordances intérieures, se sont imaginé que l'histoire préparerait simultanément et rationnellement, de tous les côtés à la fois, l'avènement du socialisme, de sorte que la concentration de l'industrie et la morale communiste du producteur et du consommateur eussent pu évoluer et mûrir avec les charrues électriques et les majorités parlementaires. D'où une attitude purement mécanique vis-à-vis du parlementarisme qui, aux yeux de la plupart des politiciens de la IIe Internationale, indiquait le degré de préparation de la société au socialisme de même qu'un manomètre indique la pression de la vapeur. Il n'est pourtant rien de plus absurde qu'une semblable représentation mécanique du développement des rapports sociaux.

Si l'on s'élève de la production, fondement des sociétés, aux superstructures - classes, états, droits, partis, etc., - on peut établir que la force d'inertie de chaque étage de superstructure ne s'ajoute pas simplement à celle des étages inférieurs, mais est, dans certains cas, multipliée par elle. En résultat, la conscience politique de groupes qui, pendant longtemps, ont feint d'être les plus avancés, apparaît dans la période de transition comme un obstacle terrible au développement historique. Il est absolument hors de doute que les partis de la IIe Internationale placés actuellement à la tête du prolétariat, n'ayant pas osé, n'ayant pas su, n'ayant pas voulu prendre le pouvoir au moment le plus critique de l'histoire de l'humanité, ayant conduit le prolétariat à l'extermination mutuelle, ont été la force décisive de la contre-révolution.

Les forces puissantes de la production, ce facteur décisif du mouvement historique, étouffaient dans les superstructures sociales arriérées (propriété privée, État national), dans lesquelles l'évolution antérieure les avait enfermées. Grandies par le capitalisme, les forces de la production se heurtaient à tous les murs de l'État national et bourgeois, exigeant leur émancipation par l'organisation universelle de l'économie socialiste. L'inertie des groupements sociaux ; l'inertie des forces politiques qui se révélèrent incapables de détruire les vieux groupements, de classes; l'inertie, l'inintelligence et la trahison des partis socialistes dirigeants, assumant en fait la défense de la société bourgeoise, tout cela aboutit à la révolte spontanée, élémentaire, des forces productrices, sous les aspects de la guerre impérialiste. La technique humaine, le facteur le plus révolutionnaire de l'histoire, avec sa puissance accumulée pendant des décades, s'insurgea contre le conservatisme écœurant et la vile ineptie des Scheidemann, des Kautsky, des Renaudel, des [Vandervelde](#), des Longuet, et, à l'aide de ses mitrailleuses, de ses dreadnoughts, de ses avions, déchaîna contre la culture humaine un effroyable pogrom.

La cause des calamités que l'humanité traverse aujourd'hui réside donc précisément dans le fait que la puissance technique de l'homme était déjà mûre, depuis longtemps, pour l'économie socialiste, que le prolétariat occupait dans la production une situation qui assure sa dictature, tandis que les forces les plus conscientes de l'Histoire - les partis et leurs leaders - étaient encore tout à fait sous le joug des vieux préjugés, et ne faisaient qu'entretenir la défiance des masses envers elles-mêmes. Kautsky le comprenait ces dernières années. « Le prolétariat, écrivait-il dans sa brochure *Le Chemin du Pouvoir*, s'est tellement affermi qu'il peut attendre avec calme la guerre qui vient. Il ne peut plus être question d'une révolution prématurée à l'heure où le prolétariat a extrait des fondements actuels de l'État toutes les forces qu'on pouvait en extraire et où leur transformation est devenue la condition de son élévation ultérieure ». Dès le moment où la croissance des forces productrices, ayant dépassé les cadres de l'État national-bourgeois, a ouvert pour l'humanité une ère de crises et de troubles, l'équilibre relatif de la conscience des masses, au cours de l'époque précédente, s'est trouvé rompu par de menaçantes secousses. La routine et l'inertie du train quotidien, l'hypnose de la légalité, ont déjà perdu tout leur pouvoir sur le prolétariat. Mais il n'est pas encore entré consciemment et sans réserve dans la voie des luttes révolutionnaires ouvertes. Dans ses derniers moments d'équilibre instable, il hésite. À ce moment

psychologique le rôle des sommets, du gouvernement d'une part et du parti révolutionnaire de l'autre, acquiert une signification colossale. Il suffit d'une impulsion décisive -de droite ou de gauche - pour donner au prolétariat - pour une période plus ou moins longue - telle ou telle orientation. Nous l'avons vu en 1914 quand la pression des gouvernements impérialistes et des partis social-patriotes unis rompit instantanément l'équilibre de la classe ouvrière et l'aiguilla sur la voie de l'impérialisme. Nous voyons ensuite comment les épreuves de la guerre, le contraste de ses résultats et de ses mots d'ordre primitifs, bouleversent les masses en les rendant toujours plus aptes à la révolte ouverte contre le capital. Dans ces conditions, l'existence d'un parti révolutionnaire se rendant exactement compte des forces dirigeantes de l'époque actuelle, comprenant la place exclusive occupée parmi elles par la classe révolutionnaire, connaissant ses ressources inépuisables, croyant en elle, sachant toute la puissance de la méthode révolutionnaire aux époques où tous les rapports sociaux sont instables, prêt à appliquer jusqu'au bout cette méthode, l'existence d'un tel parti constitue un facteur historique d'une portée inappréciable.

Au contraire, un parti socialiste bénéficiant d'une certaine influence traditionnelle, mais qui ne se rend pas compte de ce qui se passe autour de lui, qui, ne comprenant pas la situation révolutionnaire, ne peut en trouver la clef, qui n'a foi ni en soi, ni en le prolétariat, un parti de cette sorte constitue à notre époque l'obstacle historique le plus fâcheux, une cause de trouble et d'épuisant chaos.

C'est aujourd'hui le rôle de Kautsky et de ses disciples. Ils enseignent au prolétariat à ne pas croire en soi, mais à croire vraie l'image que lui renvoie le miroir inégal de la démocratie, aujourd'hui réduit en miettes par la botte de l'impérialisme. À leur avis, la politique révolutionnaire du prolétariat ne doit pas être déterminée par la situation internationale, par l'effondrement réel du capitalisme, par la ruine sociale qui en résulte, par la nécessité objective de la domination de la classe ouvrière qui clame sa révolte dans les décombres fumantes de la civilisation capitaliste ; rien de tout ceci ne doit déterminer la politique du parti révolutionnaire prolétarien ; elle dépend uniquement du nombre de voix que lui reconnaissent, d'après leurs savants calculs, les scribes du parlementarisme.

Quelques années auparavant, Kautsky comprenait, semble-t-il, l'essence du problème révolutionnaire. Il écrivait dans sa brochure que nous avons déjà citée (*Le chemin du Pouvoir*) :

*« Le prolétariat étant la seule classe révolutionnaire d'une nation, il en résulte que l'effondrement de la société actuelle, qu'il revête un caractère financier ou militaire, signifie la banqueroute des partis bourgeois sur lesquels retombe toute la responsabilité, et qu'on ne peut sortir de cette impasse que par le gouvernement du prolétariat ».*

Mais aujourd'hui le parti de l'apathie et de la peur, le parti Kautsky, dit à la classe ouvrière :

*« La question n'est pas de savoir si tu es en ce moment la seule force créatrice de l'histoire, si tu es capable de chasser la clique de malfaiteurs, produit de la dégénérescence des classes possédantes qui gouvernent ; il ne s'agit pas du fait que personne ne le peut faire si ce n'est toi, ni de ce que l'histoire ne t'accorde aucun sursis. - car les conséquences du sanglant chaos actuel menacent de t'ensevelir, toi aussi, sous les dernières ruines du capitalisme ; toute la question est ailleurs : c'est que les bandits gouvernants ont réussi hier ou aujourd'hui à tromper, violenter, frustrer l'opinion publique de manière à réunir 51% des voix contre les 49 %. Que périsse le monde, mais vive la majorité parlementaire ! ».*

## II. LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

*« Marx et Engels ont forgé la notion de dictature du prolétariat, opiniâtement défendue par Engels en 1891, peu de temps avant sa mort - c'est-à-dire l'exercice exclusif du pouvoir politique par le prolétariat, seule forme sous laquelle il puisse instituer un pouvoir gouvernemental ».*

Ainsi écrivait Kautsky il y a quelque dix ans. Il considérait alors l'exercice exclusif du pouvoir politique par le prolétariat, la dictature, et non la majorité socialiste dans un parlement démocratique, comme la seule forme du pouvoir socialiste. Et il est évident-que si l'on assigne pour tâche l'abolition de la propriété individuelle des moyens de production, il n'est pas d'autre moyen de la réaliser que la concentration de tous les pouvoirs de l'État entre les mains du prolétariat, la création d'un régime d'exception pendant la durée duquel la classe gouvernante ne se laisserait pas guider par l'observation de normes calculées pour un temps très long, mais par des considérations révolutionnaires en conformité au but.

La dictature est indispensable parce qu'il s'agit non de changement d'un caractère privé, mais de l'existence même de la bourgeoisie.

Sur cette base, nul accord n'est possible. La force peut seule décider. Le pouvoir unique du prolétariat n'exclut naturellement pas la possibilité d'accords partiels ou de grandes concessions, surtout à l'encontre de la petite bourgeoisie et de la classe paysanne. Mais le prolétariat ne peut conclure ces accords qu'après s'être emparé de l'appareil matériel du pouvoir et s'être assuré la possibilité de décider librement des concessions à faire ou à refuser dans l'intérêt de la cause socialiste.

Kautsky répudie aujourd'hui absolument la dictature du prolétariat, « violence exercée par une minorité contre la majorité » ; c'est dire qu'il se sert, pour définir le régime du prolétariat révolutionnaire, des termes mêmes dont se servaient invariablement les socialistes honnêtes de tous les pays pour flétrir la dictature des exploités, fût-elle recouverte du voile de la démocratie.

Reniant la dictature révolutionnaire, Kautsky délaie la question de la conquête du pouvoir par le prolétariat, dans celle de la conquête d'une majorité social-démocrate au cours d'une prochaine campagne électorale. Selon la fiction juridique du parlementarisme, le suffrage universel exprime la volonté des citoyens appartenant à toutes les classes de la société, et permet d'acquérir au socialisme la majorité. Tant que ne West pas réalisée cette possibilité théorique, la minorité socialiste doit s'incliner devant la majorité bourgeoise. Le fétichisme de la majorité parlementaire n'implique pas seulement le reniement brutal de la dictature du prolétariat, mais aussi celui du marxisme et de la révolution en général. S'il faut subordonner en principe la politique socialiste au rite parlementaire des majorités et des minorités, il ne reste plus de place, dans les démocraties formelles, pour la lutte révolutionnaire. Si une majorité élue par le suffrage universel édicte en Suisse des mesures draconiennes contre les grévistes, si le pouvoir exécutif, produit de la volonté d'une majorité formelle, fusille en Amérique les travailleurs, les ouvriers suisses et américains ont-ils le droit de protester par la grève générale ? Certes non. La grève politique exerce une pression extra-parlementaire sur la « volonté nationale » exprimée par le suffrage universel. Kautsky hésite, il est vrai, à suivre aussi loin la logique de sa nouvelle position. Lié encore par quelques survivances de son passé, il est contraint d'admettre l'action directe en tant que correctif du suffrage universel. Les élections parlementaires ne furent jamais, du moins en principe, pour les social-démocrates, le succédané de la lutte des classes, de ses heurts, de ses offensives, de ses contre-offensives, de ses insurrections ; elles ne furent qu'un moyen auxiliaire employé dans cette lutte, jouant un rôle tantôt plus grand, tantôt moindre, pour s'abolir complètement à l'époque de la dictature du prolétariat.

En 1891, c'est-à-dire quelque temps avant sa mort, **Engels** défendait opiniâtement - comme on vient de nous l'apprendre- la dictature du prolétariat, forme unique de son pouvoir gouvernemental. Cette définition, Kautsky l'a maintes fois répétée. Et ceci montre, entre parenthèses, toute l'indignité de ses tentatives actuelles pour falsifier la dictature du prolétariat au point d'en faire une invention russe.

Qui veut la fin ne peut pas répudier les moyens. La lutte doit avoir une intensité suffisante pour assurer effectivement au prolétariat l'exclusivité du pouvoir. La transformation socialiste exigeant la dictature, « seule forme sous laquelle le prolétariat peut instituer un pouvoir gouvernemental », cette dictature doit être à tout prix assurée.

Pour écrire une brochure sur la dictature du prolétariat il faut avoir un encrier, quelques feuilles de papier - et, sans doute, quelques idées dans la tête. Mais pour fonder et affermir la dictature du prolétariat, il faut empêcher la bourgeoisie de saper le pouvoir du prolétariat. Kautsky suppose évidemment que ce résultat peut être atteint par de larmoyantes brochures. Son expérience personnelle aurait pourtant bien dû le convaincre de ce qu'il ne suffit pas de perdre toute influence sur le prolétariat pour en acquérir sur la bourgeoisie.

L'exclusivité du pouvoir de la classe ouvrière ne peut être assurée que si l'on fait comprendre à la bourgeoisie, habituée à gouverner, tout le danger de s'insurger contre la dictature du prolétariat, de la saper par le sabotage, par les complots, par les révoltes, par l'intervention des armées étrangères. La bourgeoisie rejetée du pouvoir doit être contrainte à se soumettre. Mais comment ? Les curés intimidaient le populaire au moyen des châtiments d'outre-tombe. Nous n'avons pas cette ressource. D'ailleurs, l'enfer des curés n'était pas leur seul moyen d'action ; il s'associait aux feux très matériels de la Sainte-Inquisition - on aux scorpions de l'État démocratique. Kautsky ne serait-il pas enclin à croire que l'on peut dompter la bourgeoisie au moyen de l'impératif catégorique de Kant qui, dans ses derniers écrits, joue à peu près le rôle de L'Esprit Saint ? Nous ne pourrions, quant à nous, lui promettre notre concours que s'il se décidait à envoyer une mission humanitaire et kantienne au pays de Denikine et de Koltchak. Il aurait là l'occasion de se persuader que la nature n'a pas privé les contre-révolutionnaires d'un certain caractère auquel six années vécues dans les flammes et les fumées de la guerre ont donné une forte trempe. Tout garde blanc s'est pénétré de cette simple vérité, qu'il est bien plus facile de pendre un communiste que de le convertir en lui faisant lire du Kautsky. Ces messieurs n'ont aucune vénération superstitieuse des principes démocratiques, aucune terreur des flammes de l'enfer ; d'autant moins que les pontifes de l'Église et de la science officielle opèrent de concert avec eux et lancent exclusivement leurs foudres réunies sur les bolcheviks. Les gardes blancs russes ressemblent aux gardes blancs allemands - et à tous les autres - sous ce rapport qu'il n'est possible ni de les convaincre ni de leur faire honte. Il faut ou les prendre par la peur ou les écraser.

Qui renonce en principe au terrorisme, c'est-à-dire aux mesures d'intimidation et de répression à l'égard de la contre-révolution armée, doit aussi renoncer à la domination politique de la classe ouvrière, à sa dictature révolutionnaire. Qui renonce à la dictature du prolétariat renonce à la révolution sociale et fait une croix sur le socialisme.

Kautsky n'a, en ce moment, aucune théorie de révolution sociale. Toutes les fois qu'il tente de généraliser ses idées sur la révolution et la dictature, il ne fait que nous resservir en réchauffé les vieux préjugés du jaressisme et du bernsteinisme.

*« La Révolution de 1789 - écrit Kautsky - écarta elle-même les causes qui lui avaient conféré un caractère si cruel et si violent et prépara les formes plus douces de la future révolution » (p. 97).*



Admettons-le, quoiqu'il faille pour cela passer sur le souvenir des journées de juin 1848 et des horreurs de la répression de la Commune. Admettons que la grande révolution du XVIIIe siècle a, par son terrorisme implacable, en détruisant l'absolutisme, le féodalisme et le cléricisme, prépare pour l'avenir la possibilité de résoudre paisiblement, sans heurts, les questions sociales. Si même nous admettons cette assertion purement libérale, notre adversaire aura, ici encore, complètement tort. Car la révolution russe, achevée par la dictature du prolétariat, a précisément commencé par l'œuvre que la révolution fit, en France, à la fin du XVIIIe siècle. Nos aïeux des siècles passés ne se préoccupaient pas de préparer - par la terreur révolutionnaire - les conditions démocratiques qui auraient dû adoucir les mœurs de notre révolution. Le mandarin si moraliste Kautsky devrait bien tenir compte de ce fait et ne pas nous accuser, mais accuser nos devanciers.

Il semble, au reste, nous consentir une légère concession dans ce sens.

Il écrit :

*« Nul homme, tant soit peu perspicace, ne peut douter que les monarchies militaires, telles que celles d'Allemagne, d'Autriche et de Russie, ne peuvent être renversées que par la violence. Mais en y pensant, on (qui ?) songeait toujours moins au recours aux armes qu'à une forme d'action plus propre à la classe ouvrière, à la grève générale... Qu'une portion importante du prolétariat, se trouvant au pouvoir, puisse de nouveau, comme au XVIIIe siècle, donner par des effusions de sang la mesure de sa fureur et de son désir de vengeance, - voilà ce à quoi on ne pouvait s'attendre. C'eût été prendre toute l'évolution à rebours » (p. 101).*

Il a fallu, on le voit, la guerre et toute une série de révolutions, pour qu'on puisse jeter un coup d'œil sous la boîte crânienne de certains théoriciens et connaître ce qui s'y passait. Nous le savons désormais : Kautsky ne pensait pas que l'on pût écarter du pouvoir, par la persuasion, les Romanov ou les Hohenzollern ; mais il s'imaginait tout à fait sérieusement qu'une monarchie militaire pouvait être renversée par une grève générale, - c'est-à-dire par la manifestation pacifique des bras croisés. En dépit de l'expérience russe de : 1905 et de la discussion mondiale qui s'ensuivit, Kautsky avait donc, on le voit, conservé sur la grève générale son point de vue anarcho-réformiste. Nous pourrions lui rappeler que son propre journal, la *Neue Zeit*, démontrait, voici une douzaine d'années, que la grève générale n'est que la mobilisation du prolétariat opposée aux forces ennemies du gouvernement, qu'elle ne peut résoudre, par elle-même, la question, devant épuiser les forces du prolétariat avant celles de son adversaire, et l'amener ainsi à reprendre le travail. La grève générale ne peut avoir d'influence décisive que si elle est le prélude d'un conflit entre le prolétariat et la force armée de l'ennemi, c'est-à-dire d'une insurrection. Le prolétariat ne peut trancher le problème du pouvoir, problème fondamental de toute révolution, qu'en brisant la volonté de l'armée qu'on lui oppose. La grève générale entraîne des deux côtés la mobilisation et permet une première appréciation sérieuse des forces de résistance de la contre-révolution, mais les développements ultérieurs de la lutte déterminent seuls le prix de sang que doit coûter au prolétariat la conquête du pouvoir. Qu'il faille payer avec du sang ; que dans sa lutte pour conquérir le pouvoir et le conserver, le prolétariat devra savoir mourir et savoir tuer, - nul révolutionnaire véritable n'en a jamais douté. Déclarer que le fait de la plus âpre lutte du prolétariat et de la bourgeoisie - lutte à mort - « prend toute l'évolution à rebours », c'est prouver uniquement que les têtes de certains idéologues respectés sont des chambres obscures - *camera -obscura* - dans lesquelles les images apparaissent renversées.

En ce qui concerne les pays les plus avancés et les plus cultivés, soumis à l'influence d'anciennes traditions démocratiques, rien ne prouve la justesse des théories historiques de Kautsky. Elles ne sont d'ailleurs pas nouvelles. Les révisionnistes leur conféraient autrefois un caractère de principe plus sérieux. Ils démontraient que la croissance des organisations prolétariennes au sein de la démocratie assurait le passage graduel et imperceptible, - réformiste,

évolutionniste - au régime socialiste, sans intervention de grèves générales, d'insurrections, de dictature prolétarienne.

À cette époque, qui était celle de l'apogée de son activité, Kautsky montrait les antagonismes de classes de la société capitaliste s'accroissant malgré les formes de la démocratie et devant conduire à la révolution et à la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Naturellement, nul n'a tenté de calculer à l'avance le nombre de victimes de l'insurrection et de la dictature prolétarienne. Mais il était clair que ce nombre dépendrait de la force de résistance des classes possédantes. Si le petit livre de Kautsky tend à prouver que l'éducation démocratique n'a pas adouci l'égoïsme de classe de la bourgeoisie, nous en conviendrons sur le champ.

S'il veut ajouter que la guerre impérialiste, qui a sévi pendant quatre ans *en dépit* de la démocratie, a développé dans les mœurs la brutalité, a habitué au recours à la violence et appris à la bourgeoisie à ne s'embarrasser nullement de l'extermination des niasses, il aura également raison. C'est le fait. Mais nous avons à combattre dans ces conditions. Il ne s'agit pas d'un duel entre des homunculus prolétaires et bourgeois issus de la cervelle de Wagner-Kautsky, mais d'une bataille entre un prolétariat *réel* et une bourgeoisie *réelle*, tels que les a faits la grande tuerie impérialiste.

Dans l'impitoyable guerre civile qui se déroule dans le monde entier, Kautsky voit le néfaste résultat de... l'abandon de la « tactique éprouvée et glorieuse » de la IIe internationale.

*« En réalité, écrit-il, depuis que le marxisme règne sur le mouvement socialiste, celui-ci a été, jusqu'à la guerre mondiale, préservé dans tous ses grands mouvements conscients, des grandes défaites. Et la pensée de s'assurer la victoire par la terreur avait complètement disparu de nos rangs.*

*« Nous sommes redevables de beaucoup sous ce rapport, à ce fait qu'au moment même où le marxisme était l'enseignement socialiste dominant, la démocratie s'implantait profondément dans les pays de l'Europe occidentale et, cessant d'y être un but poursuivi dans les luttes, y devenait le fondement durable de la vie politique. »*

Cette « formule du progrès » ne contient pas un atome de marxisme : le processus réel de la lutte des classes, de ses conflits matériels, se dissout dans la propagande marxiste qui, grâce aux conditions de la démocratie, semble garantir le passage indolore à des formes sociales « plus rationnelles ». Vulgarisation extrême du rationalisme vieillot du XVIIIe siècle, où les idées de Condorcet sont remplacées par une indigente version du *Manifeste communiste*. L'histoire n'est que le déroulement d'un ruban de papier imprimé et l'on voit, au centre de ce processus « humanitaire », la table de travail de Kautsky.

On nous donne en exemple le mouvement ouvrier de l'époque de la IIe Internationale, qui, arborant les drapeaux du marxisme, n'a jamais subi de défaites dans ses offensives conscientes. Mais le mouvement ouvrier tout entier, mais le prolétariat mondial et, avec lui, toute la culture humaine, ont subi en août 1914, à l'heure où l'histoire dressait le bilan des forces et des aptitudes de tous les partis socialistes, dirigés, nous dit-on, par le marxisme, « solidement appuyés sur la démocratie », une effroyable défaite. *Ces partis se sont trouvés en faillite*. Les traits de leur travail antérieur que Kautsky voudrait maintenant immortaliser : l'aptitude à s'adapter aux circonstances, l'abandon de l'action illégale, l'éloignement des luttes ouvertes, l'espérance en la démocratie, chemin d'une transformation sociale indolore, - autant en emporte le vent ! Craignant les défaites, retenant dans toutes les circonstances les masses enclines à la lutte ouverte, dissolvant dans leurs discussions jusqu'à la grève générale, les partis de la IIe Internationale ont préparé eux-mêmes leur terrible défaite. Car ils n'ont pas su bouger le petit-doigt pour écarter l'immense catastrophe de la guerre mondiale, qui a déterminé le caractère acharné de la guerre civile. Il faut, en vérité,



porter un bandeau non seulement sur les yeux, mais aussi sur les oreilles et sur le nez, pour nous opposer maintenant, après l'écroulement honteux de la IIe Internationale, après la banqueroute de son parti dirigeant, - la social-démocratie allemande ; après l'idiotie sanglante de la guerre mondiale et l'immense ampleur de la guerre civile, - la profondeur de pensée, la loyauté, l'amour de la paix, la lucidité de la IIe Internationale dont nous liquidons aujourd'hui l'héritage !

### III. La DÉMOCRATIE

#### “Ou la démocratie, ou la guerre civile ”

Kautsky ne connaît qu'un chemin de salut : *la démocratie*. Il suffit qu'elle soit reconnue de tous et que tous consentent à s'y soumettre. Les socialistes de la droite doivent renoncer aux violences sanguinaires auxquelles ils ont recours au gré de la bourgeoisie. La bourgeoisie même doit renoncer à l'idée de maintenir, jusqu'au bout, sa situation privilégiée grâce aux [Noske](#) et aux lieutenants Vogel. Le prolétariat doit enfin, une fois pour toutes, abandonner le dessein de renverser la bourgeoisie autrement que par les voies constitutionnelles. Ces conditions étant bien observées, la révolution sociale doit se dissoudre sans douleur au sein de la démocratie. Il suffit, comme on s'en rend compte, que notre orageuse histoire consente à coiffer le bonnet de coton de Kautsky et à puiser de la sagesse dans sa tabatière.

« *Il n'y a que deux alternatives, - expose notre sage - ou la démocratie, ou la guerre civile* » (p. 145).

En Allemagne, où se trouvent pourtant réunis les éléments d'une démocratie formelle, la guerre civile ne s'interrompt pas pour une heure.

Kautsky en convient :

« *Avec l'Assemblée nationale actuelle, l'Allemagne ne peut certes pas retrouver la santé. Mais loin de concourir à sa guérison, nous la contrecarrerions si nous transformions la lutte contre l'Assemblée actuelle en une lutte contre le suffrage universel démocratique* » (p. 152).

Comme s'il s'agissait, en Allemagne, des formes du scrutin et non de la possession effective du pouvoir !

L'Assemblée nationale actuelle, Kautsky le reconnaît, ne peut pas rendre la santé au pays. Que s'ensuit-il ? Qu'il faut recommencer la partie.

Nos partenaires y consentiront-ils ? On peut en douter. Si la partie ne nous est pas avantageuse, c'est sans doute qu'elle les avantage.

L'Assemblée nationale, incapable de « redonner la santé » au pays, est fort capable de préparer, par la dictature réticente de Noske, la dictature sérieuse de Ludendorff. Il en fut ainsi de l'Assemblée constituante qui prépara la voie à Koltchak. La prédestination historique de Kautsky, c'est précisément d'écrire, après le coup d'État, la brochure qui devra expliquer la chute de la révolution par tout le cours antérieur de l'histoire, du singe à Noske et de Noske à Ludendorff. Autre est la tâche d'un parti révolutionnaire : elle consiste à prévoir le danger en temps opportun et à le prévenir par l'action. À cette fin, il n'y a aujourd'hui qu'une chose à faire : arracher le pouvoir à ses détenteurs authentiques, aux agrariens et aux capitalistes qui se cachent derrière Ebert et Noske. La route bifurque donc en partant de l'Assemblée nationale : ou la dictature d'une clique impérialiste, ou la dictature du prolétariat. Nul chemin ne s'ouvre vers la « démocratie ». Kautsky ne le voit pas. Non sans prolixité, il expose l'importance de la démocratie pour le développement politique et l'éducation organisatrice des masses et fait valoir qu'elle peut conduire le prolétariat à l'émancipation totale des masses (p. 72). C'est à croire que rien d'important ne s'est passé ici-bas depuis le jour où fut écrit le programme d'Erfurt.

Le prolétariat français, allemand et celui de quelques autres pays des plus importants, a pourtant milité pendant quelques décades, en bénéficiant de tous les avantages de la démocratie, pour créer de puissantes organisations politiques. Cette évolution du prolétariat vers le socialisme

a pourtant été interrompue par un événement assez considérable - par la guerre impérialiste mondiale.

L'État de classe a pu, au moment où la guerre éclatait par sa faute, tromper le prolétariat avec l'aide des organisations dirigeantes de la démocratie socialiste et l'entraîner dans son orbite. Les méthodes démocratiques ont ainsi prouvé, en dépit des avantages indiscutables qu'elles procuraient à une certaine époque, leur action extrêmement limitée : puisque l'éducation démocratique de deux générations prolétariennes n'avait aucunement préparé le terrain politique à la compréhension et à l'appréciation d'un événement tel que la guerre impérialiste mondiale. Cette expérience ne permet pas d'affirmer que la guerre éclatant dix ou vingt ans plus tard eût trouvé le prolétariat politiquement mieux préparé. L'État démocratique bourgeois ne se borne pas à accorder aux travailleurs de meilleures conditions de développement - par rapport à celles de l'absolutisme ; il limite ce même développement par sa légalité, il accumule et renforce avec art, parmi de petites aristocraties prolétariennes, les mœurs opportunistes et les préjugés légaux. Au moment où la catastrophe - la guerre - devint imminente, l'école de la démocratie se révéla tout à fait incapable de conduire le prolétariat à la révolution. Il y fallut l'école barbare de la guerre, des espoirs socialistes-impérialistes, de plus grands succès militaires et d'une défaite sans exemple. Après ces événements, qui ont apporté quelques modifications au programme d'Erfurt, resservir les anciens lieux communs sur la signification du parlementarisme pour l'éducation du prolétariat, c'est retomber politiquement en enfance. Et c'est le malheur de Kautsky.

Il écrit :

*« Une profonde méfiance à l'encontre de la lutte politique du prolétariat pour son émancipation, et à l'encontre de son action politique, caractérisait le proudhonisme. La même opinion se manifeste aujourd'hui (! !) et se recommande comme le nouvel évangile de la pensée socialiste, comme un produit de l'expérience que Marx ne connut pas et ne put pas connaître. En fait, nous n'y voyons qu'une variation d'une idée vieille d'un demi-siècle, que Marx a combattue et qu'il a vaincue » pp. 58-59).*

Ainsi le bolchevisme n'est que... du proudhonisme réchauffé ! Au point de vue théorique, cette affirmation sans vergogne est l'une des plus impudentes de la brochure.

Les proudhoniens répudiaient la démocratie pour la raison même qui les faisait répudier la politique. Ils étaient partisans de l'organisation économique des travailleurs sans intervention du pouvoir de l'État, sans bouleversements révolutionnaires ; ils étaient partisans de la mutualité ouvrière sur les bases de l'économie commerciale. Dans la mesure où la force des choses les poussait à la lutte politique, ils préféraient- en tant qu'idéologues bourgeois - la démocratie à la ploutocratie et même à la dictature révolutionnaire. Qu'y a-t-il là de commun avec nous ? Alors que nous rejetons la démocratie au nom d'un pouvoir prolétarien concentré, les proudhoniens étaient au contraire tout disposés à s'accorder avec une démocratie, quelque peu diluée de fédéralisme, afin d'éviter le pouvoir ouvrier révolutionnaire exclusif. Kautsky aurait pu nous comparer avec bien plus de raison aux *blanquistes* adversaires des proudhoniens, aux blanquistes qui saisissaient bien l'importance du pouvoir révolutionnaire et se gardaient bien, en posant la question de sa conquête, de tenir religieusement compte des aspects formels de la démocratie. Mais pour justifier la comparaison des communistes et des blanquistes, il faudrait ajouter que nous disposons d'une organisation révolutionnaire telle que n'en rêvèrent jamais les blanquistes : les soviets des députés ouvriers et soldats ; - que nous avons en notre parti une incomparable organisation politique directrice pourvue d'un programme complet de révolution sociale ; et, enfin, que nos syndicats, marchant avec ensemble sous le drapeau communiste et soutenant sans réserves le gouvernement des Soviets, constituent un puissant appareil de transformation économique. On ne peut, dans ces conditions, parler de la résurrection par le bolchevisme des

préjugés proudhoniens, qu'en perdant jusqu'aux derniers vestiges le, sens historique et la probité en matière de doctrine.

## **La dégénérescence impérialiste de la Démocratie**

Ce n'est pas sans raison que le mot démocratie a dans le dictionnaire une signification double.

D'une part, il désigne le régime fondé sur le suffrage universel et sur les autres attributs de la « souveraineté populaire » formelle. De l'autre, il désigne les masses populaires elles-mêmes, dans la mesure où elles ont une vie politique. Dans ces deux significations, la notion de démocratie s'érige au-dessus des considérations de classes.

Ces particularités de la terminologie ont leur profonde signification politique. La démocratie, régime politique, est d'autant plus inébranlable, plus achevée, plus ferme que la masse petite-bourgeoise des villes et des campagnes, insuffisamment différenciée au point de vue des classes, tient plus de place dans la vie sociale. La démocratie a atteint son apogée au XIX<sup>e</sup> siècle aux États-Unis d'Amérique et en Suisse. Outre-Océan, la démocratie gouvernementale de la République fédérative se fondait sur la démocratie agraire des fermiers. Dans la petite République helvétique, la petite bourgeoisie des villes et les paysans riches ont formé la base de la démocratie conservatrice des cantons.

Née dans la lutte du tiers-état contre le féodalisme, la démocratie devient promptement une arme contre les antagonismes de classe en voie de développement dans la société bourgeoise. La démocratie bourgeoise réussit d'autant mieux à remplir sa tâche qu'elle est appuyée par une couche plus profonde de petite bourgeoisie, que l'importance de cette dernière est plus grande dans la vie économique du pays, que le niveau des antagonismes de classe est donc plus bas. Mais les classes moyennes, de plus en plus en retard sur le développement historique, perdent néanmoins le droit de parler au nom de la nation. Leurs doctrinaires (Bernstein et consorts) ont bien pu établir avec satisfaction que les classes moyennes sont loin de disparaître aussi rapidement que le supposait l'école marxiste. Et l'on peut convenir en effet que les éléments petits-bourgeois des villes et des campagnes occupent encore numériquement une place très importante. Mais la signification capitale du développement est dans la perte de son importance dans la production : la valeur des richesses que la petite bourgeoisie verse à l'actif des nations est tombée beaucoup plus promptement que son importance numérique. Le développement historique s'est fondé, toujours plus, sur les pôles opposés de la société - bourgeoisie capitaliste et prolétariat - et non sur ces couches conservatrices léguées par le passé.

Plus la petite bourgeoisie perdait son importance sociale et moins elle était capable de tenir avec autorité le rôle d'arbitre dans le grand conflit historique entre le capital et le travail. Numériquement très nombreuse, la petite bourgeoisie des villes et, plus encore, des campagnes, continuait pourtant à trouver son expression dans la statistique électorale du parlementarisme. L'égalité formelle de tous les citoyens en qualité d'électeurs ne faisait qu'attester plus nettement, dans cette circonstance, l'incapacité du « parlementarisme démocratique » à résoudre les questions essentielles que faisait surgir le développement historique. L'égalité des suffrages du prolétaire, du paysan et du grand trusteur faisait du paysan l'intermédiaire entre deux antagonistes. Mais en fait la classe paysanne, arriérée au double point de vue de la culture et de la vie sociale, politiquement impuissante, servait toujours d'appui aux partis les plus réactionnaires, les plus aventureux, les plus corrompus, qui finissaient invariablement par soutenir le capital contre le travail.

Précisément à l'encontre de toutes les prophéties de Bernstein, de Sombart, de Tougan-Baranovsky, la vitalité des classes moyennes n'a pas diminué d'intensité les crises révolutionnaires de la société bourgeoise, mais les a, au contraire, rendues plus douloureuses. Si la prolétarianisation de la petite bourgeoisie et de la classe paysanne revêtait des formes pures et nettes, la conquête pacifique du pouvoir par le prolétariat, au moyen du mécanisme parlementaire, eût été bien plus probable qu'elle ne l'est aujourd'hui. Le fait auquel se cramponnaient les partisans de la petite bourgeoisie, - sa vitalité - a été fatal même nu formes extérieures de la démocratie, sitôt que le capitalisme eut ébranlé ses fondements. Occupant dans la politique parlementaire la place qu'elle avait perdue dans la production, la petite bourgeoisie a définitivement compromis le parlementarisme en le réduisant à un bavardage diffus et à l'obstruction législative. Ce seul fait imposait au prolétariat le devoir de s'emparer du pouvoir de l'État, indépendamment de la petite bourgeoisie et même contre elle, - non contre ses intérêts, mais contre son ineptie et contre sa politique inconsistante, toute en accès impulsifs et impuissants.

*« L'impérialisme - écrivait **Marx** à propos de l'empire de Napoléon III - est la forme la plus prostituée et la plus achevée du pouvoir gouvernemental que... la bourgeoisie, atteignant son apogée, a transformé en instrument d'asservissement du travail au capital ».*

Cette définition dépasse le second Empire français et embrasse le nouvel impérialisme nécessité dans le monde entier par les convoitises du capital national des grandes puissances: Dans le domaine économique, l'impérialisme supposait la chute définitive du rôle de la petite bourgeoisie; dans le domaine politique, il signifiait l'anéantissement total de la démocratie, par la transformation de sa texture même et par la subordination de tous ses moyens et de toutes ses institutions aux buts de l'impérialisme. Embrassant les pays, indépendamment de leur destinée politique antérieure, l'impérialisme montra que tous les préjugés politiques lui étaient étrangers et qu'il était également disposé à se servir (et capable de le faire) après les avoir socialement transformées et soumises, des monarchies de Nicolas Romanov ou de Wilhelm Hohenzollern, de l'autocratie présidentielle des États-Unis, et de l'impuissance de quelques centaines de législateurs frelatés du Parlement français. La grande tuerie - bain de sang dans laquelle la bourgeoisie a tenté de se rajeunir - nous a offert le tableau d'une mobilisation sans exemple de toutes les formes d'état, d'administration, d'orientation politique, d'écoles religieuses ou philosophiques, au service de l'impérialisme. Parmi les pédants même, dont la léthargie longue de quelques dizaines d'années n'avait pas été troublée par le développement de l'impérialisme, et qui continuaient à considérer la démocratie, le suffrage universel, etc., de leur point de vue traditionnel, bon nombre finirent par se rendre compte pendant la guerre que les notions coutumières avaient désormais un nouveau contenu. Absolutisme, monarchie parlementaire, démocratie : aux yeux de l'impérialisme, et sans doute de la révolution qui vient prendre sa succession, toutes les formes gouvernementales de la domination bourgeoise, du tsarisme russe au fédéralisme quasi-démocratique de l'Amérique du Nord, sont égales en droits et font partie de combinaisons dans lesquelles elles se complètent indissolublement l'une l'autre.

L'impérialisme réussit à se soumettre, au moment critique, par tous les moyens dont il dispose, et notamment par les parlements - quelle que fût l'arithmétique des scrutins - la petite bourgeoisie des villes et des campagnes et même l'aristocratie ouvrière. L'idée nationale qui avait guidé le tiers-état dans son avènement au pouvoir eut au cours de la guerre sa période de renaissance avec la « défense nationale ». L'idéologie nationale se ralluma une dernière fois avec une éblouissante clarté, au détriment de l'idéologie des classes. Le naufrage des illusions impérialistes d'abord dans les pays vaincus, puis avec quelque retard dans les pays vainqueurs, a détruit les bases mêmes de ce qui fut autrefois la démocratie nationale et de son instrument essentiel, le parlement démocratique. La débilité, la mauvaise qualité, l'impuissance de la bourgeoisie apparurent partout avec une horrible évidence. Dans tous les pays, la question du pouvoir gouvernemental se posa nettement entre la clique capitaliste régnant ouvertement ou

non, disposant d'une caste d'officiers aguerris ou trempés - quelquefois forte de centaines de milliers d'hommes - et le prolétariat révolutionnaire insurgé, en présence des classes moyennes épouvantées, éperdues et prostrées. Piètres billevesées que les propos que l'on peut tenir dans ces circonstances sur la paisible conquête du pouvoir par le prolétariat au moyen du parlementarisme démocratique !

Le schéma de la situation politique à l'échelle mondiale est absolument net. Ayant amené les peuples épuisés et saignés au bord de l'abîme, la bourgeoisie et tout d'abord celle des pays vainqueurs, a démontré son incapacité absolue à les tirer de leur terrible situation et l'incompatibilité de son existence avec le progrès ultérieur de l'humanité. Tous les groupements politiques intermédiaires et les partis social-patriotes d'abord pourrissent encore vivants. Le prolétariat qu'ils ont trompé leur est tous les jours plus hostile et se confirme dans sa mission révolutionnaire comme la seule force qui puisse sauver les peuples de la barbarie et de la mort. L'histoire n'assure pourtant pas au parti de la révolution sociale une majorité parlementaire formelle. En d'autres termes, elle n'a pas transformé les nations en des clubs votant solennellement - à la majorité des voix - la révolution sociale. Au contraire, la révolution violente est devenue une nécessité, justement parce que les exigences inéluctables de l'histoire ne pouvaient être satisfaites par l'appareil de la démocratie parlementaire. **La bourgeoisie capitaliste se dit :**

*« Tant que je tiendrai les terres, les usines, les fabriques, les banques, la presse, les écoles, les universités, tant que je tiendrai - car c'est l'essentiel - l'armée, le mécanisme de la démocratie, de quelque façon qu'on le remanie, demeurera soumis à ma volonté. La petite bourgeoisie inepte, conservatrice et dépourvue de caractère, m'est aussi soumise spirituellement que matériellement. Je la réduis et je la réduirai par la puissance de mes entreprises, de mes bénéfices de mes projets et de mes crimes. Quand, mécontente, elle murmurerait, je créerai des paratonnerres à la douzaine. Je susciterai, quand j'en aurai besoin, des partis d'opposition qui disparaîtront aussitôt après avoir rempli leur mission en donnant à la bourgeoisie l'occasion de manifester son indignation sans causer le moindre préjudice au capitalisme. Je maintiendrai pour les masses populaires le régime de l'instruction primaire obligatoire qui les fixe à la limite de l'ignorance et ne leur permet pas de s'élever intellectuellement au-dessus du niveau reconnu inoffensif par mes experts. Je débaucherai, je bernerai, j'intimiderai les couches les plus privilégiées et les plus arriérées du prolétariat. Tant que les instruments d'oppression et d'intimidation demeureront entre mes mains, la coordination de toutes ces mesures ne permettra pas à l'avant-garde de la classe ouvrière d'éclairer la conscience du plus grand nombre.*

#### **À quoi répond le prolétariat révolutionnaire :**

*« Sans doute la première condition de salut est-elle d'arracher à la bourgeoisie ses instruments de domination. Nul espoir n'est permis d'atteindre pacifiquement au pouvoir alors que la bourgeoisie conserve tous les instruments de domination. Triplement fou, l'espoir d'arriver au pouvoir par le chemin que la bourgeoisie même montre et barricade simultanément : par la démocratie parlementaire. Il n'est qu'un chemin : arracher le pouvoir à la bourgeoisie en lui ôtant les instruments matériels de sa domination. Quelle que soit la corrélation apparente des forces au parlement, je ferai des moyens les plus importants de la production un bien social, je libérerai la conscience des classes petites-bourgeoises hypnotisées par le capitalisme. Je leur montrerai par les faits ce que c'est que la production socialiste. Quand elles l'auront vu, les couches les plus arriérées de la population me soutiendront en venant volontairement et consciemment à l'œuvre d'édification socialiste ».*

Quand le gouvernement des Soviets russes dispersa l'Assemblée constituante, ce fait parut aux dirigeants social-démocrates de l'Europe, sinon le prélude de la fin du monde, du moins une

rupture arbitraire et brutale avec tout le développement antérieur du socialisme. Ce n'était cependant qu'une conséquence inévitable de la situation créée par l'impérialisme et la guerre. Si le communisme russe en a tiré le premier les conclusions théoriques et pratiques, c'est pour les raisons mêmes qui ont contraint le prolétariat russe à engager le premier la lutte pour le pouvoir.

Tout ce qui s'est passé depuis en Europe nous démontre que nous avons eu raison. Croire à la possibilité de restaurer la démocratie, dans toute sa débilite, c'est se nourrir de pauvres utopies réactionnaires.

## **Métaphysique de la Démocratie**

Sentant le sol historique se dérober sous ses pas, Kautsky passe de la démocratie à la philosophie transcendante et se met à épiloguer sur ce qui devrait être.

Les principes démocratiques - souveraineté du peuple, suffrage universel, libertés - lui apparaissent dans l'auréole du devoir moral. Ils se dissocient de leur contenu historique et, considérés dans leur nature abstraite, apparaissent invariables et sacrés. Ce péché métaphysique n'est pas le fait du hasard. Feu Plékhanov, après avoir été, dans les meilleures époques de sa vie, l'adversaire irréductible du kantisme, tenta lui aussi vers la fin de ses jours, alors que l'emportait la rafale de patriotisme, de s'accrocher au fétu de paille de l'impératif catégorique ; et c'est bien caractéristique...

À la démocratie réelle dont le peuple allemand vient de faire la connaissance, Kautsky oppose une démocratie idéale, comme on oppose la chose en soi au phénomène vulgaire. Kautsky ne nous indique avec assurance aucun pays démocratique, dont la démocratie garantisse le passage indolore au socialisme. En revanche, il est fermement convaincu que ce pays doit exister. À l'Assemblée nationale allemande actuelle, cet instrument de l'impuissance, de la méchanceté réactionnaire, des expédients vils, Kautsky oppose une autre Assemblée nationale, douée, celle-là, de toutes les qualités sauf une : celle, sans doute peu importante, de l'existence.

La doctrine de la démocratie formelle n'est pas constituée par le socialisme scientifique, mais par le droit naturel. L'essence du droit naturel réside dans la reconnaissance de normes juridiques éternelles et invariables qui trouvent aux différentes époques et chez les différents peuples des expressions plus ou moins restreintes et déformées. Le droit naturel de l'histoire moderne, tel que l'a produit le moyen-âge, comportait avant tout une protestation contre les privilèges des castes, contre les abus sanctionnés par la législation du despotisme et contre d'autres produits « artificiels » du droit positif féodal. L'idéologie du tiers-état, encore trop faible, exprimait son intérêt propre au moyen de quelques normes idéales qui devaient devenir par la suite l'enseignement de la démocratie et acquérir en même temps un caractère individualiste. La -personnalité est une fin en soi ; les hommes ont tous le droit d'exprimer leur pensée par la parole et l'écrit ; tout homme a un droit de suffrage égal à celui des autres. Emblèmes de combat contre le féodalisme, les revendications de la démocratie marquaient un progrès. Mais plus nous allons ensuite, et plus la métaphysique du droit naturel (théorie de la démocratie formelle) fait valoir son aspect réactionnaire : et c'est le contrôle d'une norme idéale sur les exigences réelles des masses ouvrières et des partis révolutionnaires.

Si l'on jette un coup d'œil sur la succession historique des philosophies, la théorie du droit apparaît comme une transposition du spiritualisme chrétien débarrassé de son mysticisme grossier. L'Évangile annonça à l'esclave qu'il a une âme pareille à celle de son maître et institua ainsi l'égalité de tous les hommes devant le tribunal céleste. En fait, l'esclave resta l'esclave et la soumission lui devint un devoir religieux. Il trouvait dans l'enseignement chrétien une satisfaction mystique à son obscure Protestation contre sa condition. À côté de la protestation, la consolation. « Bien que tu sois pareil à un âne qui brait, tu as une âme éternelle », lui disait le

christianisme. Une note d'indignation résonnait là. Mais le christianisme ajoutait : « Si même tu es pareil à un âne qui braie, une récompense éternelle attend ton âme immortelle. » Ces deux notes se sont accouplées dans le christianisme historique de différentes manières, selon les époques et les classes. D'une façon générale, le christianisme devint pourtant, comme toutes les autres religions, un moyen d'endormir la conscience des masses opprimées.

Le droit naturel, devenu théorie de la démocratie, disait à l'ouvrier : « Tous les hommes sont égaux devant la loi, quelle que soit leur origine, mur ou non-mur, possédants ou de non-possédants et le rôle qu'ils remplissent ; ils ont tous un droit égal à décider par leur suffrage des destinées du peuple ». Cette norme idéale a fait œuvre révolutionnaire dans la conscience des masses, dans la mesure où elle condamnait l'absolutisme, les privilèges aristocratiques, le suffrage censitaire. Hors de là, elle ne faisait qu'endormir toujours plus la conscience des masses, légaliser la misère, l'esclavage et l'humiliation.

Rothschild, qui a su monnayer le sang et la sueur du monde en beaux napoléons d'or, n'a qu'une voix aux élections Parlementaires. L'obscur mineur qui ne sait pas signer son nom, qui, pendant presque toute sa vie, dort sans se dévêtir et mène dans la société l'existence d'une taupe, est pourtant, lui aussi, détenteur d'une parcelle de la souveraineté populaire, l'égal de Rothschild devant les tribunaux et pendant ces périodes électorales. Dans des conditions réelles de la vie, dans les relations sociales, dans les mœurs, les hommes sont de plus en plus inégaux : ici l'accumulation de richesses inouïes, et là une misère sans espoir. Mais, dans la structure périodique de l'État, ces terribles contradictions disparaissent ; on n'y rencontre que des ombres légales dépourvues de corps. « Propriétaire, journalier agricole, capitaliste, prolétaire, ministre, cireur de bottes, tous sont égaux en tant que « citoyens » et « législateurs ». L'égalité mystique du christianisme est descendue des cieux sous la forme de l'égalité en droit naturel démocratique. Mais elle n'est pas descendue jusqu'à la terre même, jusqu'au fondement économique de la société. Pour l'obscur journalier, qui ne cesse à aucune heure de sa vie d'être une bête de somme exploitée par le capitaliste, le droit idéal d'influer sur les destinées du peuple par les élections parlementaires est à peine plus réel que la félicité qu'on lui promettait naguère au royaume des cieux. Guidé par les intérêts pratiques de la classe ouvrière, le parti socialiste entra à un moment donné dans la voie du parlementarisme. Ce qui ne veut nullement dire qu'il ait reconnu en principe la théorie métaphysique de la démocratie fondée sur un droit supérieur à l'histoire et aux classes sociales. La doctrine prolétarienne considérait la démocratie comme un instrument au service de la société bourgeoise, entièrement adapté d'ailleurs aux besoins et aux buts des classes dominantes. Mais, vivant du travail du prolétariat et ne pouvant lui refuser, sous peine de se ruiner, de légaliser tout au moins quelques aspects de la lutte des classes, la société bourgeoise donnait ainsi aux partis socialistes la possibilité d'user, dans une certaine mesure et à certaines périodes, du mécanisme de la démocratie, sans porter la moindre atteinte à son principe intangible.

La tâche essentielle du parti socialiste fut, à toutes les époques de sa lutte, de créer les conditions d'une égalité réelle, économique, d'une égalité de mœurs entre les membres de la communauté humaine, fondée sur la solidarité. C'est précisément pourquoi les théoriciens du prolétariat devaient démasquer la métaphysique du prolétariat, voile philosophique jeté sur des mystifications politiques.

Si le parti démocratique, dévoilant à l'époque de son enthousiasme révolutionnaire le mensonge du dogme de l'Église, disait aux masses. « On vous berce avec la promesse d'une félicité d'outre-tombe, tandis que vous êtes ici-bas sans droits et enchaînés par l'arbitraire », - le parti socialiste n'avait pas moins raison de leur dire quelques dizaines d'années plus tard : « On vous endort avec une fiction d'égalité et de droits politiques ; mais la possibilité de réaliser ces



droits vous est ôtée; l'égalité juridique, apparente et conventionnelle, devient une idéale chaîne de forçat qui vous attache à la roue du capital. »

En vue de sa tâche fondamentale, le parti socialiste mobilisa aussi les masses pour l'action parlementaire, mais jamais et nulle part il ne s'engagea à ne conduire le prolétariat vers le socialisme que par la démocratie. En nous adaptant au régime parlementaire, nous nous bornions, au cours de l'époque précédente, à démasquer théoriquement la démocratie que nous n'avions pas encore la force de surmonter pratiquement. Mais la courbe idéologique du socialisme, qui se dessine en dépit des déviations, des chutes et même des trahisons, s'achève par la répudiation de la démocratie et par son remplacement par un mécanisme prolétarien, aussitôt que la classe ouvrière a les forces nécessaires.

Nous n'en donnerons qu'une preuve, mais assez frappante. En 1888, Paul [Lafargue](#) écrivait dans le Social-Démocrate (russe) : « Le parlementarisme est un système gouvernemental qui donne au peuple l'illusion de gérer lui-même les affaires du pays, alors que tout le pouvoir est, en fait, concentré entre les mains de la bourgeoisie et pas même de la bourgeoisie entière, mais de quelques couches sociales se rattachant à cette classe. Dans la première période de sa domination, la bourgeoisie ne comprend pas ou ne ressent pas le besoin de donner cette illusion au peuple. C'est pourquoi tous les pays parlementaires de l'Europe ont commencé par un suffrage restreint ; partout, le droit de diriger les destinées politiques du pays en élisant les députés a d'abord appartenu aux propriétaires plus ou moins riches et ne s'est étendu qu'ensuite aux citoyens moins favorisés par la fortune, jusqu'au moment où le privilège de quelques-uns est devenu dans certains pays le droit de tous et de chacun.

« En société bourgeoise, plus le patrimoine social est considérable et moindre est le nombre de ceux qui se l'approprient ; il en est de même du pouvoir : au fur et à mesure que s'accroît la masse de citoyens jouissant de droits politiques et celui des gouvernants élus, le pouvoir effectif se concentre et devient le monopole d'un groupe de personnalités chaque jour plus étroit. » Tel est le mystère du régime des majorités.

Aux yeux du marxiste Lafargue, le parlementarisme subsiste aussi longtemps que la domination de la bourgeoisie. « Le jour, écrit-il, où le prolétariat d'Europe et d'Amérique s'emparera de l'État, il devra organiser un pouvoir révolutionnaire et administrer dictatorialement la société, tant que la bourgeoisie, considérée comme classe sociale, n'aura pas disparu. »

Kautsky connut bien jadis cette estimation socialiste de la valeur du parlementarisme et la répéta maintes fois lui-même, quoique sans cette spirituelle clarté française. Le reniement théorique de Kautsky consiste précisément à abandonner la dialectique matérialiste pour revenir au droit naturel en reconnaissant intangible et absolu le principe démocratique. Ce que le marxisme considérait comme un mécanisme transitoire de la bourgeoisie, ce qui ne pouvait être utilisé en politique que temporairement, afin de préparer la révolution prolétarienne, nous est représenté par Kautsky comme un principe originel, situé au-dessus des classes et auquel se subordonnent sans conteste les méthodes de la lutte prolétarienne. La dégénérescence contre-révolutionnaire du parlementarisme a trouvé son expression la plus achevée dans la divinisation de la démocratie par les théoriciens de la décadence de la IIe Internationale.

## **L'Assemblée constituante**

De façon générale, l'obtention d'une majorité démocratique dans un parlement bourgeois n'est pas absolument impossible. Mais ce fait, si même il se réalisait, ne changerait rien, en principe, au cours des événements. Influencés par la victoire parlementaire du prolétariat, les intellectuels appartenant aux classes moyennes offriraient peut-être une moindre résistance au nouveau

régime. Mais la résistance essentielle de la bourgeoisie serait déterminée par des faits tels que : l'état d'esprit de l'armée, le degré d'armement des ouvriers, la situation dans les pays voisins ; et la guerre civile suivrait son cours sous l'influence de ces facteurs réels et non de la fragile arithmétique parlementaire.

Notre parti ne se refusait pas à conduire le prolétariat à la dictature en passant par la démocratie ; il se rendait un compte exact des avantages offerts à la propagande et à l'action politique par une semblable transition « légalisée » à l'ordre nouveau. De là notre tentative de convoquer l'Assemblée constituante. Elle a échoué. Le paysan russe que la révolution venait d'éveiller à la vie politique se trouva en présence d'une douzaine de partis dont chacun semblait se donner pour but de lui brouiller les idées. L'Assemblée constituante se mit en travers de la révolution et fut balayée.

La majorité « conciliatrice » de l'Assemblée constituante ne reflétait que l'insuffisance de pensée, de caractère des couches intermédiaires des villes et des campagnes et des éléments prolétariens arriérés. Si nous nous plaçons au point de vue des possibilités historiques objectives, nous pourrions dire que la crise eût été moins douloureuse si l'Assemblée constituante avait, par un travail d'une couple d'années, définitivement discrédité les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks par leur coalition avec les cadets et amené ainsi un revirement formel en faveur des bolcheviks, prouvant aux masses qu'il n'y a en réalité que deux forces : le prolétariat révolutionnaire dirigé par les communistes, et la démocratie contre-révolutionnaire à la tête de laquelle se placent des généraux et des amiraux. Mais le nœud de la question était ailleurs : la situation intérieure était alors loin d'évoluer de pair avec la situation internationale. Si notre parti s'en était remis, pour toutes les responsabilités, à la pédagogie objective du « cours des choses », les événements militaires auraient pu suffire à nous déterminer. L'impérialisme allemand pouvait s'emparer de Pétrograd dont le gouvernement de Kerensky avait commencé l'évacuation. La perte de Pétersbourg eût alors été mortelle pour le prolétariat russe, dont les meilleures forces étaient, à ce moment, celles de la flotte de la Baltique et de la capitale rouge.

On ne peut donc pas reprocher à notre parti d'avoir voulu remonter le courant de l'histoire, mais plutôt d'avoir sauté quelques degrés de l'évolution politique. Il a enjambé les socialistes révolutionnaires et les mencheviks pour ne pas permettre au militarisme allemand d'enjamber le prolétariat russe et de conclure la paix avec l'Entente au détriment de la révolution, avant que celle-ci ait eu le temps de déployer ses ailes.

Point n'est difficile de déduire de ce qui précède les réponses aux deux questions que nous pose insidieusement Kautsky. D'abord, pourquoi avons-nous convoqué l'Assemblée constituante, puisque nous avons en vue la dictature du prolétariat ? Et ensuite, si la première Assemblée constituante que nous avons cru devoir convoquer s'est montrée réactionnaire et n'a pas correspondu aux intérêts de la révolution, pourquoi nous refusons-nous à convoquer une nouvelle Assemblée constituante ? L'arrière-pensée de Kautsky, c'est que nous avons répudié la démocratie, non pas pour des raisons de principe, mais parce qu'elle était contre nous. Rétablissons les faits afin de mieux attraper par ses deux oreilles cette insinuante ânerie.

Le mot d'ordre : « **Tout le pouvoir aux Soviets !** » fut celui de notre parti dès le début de la révolution, c'est-à-dire bien longtemps avant la dissolution de l'Assemblée constituante, et même bien longtemps avant la parution du décret qui la convoquait. Nous *n'opposions* pas, il est vrai, les Soviets à la future Assemblée constituante dont le gouvernement de Kerensky rendait, en la retardant sans cesse, la convocation tout à fait problématique ; mais nous ne considérions certes pas la future Assemblée constituante à la manière des démocrates petits-bourgeois qui voyaient en elle le maître du pays russe appelé à tout décider.

Nous faisons comprendre aux masses que leurs propres organisations révolutionnaires - les Soviets - devaient et pouvaient être authentiquement maîtresses de la situation. Si nous n'avions

pas répudié formellement à l'avance l'Assemblée constituante, c'est uniquement parce qu'elle ne se présentait pas en opposition avec le pouvoir des Soviets, mais avec celui de Kerensky, qui n'était pourtant lui-même que l'homme de paille de la bourgeoisie. Nous avons décidé à l'avance que si la majorité nous appartenait à l'Assemblée constituante, elle se dissoudrait elle-même en transmettant ses pouvoirs aux Soviets, comme fit plus tard la Douma municipale de Pétrograd, élue sur les bases du suffrage démocratique le plus large.

Dans mon petit livre sur la *Révolution d'octobre*,<sup>1</sup> je me suis efforcé de montrer les raisons qui faisaient de l'Assemblée constituante le reflet attardé d'une époque déjà dépassée par la révolution. Ne voyant l'organisation du pouvoir révolutionnaire que dans les Soviets, et ceux-ci détenant déjà, au moment de la convocation de l'Assemblée constituante, le pouvoir effectif, la question était toute résolue pour nous par la dissolution forcée de l'Assemblée constituante qui ne pouvait être disposée à se dissoudre elle-même au bénéfice du pouvoir des Soviets.

Mais pourquoi, nous demande Kautsky, ne convoquez-vous pas une nouvelle Assemblée constituante ?

Parce que nous n'en ressentons pas le besoin. Si la première Assemblée constituante pouvait encore jouer momentanément un rôle progressiste, en sanctionnant, aux yeux de la petite bourgeoisie, le régime des Soviets, qui se fondait à peine, maintenant, après deux années de dictature victorieuse du prolétariat, après l'échec total de toutes les entreprises « démocratiques » en Sibérie, sur les côtes de la mer Blanche, en Ukraine, au Caucase, le pouvoir soviétique n'a plus besoin d'être sanctifié par l'autorité douteuse de l'Assemblée Constituante. Mais Kautsky d'interroger du ton de Lloyd George : - *Ne sommes-nous pas en droit, puisqu'il en est ainsi, de conclure que le gouvernement des Soviets se maintient par la volonté d'une minorité, puisqu'il élude le contrôle d'une consultation populaire ?*

Ce trait passe à côté du but.

Si le régime parlementaire, même à l'époque de son développement « paisible » et sûr, ne traduisait qu'assez grossièrement l'état d'esprit du pays ; si, à l'époque des tempêtes révolutionnaires, il a complètement perdu la faculté de suivre la lutte et l'évolution de la conscience politique, le régime des Soviets institue un contact infiniment plus étroit, plus organique, plus honnête avec la majorité des travailleurs. Sa signification la plus importante n'est pas d'exprimer statiquement la majorité, mais de la formuler dynamiquement. Entrée dans la voie de la dictature révolutionnaire, la classe ouvrière russe a signifié par cela même qu'elle n'édifie pas, en période de transition, sa politique sur l'art inconsistant de rivaliser avec des partis caméléons, afin de leur arracher quelques voix paysannes, mais sur l'initiation des masses paysannes, œuvrant en plein accord avec le prolétariat à l'administration du pays dans les intérêts véritables des travailleurs. C'est là une démocratie autrement profonde que la démocratie parlementaire.

Maintenant que la tâche essentielle de la révolution - question de vie ou de mort – consiste à repousser l'attaque des bandes blanches, Kautsky pense-t-il qu'une, « majorité parlementaire » quelconque pourrait assurer une organisation plus énergique, plus dévouée, plus victorieuse de la défense révolutionnaire ? Les conditions de la lutte se posent si nettement dans le pays étreint par le blocus infâme, que les classes intermédiaires et les groupes sociaux n'ont que le choix entre Denikine et le gouvernement des Soviets. En faut-il de nouvelles preuves après que l'on a vu les partis du juste milieu, mencheviks et socialistes-révolutionnaires, se diviser ainsi ?

Un nous proposant un nouveau scrutin pour la Constituante, Kautsky présumerait-il l'interruption de la guerre civile pendant la période électorale ? S'il a l'intention de faire agir dans ce sens la IIe Internationale, hâtons-nous de lui révéler qu'elle n'a guère plus de crédit chez Denikine que chez nous. Si la guerre entre les bandes de l'impérialisme et l'armée des ouvriers et

---

<sup>1</sup> Publié en France sous le titre : *L'Avènement du Bolchevisme*. (N. d. E.).

des paysans se poursuit, si les élections doivent se limiter nécessairement au territoire des Soviets, Kautsky exigera-t-il que nous laissions aux partis qui soutiennent Denikine le droit de libre propagande ? Bavardage méprisable et vain : jamais, aucun gouvernement ne peut permettre dans aucune condition de mobiliser à l'arrière de ses armées les forces des ennemis auxquels il fait la guerre.

Le fait que la fleur de notre population laborieuse est en ce moment aux fronts n'occupe pas une des moindres places dans la position de la question. Les prolétaires avancés, les paysans les plus conscients, ceux qui, dans toutes les élections comme dans toutes les actions politiques des masses, se placent au premier rang et dirigent l'opinion publique des travailleurs, sont tous en ce moment aux fronts, dans l'armée rouge, où commissaires, commandants, soldats, ils se battent et meurent. Si les gouvernements des États démocratiques bourgeois, dont le régime se fonde sur le parlementarisme, n'ont pas cru pouvoir procéder aux élections pendant toute la durée de la guerre, il n'est que d'autant plus absurde de demander pareille chose à la Russie des Soviets dans laquelle le parlementarisme n'a aucune place. Il nous suffit largement que le gouvernement révolutionnaire de la Russie n'ait pas entravé, même aux heures les plus graves, le renouvellement par voie d'élections de ses Soviets locaux et centraux.

Nous dirons enfin, ultime conclusion - *the last and the least - pour* éclairer Kautsky, que les kautskistes russes eux-mêmes, les mencheviks Martov et Dan ne croient pas possible de demander actuellement la convocation de l'Assemblée constituante et remettent ce beau projet à des temps meilleurs. Mais en aura-t-on besoin, alors ? Il est permis d'en douter. La guerre civile terminée, la dictature de la classe ouvrière révélera sa force créatrice et montrera aux masses les plus arriérées tout ce qu'elle peut leur donner. Par l'application rationnelle du travail obligatoire et par une organisation centralisée de la répartition des produits, toute la population du pays sera entraînée dans l'engrenage du système économique et de la self-administration soviétique. Les Soviets eux-mêmes, aujourd'hui organes du pouvoir, se transformeront en organisations purement économiques. Dans ces conditions, nous doutons que l'idée de couronner l'édifice réel de la société socialiste au moyen d'une Assemblée constituante <sup>1</sup> bien archaïque, vienne à qui que ce soit, d'autant plus que cette Assemblée ne pourrait que constater « constitution » avant elle et sans elle de toutes les institutions dont le pays avait besoin.

---

<sup>1</sup> Afin de nous séduire à l'Assemblée constituante, Kautsky appuie son argumentation fondée sur l'impératif catégorique de considérations empruntées au cours des changes. Citons : « La Russie a besoin de l'aide du capital étranger ; or, cette aide fera défaut à la Russie des Soviets, si elle ne convoque pas l'Assemblée constituante et n'accorde pas de liberté de presse, non que les capitalistes soient pénétrés d'idéalisme démocratique - ils n'ont pas hésité à prêter au tsarisme bon nombre de milliards - mais parce qu'ils ne feront pas, en affaires, confiance au régime des Soviets » (p. 144).

Il y a un grain de vérité dans ce galimatias. La Bourse a, en effet, soutenu le gouvernement de Koltchak, quand il s'appuyait sur l'Assemblée constituante. Mais elle le soutint plus énergiquement encore quand il eut dispersé la Constituante. Par l'expérience de Koltchak, la Bourse s'est confirmée dans sa conviction que le mécanisme de la démocratie bourgeoise peut être utilisée pour servir la cause du capitalisme, et jeté ensuite comme un vêtement usé. Il se peut bien que la Bourse consente à l'Assemblée constituante de nouveaux prêts sur gages, dans l'espoir, pleinement justifié par l'expérience antérieure, de voir l'Assemblée constituante ramener la dictature capitaliste. Nous ne pensons pas payer à ce prix la « confiance en affaires » de la Bourse, et nous lui préférons résolument la confiance, inspirée à toute Bourse, réalisée par les armes de l'armée rouge.

## IV. Le TERRORISME

« La Révolution entraîne - gémit Kautsky - un terrorisme sanguinaire mis en vigueur par des gouvernements socialistes. En Russie, les bolcheviks se sont engagés les premiers dans cette voie. C'est ce qui les a fait désavouer de la façon la plus sévère par tous les socialistes qui n'admettent pas le point de vue bolchevik et au nombre desquels figurent les majoritaires allemands. Mais ces derniers ne se sont pas sitôt sentis menacés dans leur domination qu'ils n'ont pas hésité à recourir à leur tour aux méthodes du terrorisme dont ils avaient condamné l'emploi en Orient ».

Il semblerait donc qu'il eût fallu tirer de ces prémisses la conclusion que le terrorisme est bien plus profondément lié à la nature de la révolution que ne l'avaient pensé certains sages. Kautsky en tire, lui, une conclusion diamétralement opposée. Le développement formidable du terrorisme des blancs et des rouges dans toutes les dernières révolutions - russe, finlandaise, allemande, autrichienne, hongroise - lui est une preuve que ces révolutions ont dévié de leur bonne voie et qu'elles ne se sont pas montrées telles qu'elles auraient dû l'être conformément à ses rêveries théoriques. Sans nous attarder à discuter de « l'immanence » du terrorisme considéré « en soi », dans la Révolution comprise, elle aussi, « en soi », arrêtons-nous sur l'exemple de quelques révolutions, telles que nous les montre l'histoire vivante de l'humanité.

Nous rappellerons, tout d'abord, la Réforme, qui trace une sorte de démarcation entre l'histoire du moyen âge et l'histoire moderne : plus elle embrassait les intérêts profonds des masses populaires, plus elle prenait d'ampleur, plus la guerre civile qui se déroulait sous les étendards religieux devenait acharnée, et plus la terreur était, des deux côtés, impitoyable.

Au **XVIIe** siècle, l'Angleterre accomplit **deux** révolutions : la **première**, qui provoqua de violentes commotions sociales et de longues guerres, amena, notamment, l'exécution de Charles 1er ; la **deuxième** s'est heureusement terminée par l'arrivée au trône d'une dynastie nouvelle. La bourgeoisie anglaise et ses historiens considèrent ces deux révolutions sous des angles bien différents : la **première** est à leurs yeux une abominable Jacquerie, une grande « rébellion » ; la **deuxième** a reçu le nom de « glorieuse révolution ». L'historien français Augustin Thierry a montré les causes de cette différence d'appréciation. Dans la **première** révolution anglaise, dans la « grande rébellion », le peuple agissait, alors que, dans la **deuxième**, il s'est presque « tu ». D'où il résulte que, sous un régime d'esclavage de classe, il est bien difficile d'apprendre les bonnes manières aux masses opprimées. Exaspérées, elles se battent avec des épieux et des pierres, avec le feu et la corde. Les historiens au service des monarques et des exploiters en sont quelquefois offensés. Remarquons toutefois que, dans l'histoire de la nouvelle Angleterre (bourgeoise), c'est la « grande rébellion » qui se situe comme un événement capital et non la « glorieuse révolution ».

L'événement le plus considérable de l'histoire moderne après la Réforme et la « grande rébellion », événement qui, par son importance, laisse loin derrière lui les deux précédents, a été la grande Révolution française.

La révolution classique a engendré le terrorisme classique. Kautsky est prêt à excuser la terreur des Jacobins, en reconnaissant qu'aucune autre mesure ne leur eût permis de sauver la République. Mais nul n'a que faire de cette justification tardive. Pour les Kautsky de la fin du XVIIIe siècle (les leaders des Girondins français), les Jacobins personnifiaient le mal. Voici, dans toute sa banalité, une comparaison suffisamment instructive des Girondins aux Jacobins. Nous la trouvons sous la plume d'un des historiens bourgeois français. « Les uns comme les autres voulaient la République... » Mais les Girondins « voulaient une République légale, libre, généreuse. Les Montagnards voulaient (!) une République despotique et terrible. Les uns et les

autres se déclaraient pour la souveraineté du peuple ; mais les Girondins entendaient fort justement, sous le mot *peuple*, l'ensemble de la population ; tandis que, pour les Montagnards, le peuple n'était que la classe laborieuse ; et dès lors, c'est à ces hommes seuls que devait appartenir le pouvoir ». L'antithèse entre les paladins chevaleresques de l'Assemblée constituante et les réalisateurs sanguinaires de la dictature prolétarienne est ici assez bien indiquée dans les termes politiques de l'époque.

La dictature de fer des Jacobins avait été appelée par la situation extrêmement critique de la France révolutionnaire. Voici ce qu'en dit un historien bourgeois : « Les armées étrangères étaient entrées en territoire français par quatre côtés à la fois ; au nord, les Anglais et les Autrichiens ; en Alsace, les Prussiens ; en Dauphiné et jusqu'à Lyon, les Piémontais ; en Roussillon, les Espagnols. Et cela à un moment où la guerre civile faisait rage sur quatre points différents, en Normandie, en Vendée, à Lyon, et à Toulon. Et il faut encore y ajouter les ennemis de l'intérieur, les innombrables défenseurs cachés du vieil ordre de choses, prêts à aider l'ennemi par tous les moyens. »

La rigueur de la dictature prolétarienne en Russie, dirons-nous, a été conditionnée par des circonstances non moins critiques. Un front ininterrompu du Nord au Sud, de l'Est à l'ouest. Outre les armées contre-révolutionnaires de Koltchak, de Denikine, etc., la Russie soviétique était simultanément ou successivement attaquée par les Allemands, les Autrichiens, les Tchécoslovaques, les Roumains, les Français, les Anglais, les Américains, les Japonais, les Finlandais, les Estoniens et les Lithuaniens. À l'intérieur du pays, bloqué de toutes parts et mourant de faim, ce n'étaient que complots incessants, révoltes, actes terroristes, destruction des dépôts, des voies ferrées et des ponts.

*« Le gouvernement qui avait pris sur lui de lutter avec l'ennemi innombrable de l'extérieur et de l'intérieur n'avait ni argent, ni armée suffisante, en un mot, rien, sauf une énergie sans limite, un appui chaleureux de la part des éléments révolutionnaires du pays et l'audace de recourir à toutes les mesures pour le salut de la patrie, quels qu'en fussent l'arbitraire, l'illégalité et la vigueur ». C'est en ces termes que Plekhanov caractérisait autrefois le gouvernement des jacobins. (Le Social-Démocrate : Aperçu politique et littéraire d'une période de trois mois. Février, tome premier. Londres 1890. Article sur le « Centenaire de la Grande Révolution », pp. 6,7).*

Mais tournons-nous vers la révolution qui s'est produite dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, aux États-Unis, pays de la « démocratie ». Bien qu'il se fût agi non de l'abolition de la propriété privée, mais de l'abolition de la traite des noirs, les institutions de la démocratie n'en avaient pas moins été tout à fait incapables de résoudre le conflit par la voie pacifique. Les États du Sud, battus aux élections présidentielles de 1860, avaient décidé de recouvrer, à n'importe quel prix, l'influence qu'ils avaient jusqu'alors exercée pour le maintien de l'esclavage des noirs et, tout en prononçant, comme il est d'usage, des discours grandiloquents sur la liberté et l'indépendance, ils s'engageaient dans la voie qui conduisait à la révolte des propriétaires-esclavagistes. Toutes les conséquences ultérieures de la guerre civile devaient en résulter inévitablement. Dès le début de la lutte, le gouvernement militaire de Baltimore enfermait, malgré l'« habeas corpus », au fort Mac-Henry, plusieurs partisans esclavagistes. La question de la légalité ou de l'illégalité de ces actes faisait l'objet d'une chaude discussion entre les « principaux notables » de l'endroit. Le juge suprême Teiney déclara que le président de la République n'avait ni le droit de suspendre l'action de l'« habeas corpus », ni celui de conférer de semblables pouvoirs aux autorités militaires.

*« Telle est, selon toute probabilité, la solution normale de cette question, - dit un des premiers historiens de la guerre américaine. Mais la situation était si critique, et la nécessité de prendre des mesures radicales à l'égard de la population de Baltimore si impérieuse, que le*

*gouvernement et le peuple des États-Unis réclamaient les mesures les plus énergiques ».* (Histoire de la guerre américaine, par **Fletcher**, lieutenant-colonel des fusiliers écossais de la garde, traduit de l'anglais, Saint-Petersbourg, 1867, p. 95).

Les quelques objets dont le Sud révolutionnaire avait besoin lui étaient fournis secrètement par les commerçants du Nord. Dans ces conditions, il ne restait plus aux habitants du Nord qu'à recourir aux répressions. Le 6 août 1861, un billet du Congrès sur la confiscation de la propriété privée employée à des fins insurrectionnelles fut ratifié par le Président. Le peuple, représenté par les éléments les plus démocratiques, était enclin aux mesures extrêmes ; le parti républicain avait au Nord une majorité décisive et tous ceux qui étaient suspectés de sécessionnisme, c'est-à-dire de favoriser les États dissidents du Sud, étaient l'objet de violences. Dans quelques villes du Nord et même dans les États de la Nouvelle-Angleterre, qui se glorifiaient de leur bon ordre la population saccagea à diverses reprises les locaux de journaux qui soutenaient les esclavagistes insurgés et brisa leurs presses. Il n'était pas rare de voir les éditeurs révolutionnaires enduits de goudron, roulés dans des plumes et promenés par les rues dans cet accoutrement jusqu'au moment où ils consentaient à jurer fidélité à l'Union. La personnalité d'un planteur enduit de goudron n'avait plus rien de commun avec la « chose en soi » et, de ce chef, l'impératif catégorique de Kant a subi, au cours de la guerre civile américaine, plus d'un échec. Mais ce n'est pas tout. « Le gouvernement, de son côté, nous raconte le même historien, eut recours à diverses mesures de répression contre les publications qui n'adoptaient pas son point de vue. Et la presse américaine, qui avait jusqu'alors bénéficié de la plus grande liberté, se trouva très rapidement dans une posture tout aussi fâcheuse que celle des monarchies absolues de l'Europe. La liberté de la parole eut le même sort. Ainsi, - continue le lieutenant-colonel Fletcher, - le peuple américain se vit priver au même instant de la plupart de ses libertés. Il est à remarquer - ajoute-t-il en moraliste -

*Que la majorité de la population était tellement absorbée par la guerre et si profondément disposée à consentir à tous les sacrifices pour atteindre son but que, loin de regretter la perte de ses libertés, elle semblait ne pas s'en apercevoir.* (Histoire de la guerre américaine, pp. 162-164).

Les sanguinaires esclavagistes du Sud et leur valetaille déchaînée agirent avec une fureur beaucoup plus grande. « Partout, - raconte le comte de Paris, - où se formait une majorité en faveur des propriétaires-esclavagistes, l'opinion publique devenait terriblement despotique à l'égard de la minorité. Tous ceux qui regrettaient le drapeau national étaient contraints au silence. Mais cela parut bien insuffisant. Comme il arrive dans toutes les révolutions, on contraignit les indifférents à exprimer leur attachement à la nouvelle cause. Ceux qui s'y refusaient étaient donnés en pâture à la haine et à la violence de la populace... Dans tous les centres de la civilisation naissante (États du Sud-Ouest) se constituèrent des comités de vigilance composés de tous ceux qui s'étaient signalés par leur extrémisme au cours de la lutte électorale... Le cabaret était le lieu ordinaire de réunions et l'orgie s'y mêlait à une misérable parodie des formes souveraines de la justice. Quelques énergomènes siégeant autour d'un comptoir sur lequel coulaient le jam et le whisky, jugeaient leurs concitoyens présents et absents. L'accusé, avant même d'être questionné, voyait déjà préparer la corde fatale. Et celui qui ne comparaisait pas devant le tribunal apprenait sa condamnation en tombant sous la balle du bourreau tapi dans les broussailles de la forêt... » Ce tableau évoque les scènes qui se déroulent chaque jour dans les régions où opèrent Denikine, Koltchak, Youdénitch et les autres champions de la « démocratie » franco-anglaise et américaine.

Comment se posait la question du terrorisme sous la Commune de Paris ? C'est ce que nous verrons plus loin. Quoi qu'il en soit, les efforts que fait Kautsky pour nous opposer la Commune ne sont nullement fondés et l'obligent à recourir à une piètre phraséologie.



Il faut, paraît-il, regarder les arrestations d'otages comme « inhérentes » au terrorisme de la guerre civile. Kautsky, adversaire du terrorisme et des arrestations d'otages, est cependant pour la Commune de Paris (il est vrai qu'elle vécut il y a cinquante ans). La Commune avait pourtant pris des otages. D'où chez, notre auteur, un certain embarras. Mais à quoi servirait la casuistique, si ce n'était dans ces circonstances ?

Les décrets de la Commune sur les otages et sur leur exécution, en réponse aux cruautés des Versaillais, ont été motivés - selon la profonde explication de Kautsky - par le désir de conserver des vies humaines et non par un désir de meurtre. Admirable découverte ! Il ne reste plus qu'à l'élargir. On peut et on doit faire comprendre qu'en temps de guerre civile nous exterminons les gardes-blancs afin qu'ils n'exterminent pas les travailleurs. Dès lors notre but n'est pas de supprimer des vies humaines, mais bien de les préserver. Si, pour leur préservation, il nous arrive de devoir combattre les armes à la main, et si cela nous conduit à des exterminations - il y a là une énigme dont le secret dialectique a été élucidé par le vieil Hegel, pour ne point parler des sages appartenant à de plus anciennes écoles.

La Commune n'aurait pu se maintenir et s'affermir qu'en faisant une guerre sans merci aux Versaillais. Ceux-ci avaient, à Paris, bon nombre d'agents. En guerre avec les bandes de Thiers, la Commune n'aurait pu faire autrement que d'exterminer les Versaillais tant sur le front qu'à l'arrière. Si son autorité avait dépassé les limites de Paris, elle se fût heurtée - dans le développement de la guerre civile avec l'armée de l'Assemblée nationale - à des ennemis bien plus dangereux, au sein même de la population. La Commune n'aurait pas pu, en tenant tête aux royalistes, accorder la liberté de parole à leurs agents de l'arrière.

Kautsky, en dépit des grands événements actuels, ne se fait aucune, idée de la guerre en général et de la guerre civile en particulier. Il n'arrive pas à comprendre que tout partisan de Thiers à Paris n'était pas qu'un simple « adversaire » idéologique des communards, mais bien un agent et un espion de Thiers, un ennemi mortel, guettant le moment de leur tirer dans le dos. Or, l'ennemi doit être mis dans l'impossibilité de nuire, ce qui, en temps de guerre, ne peut se traduire que par sa suppression. En révolution comme en guerre, il s'agit de briser la volonté de l'ennemi, de le réduire à capituler en acceptant les conditions du vainqueur.

La volonté est, assurément, un fait d'ordre psychologique, mais, à la différence d'un meeting, d'une réunion publique ou d'un congrès, la révolution poursuit ses fins par le recours à des moyens matériels, bien que dans une mesure moindre que la guerre.

La bourgeoisie s'est emparée du pouvoir par l'insurrection, elle l'a affermi par la guerre civile. En temps de paix, elle garde le pouvoir à l'aide d'un appareil de coercition très complexe. Aussi longtemps qu'il y aura une société de classes, fondée sur les antagonismes les plus profonds, l'emploi des répressions sera indispensable pour soumettre la partie adverse.

Si même la dictature du prolétariat naissait, dans quelque pays, au sein de la démocratie, la guerre civile ne serait pas écartée pour cela. La question de savoir à qui appartiendra le pouvoir dans le pays, c'est-à-dire si la bourgeoisie doit vivre ou périr, se résoudra non par des références aux articles de la Constitution, mais par le recours à toutes les formes de la violence. Quoi que fasse Kautsky pour analyser la nourriture de l'anthropopithèque (voir les pages 85 et suivantes de son livre) et les autres circonstances proches ou lointaines qui lui permettront de déterminer les causes de la cruauté humaine, il ne trouvera pas dans l'histoire d'autres moyens de briser la volonté de classe de l'ennemi que le recours énergique à la force.



Le degré d'acharnement de la lutte dépend de toute une série de conditions intérieures et internationales. Plus la résistance de l'ennemi de classe vaincu se montrera acharnée et dangereuse, plus inévitablement le système de coercition se transformera en système de terreur.

Mais ici Kautsky prend inopinément une nouvelle position dans la lutte contre le terrorisme soviétiste; il feint tout simplement d'ignorer la furieuse résistance contre-révolutionnaire de la bourgeoisie russe. « On n'a pas - dit-il - observé semblable acharnement à Pétersbourg et à Moscou en novembre 1917 et moins encore à Budapest tout récemment » (p. 102).

Par suite de cette façon heureuse de poser la question, le terrorisme devient tout simplement un produit de l'esprit sanguinaire des bolcheviks rompant en même temps avec les traditions de l'anthropothèque herbivore et les leçons de morale du « kautskysme ».

La conquête du pouvoir par les Soviets au début de novembre 1917 (nouveau style) s'est accomplie au prix de pertes insignifiantes. La bourgeoisie russe se sentait tellement éloignée des masses populaires, tellement impuissante à l'intérieur, si compromise par le cours et l'issue de la guerre, si démoralisée par le régime de Kerensky, qu'elle ne se risqua pas, pour ainsi dire, à résister. À Pétersbourg, le pouvoir de Kerensky fut renversé presque sans combat. À Moscou, la résistance se prolongea surtout par suite du caractère indécis de nos propres actions. Dans la plupart des villes de province, le pouvoir passa aux Soviets sur un simple télégramme de Pétersbourg ou de Moscou. Si les choses en étaient restées là, il n'aurait jamais été question de terreur rouge. Mais dès novembre 1917, j'avais été témoin d'un commencement de résistance de la part des possédants. Il est vrai qu'il fallait l'intervention des gouvernements impérialistes d'Occident pour donner à la contre-révolution cette confiance en soi et à sa résistance une force toujours croissante : ce que l'on peut prouver par les faits quotidiens importants ou secondaires qui se sont produits pendant toute la révolution soviétique.

« Le Grand Quartier Général » de Kerensky ne sentait aucun appui dans les masses de soldats. Il était disposé à reconnaître sans résistance le pouvoir soviétique qui entamait des pourparlers avec les Allemands en vue de la conclusion de l'armistice. Une protestation des missions militaires de l'Entente, accompagnée de menaces directes, devait s'ensuivre. Le G. Q. G. s'effraya. Sous la pression des officiers « alliés », il entra dans la voie de la résistance, suscitant ainsi un conflit armé et l'assassinat du chef de l'état-major, le général Doukhonine, par un groupe de matelots révolutionnaires.

À Pétersbourg, les agents officiels de l'Entente, et tout particulièrement la Mission militaire française, agissant de concert avec les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, organisaient ouvertement la résistance dès le deuxième jour de la révolution. Ils mobilisèrent, armèrent et dirigèrent contre nous les aspirants (junkers) et la jeunesse bourgeoise. La révolte des junkers du 10 novembre a coûté cent fois plus de pertes que la révolution du 7 novembre. L'aventure Kerensky-Krasnov contre Pétersbourg, suscitée par l'Entente, devait introduire naturellement dans la lutte les premiers éléments d'acharnement. Le général Krasnov fut néanmoins remis en liberté sur parole. L'insurrection de Yaroslav (au cours de l'été 1918), qui coûta tant de victimes, fut organisée par Savinkov, sur les ordres de l'ambassade de France et à ses frais. Arkhangel fut pris selon le plan des agents militaires et navals anglais, avec le concours des vaisseaux de guerre et des avions anglais. L'avènement de Koltchak, l'homme de la finance américaine, a été le fait des légions étrangères tchécoslovaques, à la solde du gouvernement français. Kalédine et Krasnov, premiers leaders de la contre-révolution du Don, que nous avons remis en liberté, ne purent obtenir quelques succès partiels que grâce à l'aide financière et militaire de l'Allemagne. En Ukraine, le pouvoir soviétique fut renversé au début de 1918 par le militarisme allemand. C'est avec les moyens financiers et techniques de la France et de la Grande-Bretagne que l'armée contre-révolutionnaire de Denikine fut créée. Ce n'est que dans l'espoir

d'une intervention de l'Angleterre et par suite de son aide matérielle que l'armée de Youdénitch fut organisée. Les politiciens, les diplomates et les journalistes des pays de l'Entente, débattent en toute franchise, depuis deux ans, la question de savoir si la guerre civile en Russie est une entreprise suffisamment avantageuse pour qu'on la puisse financer. Dans de telles conditions, il faut un crâne dur comme la pierre pour rechercher les causes du caractère sanglant de la guerre civile en Russie dans la mauvaise volonté des bolcheviks et non dans la situation internationale.

Le prolétariat russe s'est engagé le premier dans la voie de la révolution sociale, et la bourgeoisie russe, politiquement impuissante, a eu l'audace de ne pas consentir à son expropriation politique et économique, uniquement parce qu'elle voyait partout ses aînées au pouvoir nanties de toute la puissance économique, politique et, dans une certaine mesure, militaire.

Si notre révolution de novembre s'était produite quelques mois ou même quelques semaines après la conquête du pouvoir par le prolétariat en Allemagne, en France et en Angleterre, il ne peut y avoir de doute que notre révolution eût été la plus pacifique, la moins « sanglante » des révolutions possibles ici-bas. Mais cet ordre historique - à première vue le plus naturel et en tout cas le plus avantageux pour la classe révolutionnaire russe - n'a pas été enfreint par notre faute, mais par la faute des événements : au lieu d'être le dernier, le prolétariat russe a été le premier. C'est précisément cette circonstance qui a donné, après la première période de confusion, un caractère très acharné à la résistance des ex-classes dominantes de Russie et qui a obligé le prolétariat russe, à l'heure des plus grands dangers, des agressions de l'extérieur, des complots et des révoltes à l'intérieur, à recourir aux cruelles mesures de la terreur gouvernementale.

Que ces mesures aient été inefficaces, c'est ce que personne ne peut dire actuellement. Mais peut-être voudra-t-on les considérer comme... « Inadmissibles ».

La classe ouvrière, qui s'est emparée du pouvoir en combattant, avait pour tâche et pour devoir de l'affermir inébranlablement, d'assurer définitivement sa domination, de couper toute envie de coup d'État chez ses ennemis et de se donner, par cela même, la possibilité de réaliser les grandes réformes socialistes. Ou alors il ne fallait pas prendre le pouvoir. La révolution n'implique pas « logiquement » le terrorisme, de même qu'elle n'implique pas l'insurrection armée. Solennelle banalité ! Mais, par contre, la révolution exige de la classe révolutionnaire qu'elle mette tous les moyens en œuvre pour atteindre ses fins ; par l'insurrection armée, s'il le faut ; par le terrorisme, si c'est nécessaire. La classe ouvrière, qui a conquis le pouvoir les armes à la main, doit briser par la violence toutes les tentatives qu'on fera pour le lui arracher. Partout où elle se trouvera en présence d'un complot armé, d'un attentat, d'une révolte, sa répression sera impitoyable. Peut-être Kautsky a-t-il inventé d'autres moyens ? Ou ramène-t-il toute la question au degré de coercition et proposerait-il, dans ce cas, de recourir à l'emprisonnement plutôt qu'à la peine de mort ?

La question des formes et du degré de la répression n'est, assurément, pas une question « de principe ». C'est une question de moyens en vue d'atteindre le but. À une époque révolutionnaire, le parti qui a été chassé du pouvoir, qui ne veut pas admettre la stabilité du parti dirigeant et qui le prouve par la lutte forcenée qu'il mène contre lui, ne se laissera pas intimider par la menace des emprisonnements à la durée desquels il ne croit pas. C'est uniquement par ce simple fait décisif que s'explique l'application fréquente de la peine de mort dans la guerre civile.

Mais peut-être Kautsky veut-il dire que la peine de mort n'est pas, en général, conforme au but qu'on veut atteindre, et qu'il est impossible d'effrayer les « classes » ?

Ce n'est pas vrai. La terreur est impuissante - et encore n'est-ce qu'en « fin de compte » qu'elle l'est - si elle est appliquée par la réaction contre la classe qui se soulève en vertu des lois de son

développement historique. La terreur doit, par contre, être efficace contre la classe réactionnaire qui ne veut pas quitter l'arène. L'intimidation est le plus puissant moyen d'action politique tant dans la sphère internationale qu'à l'intérieur. La guerre, de même que la révolution, repose sur l'intimidation. Une guerre victorieuse n'extermine en règle générale qu'une partie infime de l'armée vaincue, mais démoralise les autres, et brise leur volonté. La révolution agit de même : elle tue quelques personnes, elle en effraie mille. Dans ce sens, la terreur rouge ne se distingue pas en principe de l'insurrection armée, dont elle n'est que la continuation. Ne peut condamner « moralement » la terreur gouvernementale de la classe révolutionnaire que celui qui, en principe, réproouve (en paroles) toute violence en général. Mais il faut n'être pour cela qu'un quaker hypocrite.

Comment donc distinguer votre tactique de celle de l'autocratie ? - nous demandent les pontifes du libéralisme et du « kautskysme ».

Vous ne le comprenez pas, faux dévots ? Nous vous l'expliquerons. La terreur du tsarisme était dirigée contre le prolétariat. La gendarmerie tsariste étranglait les travailleurs qui militaient pour le régime socialiste. Nos Commissions Extraordinaires fusillaient les grands propriétaires, les capitalistes, les généraux qui s'efforcent de rétablir le régime capitaliste. Vous saisissez cette... nuance ? Oui ? Pour nous, communistes, elle est tout à fait suffisante.

## **La Liberté de la Presse.**

Auteur d'un grand nombre de livres et d'articles, Kautsky est particulièrement affligé des atteintes à la liberté des journaux. Est-il admissible de supprimer les journaux ?

En temps de guerre, toutes les institutions, organes du pouvoir gouvernemental et de l'opinion publique, deviennent, directement ou indirectement, des organes pour la conduite de la guerre. Ceci concerne en premier lieu la presse. Nul gouvernement, soutenant une guerre sérieuse, ne peut permettre la diffusion, sur son territoire, de publications qui, ouvertement ou non, favorisent l'ennemi. À plus forte raison en période de guerre civile. La nature de cette dernière est telle que les deux partis ont, à l'arrière de leurs troupes, des populations faisant cause commune avec l'ennemi. À la guerre, où la mort sanctionne les succès et les insuccès, les agents ennemis qui se sont faufiletés à l'arrière des armées doivent subir la peine de mort. Loi inhumaine, sans doute, mais personne n'a considéré encore la guerre comme une école d'humanité, à plus forte raison la guerre civile. Peut-on sérieusement exiger que, pendant la guerre contre les bandes contre-révolutionnaires de Denikine, les publications des partis qui le soutiennent puissent paraître sans encombre à Moscou et à Pétersbourg ? Le proposer au nom de la « liberté » de la presse équivaldrait à exiger au nom de la publicité la publication des secrets militaires. « Une ville assiégée - écrivait le communard Arthur Arnould - ne peut admettre ni que le désir de la voir tomber s'exprime librement dans son sein, ni qu'on excite ses défenseurs à la trahison, ni qu'on communique à l'ennemi les mouvements de ses troupes ». Telle a pourtant été la situation de la République soviétique depuis sa fondation. Écoutons, cependant, ce que dit Kautsky à ce sujet :

*« La justification de ce système (il s'agit de la suppression de la presse) se résume en la croyance naïve qu'il y a une vérité absolue (!) Que seuls les communistes détiennent (!!). Elle se résume aussi - continue Kautsky, - en cette autre opinion que tous les écrivains mentent de par leur nature (!) et que seuls les communistes sont des fanatiques de la vérité (!!), alors qu'en réalité, les menteurs et les fanatiques de ce qu'ils considèrent comme la vérité, se rencontrent dans tous les camps, etc., etc., etc. » (p. 119).*

Ainsi, pour Kautsky, la révolution dans sa phase aiguë, quand il s'agit pour les classes en lutte de vie ou de mort, reste comme autrefois une discussion littéraire en vue d'établir... la vérité. Que c'est profond !... Notre « vérité » n'est certainement pas absolue. Mais du fait qu'à l'heure actuelle

nous versons du sang en son nom, nous n'avons aucune raison, aucune possibilité d'engager une discussion littéraire sur la relativité de la vérité avec ceux qui nous « critiquent » en faisant flèche de tout bois. Notre tâche ne consiste pas non plus à punir les menteurs et à encourager les justes de la presse de toutes les tendances, mais uniquement à étouffer le mensonge de classe de la bourgeoisie et à assurer le triomphe de la vérité de classe du prolétariat - indépendamment du fait qu'il y a dans les deux camps des fanatiques et des menteurs.

« Le pouvoir soviétique - s'afflige plus loin Kautsky - a détruit l'unique force qui puisse aider à extirper la corruption : la liberté de la presse. Le contrôle au moyen d'une liberté de presse sans limites aurait été le seul moyen de brider les bandits et les aventuriers qui voudront inévitablement profiter de tout pouvoir non limité, non contrôlé... » (p. 140). Ainsi de suite. La presse, arme sûre contre la corruption ! Cette recette libérale sonne bien tristement quand on songe aux deux pays de la plus grande « liberté » de presse : l'Amérique du Nord et la France, qui sont en même temps les pays où la corruption capitaliste atteint son apogée.

Nourri des commérages désuets des arrière-boutiques politiques de la révolution russe, Kautsky s'imagine que, privé de la presse des cadets et des mencheviks, l'appareil soviétique sera détérioré par les « bandits et par les aventuriers ». Tel était le son de cloche des mencheviks il y a un an et demi... À l'heure actuelle, ils n'oseraient plus eux-mêmes le répéter. À l'aide du contrôle soviétique et de la sélection qu'opère sans cesse le parti dans une atmosphère de lutte acharnée, le pouvoir soviétique a eu raison des bandits et des aventuriers, montés à la surface au moment de la révolution, incomparablement mieux que ne l'aurait fait à n'importe quel moment tout autre pouvoir,

Nous faisons la guerre. Nous nous battons, non à vie, mais à mort. La presse n'est pas l'arme d'une société abstraite, mais de deux camps inconciliables, qui se combattent par les armes. Nous supprimons la presse de la contre-révolution comme nous détruisons ses positions fortifiées, ses dépôts, ses communications, ses services d'espionnage. Nous nous privons des révélations des cadets et des mencheviks sur la corruption de la classe ouvrière. Par contre, nous détruisons victorieusement les fondements de la corruption capitaliste.

Mais Kautsky va plus loin dans le développement de son thème : il se plaint que nous fermions les journaux des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks et même - cela arrive - que nous arrêtons leurs leaders. Est-ce qu'il ne s'agit pas ici de « nuances » dans le prolétariat ou dans le mouvement socialiste ? Notre pédagogue, derrière ces mots habituels, ne voit pas les faits. Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires ne constituent pour lui que des tendances politiques, alors qu'ils se sont transformés au cours de la révolution en des organisations étroitement alliées à la contre-révolution et qui nous font une guerre déclarée. L'armée de Koltchak a été formée par les socialistes-révolutionnaires (comme ce nom sonne aujourd'hui faux et creux !) et soutenue par les mencheviks. Sur le front nord, les uns et les autres combattent contre nous depuis un an et *demi*. Les dirigeants mencheviks du Caucase, ex-alliés des Hohenzollern, alliés présentement à Lloyd George, arrêtaient et fusillaient les bolcheviks en parfait accord avec des officiers anglais et allemands. Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires de la Rada du Kouban ont créé l'armée de Denikine. Les mencheviks estoniens, membres du gouvernement, ont participé directement à la dernière offensive de Youdenitch contre Pétersbourg.

Ce sont là des « tendances » du socialisme...] Kautsky pense qu'on peut se trouver en état de guerre déclarée avec les mencheviks et les socialistes révolutionnaires qui, avec l'aide des armées de Youdenitch, de Koltchak, de Denikine, créées grâce à leur concours, militent par leur « nuance » socialiste, et accorder en même temps, à l'arrière de notre front, à ces innocentes « nuances », la liberté de la presse. Si le conflit entre les socialistes révolutionnaires et les bolcheviks avait pu

être résolu par la persuasion et le vote, c'est-à-dire s'il n'y avait pas eu derrière eux des impérialistes russes et étrangers, il n'y aurait pas de guerre civile.

Kautsky est naturellement dispose à « condamner » (goutte d'encre superflue) et le blocus, et l'aide accordée à Denikine par l'Entente, et la terreur blanche. Mais, du haut de son impartialité, il ne peut pas ne pas trouver à cette dernière des circonstances atténuantes. La terreur blanche, voyez-vous, ne viole pas ses principes, tandis que les bolcheviks, en appliquant la terreur rouge, violent le respect du « caractère sacré » de la vie humaine qu'ils ont eux-mêmes proclamé... (p. 139) Que signifie en pratique le respect du caractère sacré de la vie humaine et en quoi se différencie-t-il du commandement : « Tu ne tueras point » ? Kautsky s'abstient de l'expliquer. Quand un bandit lève son couteau sur un enfant, peut-on tuer le premier pour sauver le second ? N'est-ce pas une atteinte au « caractère sacré » de la vie humaine ? Peut-on tuer un bandit pour se sauver soi-même ? L'insurrection des esclaves contre leurs maîtres est-elle admissible ? Est-il admissible qu'un homme paie sa liberté de la mort de ses geôliers ? Si la vie humaine est en général inviolable et sacrée, il faut donc renoncer à recourir non seulement à la terreur, à la guerre, mais aussi à la révolution. Kautsky ne se rend pas compte de la signification contre-révolutionnaire du « principe » qu'il tente de nous imposer. Nous verrons ailleurs qu'il nous reproche d'avoir conclu la paix de Brest-Litovsk. Nous aurions dû, à son avis, continuer la guerre. Mais que devient donc le « caractère sacré » de la vie humaine ? La vie cesserait-elle d'être sacrée lorsqu'il s'agit d'individus qui parlent une autre langue ? Ou bien Kautsky considère-t-il que des assassinats en masse, organisés selon les règles de la stratégie et de la tactique modernes, ne sont pas des assassinats ? En vérité, il est difficile, à notre époque, d'affirmer un principe à la fois plus hypocrite et plus inepte. Tant que la main-d'œuvre humaine et, par conséquent, la vie, est un article de commerce, d'exploitation et de dilapidation, le principe du « caractère sacré de la vie humaine » n'est que le plus infâme des mensonges, dont le but est de maintenir les esclaves sous le joug.

Nous avons lutté contre la peine de mort introduite par Kerensky, parce qu'elle était appliquée par les cours martiales de l'ancienne armée contre les soldats qui refusaient de continuer la guerre impérialiste. Nous avons arraché cette arme aux anciens conseils de guerre. Nous avons détruit ces institutions et licencié l'ancienne armée qui les avait créées. En exterminant dans l'armée rouge et en général dans tout le pays les conspirateurs contre-révolutionnaires qui s'efforçaient par l'insurrection, par l'assassinat, par la désorganisation, de rétablir l'ancien régime, nous agissons conformément aux lois de fer de la guerre par laquelle nous voulons nous assurer la victoire.

Si l'on cherche des contradictions formelles, il va de soi qu'il les faut avant tout chercher du côté de la terreur blanche, arme des classes qui -se considèrent comme chrétiennes, protègent la philosophie idéaliste et sont fermement convaincues que la personnalité (la leur) est la personnalité humaine, la « fin en soi ». En ce qui nous concerne, nous ne nous sommes jamais occupés des bavardages des pasteurs kautskistes et des quakers végétariens sur le « caractère sacré » de la vie humaine. Nous avons toujours été des révolutionnaires, nous le sommes restés au pouvoir. Pour rendre la personnalité sacrée, il faut détruire le régime social qui l'écrase. Et cette tâche ne peut être accomplie que par le fer et par le sang.

Il y a encore une différence entre la terreur blanche et la terreur rouge. Le Kautsky actuel l'ignore, mais aux yeux d'un marxiste, elle a une importance capitale. La terreur blanche est l'arme d'une classe historiquement réactionnaire. Tout en affirmant l'impuissance des répressions de l'État bourgeois à l'égard du prolétariat, nous n'avons jamais nié que, par les arrestations et les repréailles, les classes dirigeantes peuvent, sous certaines conditions, retarder temporairement le développement de la révolution sociale. Mais nous étions convaincus qu'elles ne réussiraient pas à l'arrêter. Notre certitude provenait de ce fait que le prolétariat est une classe historiquement

ascendante, et que la société bourgeoise ne peut pas se développer sans augmenter les forces du prolétariat. La bourgeoisie est, à l'époque actuelle, une classe en décadence. Non seulement elle ne joue pas le rôle essentiel dans la production, mais, par ses méthodes impérialistes d'appropriation, elle détruit l'économie mondiale et la culture humaine. Cependant, la vitalité historique de la bourgeoisie est tenace. Elle se cramponne au pouvoir et ne veut pas lâcher prise. Par cela même, elle menace d'entraîner dans sa chute toute la société. On est obligé de l'en arracher et de lui couper, pour cela, les mains... La terreur rouge est l'arme employée contre une classe vouée à périr et qui ne s'y résigne pas. Si la terreur blanche ne peut que retarder l'ascension historique du prolétariat, la terreur rouge ne fait que précipiter la chute de la bourgeoisie. A certaines époques, l'accélération - qui fait gagner du temps - a une importance décisive. Sans la terreur rouge, la bourgeoisie russe, de concert avec la bourgeoisie mondiale, nous aurait étouffés bien avant l'avènement de la Révolution en Europe. Il faut être aveugle pour ne pas le voir, ou faussaire pour le nier. Celui qui reconnaît une importance révolutionnaire historique au fait même de l'existence du pouvoir soviétique doit également sanctionner la terreur rouge. Et Kautsky, après avoir, au cours de ces deux dernières années, noirci des montagnes de papier contre le communisme et le terrorisme, est bien obligé, à la fin de sa brochure, d'admettre que le pouvoir soviétique russe représente actuellement le facteur principal de la révolution mondiale. « Quelle que soit l'attitude qu'on adopte à l'égard des méthodes bolcheviques, écrit-il, le fait qu'un gouvernement prolétarien est non seulement parvenu au pouvoir dans un grand pays, mais s'y maintient depuis déjà deux ans au milieu de difficultés inouïes, accroît considérablement, chez les prolétaires de tous les pays, le sentiment de leur force. Par cela même, les bolcheviks ont rendu un service inestimable à la révolution réelle », (p. 153). Cette déclaration nous surprend profondément, comme la reconnaissance d'une vérité historique, survenant au moment où on ne l'attendait plus. En tenant tête au monde capitaliste coalisé, les bolcheviks ont accompli une œuvre historique considérable. Ils ne se sont pas maintenus au pouvoir que par l'idée, mais aussi par les armes. L'aveu de Kautsky est la sanction involontaire des méthodes de la terreur rouge et, en même temps, la condamnation la plus sévère de ses propres procédés critiques.

## **L'influence de la guerre**

Kautsky voit dans la guerre, dans son effroyable influence sur les mœurs, une des causes du caractère sanglant de la lutte révolutionnaire. C'est incontestable. Cette influence, avec toutes les conséquences qui en découlent, on la pouvait prévoir à l'avance, à l'époque où Kautsky ne savait pas s'il fallait voter pour ou contre les crédits militaires.

« L'impérialisme a arraché de vive force la société à son équilibre instable, - écrivions-nous il y a quelque cinq ans dans un livre en allemand sur [la Guerre et l'Internationale](#). - Il a rompu les écluses par lesquelles la social-démocratie contenait le torrent d'énergie révolutionnaire du prolétariat et l'a canalisé dans son lit. Cette formidable expérience historique, qui d'un coup a brisé les reins à l'Internationale socialiste, porte en elle, en même temps, un danger mortel pour la société bourgeoise. On a retiré le marteau des mains de l'ouvrier pour le remplacer par l'épée. L'ouvrier, lié tout entier à l'engrenage de l'économie capitaliste, s'est arraché soudainement à son milieu et apprend à situer les buts de la collectivité au-dessus du bien-être domestique et de la vie.

« Tenant en mains les armes qu'il a forgées lui-même, l'ouvrier se place dans une situation telle que le sort politique de l'État dépend immédiatement de lui. Ceux qui, d'ordinaire, l'opprimaient et le méprisaient, le flattent désormais et recherchent ses bonnes grâces. Il apprend en même temps à connaître intimement ces canons qui, de l'avis de Lassalle, constituent une des parties intégrantes et les plus importantes de la Constitution. Il franchit les limites de l'État,

participe aux réquisitions violentes, voit passer les villes de mains en mains sous ses coups. Des changements se produisent que la génération n'avait jamais vus.

« Si les ouvriers avancés savaient théoriquement que la force est la mère du droit, leur façon politique de penser les laissait tout de même pénétrés d'un esprit de possibilisme et d'adaptation à la légalité bourgeoise. Maintenant la classe ouvrière apprend à mépriser en fait et à détruire par la violence cette légalité. Les phases statiques de sa psychologie cèdent la place aux phases dynamiques. Les canons lourds inculquent à la classe ouvrière l'idée que, lorsqu'on ne peut contourner l'obstacle, la ressource reste encore de le briser. Presque tous les hommes adultes passent par cette affreuse école de réalisme social qu'est la guerre, créatrice d'un nouveau type humain.

« Sur toutes les normes de la société bourgeoise - avec son droit, sa morale et sa religion - est suspendu aujourd'hui le poing de la nécessité de fer : « Nécessité n'a pas de loi », déclarait le chancelier allemand (le 4 août 1914). Les monarques viennent sur la place publique tenir un langage de rouliers, s'accuser les uns les autres de perfidie. Les gouvernements foulent aux pieds les obligations qu'ils ont solennellement contractées ; l'Église nationale enchaîne, comme un forçat, son seigneur-dieu au canon national.

« N'est-il pas évident que ces circonstances doivent provoquer les changements les plus profonds dans la vie psychique de la classe ouvrière après l'avoir radicalement guérie de l'hypnotisme de la légalité, qui est le résultat d'une époque de politique stagnante ? Les classes possédantes devront bientôt s'en convaincre à leur grand effroi. Le prolétariat qui a passé par l'école de la guerre ressentira, au premier obstacle sérieux qui surgira de son propre pays, le besoin impérieux de tenir le langage de la force. « Nécessité n'a pas de loi ! » jettera-t-il à la face de ceux qui tenteront de l'arrêter par les lois de la légalité bourgeoise. Et l'épouvantable besoin qui a régné au cours de cette guerre, et surtout à la fin, poussera les masses à fouler aux pieds beaucoup, beaucoup de lois » (pp. 56-57).

Tout cela est incontestable. Mais il faut encore ajouter à ce qui a été dit que la guerre n'a pas exercé moins d'influence sur la psychologie des classes dominantes : dans la mesure même où les masses sont devenues exigeantes, la bourgeoisie est devenue intraitable.

En temps de paix, les capitalistes assuraient leurs intérêts par le vol « pacifique » du salariat. En temps de guerre, ils ont servi ces mêmes intérêts en faisant exterminer des multitudes de vies humaines. Ce qui a ajouté à leur esprit de domination un nouveau trait « napoléonien ».

Pendant la guerre, les capitalistes s'étaient habitués à envoyer à la mort des millions d'esclaves, nationaux et coloniaux, au nom des profits qu'ils tirent des mines, des chemins de fer, etc.

Au cours de la guerre, du sein de la grande, de la moyenne et de la petite bourgeoisie, sont issus des centaines de milliers d'officiers, combattants professionnels, - hommes dont le caractère s'est trempé dans la guerre et affranchis de toutes les retenues extérieures, - de soudards qualifiés, prêts et capables de défendre, avec un acharnement qui touche à l'héroïsme, la situation privilégiée de la bourgeoisie qui les a dressés.

La révolution eût été probablement plus humaine, si le prolétariat avait eu la possibilité de se racheter de « toute cette bande », ainsi que Marx s'exprimait autrefois. Mais le capitalisme, au cours de cette guerre, a fait retomber sur les travailleurs un fardeau de dettes trop écrasant ; il a ruiné trop profondément la production pour qu'on puisse parler sérieusement de ce rachat, au prix duquel la bourgeoisie consentirait à admettre la révolution sans trop s'agiter. Les masses ont perdu trop de sang, elles ont trop souffert, elles se sont trop endurcies pour prendre une semblable décision, qu'elles ne seraient pas en état de réaliser économiquement.

D'autres circonstances agissant dans le même sens viennent s'y ajouter. Les bourgeoisies des pays vaincus, rendues furieuses par la défaite, sont disposées à en faire retomber la responsabilité sur le bas peuple, sur les ouvriers et les paysans qui n'ont pas été capables de mener « la grande, guerre nationale » jusqu'au bout, A ce point de vue, les explications, d'une insolence sans exemple, fournies par Ludendorff à la Commission de l'Assemblée nationale, sont des plus instructives. Les bandes de Ludendorff brûlent du désir de se laver de la honte de leur abaissement extérieur dans le sang de leur propre prolétariat. Quant à la bourgeoisie des pays victorieux, pleine d'arrogance, elle est plus que jamais prête à défendre sa situation sociale en recourant aux abominables moyens qui lui ont assuré la victoire. Nous avons vu que la bourgeoisie internationale s'est montrée incapable d'organiser le partage du butin sans guerres et sans ruines. Peut-elle, en général, renoncer sans combat au butin ? L'expérience des cinq dernières années ne laisse aucun doute à ce sujet ; si, autrefois, par le plus pur optimisme, on n'avait pu s'attendre à ce que l'expropriation des classes possédantes - grâce à la « démocratie » - passât inaperçue, sans 'révolte, sans collisions armées, sans tentatives de contre-révolution et sans répressions impitoyables, nous sommes obligés de reconnaître aujourd'hui que la situation toute différente qui nous a été léguée par la guerre impérialiste ne fait que doubler et tripler le caractère impitoyable de la guerre civile et de la dictature du prolétariat.



## V. LA COMMUNE DE PARIS ET LA RUSSIE DES SOVIETS

*Le court épisode de la première révolution faite par le prolétariat pour le prolétariat et qui s'est terminé par le triomphe de ses ennemis. Cet épisode (du 18 mars au 28 mai) a duré 72 jours.*

*(La Commune de Paris, 18 mars 1871, PA. LAVROV, Pétrograd. Édition de la librairie « Goloss » 1919, p. 160.)*

### Les partis socialistes de la Commune n'étaient pas préparés.

La Commune de Paris de 1871 a été le premier essai historique - faible encore - de domination de la classe ouvrière. Nous vénérons le souvenir de la Commune, en dépit de son expérience par trop restreinte, du manque de préparation de ses militants, de la confusion de son programme, de l'absence d'unité parmi ses dirigeants, de l'indécision de ses projets, du trouble excessif dans l'exécution, et du désastre effroyable qui en résulta fatalement. Nous saluons dans la Commune - selon une expression de Lavrov - l'aube, quoique bien pâle, de la première République prolétarienne.

Kautsky ne l'entend pas ainsi. Ayant consacré la majeure partie de son livre, *Terrorisme et Communisme*, à établir un parallèle grossièrement tendancieux entre la Commune et le pouvoir soviétique, il voit les qualités prédominantes de la Commune là où nous voyons son malheur et ses torts.

Kautsky s'attache avec ardeur à démontrer que la Commune de Paris ne fut pas « artificiellement » préparée, mais surgit spontanément, prenant les révolutionnaires à l'improviste, contrairement à la Révolution russe d'octobre-novembre qui fut minutieusement préparée par notre parti. C'est indiscutable. N'ayant pas le courage de formuler clairement ses idées profondément réactionnaires, Kautsky ne nous dit pas franchement si les révolutionnaires parisiens de 1871 méritent d'être approuvés pour n'avoir pas prévu l'insurrection prolétarienne et, partant, pour ne s'y être pas préparés, ou si nous devons être blâmés pour avoir prévu l'inévitable et pour être allés consciemment au-devant des événements. Mais tout l'exposé de Kautsky est conçu de manière à provoquer précisément dans l'esprit du lecteur cette impression: un malheur s'est tout bonnement abattu sur les communards (le philistin bavarois [Volmar](#) n'a-t-il pas, un jour, exprimé le regret que les communards ne fussent allés se coucher plutôt que de prendre le pouvoir ?) et c'est pourquoi ils méritent toute notre indulgence ; les bolcheviks, eux, sont allés consciemment au-devant du malheur (la conquête du pouvoir) et c'est pourquoi il ne leur sera pardonné ni dans ce monde, ni dans l'autre. Poser la question de la sorte peut paraître d'une incroyable absurdité. Il n'en est pas moins vrai que cela découle inévitablement de la position des « indépendants kautskistes » qui rentrent la tête dans leurs épaules pour ne rien voir, pour ne rien prévoir, et qui ne peuvent faire un pas en avant s'ils n'ont reçu au préalable une bonne bourrade dans le dos.

« *Humilier Paris, écrit Kautsky, lui refuser l'autonomie, le destituer de son titre de capitale, le désarmer pour s'aventurer, ensuite, en toute certitude, dans un coup d'État monarchiste, telle était la tâche capitale de l'Assemblée Nationale et de Thiers qu'elle venait d'élire chef du pouvoir exécutif. De cette situation naquit le conflit qui mena à l'insurrection parisienne* ».

- « On voit jusqu'à quel point se distingue de cette forme de révolution ce qui fut accompli par le bolchevisme, qui puisa sa force dans les aspirations à la paix, qui avait derrière lui la masse paysanne; qui, à l'Assemblée Nationale, n'avait pas de monarchistes contre lui, mais des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks. »

« Les bolcheviks sont parvenus au pouvoir par une révolution bien préparée qui leur mit, d'un coup, entre les mains, toute la machine gouvernementale dont ils tirent à l'heure actuelle le

parti le plus énergique et le plus impitoyable pour soumettre leurs adversaires et, de ce nombre, les prolétaires ».

« À l'encontre, personne ne fut plus étonné de l'insurrection de la Commune que les révolutionnaires eux-mêmes et pour beaucoup de ceux-ci ce conflit était par-dessus tout indésirable » (p. 44).

Afin de se faire une idée bien nette du sens réel de ce qui est dit ici par Kautsky à propos des communards, nous apporterons l'intéressant témoignage suivant :

« Le 1er mars 1871 - écrit **Lavrov** dans son livre très instructif sur la Commune - c'est-à-dire six mois après la chute de l'Empire et quelques jours avant l'explosion de la Commune – les personnalités dirigeantes de l'Internationale à Paris n'avaient toujours pas de programme politique défini ». <sup>1</sup>

« *Après le 18 mars* - écrit ce même auteur - *Paris était aux mains du prolétariat, mais ses leaders, déconcertés par leur puissance inattendue, ne prirent pas les mesures de sécurité les plus élémentaires.* » <sup>2</sup>

« Votre rôle n'est pas à votre taille, et votre unique souci est de vous soustraire aux responsabilités », déclara un membre du Comité central de la garde nationale. « Il y avait là beaucoup de vérité - écrit Lissagaray, participant et historien de la Commune - mais, au moment même de l'action, le manque d'organisation préalable et de préparation provient trop souvent du fait que les rôles incombent à des hommes qui ne sont pas de taille à les remplir. » <sup>3</sup>

Il appert de ce qui précède (plus loin, ce sera plus évident encore) que l'absence, chez les socialistes parisiens, d'un programme de lutte directe pour le pouvoir politique s'explique par leur amorphie théorique et leur trouble politique, mais nullement par des considérations de tactique plus élevées.

Il est hors de doute que la fidélité du même Kautsky aux traditions de la Commune se traduira surtout par le profond étonnement avec lequel il accueillera la Révolution prolétarienne en Allemagne, où il ne voit, lui, qu'un conflit « par-dessus tout indésirable ». Nous doutons cependant que les générations futures lui en fassent un mérite. L'essence même de son analogie historique n'est, devons-nous dire, qu'un mélange de confusion et de réticences.

Les intentions que Thiers nourrissait à l'égard de Paris, Milioukov, soutenu ouvertement par Tchernov et Tséréteïli, les nourrissait à l'égard de Pétersbourg. Quotidiennement, ils répétaient tous, de Kornilov à Potressov - que Pétersbourg s'était isolé du pays, qu'il n'avait plus rien de commun avec celui-ci, et que, dépravé jusqu'à la moelle, il voulait imposer sa volonté à la nation. Discréditer et rabaisser Pétersbourg, telle était la tâche première de Milioukov et de ses acolytes. Et cela se passait à une époque où Pétersbourg était le véritable foyer de la révolution qui n'avait pas encore réussi à s'affermir dans les autres parties du pays. Afin de lui faire donner une bonne leçon, Rodzianko, ex-président de la Douma, parlait ouvertement de livrer Pétersbourg aux Allemands comme on avait déjà livré Riga. Rodzianko ne faisait que préciser ce qui constituait la tâche de Milioukov, que Kerensky appuyait de toute sa politique.

---

<sup>1</sup> *La Commune de Paris du 18 mars 1871*, P.-L. LAVROV. Édition de la librairie Goloss. Pétrograd, 1919 (pp. 64-65).

<sup>2</sup> *La Commune de Paris dit 18 mars 1871*, P.-L. LAVROV. Édition de la librairie Goloss. Pétrograd, 1919 (p. 71).

<sup>3</sup> *Histoire de la Commune de 1871*, par LISSAGARAY. Bruxelles, 1876 (p. 106).

Milioukov voulait, à l'exemple de Thiers, désarmer le prolétariat. Mais, ce qui était pire encore, c'est que, par l'entremise de Kerensky, Tchernov et Tsérételli, le prolétariat de Pétersbourg avait été à peu près désarmé en juillet 1917. Il avait de nouveau pris les armes lors de l'offensive de Kornilov sur Pétersbourg, en août. Et ce nouvel armement du prolétariat fut un élément sérieux pour la préparation de l'insurrection d'octobre-novembre. De sorte que ces points, sur lesquels Kautsky oppose l'insurrection de mars des ouvriers parisiens à notre révolution d'octobre-novembre, coïncident dans une certaine mesure.

Mais en quoi diffèrent-ils ? Avant tout, en ce que les sinistres projets de Thiers se sont réalisés, en ce que Paris fut étranglé et des dizaines de milliers d'ouvriers massacrés, tandis que Milioukov s'est effondré misérablement, que Pétersbourg est demeuré la citadelle inexpugnable du prolétariat, que les leaders de la bourgeoisie russe sont allés en Ukraine solliciter l'occupation de la Russie par les armées du kaiser. C'est évidemment pour une bonne part notre faute et nous sommes prêts à en porter la responsabilité. La différence essentielle est encore en ceci - et c'est ce qui s'est fait plus d'une fois sentir dans le développement ultérieur des événements - que, tandis que les communards partaient de préférence de considérations patriotiques, nous nous plaçons invariablement au point de vue de la révolution internationale. La défaite de la Commune a mené à l'effondrement de fait de la Première Internationale. La victoire du pouvoir soviétique a conduit à la fondation de la Troisième Internationale.

Mais Marx - à la veille de la Révolution conseillait aux communards, non l'insurrection, mais l'organisation ! À la rigueur, en pourrait encore comprendre que Kautsky apportât ce témoignage afin de démontrer combien Marx sous-estimait l'acuité de la situation à Paris. Mais Kautsky veut à tout prix exploiter le conseil de Marx pour souligner le préjudice que portent au mouvement les insurrections en général. Pareil à tous les mandarins de la social-démocratie, Kautsky voit avant tout dans l'organisation un moyen de gêner l'action révolutionnaire.

Si même on se limite à la question de l'organisation, il convient de ne pas oublier que la Révolution de novembre avait été précédée par les neuf mois d'existence du gouvernement de Kerensky, au cours desquels notre parti s'occupa non sans succès et d'agitation et d'organisation. La Révolution de novembre a été accomplie après que nous eûmes conquis l'écrasante majorité dans les Soviets d'ouvriers et de soldats de Pétersbourg, de Moscou et en général dans tous les centres industriels du pays, et transformé les Soviets en organisations puissantes, dirigées par notre parti. Chez les communards, il n'y eut rien de semblable. Enfin nous avons derrière - nous l'héroïque Commune de Paris, de l'effondrement de laquelle nous avons tiré cette déduction qu'il appartient aux révolutionnaires de prévoir les événements et de s'y préparer. - Encore une fois, tels sont nos torts.

## **La Commune de Paris et le terrorisme.**

Kautsky n'a besoin d'un ample parallèle entre la Commune et le pouvoir soviétique que pour calomnier et ravalier la vivante et triomphante dictature du prolétariat, en faveur d'une tentative de dictature qui remonte à un passé déjà lointain.

Kautsky cite avec une satisfaction excessive une déclaration du Comité Central de la garde nationale, en date du 19 mars, au sujet de l'assassinat, par les soldats, de deux généraux, Lecomte et Clément Thomas : « Nous le disons avec indignation. C'est une tache de sang dont on vent salir notre honneur. C'est une misérable calomnie jamais nous n'avons ordonné le meurtre; la garde nationale n'a aucunement participé à la perpétration du crime ».

On comprendra que le Comité Central n'avait aucune raison de prendre sur lui la responsabilité d'un meurtre dans lequel il n'était pour rien. Mais le ton pathétique et sentimental de la déclaration caractérise bien la timidité politique de ces hommes devant l'opinion publique bourgeoise. Faut-il s'en étonner ? Les représentants de la garde nationale étaient pour la plupart des hommes d'un stage révolutionnaire fort modeste. « Pas un dont le nom soit connu, - écrit Lissagaray. Ce sont des petits bourgeois, des épiciers, étrangers aux organisations, réservés, et en majeure partie étrangers à la politique. » (p. 70)

« Un sentiment discret quelque peu craintif, de terrible responsabilité historique, et le désir de s'y soustraire au plus tôt - écrit Lavrov à ce sujet - perce dans toutes les proclamations de ce Comité Central, aux mains duquel Paris est tombé. » (p. 77)

Ayant cité, pour nous faire honte, cette déclaration sur l'effusion de sang, Kautsky, après Marx et Engels, critique l'indécision de la Commune « Si les Parisiens (c'est-à-dire les communards) s'étaient lancés inlassablement à la poursuite de Thiers, peut-être eussent-ils réussi à s'emparer du gouvernement. Les troupes qui reculaient de Paris n'auraient pu leur opposer la plus petite résistance... Mais Thiers put battre en retraite sans encombre. On lui permit de se retirer avec son armée, de la réorganiser à Versailles, de lui insuffler un nouveau moral et de la renforcer. » (p. 49)

Kautsky ne peut pas comprendre que ce sont les mêmes hommes et pour les mêmes causes qui ont publié la déclaration citée du 19 mars et qui ont permis à Thiers de se retirer sans coup férir et de regrouper son armée. Si les communards avaient pu vaincre rien qu'en exerçant une influence morale, leur déclaration eût été d'une grande importance. Mais ce ne fut pas le cas. En fait, leur sentimentalité humanitaire n'était que l'envers de leur passivité révolutionnaire. Des hommes à qui par la volonté du sort est échu le gouvernement de Paris, et qui ne comprennent pas la nécessité de s'en servir immédiatement et totalement pour se lancer à la poursuite de Thiers, pour l'écraser sans retour avant qu'il ait eu le temps de se raviser, pour prendre l'armée bien en main, pour effectuer un nettoyage indispensable dans le corps de commandement, pour s'emparer de la province - de tels hommes ne pouvaient naturellement pas être disposés à sévir rigoureusement contre les éléments contre-révolutionnaires. Il y a une connexion étroite entre ces choses. Il était impossible de se lancer à la poursuite de Thiers sans arrêter ses agents à Paris, et sans fusiller les conspirateurs et les espions. En considérant l'assassinat des généraux contre-révolutionnaires comme un crime abominable, il eût été puéril de vouloir développer l'énergie parmi les troupes de poursuite commandées par des généraux contre-révolutionnaires.

En révolution, une énergie supérieure équivaut à une humanité supérieure. « Ce sont précisément ces hommes - écrit fort justement Lavrov - qui attachent tant de prix à la vie humaine, au sang humain, qui doivent mettre tout en œuvre Pour obtenir une victoire rapide et décisive et qui, ensuite, doivent agir au plus vite pour la soumission énergique des ennemis; car ce n'est que par cette manière de procéder que l'on peut obtenir le minimum de pertes inévitables et le minimum de sang versé. » (p. 225)

La déclaration du 19 mars peut, cependant, être appréciée plus exactement si on l'envisage non comme une profession de foi absolue, mais comme l'expression d'un état d'esprit passager au lendemain d'une victoire inattendue obtenue sans la moindre effusion de sang. Totalement étranger à la compréhension de la dynamique de la révolution et à l'état d'esprit qui se modifie rapidement par suite des conditions intérieures, Kautsky pense au moyen de formules mortes et déforme la perspective des événements par des analogies arbitraires. Il ne comprend pas que cette indécision généreuse est en général naturelle aux masses dans la première époque de la révolution. Les ouvriers ne passent à l'offensive que sous l'empire d'une nécessité de fer, comme ils ne passent à la terreur rouge que sous la menace des massacres contre-révolutionnaires. Ce

que Kautsky dépeint comme le résultat d'une morale particulièrement élevée du prolétariat parisien de 1871, ne fait en réalité que caractériser la première étape de la guerre civile. Des faits semblables ont été également observés chez nous.

À Pétersbourg, nous avons conquis le pouvoir en octobre-novembre 1917, presque sans effusion de sang, et même sans arrestations. Les ministres du gouvernement de Kérénsky avaient été remis en liberté aussitôt après la révolution. Bien plus, après que le pouvoir eut passé au Soviet, le général cosaque Krasnov, qui avait attaqué Pétersbourg de concert avec Kérénsky, et avait été fait prisonnier à Gatchina, fut remis en liberté, sur parole d'honneur, dès le lendemain. « Magnanimité » qui est bien dans l'esprit des premiers jours de la Commune, mais qui n'en fut pas moins une erreur. Le général Krasnov, après avoir, dans le sud, guerroyé contre nous pendant près d'une année, après avoir massacré plusieurs milliers de communistes, a récemment attaqué une nouvelle fois Pétersbourg, mais cette fois dans les rangs de l'armée de Youdenitch. La révolution prolétarienne ne se fit plus violente qu'après la révolte des junkers à Pétersbourg et surtout après la révolte - tramée par les cadets, les socialistes révolutionnaires, les mencheviks - des Tchécoslovaques dans la région de la Volga où des milliers de communistes furent égorgés, après l'attentat sur Lénine, l'assassinat d'Ouritsky, etc., etc.

Ces mêmes tendances, mais seulement dans leurs premières phases, nous les observons aussi dans l'histoire de la Commune.

Poussée par la logique de la lutte, elle entra en principe dans la voie des menaces. La création du Comité de Salut public était dictée pour beaucoup de ses partisans par l'idée de la terreur rouge. Ce Comité se destinait à faire « couper la tête aux traîtres » (Journal Officiel n° 123), et à « frapper la trahison » (même journal no 124). Parmi les décrets de « menace », il convient de signaler l'ordonnance (du 3 avril) sur la séquestration des biens de Thiers et de ses ministres, la démolition de sa maison, le renversement de la colonne 'Vendôme, et en particulier le décret sur les otages. Pour chaque prisonnier ou partisan de la Commune fusillé par les Versaillais, on devait fusiller trois fois plus d'otages. Les mesures prises par la Préfecture de police, dirigée par Raoul Rigault, étaient d'un caractère purement terroriste, quoiqu'elles ne fussent pas toujours conformes au but poursuivi. La réalité en était paralysée par l'esprit de conciliation informe des éléments dirigeants de la Commune, par leur désir de concilier par des phrases creuses la bourgeoisie avec le fait accompli, par leurs oscillations entre la fiction de la démocratie et la réalité de la dictature. Cette dernière pensée est admirablement formulée par Lavrov dans son livre sur la Commune.

*« Le Paris des riches et des prolétaires miséreux, celui des contrastes sociaux, en tant que Commune politique, exigeait, au nom des principes libéraux, une complète liberté de parole, de réunion, de critique du gouvernement, etc. Paris, qui venait d'accomplir la révolution dans l'intérêt du prolétariat, et qui s'était donné pour but de la réaliser dans les institutions, réclamait, en tant que Commune du prolétariat ouvrier émancipé, des mesures révolutionnaires, c'est-à-dire dictatoriales, vis-à-vis des ennemis du nouveau régime. » (pp. 143-144)*

Si la Commune de Paris n'était pas tombée, si elle avait pu se maintenir dans une lutte ininterrompue, il ne peut y avoir de doute qu'elle eût été obligée de recourir à des mesures de plus en plus rigoureuses pour écraser la contre-révolution. Il est vrai que Kautsky n'aurait pas eu dès lors la possibilité d'opposer les communards humanitaires aux bolcheviks inhumains. En revanche, Thiers n'aurait pu commettre sa monstrueuse saignée du prolétariat de Paris. - L'histoire y eût trouvé malgré tout son compte.

## **Le Comité Central arbitraire et la Commune « Démocratique ».**

« Le 19 mars (relate Kautsky), au Comité Central de la garde nationale, les uns exigèrent qu'on marchât sur Versailles, les autres qu'on en appelât aux électeurs, les troisièmes qu'on recourût avant tout aux mesures révolutionnaires, comme si chacun de ces pas (ainsi que nous l'apprend notre auteur avec une grande profondeur d'esprit) n'était pas également nécessaire et comme si l'un eût exclu l'autre. » (p. 54)

Dans les lignes qui suivent, Kautsky, au sujet de ces désaccords au sein de la Commune, nous offrira des banalités réchauffées sur les rapports réciproques entre les réformes et la révolution. En réalité, la question se posait ainsi : si l'on voulait prendre l'offensive sur Versailles et le faire sans perdre un instant, il était nécessaire de réorganiser sur le champ la garde nationale, de mettre à sa tête les éléments les plus combattifs du prolétariat parisien, ce qui eût entraîné un affaiblissement temporaire de Paris dans sa position révolutionnaire. Mais organiser les élections à Paris, tout en faisant sortir de ses murs l'élite de la classe ouvrière, eût été dépourvu de sens du point de vue du parti révolutionnaire. Certes, la marche sur Versailles et les élections à la Commune ne se contredisaient nullement en théorie ; mais, dans la pratique, elles s'excluaient : pour le succès des élections, il fallait remettre la marche sur Versailles; pour le succès de celle-ci, il fallait remettre les élections. Enfin, en se mettant en campagne, le prolétariat affaiblissait provisoirement Paris et, dès lors, il devenait indispensable de s'assurer contre toutes les possibilités de surprises contre-révolutionnaires dans la capitale, car Thiers ne se fût arrêté devant rien pour allumer derrière les communards l'incendie de la réaction. Il fallait établir dans la capitale un régime plus militaire, c'est-à-dire plus rigoureux. « On était obligé de lutter - écrit Lavrov - contre une multitude d'ennemis intérieurs qui foisonnaient dans Paris, et qui, hier encore, se révoltaient aux abords de la Bourse et de la place Vendôme, qui avaient leurs représentants dans la garde nationale, qui avaient leur presse, leurs assemblées, qui, presque au grand jour, entretenaient des rapports avec les Versaillais, et qui se faisaient toujours plus résolu et audacieux à chaque imprudence, à chaque insuccès de la Commune. » (p. 87) Il était encore nécessaire de prendre en même temps une série de mesures d'ordre économique et financier, pour satisfaire avant tout aux besoins de l'armée révolutionnaire. Toutes ces mesures les plus indispensables de la dictature révolutionnaire n'auraient pu qu'avec peine se concilier avec une large campagne électorale. Mais Kautsky n'a pas la moindre compréhension de ce qu'est une révolution en fait. Il pense que concilier théoriquement signifie réaliser pratiquement.

Le Comité Central avait fixé les élections à la Commune au 22 mars, mais manquant de confiance en soi, s'effrayant de son illégalité, s'efforçant d'agir en accord avec une institution plus « légale », il ouvrit des pourparlers, d'ailleurs ineptes et interminables, avec l'assemblée, dépourvue d'autorité, des maires et des députés de Paris, prêt à partager le pouvoir avec elle, ne fût-ce que pour arriver à un accord. On perdit ainsi un temps précieux.

Marx, sur lequel Kautsky, selon une vieille habitude, tente de s'appuyer, n'a proposé, en aucun cas, d'élire la Commune et de lancer simultanément les ouvriers dans une campagne militaire. Dans sa lettre à Kugelmann, du 12 avril 1871, Marx écrivait que le Comité Central de la garde nationale avait bien trop tôt fait abandon de ses pouvoirs pour laisser le champ libre à la Commune. Kautsky, selon ses propres paroles, « ne comprend pas » cette opinion de Marx. La chose est bien simple. Mars comprenait en tout cas que la tâche consistait, non à courir après la légalité, mais à porter un coup mortel à l'ennemi. Si le Comité Central avait été composé de vrais révolutionnaires - dit fort justement Lavrov - il eût dû agir bien différemment. Il eût été impardonnable de sa part d'accorder dix jours à ses ennemis avant l'élection et la convocation de la Commune, pour qu'ils puissent se remettre au moment où les dirigeants du prolétariat abandonnaient leur tâche et ne se reconnaissaient pas le droit de diriger immédiatement le

prolétariat. Le manque de préparation total des partis populaires produisait maintenant un Comité qui considérait ces dix jours d'inaction comme obligatoires.

Les aspirations du Comité Central, désireux de remettre au plus vite le pouvoir à un gouvernement « légal », étaient moins dictées par les superstitions d'une démocratie formelle qui, du reste, ne faisaient pas défaut, que par la peur des responsabilités. Sous prétexte qu'il n'était qu'une institution provisoire, le Comité Central, bien que tout l'appareil du pouvoir fût concentré entre ses mains, refusa de prendre les mesures les plus nécessaires et les plus urgentes. Or, la Commune ne reprit pas la totalité du pouvoir politique au Comité Central qui continua, sans beaucoup se gêner, à s'immiscer dans toutes les affaires. Il en résulta une dualité de pouvoir extrêmement dangereuse, notamment pour la situation militaire.

Le 3 mai, le Comité Central envoya à la Commune une députation qui exigea la remise de la direction du ministère de la guerre. De nouveau - comme le dit Lissagaray, - cette question fut soulevée : « S'il convenait de dissoudre le Comité Central ou de l'arrêter, ou s'il fallait lui remettre la direction du ministère de la guerre ».

D'une façon générale, il s'agissait ici, non des principes de la démocratie, mais de l'absence, chez les deux parties, d'un programme d'action net et du désir commun, tant à l'organisation révolutionnaire absolue, personnifiée par le Comité Central, qu'à l'organisation « démocratique » de la Commune, de se décharger l'un sur l'autre des responsabilités, tout en ne renonçant pas totalement au pouvoir. De tels rapports politiques ne sont pas dignes d'imitation.

« Mais le Comité Central - ainsi se console Kautsky - n'a jamais tenté de porter atteinte au principe en vertu duquel le pouvoir supérieur doit appartenir aux élus du suffrage universel. Sur ce point, la Commune de Paris était nettement opposée à la République soviétique » (p. 55). Il n'y eut pas d'unité de volonté gouvernementale, pas plus que d'audace révolutionnaire, mais il y eut dualité de pouvoir et le résultat en fut un écroulement rapide et épouvantable. En revanche - et n'est-ce pas une consolation suffisante ? - aucune atteinte ne fut portée au « principe » de la démocratie.

## **La Commune démocratique et la Dictature révolutionnaire.**

Le camarade Lénine a déjà démontré à Kautsky que tenter de dépeindre la Commune comme une démocratie formelle n'est que charlatanisme théorique. La Commune, tant par les traditions que par les intentions de ceux qui la dirigeaient - les blanquistes - était l'expression de la dictature -révolutionnaire d'une ville sur le pays tout entier. Il en fut ainsi dans la Grande Révolution française ; il en eût été de même dans la Révolution de 1871 si la Commune ne fût pas tombée si vite. Le fait que dans Paris même le pouvoir ait été élu sur la base du suffrage universel, n'exclut pas l'autre fait bien plus- important : l'action militaire de la Commune, d'une ville, contre la France paysanne, c'est-à-dire contre toute la nation. Pour que le grand démocrate Kautsky puisse être avec raison satisfait, il eût fallu que les révolutionnaires de la Commune questionnassent au préalable, par voie du suffrage universel, toute la population de la France pour savoir si, oui ou non, on devait faire la guerre aux bandes de Thiers.

Enfin, dans Paris même, les élections s'effectuèrent après la fuite de la bourgeoisie, partisane de Thiers, tout au moins de ses éléments les plus actifs, et après l'évacuation des armées de l'ordre. La bourgeoisie qui restait à Paris, malgré toute son impertinence, n'en redoutait pas moins les batailles révolutionnaires, et c'est sous l'impression de cette crainte, - pressentiment de l'inévitable terreur rouge de l'avenir, - que se passèrent les élections. Se consoler de ce que le Comité Central de la garde nationale, sous la dictature duquel - par malheur dictature molle et

informe, - s'effectuaient les élections à la Commune, n'attenta pas au principe du suffrage universel, c'est, en réalité, donner des coups d'épée dans l'eau.

Multipliant les comparaisons stériles, Kautsky profite de l'ignorance de ses lecteurs. À Pétersbourg, en novembre 1917, nous avons aussi élu une Commune (la Douma municipale) sur la base du même suffrage « démocratique » sans restrictions pour la bourgeoisie. Ces élections, par suite du boycottage des partis bourgeois, nous donnèrent une écrasante majorité. <sup>1</sup> La Douma, élue démocratiquement, se soumit volontairement au Soviet de Pétersbourg, c'est-à-dire qu'elle mit le fait de la dictature du prolétariat au-dessus du « principe » du suffrage universel; et quelque temps après, elle se dissolvait de sa propre initiative en faveur d'une des sections du Soviet pétersbourgeois. De la sorte, le Soviet de Pétersbourg, - ce vrai père du pouvoir soviétique - a pour lui la grâce divine, une auréole formellement démocratique, qui ne le cède en rien à celle de la Commune de Paris.

Lors des élections du 26 mars, 90 membres avaient été élus à la Commune. Parmi eux se trouvaient 15 membres du parti gouvernemental (Thiers) et 6 radicaux bourgeois qui, tout en étant les adversaires du gouvernement, n'en condamnaient pas moins l'insurrection des ouvriers parisiens.

« La République soviétique, - nous apprend Kautsky, - n'aurait jamais toléré que de pareils éléments contre-révolutionnaires fussent admis, ne serait-ce que comme candidats, et à plus forte raison comme élus. La Commune, par respect de la démocratie, ne mit pas le moindre obstacle à l'élection de ses adversaires » (pp. 55-56). Nous avons déjà vu plus haut Kautsky battre la campagne dans tous les sens. En premier lieu, dans la phase analogue du développement de la Révolution russe, on a procédé à des élections démocratiques à la Commune de Pétersbourg, élections pendant lesquelles le pouvoir soviétique laissa toute latitude aux partis, et si les cadets, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, qui avaient leur presse, qui conviaient ouvertement la population au renversement du pouvoir soviétique, boycottèrent ces élections, c'est uniquement parce qu'ils espéraient à cette époque en finir promptement avec nous par la force des armes. En second lieu, il n'y eut pas dans la Commune de Paris de démocratie qui groupât toutes les classes. Pour les députés bourgeois, - conservateurs, libéraux, gambettistes, - il ne s'y trouva pas de place.

« Presque tous ces personnages, - écrit Lavrov, - soit sur le champ, soit très vite, sortirent des Conseils de la Commune ; certes, ils auraient pu être les représentants de Paris - de la ville libre sous l'administration de la bourgeoisie - mais Os furent totalement déplacés dans la Commune, qui, bon gré mal gré, consciemment ou inconsciemment, complètement ou incomplètement, mais tout de même incarnait la révolution du prolétariat et la tentative, quoique faible, de créer les formes d'une société qui se fût harmonisée avec cette révolution » (pp. 111-112). Si la bourgeoisie pétersbourgeoise n'avait pas boycotté les élections communales, ses représentants fussent entrés à la Douma de Pétersbourg. Ils y seraient restés jusqu'à la première insurrection des socialistes-révolutionnaires et des cadets, après quoi - avec ou sans la permission de Kautsky - ils eussent été probablement arrêtés s'ils n'eussent pas quitté la Douma à temps, comme d'ailleurs l'avaient fait, à un certain temps, les membres bourgeois de la Commune de Paris. Le cours des événements fût resté le même, si ce n'est que quelques épisodes se fussent passés autrement.

---

<sup>1</sup> Il n'est pas sans intérêt de noter qu'aux élections communales de 1871, à Paris, 230 000 électeurs participèrent. Aux élections municipales de novembre 1917, à Pétersbourg, en dépit du boycottage des élections par tous les partis, sauf le nôtre et celui des socialistes révolutionnaires qui n'avait dans la capitale presque aucune influence, 400 000 électeurs participèrent, Paris en 1871 comptait 2 000 000 d'habitants. Pétersbourg en 1917 en comptait 2 000 000. Il faut prendre en considération que notre système électoral était incomparablement plus démocratique, le Comité Central de la garde nationale ayant fait les élections sur la base de la loi électorale de l'empire.



Glorifiant la démocratie de la Commune et en même temps l'accusant d'avoir manqué de hardiesse à l'égard de Versailles, Kautsky ne comprend pas que les élections communales, qui se firent avec la participation à double sens des maires et des députés « légaux », reflétaient l'espoir de la conclusion d'un accord pacifique avec Versailles. C'est pourtant là tout le fond des choses. Les dirigeants voulaient une entente et non la lutte. Les masses n'avaient pas encore épuisé leurs illusions. Les pseudo-autorités révolutionnaires n'avaient pas encore eu le temps de s'effondrer lamentablement. Et le tout s'appelait « démocratie ».

« Nous devons dominer nos ennemis par la force morale... - préconisait Vermorel. - Il ne faut pas toucher à la liberté et à la vie de l'individu... » Vermorel, qui aspirait à conjurer la « guerre civile », conviait la bourgeoisie libérale, qu'il stigmatisait jadis si impitoyablement, à former un « pouvoir régulier, reconnu et respecté par toute la population parisienne ». Le journal officiel, publié sous la direction de l'internationaliste Longuet, écrivait : « Le regrettable malentendu qui, dans les journées de juin (1848), a armé l'une contre l'autre deux classes sociales, ne peut déjà plus se reproduire. L'antagonisme des classes a cessé d'être » (30 mars). Et plus loin : « Désormais, toute discorde a disparu, parce que jamais il n'y eut aussi peu de haine et d'antagonismes sociaux » (3 avril). À la séance de la Commune du 25 avril, ce ne fut pas sans raison que Jourde se vanta que « la Commune n'eût jamais porté atteinte à la propriété ». C'est ainsi qu'il s'imaginait conquérir l'opinion des milieux bourgeois et s'acheminer vers un accord.

« Ces assurances - dit fort justement Lavrov - ne désarmèrent nullement les ennemis du prolétariat qui comprenaient parfaitement combien le triomphe de celui-ci les menaçait; par contre, elles enlevèrent au prolétariat toute énergie combative et l'aveuglèrent, comme à dessein, en présence d'ennemis irréductibles » (p. 371). Mais ces assurances émoussées étaient indissolublement liées à la fiction de la démocratie. La forme de pseudo-légalité faisait croire que la question pouvait se résoudre sans lutte. « En ce qui concerne les masses de la population - écrit un membre de la Commune, Arthur Arnould - elles croyaient, non sans quelque raison, à l'existence d'une entente tacite avec le gouvernement ». Impuissants à s'attirer la bourgeoisie, les conciliateurs, comme toujours, induisaient le prolétariat en erreur.

Que dans les conditions de l'inévitable guerre civile qui commençait déjà, le parlementarisme n'exprimât plus que l'impuissance conciliatrice des groupes dirigeants, c'est ce dont témoigne de la façon la plus évidente la procédure insensée des élections complémentaires à la Commune (16 avril). À ce moment, « on n'avait que faire du vote », écrit Arthur Arnould. La situation était devenue tragique, au point qu'on n'avait plus ni le loisir, ni le sang-froid nécessaires pour que les élections générales puissent faire leur œuvre. « Tous les hommes fidèles à la Commune étaient sur les fortifications, dans les forts, dans les postes avancés. Le peuple n'attachait aucune importance à ces élections complémentaires. Ce n'était au fond que du parlementarisme. L'heure n'était plus à compter les électeurs, mais à avoir des soldats ; à ne pas vouloir connaître si nous avions grandi ou baissé dans l'opinion de Paris, mais à défendre celui-ci contre les Versaillais ». Ces paroles auraient pu faire comprendre à Kautsky pourquoi il n'est pas si facile de combiner dans la réalité la guerre de classe avec une démocratie groupant toutes les classes.

« La Commune n'est pas une Assemblée Constituante, écrivait, dans sa publication, Millière, une des plus belles têtes de la Commune - elle est un conseil de guerre. Elle ne doit avoir qu'un but : la victoire ; qu'une arme : la force ; qu'une loi : celle du salut public ».

« Ils n'ont jamais pu comprendre - s'écrie Lissagaray en accusant les leaders - que la Commune était une barricade et non une administration ». Ils ne commencèrent à le comprendre qu'à la fin, lorsqu'il était déjà trop tard. Kautsky ne l'a pas encore compris. Et rien ne fait prévoir qu'il le comprenne un jour.

La Commune a été la négation vivante de la démocratie formelle, car, dans son développement, elle a marqué la dictature du Paris ouvrier sur la nation paysanne. Ce fait domine tous les autres. Quels que fussent les efforts des routiniers politiques au sein de la Commune même pour se cramponner à la visibilité de la légalité démocratique, chaque action de la Commune, insuffisante pour la victoire, était suffisante pour convaincre de sa nature illégale.

La Commune, c'est-à-dire la municipalité parisienne, abrogea la conscription nationale. Elle intitula son organe officiel : journal *officiel de la République française*. Bien que timidement, elle toucha à la Banque de France. Elle proclama la séparation de l'Église et de l'État et supprima le budget des cultes. Elle entra en relations avec les ambassades étrangères, etc., etc. Tout cela, elle le fit au nom de la dictature révolutionnaire. Mais le démocrate Clemenceau qui, à l'époque, était encore vert ne voulut pas reconnaître ce droit.

À l'Assemblée avec le Comité Central, Clemenceau déclara : « L'insurrection a un motif illégal. Bientôt le Comité deviendra ridicule et ses décrets méprisables. De plus, Paris n'a pas le droit de s'insurger contre la France et doit accepter formellement l'autorité de l'Assemblée ».

La tâche de la Commune était de dissoudre l'Assemblée nationale. Et Kautsky, maintenant, se met en quête, pour ces desseins criminels, de circonstances atténuantes.

Il argue de ce que les communards avaient à l'Assemblée nationale des adversaires monarchistes tandis qu'à l'Assemblée Constituante nous avons contre nous... des socialistes-révolutionnaires et mencheviks. C'est bien ce qu'on peut appeler une totale éclipse d'esprit ! Kautsky parle des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, mais il oublie l'unique ennemi sérieux : les cadets. Ils constituaient précisément nôtre parti « versaillais » russe, c'est-à-dire le bloc des propriétaires au nom de la propriété, et le professeur Milioukov parodiait de son mieux le petit grand homme. De bonne heure - bien avant la Révolution d'octobre - Milioukov s'était mis à la recherche d'un Galliffet, qu'il avait tour à tour cru trouver en la personne des généraux Kornilov, Alexeïev, Kalédine, Krasnov ; et après que Koltchak eut relégué à l'arrière-plan les partis politiques et dissous l'Assemblée Constituante, le parti cadet, l'unique parti bourgeois sérieux, de nature essentiellement monarchique, non seulement ne lui refusa pas son appui, mais au contraire l'entoura d'une sympathie toujours plus grande.

Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires ne jouèrent chez nous aucun rôle autonome, comme il en est d'ailleurs du parti Kautsky dans les événements révolutionnaires d'Allemagne. Ils avaient édifié toute leur politique sur la coalition avec les cadets, leur assurant ainsi une situation prépondérante qui ne correspondait guère à la corrélation des forces politiques. Les partis socialistes-révolutionnaires et menchevik n'étaient qu'un appareil de transmission destiné à gagner dans les meetings et aux élections la confiance politique des masses révolutionnaires réveillées, pour en faire bénéficier l'impérialiste parti contre-révolutionnaire cadet, - indépendamment d'ailleurs de l'issue des élections. La dépendance de la majorité menchevik et socialiste-révolutionnaire à l'égard de la minorité cadette n'était qu'une raillerie mal dissimulée de la démocratie. Mais ce n'est pas tout. Dans toutes les parties du pays où le régime « démocratique » subsistait assez longtemps, il se terminait inévitablement par un coup d'État contre-révolutionnaire. Il en fut ainsi en Ukraine où la Rada démocratique, qui avait vendu le pouvoir soviétique à l'impérialisme allemand, se vit elle-même rejetée par la monarchie de Skoropadsky. Il en fut ainsi au Kouban, où la Rada démocratique disparut sous le talon de Denikine. Il en fut ainsi - et c'est l'expérience la plus importante de notre « démocratie » - en Sibérie, où l'Assemblée Constituante officiellement gouvernée par les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, - par suite de l'absence des bolcheviks - en fait dirigée par les cadets, conduisit à la dictature de l'amiral tsariste Koltchak. Il en fut ainsi dans le Nord, où

les membres de la Constituante, personnifiés par le gouvernement du socialiste-révolutionnaire Tchaïkovsky, ne furent que des figurants en présence desquels agissaient les généraux contre-révolutionnaires russes et anglais. Dans tous les petits gouvernements limitrophes, les choses se sont passées ou se passent ainsi : en Finlande, en Estonie, en Lituanie, en Lettonie, en Pologne, en Géorgie, en Arménie, où, sous le pavillon formel de la démocratie, le régime des propriétaires, des capitalistes et du militarisme étranger s'affermir.

## **L'ouvrier parisien de 1871. - Le Prolétaire Pétersbourgeois de 1917.**

Un des plus grossiers parallèles, que rien ne justifie, et qui est politiquement une honte, trace par Kautsky entre la Commune et la Russie soviétique, est bien celui qui concerne le caractère de l'ouvrier parisien de 1871 et du prolétaire russe en 1917-1919. Kautsky nous dépeint le premier comme un enthousiaste révolutionnaire, capable de la plus haute abnégation, tandis qu'il nous représente le second comme un égoïste, un profiteur, un anarchiste forcené.

L'ouvrier parisien a derrière lui un passé trop bien défini pour avoir besoin de recommandations révolutionnaires - ou pour devoir se défendre des louanges du Kautsky actuel. Néanmoins, le prolétariat de Pétersbourg n'a pas et ne peut avoir de motifs de renoncer à se comparer à son frère aîné. Les trois années de lutte ininterrompue des ouvriers pétersbourgeois - d'abord pour la conquête du pouvoir - ensuite pour son maintien et son affermissement au milieu de souffrances telles qu'on n'en vit jamais, malgré la faim, le froid, les dangers continuels, constituent un fait exceptionnel dans les annales de l'héroïsme et de l'abnégation des masses. Kautsky, comme nous le montrons par ailleurs, prend, pour les comparer à l'élite des communards, les éléments les plus obscurs du prolétariat russe. Il ne se distingue en rien sur ce point des sycophantes bourgeois pour lesquels les morts de la Commune sont infiniment plus sympathiques que les vivants. Le prolétariat pétersbourgeois a pris le pouvoir quarante-cinq ans après le prolétariat parisien. Ce laps de temps nous a dotés d'une immense supériorité. Le caractère petit-bourgeois et artisan du vieux et en partie du nouveau Paris est totalement étranger à Pétersbourg, centre de l'industrie la plus concentrée du monde. Cette dernière circonstance nous a facilité considérablement et nos tâches d'agitation et d'organisation et l'établissement du régime soviétique. Notre prolétariat est loin de posséder les riches traditions du prolétariat français. Mais en revanche, au début de la Révolution présente, la grande expérience des insuccès de 1905 était encore vivante dans la mémoire de la génération aînée, qui n'oubliait pas quel devoir de vengeance lui avait été légué. Les ouvriers russes ne sont pas passés, comme les ouvriers français, par la longue école de la démocratie et du parlementarisme, école qui, à certaines époques, fut un facteur important dans la culture politique du prolétariat. Mais, d'autre part, l'amertume des déceptions et le poison du scepticisme, qui lient la volonté révolutionnaire du prolétariat français - jusqu'à une heure que nous espérons proche n'avaient pas eu le temps de se déposer dans l'âme de la classe ouvrière russe.

La Commune de Paris a subi une défaite militaire avant que, devant elle, se fussent dressées, de toute leur hauteur, les questions économiques! En dépit des magnifiques qualités guerrières des ouvriers parisiens, la situation militaire de la Commune fut de bonne heure désespérée : l'indécision et l'esprit de conciliation des sphères supérieures avaient engendré la désagrégation des couches inférieures.

La solde de garde national était payée à 162 000 simples soldats et à 6 500 officiers, mais le nombre de ceux qui, réellement, allaient au combat, surtout après la sortie infructueuse du 3 avril, variait entre vingt et trente mille.

Ces faits ne compromettent nullement les ouvriers parisiens et ne donnent à personne le droit de nier leur courage ou de les qualifier de déserteurs, - bien que les cas de désertion n'eussent certainement pas fait défaut parmi eux. La capacité guerrière d'une armée requiert surtout

l'existence d'un appareil de direction régulier et centralisé. Les communards n'en avaient pas même l'idée.

Le département de la guerre de la Commune siégeait, selon l'expression d'un auteur, dans une chambre sombre où tout le monde se bousculait. Le bureau du ministère était rempli d'officiers, de gardes nationaux qui exigeaient soit des fournitures militaires, soit des approvisionnements, ou qui se plaignaient qu'on ne les relevât pas. On les renvoyait au Commandement de la place. « Certains bataillons restaient dans les tranchées de 20 à 30 jours, tandis que les autres étaient constamment en réserve. Cette insouciance tua bien vite toute discipline. Les plus courageux ne voulaient plus dépendre que d'eux-mêmes; les autres se défilaient. Les officiers agissaient de même; les uns abandonnaient leur poste pour aller au secours du voisin subissant le feu de l'ennemi ; les autres partaient en ville... » (*La Commune de Paris de 1871*, P. Lavrov, 1919, p. 100).

Pareil régime ne pouvait pas rester impuni. La Commune fut noyée dans le sang. Mais, à ce sujet, on trouve chez Kautsky une consolation unique en son genre : « La conduite de la guerre - dit-il en secouant la tête - n'est pas en général le côté fort du prolétariat » (p. 76).

Cet aphorisme digne de Pangloss est à la hauteur d'un autre apophtegme de Kautsky, à savoir que l'Internationale n'est pas une arme du temps de guerre, étant par sa nature « un instrument de paix ».

Le Kautsky actuel se résume, au fond, tout entier, dans ces deux aphorismes ; et sa valeur est à peine supérieure au zéro absolu. « La conduite de la guerre, voyez-vous, n'est pas en général le côté fort du prolétariat ; d'autant plus que l'Internationale n'a pas été créée pour une période de guerre ». Le bateau de Kautsky a été construit pour naviguer sur les eaux tranquilles des étangs, et non pour affronter la pleine mer et traverser, les orages. S'il commence à faire eau et s'il coule maintenant à fond, les torts sont évidemment du côté de la tempête, des éléments, de l'immensité des vagues et de toute une série d'autres circonstances imprévues auxquelles Kautsky ne destinait pas son magnifique instrument.

Le prolétariat international s'est donné pour tâche de conquérir le pouvoir. Que la guerre civile « en général » soit ou non un des attributs indispensables de la révolution « en général », il n'en reste pas moins incontestable que le mouvement en avant du prolétariat, en Russie, en Allemagne et dans certaines parties de l'ancienne Autriche Hongrie, a revêtu la forme d'une guerre civile à outrance, et ce, non seulement sur les fronts intérieurs, mais sur les fronts extérieurs. Si la conduite de la guerre n'est pas le côté fort du prolétariat, et si l'Internationale ouvrière n'est bonne que pour les époques pacifiques, il faut faire une croix sur la révolution et sur le socialisme, car la conduite de la guerre est un des côtés suffisamment forts du gouvernement capitaliste, qui, sans guerre, ne permettra certes pas à l'ouvrier d'arriver au pouvoir. Il ne reste plus qu'à considérer ce qu'on appelle « démocratie socialiste » comme un parasite de la société capitaliste et du parlementarisme bourgeois, c'est-à-dire à sanctionner ouvertement ce que font en politique les Ebert, les Scheidemann, les Renaudel, et ce contre quoi Kautsky, semble-t-il, s'élève encore.

La conduite de la guerre n'était pas le côté fort de la Commune. C'est la raison qui fait qu'elle a été écrasée. Et comme elle fut écrasée impitoyablement !

« Il faut remonter - écrivait en son temps l'historien libéral, plutôt libéral modéré, Fiaux - aux proscriptions de Sylla, d'Antoine et d'Octave pour trouver pareils assassinats dans l'histoire des nations civilisées; les guerres religieuses sous les derniers Valois, la nuit de la Saint-Barthélemy, l'époque de la Terreur ne sont en comparaison que des jeux d'enfants. Dans la seule dernière

semaine de Mai, on a relevé à Paris 17 000 cadavres de fédérés insurgés... On tuait encore vers le 15 juin ».

« ... La conduite de la guerre, en général, n'est pas le côté fort du prolétariat... »

Mais c'est faux ! Les ouvriers russes ont montré qu'ils sont capables de se rendre maîtres aussi de la « machine de guerre ». Et nous voyons ici un énorme progrès réalisé sur la Commune. Ce n'est pas une abjuration de la Commune - car la tradition de la Commune n'est pas dans son impuissance - mais la continuation de son œuvre. La Commune a été faible. Pour achever son œuvre, nous sommes devenus forts. On a écrasé la Commune. Nous portons coup sur coup à ses bourreaux. La Commune, nous la vengeons, et nous prenons sa revanche.

Des 167 000 gardes nationaux qui recevaient leur solde, 20 ou 30 000 allaient au combat. Ces chiffres servent de matière intéressante pour les déductions qu'on peut tirer du rôle de la démocratie formelle en période révolutionnaire. Le sort de la Commune de Paris ne s'est pas décidé dans les élections, mais dans les combats contre l'armée de Thiers.

Mais en fait, 20 ou 30.000 hommes, minorité la plus dévouée et la plus combative, fixèrent dans les combats les destinées de la Commune. Cette minorité n'était pas isolée, elle ne faisait qu'exprimer avec plus de courage et d'abnégation la volonté de la majorité. Mais ce n'était tout de même que la minorité. Les autres, qui se cachèrent au moment critique, n'étaient pas hostiles à la Commune ; au contraire, ils la soutenaient activement ou passivement, mais ils étaient moins conscients, moins résolus. Sur l'arène de la démocratie politique, l'infériorité de leur sens social rendit possible la duperie des aventuriers, des chevaliers d'industrie, des parlementaires petits-bourgeois et des honnêtes lourdauds qui se leurraient eux-mêmes. Mais lorsqu'il s'agit d'une guerre de classes déclarée, ils suivirent, plus ou moins, la minorité dévouée. Cette situation trouva encore son expression dans l'organisation de la garde nationale. Si l'existence de la Commune s'était prolongée, ces rapports réciproques entre l'avant-garde et la masse du prolétariat se fussent renforcés de plus en plus. L'organisation qui se fût constituée et consolidée dans le processus d'une lutte déclarée, en tant qu'organisation des masses laborieuses, serait devenue celle de leur dictature, le Soviet des députés du prolétariat en armes.

## VI. MARX ET... KAUTSKY

Kautsky rejette avec dédain l'opinion de Marx sur la terreur, opinion que celui-ci avait exposée dans la *Nouvelle Gazette du Rhin* ; en ce temps-là, Marx était bien « jeune », voyez-vous (c'est Kautsky qui nous le fait remarquer) ; ses opinions n'avaient donc pas eu le temps de s'adoucir, elles ne souffraient pas encore, dirons-nous, de ce ramollissement général, phénomène caractéristique que l'on observe chez un certain nombre de théoriciens quand ils sont arrivés à l'âge de soixante-dix ans. Pour établir un contraste avec le Marx de 1848-1849, qui était alors dans toute sa verdeur (c'était l'auteur du *Manifeste communiste*), Kautsky préfère citer le Marx de la maturité, le contemporain de la Commune de Paris ; sous la plume de Kautsky, ce bon Marx, dépouillé d'ailleurs de sa blanche crinière de vieux lion, nous apparaît comme un vénérable raisonneur, dévotement incliné devant les autels de la démocratie, qui nous fait un sermon sur l'inviolabilité sacrée de la vie humaine et parle avec tout le respect convenable de la politique séduisante de Scheidemann, Vandervelde et, surtout, de son petit-fils par le sang, Jean Longuet.

En un mot, ramené à la sagesse par l'expérience, Marx n'est plus qu'un brave et honnête partisan de Kautsky.

De l'immortelle *Guerre civile en France*<sup>1</sup> dont les pages revivent avec une particulière intensité à notre époque, Kautsky n'a extrait à son usage qu'un petit nombre de lignes, celles où le puissant théoricien de la révolution sociale fait un parallèle entre la générosité des communards et la férocité bourgeoise des Versaillais. Ces lignes, Kautsky les a lacérées et ne leur a laissé qu'un sens général. Marx, prédicateur d'une charité abstraite, apôtre de la philanthropie universelle ! Ne dirait-on pas qu'il s'agit du Bouddha ou de Tolstoï... Pour réagir contre une campagne de calomnies internationales qui tendait à faire des communards des souteneurs, et des femmes de la Commune des prostituées ; contre ces calomnies infâmes qui attribuaient aux vaincus des traits de sauvagerie, fruits de l'imagination perversie des bourgeois vainqueurs, Marx mettait en lumière et soulignait certains actes de clémence et de grandeur d'âme qui n'étaient souvent, à vrai dire, que les fâcheuses conséquences d'une certaine irrésolution dans la conduite des communards que Marx ait agi ainsi, cela se conçoit de reste Marx restait fidèle à lui-même. Ce n'était ni un vulgaire pédant, ni le procureur de la révolution : en donnant une analyse purement scientifique de la valeur de la Commune, il savait en faire aussi une apologie de la révolution. Il ne se contentait pas d'expliquer et de critiquer, il défendait, il combattait encore. Mais lorsqu'il faisait ressortir la clémence de la Commune qui avait perdu la partie, il ne gardait aucun doute sur les mesures qu'une future Commune aurait pu prendre pour gagner cette même partie.

L'auteur de la *Guerre civile en France* accuse le Comité Central, qui était alors ce que nous appellerions aujourd'hui le Soviet des députés de la garde nationale, d'avoir prématurément cédé la place à la Commune électorale. Kautsky « ne comprend pas » les raisons de ce reproche. Ce consciencieux aveu d'incapacité de comprendre est un indice particulier de la stupidité dont est frappé Kautsky, lorsqu'il veut juger des choses de la révolution. La première place, selon Marx, devait appartenir à un organe de combat, qui aurait été le centre de l'insurrection et des opérations militaires contre les Versaillais, - et non pas à une administration autonome de la démocratie ouvrière. Celle-ci n'aurait dû entrer en fonctions qu'à son tour, et plus tard.

Marx accuse la Commune de n'avoir pas immédiatement pris l'offensive contre les Versaillais, de s'en être tenue à la défensive, qui, il est vrai, produit une « plus heureuse » impression, permet d'en appeler à la loi morale et aux droits sacrés de la vie humaine, mais qui,

---

<sup>1</sup> Publiée en France sous le titre : *La Commune de Paris*.

en état de guerre civile, ne conduit jamais à la victoire. Or, Marx faisait avant tout des vœux pour la victoire de la révolution. Il ne dit pas un mot pour mettre le principe de la démocratie au-dessus des intérêts de la classe militante. Au contraire, avec ce mépris concentré qui caractérise en lui le révolutionnaire et le communiste, Marx, - non le jeune rédacteur de la *Gazette du Rhin*, mais l'esprit mûr, l'auteur du *Capital*, - enfin notre vrai Marx, à la puissante crinière léonine que n'ont pas encore tondu les barbiers de l'école de Kautsky, - avec quel mépris concentré ne parle-t-il pas de « l'atmosphère artificielle du parlementarisme » dans lequel les petits Thiers (petits corps, petites âmes) ont des airs de géants! Le Livre sur la *Guerre civile en France*, après l'aride, pédantesque et chicanière brochure d'un Kautsky, nous rafraîchit comme un orage.

En dépit de l'assertion calomnieuse de Kautsky, Marx n'est pour rien dans l'opinion qui fait de la démocratie le dernier mot, la solution inconditionnée et suprême de l'Histoire. Le développement de la société bourgeoise, d'où est sortie la démocratie contemporaine, ne constitue pas le moins du monde le fait d'une démocratisation par degrés, que rêvait, avant la guerre, le plus grand des utopistes de la démocratie socialiste, Jean Jaurès, que rêve à présent le plus savant de tous les pédants, Karl Kautsky. Marx considère l'empire de Napoléon III comme « la seule forme de gouvernement acceptable à une époque où la bourgeoisie a perdu la capacité de gouverner le peuple et où la classe ouvrière n'a pas encore acquis cette capacité ». Ainsi, ce n'est pas la démocratie, c'est le bonapartisme qui représente, au point de vue de Marx, la phase finale du pouvoir de la bourgeoisie. Ceux qui s'attachent à la lettre, sans comprendre l'esprit, peuvent dire que Marx se trompait, car l'empire de Bonaparte a fait place, pour un demi-siècle, à la « république démocratique ». Mais Marx ne se trompait pas ; en essence, il avait raison. La Troisième République a été l'époque d'une complète décomposition de la démocratie. Le bonapartisme a trouvé dans la république financière de Poincaré et de Clemenceau une expression plus achevée qu'il ne l'avait trouvée sous l'Empire. À vrai dire, la Troisième République ne ceignait pas la couronne impériale ; mais sur elle veillait, en revanche, l'ombre du tsar de Russie.

En appréciant la Commune, Marx évite soigneusement de recourir à la terminologie démocratique, monnaie détériorée par un trop long usage. « La Commune était, écrit-il, une institution non parlementaire, mais ouvrière, et cumulait les fonctions des deux pouvoirs exécutif et législatif ». Ce que Marx met tout d'abord en valeur, ce n'est pas la forme démocratique, chère à Kautsky, mais le caractère essentiel de classe. La Commune, on le sait, avait supprimé l'armée régulière et la police, elle avait décrété la sécularisation des biens ecclésiastiques. Elle avait fait cela en s'autorisant du droit révolutionnaire dictatorial de Paris, sans consulter la puissance souveraine de la démocratie qui, durant cette période, si l'on s'en tenait aux formes établies, trouvait une expression beaucoup plus « légale » dans l'Assemblée Nationale de Thiers. Mais la révolution ne se met point aux voix. « L'Assemblée Nationale, dit Marx, ne jouait ni plus ni moins qu'un rôle épisodique dans cette révolution, dont l'authentique représentant restait, encore et toujours, Paris armé ». Que nous voilà loin du formalisme démocratique !

« Il aurait suffi au régime communaliste, dit encore Marx, de s'installer dans Paris et dans les centres secondaires, pour obliger l'ancien gouvernement central à céder la place, même dans les provinces, à *des administrations autonomes de producteurs* ». La tâche de Paris révolutionnaire consistait donc, selon Marx, non pas à en appeler de sa victoire à l'assentiment mal assuré d'une Assemblée constituante, mais à couvrir toute la France d'un réseau de communes, groupées autour du centre et constituées, non d'après les principes spécieux de la démocratie, mais se basant sur une incontestable autonomie administrative des producteurs.

Kautsky reprochait à la Constitution Soviétique la multiplicité des degrés de son système électoral, qui contredit aux recettes de la démocratie bourgeoise. Marx caractérise la structure de la France ouvrière, telle que l'avait ébauchée la Commune, de la manière suivante : « La gérance

générale des affaires de toutes les communes rurales de chaque arrondissement devait être confiée à une assemblée de fondés de pouvoirs, siégeant au chef-lieu ; les assemblées d'arrondissement devaient, à leur tour, envoyer leurs fondés de pouvoirs à l'Assemblée Nationale, siégeant à Paris ».

Comme on voit, Marx ne trouvait rien à redire à la multiplicité des degrés du système électoral, lorsqu'il s'agissait d'organiser l'État prolétarien. Dans le cadre de la démocratie bourgeoise, cette multiplicité de degrés efface les lignes distinctives des partis et des classes. Mais dans le système « d'autonomie administrative des producteurs », c'est-à-dire dans l'État purement prolétarien, la multiplicité des degrés est une question qui intéresse non la politique, mais le mécanisme de l'administration autonome et, dans certaines limites, elle peut présenter des avantages analogues à ceux qu'elle a déjà dans le domaine de l'organisation professionnelle.

Les philistins de la démocratie s'indignent de voir l'inégalité qui existe entre les ouvriers et les paysans, au point de vue du droit de se faire représenter, inégalité qui, dans la Constitution soviétique, rend sensible la différence des rôles que jouent, dans la révolution, la ville et la campagne. Marx écrit ceci : « La Commune voulait su ordonner les producteurs des campagnes à la direction intellectuelle des chefs-lieux d'arrondissement et leur garantir, dans la personne des ouvriers des villes, la représentation naturelle de leurs intérêts ». Il ne s'agit pas, en effet, de décréter sur le papier l'égalité du paysan et de l'ouvrier, mais d'élever celui-là au niveau intellectuel de celui-ci. Toutes les questions qui concernent l'État prolétarien sont étudiées par Marx au point de vue de la dynamique révolutionnaire des forces vives, et non comme un jeu d'ombres chinoises sur l'écran de foire du parlementarisme.

Pour atteindre la limite dernière de sa déchéance intellectuelle, Kautsky nie le pouvoir souverain des Soviets ouvriers en arguant de ceci, qu'il n'existe pas de distinction juridique entre le prolétariat et la bourgeoisie. De ce que les distinctions sociales ne sont pas établies par des règlements, Kautsky conclut à l'arbitraire de la dictature soviétise. Marx dit exactement le contraire - « La Commune était une forme gouvernementale très élastique, tandis que toutes les formes de gouvernement qui avaient précédé se distinguaient par leur rigidité. Le secret de la Commune consiste en ceci que, par essence, elle était le gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte qui s'était livrée entre les producteurs et les accapareurs, la forme politique longtemps cherchée qui permettrait d'accomplir l'émancipation économique du travail ». Le secret de la Commun consistait en ceci que, par essence, elle était le gouvernement de la classe ouvrière.

Ce secret, si bien expliqué par Marx, reste jusqu'à présent, pour Kautsky, un secret sous enveloppe scellée de sept sceaux.

Les pharisiens de la démocratie parlent avec indignation des répressions exercées par le pouvoir soviétique, de la fermeture des journaux, des arrestations et des exécutions. Marx réplique « aux basses invectives des laquais de la presse » et ail reproches « des bourgeois doctrinaires bien intentionnés », au sujet des répressions exercées par la Commune, par ces paroles : « Ne se contentant pas de mener ouvertement une guerre sanguinaire contre Paris, les Versaillais s'efforçaient en secret de pénétrer dans la cité, par la corruption et les complots. La Commune pouvait-elle, en un pareil moment, sans *trahir, de la manière la plus ignominieuse, sa mission*, observer les formes conventionnelles du libéralisme, comme si la paix, autour d'elle, n'avait jamais été troublée ? Si le gouvernement de la Commune avait été animé du même esprit que le gouvernement de Thiers, il n'y aurait eu aucune raison d'interdire la publication des journaux du parti de l'Ordre à Paris et celle des journaux de la Commune à Versailles ». Ainsi, ce que Kautsky exige au nom des principes les plus sacrés de la démocratie, Marx le dénonce comme une ignominieuse trahison.



Quant aux dévastations que l'on a reprochées à la Commune, comme on en reproche maintenant au pouvoir soviétique, Marx en parle comme « d'une nécessité inéluctable, dont les conséquences sont d'ailleurs relativement insignifiantes, dans la lutte gigantesque qui s'engage entre la nouvelle société qui s'élève et l'ancienne qui achève de tomber ». Les dévastations, les cruautés sont toujours inévitables à la guerre. Ce ne sont que des sycophantes qui peuvent les considérer comme des crimes « dans la guerre des opprimés contre leurs oppresseurs, *la seule guerre juste qu'ait vue l'Histoire* » (ce sont les termes de Marx). Et cependant, notre farouche accusateur Kautsky, dans sa brochure, ne songe pas un instant à rappeler que tous sommes obligés de défendre, sans le moindre répit, la révolution ; que nous menons la guerre la plus acharnée contre les oppresseurs du monde entier, « la seule guerre juste qu'ait vue l'Histoire ».

Kautsky, une fois de plus, se frappe la poitrine en voyant que le pouvoir soviétique, au cours de la guerre civile, ne reculant pas devant un moyen rigoureux, prend des otages. Avec son inconséquence et sa mauvaise foi habituelles, il établit encore un parallèle entre le pouvoir soviétique si cruel et la Commune si humaine. Voici, clairement et nettement exprimé, ce que pense Marx sur ce sujet : « Lorsque Thiers, dès le début de la guerre civile, eut donné cours à la coutume si humaine de fusiller les communards prisonniers, la Commune, pour sauver la vie aux prisonniers, *n'eut plus d'autre ressource* que de prendre des otages, selon l'usage introduit par les Prussiens. Comme ils ne cessaient pas de fusiller les prisonniers, les Versaillais, par ce fait même, sacrifiaient les otages. *Comment aurait-on pu les épargner encore* après le carnage incroyable par lequel les prétoriens de Mac-Mahon fêtèrent leur entrée dans Paris ? » Comment, demanderons-nous avec Marx, comment pourrait-on agir autrement pendant la guerre civile, lorsque la contre-révolution, qui occupe une partie considérable du territoire national, s'empare, là où elle le peut, des ouvriers désarmés, de leurs femmes, de leurs mères, les fusille et les pend ? Comment faire, si ce n'est en prenant des otages parmi les gens qu'affectionne la bourgeoisie, en qui elle met sa confiance, et en suspendant ainsi l'épée de Damoclès au-dessus des têtes, rendues solidaires entre elles, de la bourgeoisie ? Il n'y aurait aucune difficulté à prouver que toutes les cruautés commises par le pouvoir soviétique ont été nécessitées par les besoins de la défense révolutionnaire. Nous ne croyons pas devoir entrer ici dans les détails de cette démonstration. Mais afin de faciliter l'appréciation des conditions de la lutte par un critérium partiel, nous mentionnerons simplement ce fait : tandis que les gardes blancs, ainsi que leurs alliés anglo-français, fusillent, sans exception, tout communiste qui tombe entre leurs mains, l'Armée rouge fait quartier à tous les prisonniers sans exception, même aux officiers supérieurs.

« Ayant au plus haut degré conscience de sa vocation historique, résolument, héroïquement décidée à rester à la hauteur de sa mission, - écrivait Marx, - la classe ouvrière peut répondre par un calme sourire de mépris aux basses invectives des laquais de la presse et aux savants airs protecteurs des bourgeois doctrinaires bien intentionnés, dont l'ignorance foncière projette le cliché, le lieu commun et les stupidités propres à leur caste, avec l'intonation fatidique des oracles d'une science infaillible ».

Si les bourgeois doctrinaires bien intentionnés jouent parfois le rôle de théoriciens en retraite à la IIe Internationale, cela ne saurait ôter aux stupidités de leur caste le droit de rester ce qu'elles sont, des stupidités.

## VIII. LA CLASSE OUVRIÈRE ET SA POLITIQUE SOVIÉTIQUE

### Le Prolétariat russe.

L'initiative de la révolution socialiste s'est trouvée, par la force des choses, remise entre les mains" non du vieux prolétariat de l'Europe occidentale avec ses puissantes organisations politiques et professionnelles, avec ses graves et lourdes traditions de parlementarisme et de trade-unionisme, mais de la jeune classe ouvrière d'un pays arriéré. L'Histoire, comme toujours, a suivi la ligne de la moindre résistance. L'époque révolutionnaire a fait irruption par la porte qui avait été le moins soigneusement barricadée. Les difficultés extraordinaires, on peut hardiment le dire, surhumaines, auxquelles s'est heurté le prolétariat russe, ont préparé, ont hâté et considérablement facilité le travail révolutionnaire du prolétariat de l'Europe occidentale, qui est encore à venir.

Au lieu de considérer la révolution russe comme le point de départ d'une époque révolutionnaire qui commence pour le monde entier, Kautsky délibère encore sur la question de savoir si le prolétariat russe ne s'est pas un peu trop hâté de s'emparer du pouvoir.

Voici son explication : « Pour en venir au socialisme, il est nécessaire que le peuple soit nanti d'une haute culture, qu'on trouve dans les masses une morale élevée, un fort développement des instincts sociaux, le sentiment de la solidarité, etc. Cette morale (ajoute Kautsky, pour nous donner une leçon) existait déjà à un haut degré chez les prolétaires de la Commune (le Paris. Elle fait absolument défaut parmi les masses qui, actuellement, donnent le ton au prolétariat bolchevique » (p.120).

Étant donné le but que poursuit Kautsky, ce lui est peu de chercher à discréditer, aux yeux de ses lecteurs, les bolcheviks en tant que parti politique. Sachant que le bolchevisme ne fait qu'un désormais avec le prolétariat russe, Kautsky s'efforce de discréditer le prolétariat russe dans son ensemble, de le représenter comme une masse ignare, sans idéal, avide de satisfactions immédiates, qui ne se dirige que par ses instincts et les suggestions de la minute présente. Au cours de sa brochure, Kautsky remet bien des fois en question le niveau intellectuel et moral des ouvriers russes et ce n'est, chaque fois, que pour épaissir les couleurs, pour mieux caractériser leur ignorance, leur stupidité et leur barbarie. Pour renforcer le contraste, Kautsky cite l'exemple, à l'époque de la Commune, *d'une* entreprise de guerre dont les représentants ouvriers avaient établi un service de nuit, afin qu'il y eût toujours dans l'entreprise un ouvrier pour remettre les armes nouvellement réparées à qui viendrait les demander. « Et comme, disait le règlement, il est indispensable, dans les circonstances actuelles, d'observer la plus stricte économie dans les dépenses de la Commune, le service de nuit ne sera pas payé... ». « En vérité, conclut Kautsky, ces ouvriers ne considéraient pas le temps de leur dictature comme une de ces conjonctures favorables qui permettent de satisfaire des intérêts personnels » (p. 65). Quant à la classe ouvrière russe, c'est tout autre chose. Elle n'a point conscience de ses devoirs, ses idées n'ont aucune stabilité, elle manque d'endurance, d'abnégation, etc. Elle n'est pas plus capable de se donner des chefs dignes de ce nom (ce sont là les bonnes plaisanteries de Kautsky) que le baron de Münchhausen n'était capable de sortir du marais en se tirant lui-même par les cheveux. Cette comparaison faite entre le prolétariat russe et le Monsieur de Crac allemand donne un exemple suffisamment édifiant de l'insolence avec laquelle Kautsky traite la classe ouvrière de Russie.

Il extrait de nos discours et de nos articles des passages où nous dénonçons certains mauvais côtés, certains vices de notre monde ouvrier, et s'efforce de démontrer que passivité, ignorance, égoïsme, suffisent à caractériser les facultés et la conduite du prolétariat russe, de 1917 à 1920, à une époque qui est la plus grande de toutes les époques révolutionnaires.

On dirait que Kautsky ignore, n'a jamais entendu dire, ne peut deviner ni supposer que, durant la guerre civile, le prolétariat russe a eu plus d'une fois l'occasion d'accomplir un travail désintéressé et d'établir, « à titre purement gratuit », un service de nuit, - non pas le service d'un ouvrier pendant une nuit, mais celui de milliers et de milliers d'ouvriers durant une longue suite de nuits passées dans les alarmes continuelles. Pendant des jours et des semaines, lorsque Youdénitch marchait sur Pétersbourg, il a suffi d'un *télé phonogramme du Soviet* pour décider bien des milliers d'ouvriers à veiller à leur poste, dans toutes les usines et dans tous les quartiers de la ville. Et ce n'était pas l'enthousiasme des premiers jours de la Commune de Pétersbourg qui les incitait à le faire, cela se passait après deux ans de guerre : on avait froid, on avait faim.

Notre Parti, deux ou trois fois par an, mobilise un nombre considérable de ses membres pour les envoyer au front. Sur l'étendue d'une ligne qui atteint 8 000 *verstes*, ces hommes vont se faire tuer et apprendre aux autres à se faire tuer. Et quand, à Moscou, à Moscou qui souffre du froid et de la faim, qui a déjà donné l'élite de ses ouvriers pour les besoins du front, on notifie la « Semaine du Parti », les masses prolétariennes envoient dans nos rangs, en un espace de sept jours, des détachements de 15 000 hommes. Et à quel moment ? Au moment où le plus grand danger menaçait l'existence du pouvoir soviétique, quand Orel venait de nous être enlevé, lorsque Denikine approchait de Toula et de Moscou. Lorsque Youdénitch menaçait Pétersbourg, durant une période des plus graves, le prolétariat de Moscou a donné, en une semaine, à notre Parti, 15 000 hommes, qui se préparaient d'un jour à l'autre à être mobilisés pour le front. On peut dire avec assurance que jamais, à l'exception peut-être de la semaine de la grande insurrection, en novembre 1917, le prolétariat de Moscou n'a été si unanime dans son enthousiasme révolutionnaire, dans son abnégation à combattre, qu'il ne l'a été en ces jours de périls et de sacrifices.

Lorsque notre Parti a mis à l'ordre du jour le travail supplémentaire du samedi et du dimanche, l'idéalisme révolutionnaire du prolétariat a trouvé sa plus haute expression dans le volontariat du travail. C'étaient d'abord des dizaines et des centaines, ce furent ensuite des milliers, puis des dizaines et des centaines de milliers d'ouvriers qui, renonçant à tout salaire, consacrèrent chaque semaine quelques heures de travail aux intérêts de la régénération économique du pays. Ceux qui agissaient ainsi, c'étaient des hommes insuffisamment nourris, chaussés de bottes déchirées, vêtus de linge sale, - parce que le pays manque de chaussures et de savon. Tel est, en réalité, ce prolétariat bolchevique auquel Kautsky conseille de prendre des leçons d'abnégation. Mais pour éclaircir davantage les faits et leur enchaînement, il nous suffira de rappeler que tous les éléments égoïstes, bourgeois, grossièrement intéressés du prolétariat, - tous ceux qui cherchent à échapper au front et au travail du samedi, qui s'occupent de contrebande et qui, durant les semaines de famine, excitent à la grève les ouvriers, tous ceux-là donnent leurs voix, pendant les élections des Soviets, aux menchéviks, c'est-à-dire aux partisans russes de Kautsky.

Kautsky cite nos propres paroles pour montrer que, même avant la révolution de novembre, nous nous rendions parfaitement compte des défauts d'éducation du prolétariat russe, mais que, considérant comme inévitable le passage du pouvoir entre les mains de la classe ouvrière, nous croyions avoir le droit d'espérer qu'au cours même de la lutte, grâce à l'expérience qui viendrait, avec l'aide toujours croissante du prolétariat des autres pays, nous parviendrions à maîtriser les difficultés et à assurer l'établissement définitif du régime socialiste en Russie. À ce sujet, Kautsky pose l'interrogation suivante : « Trotsky se résoudrait-il à monter sur une locomotive et à la mettre en mouvement, en comptant simplement sur la possibilité d'étudier le mécanisme et d'arranger tout en cours de route ? Il convient d'abord d'acquérir les qualités nécessaires pour mener une locomotive, avant de se résoudre à la mettre en mouvement. Et le prolétariat aurait dû tout d'abord acquérir les qualités nécessaires pour être capable de diriger l'industrie, puisqu'il prétendait assumer cette direction » (page 117).

Cette comparaison édifiante pourrait faire honneur à un pasteur de village. Elle n'en est pas moins sottise. On serait beaucoup mieux fondé à dire : Kautsky se résoudrait-il à monter à cheval avant d'avoir appris à se tenir en selle et à guider un quadrupède au pas, au trot, au galop, à toute allure ? Nous avons des raisons de penser que Kautsky ne se résoudrait pas à risquer une expérience si dangereuse et tout à fait bolchevique. Mais, d'autre part, nous craignons que Kautsky, n'osant se mettre à cheval, n'éprouve quelque difficulté à pénétrer tous les mystères de l'équitation. Car le préjugé bolchevique fondamental, c'est de croire que, pour apprendre à monter à cheval, il faut en faire sans préparation le premier essai.

Pour ce qui est de la direction d'une locomotive, notre préjugé n'est pas, de prime abord, si persuasif, mais il n'en est pas moins vrai. Personne n'a jamais appris à mener une locomotive en restant assis dans son cabinet. Il faut grimper sur la machine, se mettre dans l'abri, poser la main sur le régulateur, le faire tourner. Il est vrai que l'étude de la marche d'une locomotive se fait par des manœuvres, sous la direction d'un mécanicien expérimenté. On apprend à monter à cheval dans un manège, sous la direction des écuyers. Mais pour gouverner un peuple, il est impossible de recourir à ces procédés artificiels d'étude. La bourgeoisie n'a pas créé pour le prolétariat des écoles d'administration publique, et elle ne lui confie pas, pour des épreuves temporaires, le levier de l'État. D'ailleurs, même pour apprendre à monter à cheval, les ouvriers et les paysans n'ont pas besoin de manèges, ni de l'assistance des écuyers.

À ces considérations, il convient d'en ajouter une autre qui est probablement la plus importante : personne ne laisse au choix du prolétariat de se mettre à cheval ou de ne pas s'y mettre, de s'emparer du pouvoir immédiatement ou de remettre la chose à plus tard. Il y a des circonstances où la classe ouvrière est contrainte de s'emparer du pouvoir, sous menace de se supprimer elle-même, politiquement parlant, pour une longue période historique. Lorsque l'on s'est emparé du pouvoir, il est impossible d'accepter, à son gré, certaines conséquences de cet acte et de rejeter les autres. Si la bourgeoisie capitaliste se sert consciemment et malignement de la désorganisation de la production comme d'un moyen de lutte politique pour récupérer le pouvoir souverain, le prolétariat est contraint de socialiser les entreprises, sans se demander si cela lui est avantageux ou non, *dans le moment donné*. Et, lorsqu'il s'est chargé de la production, le prolétariat est contraint, sous la pression d'une nécessité de fer, d'apprendre par lui-même, par l'expérience, à accomplir cette tâche si difficile, à organiser le système économique socialiste. Lorsqu'il est à cheval, le cavalier est obligé de guider son cheval, sous peine de se casser la tête.

Pour donner à ses dévots partisans et à ses dévotes une idée convenable du niveau moral du prolétariat russe, Kautsky cite, à la page 116 de sa brochure, le mandat suivant, soi-disant délivré par le Soviet ouvrier de Mourzilovka :

*« Le Soviet donne, par la présente, tous pouvoirs au camarade Grégoire Saréïef de réquisitionner à son choix et à son gré et de conduire dans les casernes, pour les besoins de la division d'artillerie en garnison à Mourzilovka, district de Briansk, 60 femmes et jeunes filles choisies parmi la classe des bourgeois et des spéculateurs. Le 16 septembre 1918 ».*  
(Publié par le docteur Nath. Wintch-Maleïeff, dans son livre *What are the Bolchevists doing*, Lausanne 1919, p. 10.)

Sans mettre un seul instant en doute la fausseté de ce document et le caractère mensonger de cette communication, j'ai donné l'ordre de procéder à une enquête détaillée, pour me rendre compte des faits ou des épisodes qui auraient pu servir de prétexte à cette fiction. Voici ce qu'une enquête des plus soigneuses a établi :

- I. Dans le district de Briansk, il n'existe absolument pas de localité connue sous le nom de Mourzilovka. Ce nom ne se rencontre pas non plus dans les districts voisins. Le nom qui se rapproche le plus de celui qu'on a cité serait Mouraviofka, village du district de*

*Briansk. Mais aucune division d'artillerie n'y a jamais pris ses quartiers, et rien ne s'est passé-là qui pût avoir quelque chose de commun avec le « document » plus haut cité.*

**II.** *L'enquête a été menée sur toute la ligne des troupes d'artillerie. Nulle part on n'a pu découvrir le moindre indice qui rappelât, même de loin, le fait que cite Kautsky, d'après les termes de son inspirateur,*

**III.** *Enfin l'enquête a recherché si l'on n'avait pas entendu parler, dans la localité, d'une ville portant le nom de Mourzilovka. On n'a rien découvert. Et ce n'est pas étonnant ! Le contenu, du faux en question est en contradiction trop grossière avec les mœurs et l'opinion publique des ouvriers et des paysans avancés qui dirigent les Soviets, même dans les régions les plus arriérées.*

Ainsi ce document doit être qualifié comme un faux de bas aloi, tel qu'en peuvent publier seuls les sycophantes calomniateurs de la plus jaune des presses jaunes.

Au moment où l'on procédait à l'enquête dont je viens de parler, le camarade Zinoviev me fit remettre un numéro d'un journal suédois *Svenska Dagbladet*, du 9 novembre 1919, où était reproduit, en fac-similé, un mandat de la teneur que voici :

"Mandat"

"Le porteur de ceci, le camarade Karaséïef, est investi du droit de socialiser dans la ville d'Ekaterinodar [*cet endroit est effacé*] toute fille âgée de 16 à 36 ans que désignera le camarade Karaséïef.

**Le commissaire principal Ivatchef"**

Ce document est encore plus ridicule, plus impudent que celui que cite Kautsky. La ville d'Ekaterinodar, centre de la région de Kouban, ne s'est trouvée, on le sait, que fort peu de temps au pouvoir des Soviets. Peu fixé, évidemment, sur la chronologie révolutionnaire, l'auteur de ce faux a effacé, dans son document, la date, de crainte d'indiquer, pur mégarde, que le Glavkom Ivatchef avait socialisé les femmes d'Ekaterinodar à l'époque où la ville était occupée par la soldatesque de Dénikine. Que ce document ait pu faire illusion à quelque bourgeois suédois des plus obtus, il n'y a là rien d'étonnant. Mais le lecteur russe verra immédiatement que ce document est non seulement un faux, mais un faux fabriqué *Par un étranger, le dictionnaire à la main*. Il est très curieux de remarquer que les noms des deux « socialiseurs » de femmes, - « Grégoire Saréïef » et « le camarade Karaséïef » ont une consonance parfaitement étrangère à la langue russe. La terminaison *éïef* dans les noms de familles russes ne se rencontre que rarement, et seulement dans certaines combinaisons. Mais l'accusateur des bolcheviks, l'auteur de la brochure en langue anglaise que cite Kautsky, porte justement un nom en *éïef* (Wintch-Maleïeff). Il est évident que cet individu, ce mouchard anglo-bulgare, enfermé dans son cabinet à Lausanne, crée des « socialiseurs » de femmes, on peut le *dire* dans le sens le plus rigoureusement exact, à son *image*.

Dans tous les cas, ce sont des inspirateurs et des compagnons bien étranges que ceux de Kautsky !

## **Les Soviets, les Syndicats et le Parti.**

Les Soviets, en tant que forme d'organisation de la classe ouvrière, représentent pour Kautsky, par rapport aux partis et aux organisations professionnelles des pays plus avancés, non pas une forme supérieure d'organisation, mais une contrefaçon, un pis-aller (*Notbehelf*), dont on se contente à défaut d'organisations politiques (page 51). Mettons que ce soit vrai pour la Russie.

Mais alors expliquez-nous pourquoi les Soviets ont fait leur apparition en Allemagne ! Ne conviendrait-il pas d'y renoncer complètement dans la république d'Ebert ? Non savons que cependant [Hilferding](#), dont les opinions se rapprochent le plus de celles de Kautsky, proposait autrefois d'introduire les Soviets dans la Constitution. Kautsky n'en dit rien.

Si l'on considère les Soviets comme une institution trop « primitive », il faut aussi, pour être juste, reconnaître que la lutte ouverte, la lutte révolutionnaire, est un procédé plus « primitif » que l'action parlementaire. Mais celle-ci est artificielle et compliquée, et par conséquent ne peut intéresser qu'une classe supérieure peu nombreuse. La révolution n'est possible que là où les masses sont directement intéressées. La révolution de novembre a soulevé des masses telles que le Parti social-démocrate n'aurait jamais songé à en rassembler. Si vastes que fussent les organisations du Parti et des syndicats en Allemagne, la révolution les a, d'emblée, dépassées en largeur. Les masses révolutionnaires ont trouvé leur représentation immédiate dans une organisation fort simple et accessible à tous, - dans le Soviet de leurs délégués. On peut reconnaître que le Soviet des députés ne s'élève pas à la hauteur du Parti ou du syndicat, pour ce qui est de la clarté du programme ou de la réglementation de l'organisation. Mais il est, de beaucoup, au-dessus du Parti et des syndicats, par le nombre d'hommes qu'il est capable d'entraîner à la lutte révolutionnaire, et cette supériorité du nombre donne au Soviet des avantages indiscutables, en temps de révolution. Le Soviet englobe tous les travailleurs de toutes les entreprises, de toutes les professions, quel que soit leur degré de développement intellectuel, quel que soit le niveau de leur instruction politique, - et par ce fait même, il est objectivement forcé de formuler les intérêts historiques généraux du prolétariat.

Le « Manifeste du Parti Communiste » considérait que la tâche des communistes était précisément de formuler les intérêts généraux, les intérêts historiques de la classe ouvrière tout entière.

« Les communistes se distinguent des autres partis prolétariens, - d'après les termes du manifeste, - en ceci seulement que, d'une part, dans la lutte des prolétaires des différentes nations, ils font valoir et défendent les intérêts de toute la masse prolétarienne, indépendamment des nationalités ; que, d'autre part, à toutes les phases de la lutte qui a lieu entre le prolétariat et la bourgeoisie, ils sont les représentants constants de l'intérêt du mouvement, pris dans son ensemble ». L'organisation de classe des Soviets personnifie ce mouvement pris « dans son ensemble ». On voit par-là pourquoi et comment les communistes ont pu et dû devenir le Parti dirigeant des Soviets.

Mais on voit aussi par-là combien est fausse l'appréciation donnée (par Kautsky) des Soviets comme d'une « contrefaçon » du parti ; on voit aussi la stupidité de la tentative faite (par Hilferding) pour introduire les Soviets, en qualité de levier secondaire, dans le mécanisme de la démocratie bourgeoise. Les Soviets sont une organisation de révolution prolétarienne et ont une valeur, soit comme organe de lutte pour le pouvoir, soit comme appareil du pouvoir de la classe ouvrière.

Ne concevant pas le rôle révolutionnaire des Soviets, Kautsky leur fait un vice fondamental de ce qui constitue au contraire leur mérite principal : « Il est impossible, dit-il, d'établir une distinction, de fixer une limite précise entre les bourgeois et les ouvriers. Cette distinction a toujours quelque chose d'arbitraire qui transforme l'idée des Soviets en un principe fort commode pour le despotisme dictatorial, mais fort peu apte à créer un régime gouvernemental clairement défini et systématiquement construit ».

Si donc nous en croyons Kautsky, une dictature de classe ne peut créer des institutions qui conviennent à sa nature, pour cette raison qu'il n'existe pas de démarcation irréprochable entre

les classes. Mais alors que ferons-nous, plus généralement parlant, de la lutte des classes ? Car c'est justement dans la multiplicité des degrés de l'échelle sociale qui séparent la bourgeoisie du prolétariat, c'est en cela que les idéologues de la petite-bourgeoisie ont toujours trouvé leur argument le plus sérieux contre « le principe » même de la lutte des classes. Kautsky s'arrête, pris de doute, au moment où le prolétariat, après avoir surmonté l'amorphie et l'instabilité des classes intermédiaires, entraînant à sa suite une partie de ces classes, rejetant le reste dans le camp de la bourgeoisie, organise en fait sa dictature dans le régime gouvernemental des Soviets. Les Soviets sont un appareil de domination prolétarienne que rien ne peut remplacer, parce que, précisément, leurs cadres sont élastiques et souples, de sorte que toutes les modifications, non seulement sociales, mais aussi politiques qui se produisent dans la position relative des classes, peuvent immédiatement trouver leur expression dans l'appareil soviétique. Commencant par les grandes usines et fabriques, les Soviets font ensuite entrer dans leur organisation les ouvriers des ateliers et les employés de commerce ; de là ils se transportent dans les villages, organisent la lutte des paysans contre les propriétaires fonciers, et soulèvent ensuite les couches inférieures et moyennes du monde paysan contre les paysans riches (les « gros bonnets »). L'État ouvrier engage à son service d'innombrables employés qui appartiennent, dans une large mesure, à la bourgeoisie et au monde intellectuel bourgeois. À mesure qu'ils se font à la discipline du régime soviétique, ils reçoivent la possibilité de se faire représenter dans le système des Soviets. S'élargissant - et parfois, se rétrécissant - selon que s'étendent ou se rétrécissent les positions sociales conquises par le prolétariat, le système soviétique reste l'appareil gouvernementale de la révolution sociale dans sa dynamique interne, dans ses flux et reflux, dans ses fautes et dans ses succès. Lorsque la révolution sociale aura définitivement triomphé, le système soviétique s'étendra à toute la population ; il y perdra dès lors, par le fait même, son caractère gouvernemental et se dissoudra en une puissante coopération des producteurs et des consommateurs.

Si le Parti et les unions professionnelles ont été des organisations destinées à préparer la révolution, les Soviets sont l'arme de cette révolution. Après sa victoire, les Soviets deviennent organes du pouvoir. Le rôle du Parti et des Syndicats, sans diminuer d'importance, se modifie essentiellement.

La direction générale des affaires est concentrée entre les mains du Parti. Ce n'est pas que le Parti gouverne d'une façon immédiate, car son appareil n'est pas adapté à ce genre de fonctions. Mais il a voix décisive sur toutes les questions de principe qui se présentent. Bien plus, l'expérience nous a conduits à décider que, sur toutes les questions litigieuses, dans tous les conflits qui peuvent s'élever entre les administrations et dans les conflits de personne à l'intérieur des administrations, le dernier mot appartenait au Comité central du Parti. Cela épargne beaucoup de temps et d'énergie, et dans les circonstances les plus difficiles, dans les situations embarrassées, cela garantit l'indispensable unité d'action. Un pareil régime n'est possible que si l'autorité du Parti reste absolument incontestée, que si la discipline du Parti ne laisse absolument rien à redire. Fort heureusement pour la révolution, notre Parti satisfait également à ces deux conditions. Quant à savoir si en d'autres pays, auxquels leur passé n'a pas légué une forte organisation révolutionnaire, trempée dans les combats, on pourra disposer d'un Parti communiste aussi autorisé que le nôtre quand sonnera l'heure de la révolution prolétarienne, il est difficile de le dire à l'avance. Mais il est de toute évidence que la solution de cette question aura une influence considérable sur la marche de la révolution socialiste dans chaque pays.

Le rôle exceptionnel que joue le Parti communiste, lorsque la révolution prolétarienne a remporté la victoire, est bien compréhensible. Il s'agit de la dictature d'une classe. La classe se compose de différentes couches, les opinions et les sentiments n'y sont pas unanimes, les niveaux intellectuels varient. Or, la dictature présuppose unité de volonté, unité de tendance, unité d'action. Par quelle autre voie pourrait-elle se réaliser ? La domination révolutionnaire du



prolétariat suppose dans le prolétariat même la domination d'un Parti pourvu d'un programme d'action bien défini, et fort d'une discipline intérieure indiscutée.

La politique de bloc est en contradiction intime avec le régime de la dictature prolétarienne. Nous envisageons ici non pas un bloc constitué avec les partis bourgeois, il n'en saurait être question, mais un bloc de communistes avec d'autres organisations « socialistes » qui représentent à divers degrés les idées arriérées et les préjugés des masses laborieuses.

La révolution sape rapidement tout ce qui est instable, elle use ce qui est artificiel ; les contradictions que le bloc sert à masquer se découvrent sous la pression des événements révolutionnaires. Nous l'avons constaté Par l'exemple de la Hongrie, où la dictature du prolétariat a pris la forme politique d'une coalition des communistes avec des socialistes qui n'étaient que les partisans déguisés d'une entente avec la bourgeoisie. La coalition s'est bientôt disloquée. Le Parti communiste a chèrement payé l'incapacité révolutionnaire et la trahison politique de ses compagnons d'aventure. Il est absolument évident qu'il aurait été plus avantageux aux communistes hongrois de venir au pouvoir plus tard, en laissant préalablement aux socialistes de la gauche (ceux de l'entente avec la bourgeoisie) la possibilité de se compromettre à fond. Il est vrai qu'on peut se demander s'il dépendait d'eux d'agir ainsi. Dans tous les cas, le bloc avec ces socialistes, qui n'a servi qu'à masquer provisoirement la faiblesse relative des communistes hongrois, les a, en même temps, empêchés de se renforcer au détriment de leurs alliés intempestifs et les a conduits à une catastrophe.

La même idée reçoit un commentaire suffisant par l'exemple de la révolution russe. Le bloc des bolcheviks avec les socialistes-révolutionnaires de gauche, après avoir duré quelques mois, a pris fin par une rupture brutale. Il est vrai que ce n'est pas nous, communistes, qui avons dû payer la plus grande partie des frais dans cette affaire, mais bien nos compagnons infidèles. Il est évident qu'un bloc où nous étions les plus forts, et où, par conséquent, nous ne risquions pas trop à tenter d'utiliser, pour une étape seulement, l'extrême-gauche de la démocratie (celle des petits-bourgeois), - il est évident, disons-nous, que ce bloc, au point de vue tactique, ne donne aucunement lieu de nous blâmer. Néanmoins, cet épisode de notre alliance avec les socialistes-révolutionnaires de gauche montre clairement qu'un régime de transactions, de conciliation, de concessions mutuelles, - et c'est en cela que consiste le régime du bloc, - ne peut tenir longtemps à une époque où les situations changent avec une extrême rapidité, à une époque où est par-dessus tout nécessaire l'unité des vues pour rendre possible l'unité d'action.

On nous a accusés plus d'une fois d'avoir substitué à la dictature des Soviets celle du Parti. Et cependant, on peut affirmer, sans risquer de se tromper, que la dictature des Soviets n'a été possible que grâce à la dictature du Parti : grâce à la clarté de ses idées théoriques, grâce à sa forte organisation révolutionnaire, le Parti a assuré aux Soviets la possibilité de se transformer, d'informes parlements ouvriers qu'ils étaient, en un appareil de domination du travail. Dans cette substitution du pouvoir du Parti au pouvoir de la classe ouvrière, il n'y a rien de fortuit, et même, au fond, il n'y a là aucune substitution. Les communistes expriment les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. Il est tout à fait naturel qu'à une époque où l'Histoire met à l'ordre du jour la discussion de ces intérêts dans toute leur étendue, les communistes deviennent les représentants avoués de la classe ouvrière en sa totalité.

- Mais qui donc vous garantit, nous demandent quelques malins, que c'est précisément votre Parti qui donne l'expression des intérêts du développement historique ? En supprimant ou en rejetant dans l'ombre les autres partis, vous vous êtes débarrassés de leur rivalité politique, source d'émulation, et, par là, vous vous êtes privés de la possibilité de vérifier votre ligne de conduite.



Cette considération est dictée par une idée purement libérale de la marche de la révolution. À une époque où tous les antagonismes se déclarent ouvertement et où la lutte politique se transforme rapidement en guerre civile, le Parti dirigeant a, pour vérifier sa ligne de conduite, assez de matériaux en main et de critères, indépendamment du tirage possible des journaux mencheviques. Noske foudroie les communistes et cependant leur nombre ne cesse de s'accroître. Nous avons écrasé les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires et il n'en reste rien. Ce critérium nous suffit. Dans tous les cas, notre tâche consiste, non pas à évaluer à toute minute, par une statistique, l'importance des groupes que représente chaque tendance, mais bien à assurer la victoire de notre tendance à nous, qui est la tendance de la dictature prolétarienne, et à trouver dans la marche de cette dictature, dans les divers frottements qui s'opposent au bon fonctionnement de son mécanisme intérieur, un critérium suffisant pour vérifier la valeur de nos actes.

Un maintien prolongé de « l'indépendance » du mouvement professionnel à une époque de révolution prolétarienne est aussi impossible que la politique des blocs. Les syndicats deviennent, à cette époque, les organes économiques les plus importants du prolétariat au pouvoir. Par ce fait même, ils tombent sous la direction du parti communiste. Ce ne sont pas seulement les questions de principe du mouvement professionnel, ce sont aussi les conflits sérieux qui peuvent avoir lieu à l'intérieur de ces organisations que se charge de résoudre le Comité central de notre Parti.

Les partisans de Kautsky accusent le pouvoir soviétique d'être la dictature « d'une partie » seulement de la classe ouvrière. « Si, du moins, s'écrient-ils, la dictature était le fait de la classe *entière !* » *il n'est pas facile de concevoir ce qu'ils entendent exactement par là. La dictature du prolétariat signifie, en substance, la domination immédiate d'une avant-garde révolutionnaire qui s'appuie sur les lourdes masses et qui oblige, quand il le faut, les traînards à se rallier. Cela a trait aussi aux syndicats. Après la conquête du pouvoir par le prolétariat, ces syndicats prennent un caractère obligatoire. Ils doivent englober tous les ouvriers industriels. Le Parti continue à ne s'assimiler que les plus conscients et les plus dévoués. Il est très circonspect quand il s'agit d'élargir ses rangs. De là le rôle directeur que joue la minorité communiste dans les syndicats, rôle qui correspond à la domination exercée par le Parti communiste dans les Soviets, et qui est l'expression politique de la dictature du prolétariat.*

Les unions professionnelles prennent alors sur elles la charge immédiate de la production. Elles expriment non seulement les intérêts des ouvriers industriels, mais les intérêts de l'industrie elle-même. Au début, les tendances trade-unionistes relèvent plus d'une fois la tête dans les syndicats, excitant ceux-ci à marchander, dans leurs rapports avec l'État soviétique, à mettre des conditions, à exiger des garanties. Mais plus on va, plus les unions comprennent qu'elles sont les organes producteurs de l'État soviétique; elles se chargent alors de répondre de son sort, elles ne s'opposent pas à lui, elles se confondent avec lui. Les unions se chargent d'établir la discipline du travail. Elles exigent des ouvriers un travail intensif dans les conditions les plus pénibles, en attendant que l'État ouvrier ait les ressources nécessaires pour modifier ces conditions. Les syndicats se chargent d'exercer la répression révolutionnaire à l'égard des indisciplinés, des éléments turbulents et parasites de la classe ouvrière. Abandonnant la politique des trade-unions, qui est, dans une certaine mesure, inséparable du mouvement professionnel dans une société capitaliste, les syndicats se rangent entièrement à la politique du communisme révolutionnaire.

### **Politique suivie à l'égard de la paysannerie.**

Les bolcheviks « voulaient - vitupère Kautsky vaincre dans les campagnes les paysans aisés en n'accordant des droits politiques qu'aux paysans les plus pauvres. Quelque temps après, ils les accordèrent pourtant aussi aux premiers ».

Kautsky énumère les « contradictions » extérieures de notre politique à l'égard des paysans sans poser la question de son orientation interne et des contractions inhérentes à la situation économique et politique du pays.

La classe paysanne russe, telle qu'elle entra dans la société soviétique, comprenait trois couches : les pauvres, vivant en grande partie de la vente de leur main-d'œuvre et placés dans la nécessité d'acheter de quoi se nourrir; les moyens, se suffisant à eux-mêmes grâce aux produits de leurs terres dont ils vendaient le surplus ; les riches, les cossus (en russe : koulaks) qui achetaient systématiquement la main-d'œuvre et vendaient largement les produits de leurs exploitations agricoles. Point n'est besoin de dire que ces groupements ne se distinguent ni par des signes particuliers, ni par leur homogénéité sur toute l'étendue du pays. La paysannerie pauvre était pourtant dans son ensemble, indiscutablement, l'alliée naturelle du prolétariat des villes, tandis que les paysans cossus étaient tout aussi indiscutablement et irréconciliablement ses ennemis ; les plus larges couches paysannes, les couches moyennes, hésitaient.

Si le pays n'avait pas été aussi épuisé, si le prolétariat avait eu la possibilité de fournir aux masses paysannes les articles de première nécessité et de quoi satisfaire ses besoins intellectuels, l'assimilation des grandes masses paysannes au nouveau régime eût été bien plus aisée. Mais la désorganisation économique du pays, qui n'était pas la conséquence de notre politique agraire et de ravitaillement, mais dérivait de causes antérieures, priva les villes de toute possibilité de fournir la campagne en produits de l'industrie textile ou métallurgique, en denrées coloniales, etc. L'industrie ne pouvait cependant pas renoncer à tirer des campagnes quelque ravitaillement, même minime. Le prolétariat exigea des paysans des avances en vivres, des prêts garantis par les richesses qu'il se préparait à créer. La monnaie fiduciaire, discréditée depuis, représentait ces richesses futures. Mais les masses paysannes ne sont guère capables de se hausser jusqu'au point de vue historique. Attachées au pouvoir des Soviets par la liquidation des grandes propriétés, et voyant en lui une garantie contre la restauration du tsarisme, il n'est pourtant pas rare que les masses paysannes lui refusent leurs céréales, trouvant le marché désavantageux, tant qu'elles ne reçoivent en échange ni tissus, ni clous, ni pétrole.

Le pouvoir des Soviets tendait naturellement à faire peser tout le poids de l'impôt du ravitaillement sur les riches des campagnes. Mais dans les relations sociales amorphes de la campagne, les paysans cossus et influents, habitués à mener les paysans moyens, trouvaient aisément des stratagèmes pour repasser les charges de l'impôt à la large masse paysanne et les rendre ainsi hostiles au pouvoir des Soviets. Mettre en défiance les masses paysannes, éveiller leur hostilité à l'encontre des « gros », s'imposait. Les Comités de la Pauvreté paysanne servirent à cela. Ils se créaient dans les bas-fonds de ceux qui avaient été autrefois écrasés, effacés, repoussés à l'arrière-plan, privés de tout droit. Il y eut naturellement parmi eux des éléments à demi parasites, ce qui donna une excellente occasion à la propagande démagogique des « socialistes-narodniki »<sup>1</sup> dont les discours trouvaient un écho plein de gratitude au cœur des cossus. Le seul fait de la remise du pouvoir dans les campagnes à la paysannerie pauvre avait une profonde signification révolutionnaire. Afin de diriger les semi-prolétaires de la campagne, le Parti y envoyait des ouvriers avancés qui accomplissaient un travail inappréciable. Les Comités de la Pauvreté paysanne devinrent contre les paysans cossus de véritables groupes d'assaut. Appuyés par le pouvoir gouvernemental, ils mirent par cela même les couches moyennes de la classe paysanne en demeure de choisir, non seulement entre le pouvoir des soviets et celui des propriétaires, mais encore entre la dictature du prolétariat et des éléments à demi prolétariens de la campagne et l'arbitraire des riches. Par une série de leçons dont quelques-unes furent très cruelles, les paysans moyens se convainquirent que le régime des soviets, qui avait chassé les propriétaires et les policiers, imposait à son tour aux paysans de nouvelles obligations et exigeait

---

<sup>1</sup> Narodniki : littéralement, populistes ; socialistes-révolutionnaires.

de leur part des sacrifices. Cette expérience de pédagogie politique, concernant des dizaines de millions de paysans moyens, ne fut ni agréable, ni commode, et ne donna pas des résultats incontestables et immédiats. Il y eut des révoltes de paysans aisés (moyens) alliés aux riches et tombant, invariablement, dans ces cas, sous la direction de gros propriétaires blancs ; des agents du pouvoir local et plus particulièrement des Comités de la Pauvreté paysanne commirent des abus. Mais le but politique essentiel fut atteint. Si les paysans cossus ne furent pas anéantis, ils furent profondément ébranlés et perdirent leur confiance en eux-mêmes. Tout en demeurant politiquement amorphe, de même qu'elle l'est économiquement, la catégorie des paysans moyens s'habitua à considérer comme son- représentant non plus le braillard cossu du village, mais l'ouvrier avancé des villes. Ce résultat capital une fois atteint, les Comités de la Pauvreté durent, en qualité d'institution temporaire, céder la place aux Soviets dans lesquels les paysans moyens sont représentés en même temps que les pauvres. Ces Comités avaient joué le rôle d'un coin aigu enfoncé dans la masse campagnarde.

Les Comités de la Pauvreté paysanne vécurent près de six mois, de juin à décembre 1918. Dans leur création comme dans leur suppression, Kautsky ne voit rien de plus que des « hésitations » de la politique des Soviets. Il s'abstient cependant de la moindre allusion à quelque moyen pratique. Du reste, où le prendrait-il ? L'expérience que nous faisons à cet égard est sans précédent et les problèmes que -résout pratiquement le pouvoir des Soviets n'ont pas de solution livresque. Où Kautsky dénonce des contradictions politiques, il y a en réalité des *manœuvres actives* du prolétariat opérant dans la masse paysanne friable et encore floue. Le voilier doit bien manœuvrer sous le vent et nul ne songe à voir des contradictions dans les manœuvres qui le mènent au but.

Dans la question des communes agricoles et des exploitations soviétiques, on peut de même noter pas mal de « contradictions », marquant à la fois des fautes isolées et des étapes de la révolution. Combien de terres l'État soviétique gardera-t-il en Ukraine et combien en remettra-t-il aux paysans ? Quelle orientation donner aux communes agricoles ? Dans quelle mesure les soutenir afin de n'y point encourager le parasitisme ? Comment en assurer le contrôle ? Autant de questions nouvelles posées par l'œuvre économique socialiste, dont la solution n'est préjugée ni par la théorie, ni par la pratique, et dans la solution desquelles la ligne de conduite théorique, tracée par le programme, doit encore trouver son application pratique et sa vérification expérimentale au prix d'inévitables déviations momentanées, tantôt à droite, tantôt à gauche.

Mais le seul fait que le prolétariat russe a trouvé un appui dans la classe paysanne, Kautsky le retourne contre nous, car « il introduisit dans le régime soviétique un élément réactionnaire qui avait été épargné (!) à la Commune de Paris, sa dictature ne reposant pas sur des Soviets paysans... »

Comme s'il nous était possible de recueillir l'héritage de l'ordre féodal bourgeois en éliminant à notre gré l' « élément économique réactionnaire » ! Or, ce n'est pas tout. Ayant empoisonné le pouvoir des soviets d'un élément réactionnaire, la classe paysanne nous priva de son appui. Elle « exècre » aujourd'hui les bolcheviks. Kautsky le tient de source sûre, par les radios de Clemenceau et les racontars des mencheviks.

En fait, les grandes masses paysannes souffrent du manque de produits manufacturés de première nécessité. Mais il est aussi certain que tous les autres régimes, sans exception - et on en vit beaucoup, dans certaines parties de la Russie, au cours des trois dernières années - pesèrent sur les épaules des paysans d'un poids infiniment plus lourd. Ni le gouvernement monarchique, ni le gouvernement démocratique n'ont pu augmenter le stock des marchandises. L'un et l'autre avaient besoin du blé et des chevaux possédés par les paysans. Les gouvernements bourgeois, y compris ceux des kautskistes-mencheviks, se servaient d'un appareil purement bureaucratique

qui comptait infiniment moins que l'appareil soviétique - former par les ouvriers et les paysans - avec les besoins de l'économie rurale. En résultat, le paysan moyen conclut, en dépit de ses hésitations, de son mécontentement et même de ses révoltes, que, quelles que soient pour lui les difficultés sous le régime bolchevik, la vie lui serait infiniment plus dure sous tout autre régime. Il est parfaitement exact que l'aide des campagnes fut « épargnée » à la Commune de Paris. Celle-ci ne fut pas, en revanche, épargnée par l'armée paysanne de Thiers ! Tandis que notre armée, composée pour les quatre cinquièmes de paysans, se bat avec enthousiasme - et remporte des victoires - pour la République des Soviets. Et ce seul fait, démentant Kautsky et ceux qui l'inspirent, donne la meilleure appréciation de la politique suivie par le pouvoir des Soviets à l'égard des paysans.

## **Le Pouvoir des Soviets et les spécialistes.**

« Les bolcheviks, raconte Kautsky, pensèrent d'abord se passer des intellectuels, des spécialistes » (p. 128). Convaincus par la suite de la nécessité du concours des intellectuels, ils ont cessé leurs cruelles représailles et se sont mis à appeler de toutes façons, et notamment par de hautes payes, les intellectuels au travail. Et Kautsky d'ironiser : « De sorte que la bonne manière d'appeler les intellectuels au travail consiste à les malmener d'abord impitoyablement » (p. 129). Précisément. Avec la permission de tous les philistins, la dictature du prolétariat commence précisément par « malmener » les classes autrefois dominantes pour les obliger à reconnaître l'ordre nouveau et à s'y soumettre. Élevés dans le préjugé de la toute-puissance bourgeoise, les intellectuels professionnels demeurèrent longtemps sans croire, sans pouvoir croire, sans vouloir croire, que la classe ouvrière était décidément capable d'administrer le pays, qu'elle n'avait pas pris le pouvoir du fait d'un hasard, que la dictature du prolétariat était un fait inéluctable. Les intellectuels bourgeois considéraient donc avec une grande légèreté leurs obligations envers l'État ouvrier, même quand ils entraient à son service, et trouvaient tout simple, en régime prolétarien, soit de livrer aux impérialistes étrangers ou aux gardes blancs les secrets militaires et les ressources matérielles, soit de recevoir pour la propagande antisoviétique des subsides de Wilson, de Clemenceau ou de Mirbach. Il fallait lui montrer par les faits - et lui montrer fermement - que le prolétariat n'avait pas pris le pouvoir pour permettre à ses dépens des plaisanteries d'un goût aussi douteux.

Dans nos mesures de rigueur à l'égard des intellectuels, notre petit-bourgeois idéaliste voit « *les conséquences d'une politique qui tend à forcer l'adhésion des intellectuels non par la persuasion, mais par des bourrades...* » (p. 129). Kautsky s'imagine donc sérieusement qu'on peut amener les intellectuels à l'œuvre d'édification socialiste par la seule persuasion - et ce, tandis que règne encore dans tous les autres pays une bourgeoisie qui ne recule devant l'emploi d'aucun moyen pour intimider, corrompre ou séduire les intellectuels russes afin d'en faire les instruments de l'asservissement, de la colonisation de la Russie.

Au lieu d'analyser les phases de la lutte, Kautsky donne, par rapport aux intellectuels, des recettes scolaires. Il est complètement faux que notre parti, ne se rendant pas compte du rôle des intellectuels dans l'œuvre de réorganisation économique et culturelle que nous avons à accomplir, ait tenté de se passer d'eux. Au contraire. Alors que la lutte pour la conquête et l'affermissement du pouvoir atteignit son plus haut degré d'intensité, que la majorité des intellectuels jouait le rôle d'un bataillon d'assaut de la bourgeoisie, nous combattant ouvertement ou sabotant nos institutions, le pouvoir des Soviets combattait impitoyablement les « spécialistes » parce qu'il se rendait compte de leur valeur organisatrice capitale, tant que, se bornant à remplir les missions que leur confie une des classes fondamentales, ils ne nourrissent pas le dessein d'avoir leur politique « démocratique » personnelle. Ce n'est qu'après que la résistance des intellectuels eut été brisée par une lutte implacable que nous eûmes la possibilité de convier les spécialistes au travail. Nous le fîmes aussitôt. Ce n'était pas si simple. Des rapports existants dans

la société capitaliste entre l'ouvrier et le directeur d'usine, l'expéditionnaire et l'administrateur, le soldat et l'officier, subsistait une profonde défiance de classe à l'égard des spécialistes, défiance encore accrue pendant la première période de la guerre civile. Ces intellectuels s'étaient acharnés à tuer la révolution ouvrière par la faim et le froid, quoi qu'il dût leur en coûter. Il fallait apaiser le ressentiment des travailleurs, passer de la bataille acharnée à une collaboration pacifique, et la chose n'était pas commode. Les masses ouvrières devaient s'accoutumer à voir dans l'ingénieur, l'agronome, l'officier, non plus l'exploiteur d'hier, mais le collaborateur utile d'aujourd'hui, le spécialiste indispensable, mis à la disposition du pouvoir des Soviets. Nous avons déjà montré combien Kautsky a tort d'attribuer au pouvoir des Soviets l'intention doctrinale de remplacer les spécialistes par des prolétaires. Mais un certain penchant dans ce sens devait incontestablement se manifester dans les larges masses du prolétariat. Une classe jeune, qui vient de se prouver à elle-même son aptitude à surmonter les Plus grands obstacles, qui vient de rompre le charme mystique protégeant la souveraineté des possédants, qui s'est convaincue que « les arts humains ne sont pas le fait des dieux », une classe révolutionnaire devait nécessairement être encline - ou, tout au moins, ses éléments les moins développés, devaient l'être - à surestimer de prime abord son aptitude à trancher toutes questions sans avoir recours à l'aide des spécialistes cultivés de la bourgeoisie.

Toutes les fois que ces tendances se sont manifestées de façon quelque peu précise, nous les avons combattues dès le premier jour.

« A l'heure présente, le pouvoir des Soviets étant assuré, disions-nous à la Conférence urbaine de Moscou le 28 mars 1918, la lutte contre le sabotage doit tendre à transformer les saboteurs d'hier en serviteurs, en agents, en directeurs techniques, partout où le nouveau régime en a besoin. Si nous n'y réussissons pas, si nous n'attirons pas à nous toutes les forces qui nous sont nécessaires, si nous ne les mettons pas au service des Soviets, notre lutte d'hier contre le sabotage, militaire et révolutionnaire, sera par là même condamnée ; son inutilité, sa stérilité auront été démontrées.

« Ces techniciens, ces ingénieurs, ces médecins, ces instituteurs, ces officiers d'hier renferment, comme les machines inanimées, une partie de notre capital national, que nous avons le devoir d'exploiter, d'utiliser, si nous voulons résoudre d'une façon générale les problèmes essentiels qui se posent devant nous.

« La démocratisation - et c'est, pour tout marxiste, l'abécédaire - ne consiste pas à nier la valeur des compétences, la valeur des personnes possédant des connaissances spéciales et à les remplacer toujours et partout par des collèges (bureaux) élus.

« Les bureaux élus, composés des meilleurs éléments de la classe ouvrière mais ne possédant pas de connaissances techniques, ne peuvent remplacer le technicien sorti des écoles spéciales et qui sait faire un travail spécial. La diffusion du système des bureaux élus, que nous observons dans tous les domaines, est la réaction toute naturelle d'une classe jeune, révolutionnaire, opprimée hier encore, qui répudie l'autorité personnelle de ses maîtres d'hier, des patrons et des commandants, et les remplace partout par ses représentants élus. C'est, dis-je, une réaction révolutionnaire tout à fait naturelle et saine, à ses origines. Mais ce n'est pas le dernier mot de l'édification économique de l'État prolétarien.

« Notre marche ultérieure requiert de la part des bureaux élus leur propre limitation ; une saine et salutaire *self-restriction* des pouvoirs de la classe ouvrière qui discerne dans quels cas le dernier mot appartient au représentant élu des ouvriers, et dans quels autres il convient de céder le pas au technicien, au spécialiste, armé de connaissances spéciales, auquel on peut imposer une grande responsabilité et que l'on doit, en matière politique, surveiller avec vigilance. Mais il est indispensable de laisser au spécialiste toute latitude d'agir et de faire œuvre créatrice, car nul

technicien tant soit peu doué ne peut travailler dans le domaine qui est le sien s'il est subordonné à un bureau composé de personnes incompetentes.

« Ceux qui redoutent cette nécessité témoignent d'une profonde défiance inconsciente à l'égard du régime soviétique. Ceux qui s'imaginent qu'en confiant des postes techniques aux saboteurs d'hier nous mettons en danger les assises même du régime oublient qu'il n'appartient à nul ingénieur, à nul général, de faire trébucher le régime soviétique - invincible au sens économique et politique - et qui ne peut trouver une pierre d'achoppement qu'en sa propre incapacité à résoudre les problèmes de l'organisation créatrice.

« Il lui est nécessaire de tirer des anciennes institutions tout ce qu'elles ont de viable et de précieux et de tout employer à l'œuvre nouvelle.

« Si nous le faisons pas, camarades, nous ne remplirions pas nos tâches essentielles, car il nous serait impossible de rejeter toutes les forces accumulées par le passé et de trouver dans notre milieu tous les spécialistes nécessaires.

« En somme, cela reviendrait à dire que nous renonçons à nous servir de toutes les machines qui ont contribué jusqu'à présent à l'exploitation des travailleurs. Ce serait de la folie. Mettre au travail les spécialistes compétents nous est aussi nécessaire que de prendre à notre actif tous les moyens de production et de transport et, d'une façon générale, toutes les richesses du pays. Nous devons - et sans tarder - opérer le recensement des techniciens spécialistes et les soumettre en fait à l'obligation du travail, tout en leur offrant un large champ d'activité et en exerçant sur eux un contrôle politique<sup>1</sup>. »

La question des spécialistes se posait, dès le début, de façon particulièrement aiguë dans le domaine militaire. Et c'est là qu'elle fut tout d'abord résolue sous la pression d'une nécessité inéluctable.

Dans l'administration de l'industrie et des transports, les formes d'organisation indispensables ne sont pas encore complètement achevées à ce jour. La cause en est que pendant les deux premières années, nous avons dû sacrifier les intérêts du transport et de l'industrie à ceux de la défense militaire. Le cours si changeant de la guerre civile a, d'autre part, été un obstacle à l'établissement de relations normales entre les spécialistes et le pouvoir soviétique. Les techniciens qualifiés de l'industrie et du transport, les médecins, les instituteurs, les professeurs, se joignaient aux armées en retraite de Denikine et de Koltchak - ou étaient emmenés par force. Ce n'est qu'à présent, la guerre civile tirant à sa fin, que l'ensemble des intellectuels se réconcilie avec le pouvoir des Soviets ou s'incline devant lui. Les problèmes économiques paraissent au premier plan. L'organisation scientifique de la production est l'un des plus importants. Un immense champ d'activité s'ouvre devant les spécialistes ; et la direction générale de l'industrie se concentre entre les mains du Parti prolétarien.

## **La Politique internationale du Pouvoir soviétique.**

« Les bolcheviks - raisonne Kautsky - avaient pu réunir les forces nécessaires à la conquête du pouvoir politique, parce qu'ils formaient le seul parti russe qui exigeât plus énergiquement que tous les autres la conclusion de la paix, - à n'importe quel prix, d'une paix séparée, sans se

---

<sup>1</sup> Le Travail, la discipline et l'ordre sauveront la République socialiste des Soviets. Moscou, 1918. Kautsky connaît cette brochure qu'il cite à diverses reprises. Ce qui ne l'empêche pas de négliger les passages que nous citons et qui élucident l'attitude du pouvoir des Soviets vis-à-vis des intellectuels.

soucier des répercussions d'un acte semblable sur la situation politique internationale, sans songer au concours qu'ils prêteraient par-là aux projets de domination mondiale de la monarchie allemande, de la protection de laquelle ils bénéficièrent un temps assez long, comme les rebelles hindous ou irlandais ou comme les anarchistes italiens » (p. 42).

Kautsky ne sait donc sur les causes de notre victoire qu'une seule chose, - notre aspiration à la paix. Il n'explique point la solidité du pouvoir soviétique quand celui-ci remobilisa une partie considérable de l'armée impériale pour repousser victorieusement, pendant deux ans, ses ennemis politiques.

Sans doute, le mot d'ordre de « paix » a joué un rôle énorme dans notre lutte, mais c'était précisément parce qu'il s'attaquait à la guerre *impérialiste*. Ce n'étaient point les soldats fatigués qui le soutenaient le plus vigoureusement, mais les ouvriers avancés pour qui la paix signifiait non pas le repos, mais une lutte irréconciliable contre les exploiters. Ces ouvriers devaient plus tard donner leur vie sur les fronts soviétiques au nom de la paix,

Affirmer que nous exigeons la paix sans nous soucier de l'influence qu'elle aurait sur la situation internationale, c'est avec un retard appréciable le calomnieux refrain des cadets et des mencheviks. Le parallèle tracé entre nous et les nationalistes germanophiles de l'Inde et de l'Irlande se base sur le fait que l'impérialisme allemand *tenta*, en effet, de nous utiliser comme les Hindous et les Irlandais. Mais les chauvins français ont travaillé, eux aussi, pour utiliser, dans leur propre intérêt, [Liebknecht](#), Rosa [Luxembourg](#) et même Kautsky et [Bernstein](#). Il s'agit avant tout de savoir si nous avons permis qu'on nous utilisât. Notre ligne de conduite a-t-elle donné, ne fût-ce qu'une seule fois, aux ouvriers européens la moindre raison de nous rattacher à la cause de l'impérialisme allemand ? Il suffit de se rappeler la marche des pourparlers de Brest-Litovsk, leur rupture et l'offensive allemande de février 1918, pour dévoiler le cynisme de l'accusation de Kautsky. À proprement parler, il n'y eut pas de paix entre nous et les impérialistes allemands, il n'y en eut pas un seul jour. Sur les fronts de l'Ukraine et du Caucase, dans la mesure où nous le permettaient nos forces insignifiantes, nous avons poursuivi la guerre, sans le dire tout haut. Nous étions trop faibles pour la faire sur tout le front russo-allemand, et, profitant du départ du gros des forces allemandes pour le front ouest, nous avons maintenu pendant quelque temps une fiction de paix. Si l'impérialisme allemand se trouva assez fort, en 1917 et 1918, pour nous imposer la paix de Brest-Litovsk, en dépit de tous les efforts que nous avons faits pour nous débarrasser de ces nœuds coulant, nous le devons principalement à l'attitude honteuse de la social-démocratie allemande, dont Kautsky *était le Plus bel ornement*.

La question de la paix de Brest-Litovsk fut tranchée le 4 août 1914. À ce moment, **Kautsky**, au lieu de déclarer à l'impérialisme allemand la guerre qu'il exigea plus tard du pouvoir soviétique, encore impuissant en 1918 au point de vue militaire, Kautsky proposa de voter les crédits de guerre « dans certaines conditions », et d'une façon générale se comporta en sorte qu'il fallut des mois pour tirer son attitude au clair - et savoir s'il était pour ou contre la guerre. Et ce poltron politique, qui abandonna au moment décisif toutes les positions fondamentales du socialisme ose nous accuser d'avoir été forcés, à un certain moment, à une reculade - purement matérielle, - et pourquoi ? Parce que nous étions trahis par la social-démocratie allemande, dépravée par le kautskysme, c'est-à-dire par une prostration politique théoriquement dissimulée.

Nous ne nous soucions pas de la situation internationale ! Mais en ce qui concerne cette situation, nous avons un critère plus profond que les autres et qui ne nous trompait pas. Comme force militaire active, l'armée russe n'existait plus dès avant la révolution de mars. Sa désagrégation définitive était une chose inévitable. Si la révolution de février n'avait pas éclaté, le régime tsariste aurait transigé avec la monarchie allemande. Mais la révolution de février, qui fit avorter cette transaction, précisément parce qu'elle était une véritable révolution, sapa définitivement l'armée, basée sur un principe monarchique. Un mois plus tôt, un mois plus tard,



cette armée devait tomber en poussière. La politique de Kérénsky était celle de l'autruche. Il fermait les yeux sur la décomposition de l'armée, lançait des phrases sonores et menaçait avec éloquence l'impérialisme allemand.

Dans ces conditions, il ne nous restait qu'une issue : proclamer la nécessité de la paix, qui devenait une conclusion inévitable de l'impuissance militaire de la révolution, et faire de ce mot d'ordre un moyen d'action révolutionnaire sur tous les peuples de l'Europe, au lieu d'attendre passivement avec Kérénsky la catastrophe militaire finale qui aurait pu ensevelir sous ses ruines notre révolution, nous emparer du mot d'ordre de la paix, entraîner le prolétariat européen et, en premier lieu, les ouvriers austro-allemands. C'est dans cet esprit que nous avons poursuivi nos pourparlers de paix et rédigé nos notes aux gouvernements de l'Entente. Autant que possible, nous avons traîné en longueur les négociations de paix pour donner aux masses ouvrières de l'Europe le temps de comprendre nettement et clairement ce qu'était le pouvoir soviétique et quelle était sa politique. La grève de janvier 1918 en Allemagne et en Autriche, nous montra que nous n'avions pas perdu notre peine. Cette grève fut le premier prodrome sérieux de la révolution allemande. Les impérialistes allemands comprirent que nous étions pour eux un danger mortel. Le livre de Ludendorff en dit bien des choses. Il est vrai que les impérialistes allemands ne risquaient plus de croisades ouvertes contre nous, mais là où ils étaient à même de nous faire une guerre clandestine, en trompant, avec le concours de la social-démocratie allemande, leurs ouvriers, ils le faisaient bien volontiers : en Ukraine, sur le Don, au Caucase. En Russie centrale, à Moscou, le comte Mirbach se trouvait, dès son arrivée dans la capitale russe, au centre de tous les complots contre-révolutionnaires contre le pouvoir soviétique, tout comme le camarade [Ioffé](#) entretenait à Berlin une liaison étroite avec la révolution allemande. L'extrême-gauche de la révolution allemande, le parti de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg, marchait de concert avec nous. La révolution allemande revêtit, dès le commencement, la forme soviétique, et le prolétariat allemand, malgré la paix de Brest-Litovsk, ne douta pas un instant que nous étions avec Liebknecht et non pas avec Ludendorff. Celui-ci, témoignant en novembre 1919 devant la commission du Reichstag, raconta comment « le haut commandement avait exigé la création d'une institution qui aurait pour but de découvrir les liens qui existaient entre les tendances révolutionnaires russes et allemandes; après l'arrivée de Ioffé à Berlin, des consulats russes furent constitués en de nombreuses villes allemandes. Ce fait eut des conséquences fâcheuses pour l'armée et pour la flotte ». Quant à Kautsky, il trouve le triste courage d'écrire : « *Si les choses en sont arrivées jusqu'à une révolution en Allemagne, en vérité, la faute n'en est pas à eux (aux bolcheviks)* », (pp. 110-111).

Si même nous avions en la possibilité, en 1917 et 1918, de maintenir, au moyen d'une abstention révolutionnaire, la vieille armée tsariste, au lieu d'activer sa destruction, nous aurions tout simplement rendu service à l'Entente, en l'aidant à ruiner et à spolier l'Allemagne, l'Autriche et les autres pays du monde. Avec une politique pareille, nous nous serions trouvés, au moment décisif, aussi complètement désarmés que l'est l'Allemagne à l'heure présente, tandis qu'en ce moment, grâce à la révolution d'octobre et à la paix de Brest-Litovsk, notre pays est le seul qui tienne debout, fusil en main, en face des Alliés. Non seulement notre politique internationale n'a pas aidé le Hohenzollern à occuper une position mondiale prédominante, mais, au contraire, nous avons puissamment contribué, par notre coup d'État d'octobre, à sa chute définitive. Nous nous sommes en même temps assuré un répit militaire qui nous a rendu possible la création d'une armée forte et nombreuse, la première armée prolétarienne dans les annales du monde, et dont les chiens domestiques de l'Entente ne peuvent avoir raison.

C'est en automne 1918, après la débâcle des armées allemandes, que nous avons traversé le moment le plus critique de notre situation internationale. Au lieu de deux camps puissants, qui se neutralisaient plus ou moins l'un l'autre, nous avons devant nous l'Entente victorieuse, au sommet de sa puissance mondiale, et l'Allemagne écrasée, dont la canaille des hobereaux aurait considéré comme un bonheur de sauter à la gorge du prolétariat russe pour un os jeté de la cuisine



de Clemenceau. Nous proposâmes la paix à l'Entente et nous fûmes prêts (*puisque nous y étions forcés*) à signer les conditions les plus dures. Mais Clemenceau, dont la rapacité impérialiste avait gardé intacts tous les traits de sa stupidité bourgeoise, refusa aux junkers allemands l'os qu'ils convoitaient et décida en même temps d'orner l'Hôtel des Invalides des scalps des chefs de la Russie soviétique. Sa politique nous rendit un service éminent. Nous nous défendîmes avec succès et tenons ferme jusqu'à ce jour.

Quelle était donc l'idée dirigeante de notre politique extérieure, après que les premiers mois d'exercice du pouvoir soviétique avaient révélé la stabilité toujours assez assurée des gouvernements capitalistes de l'Europe ? C'est précisément ce que Kautsky, très confus, veut expliquer maintenant comme un résultat du hasard : notre *volonté de tenir*. Nous comprenions avec une netteté parfaite que le fait même de l'existence du Pouvoir soviétique était un événement de la plus haute importance révolutionnaire. Et cette idée lumineuse nous dicta des concessions et des retraites temporaires, non pas en matière de principes, cependant, mais dans le domaine de conclusions pratiques découlant de l'appréciation juste et sobre de notre propre force. Nous nous replions, au besoin, comme une armée qui rend à l'ennemi une ville et même une forteresse, afin de regrouper, après ce mouvement de retraite, ses forces, non seulement pour la défensive, mais aussi pour l'offensive. Nous nous replions comme des grévistes qui n'ont plus ni forces, ni ressources pour aujourd'hui, mais qui, les dents serrées, se préparent à reprendre, la lutte dès le lendemain. Si nous n'avions pas été pénétrés d'une foi inébranlable en l'importance mondiale de la dictature soviétique, nous n'aurions pas consenti à tous les sacrifices si durs de Brest-Litovsk. Si notre foi s'était trouvée en contradiction avec l'état des choses réelles, le traité de Brest-Litovsk aurait été marqué par l'Histoire comme la capitulation inutile d'un régime voué à la perdition. C'est ainsi qu'appréciaient alors la situation non seulement les Kuhlmann, mais aussi les Kautsky de tous les pays. Quant à nous, nous avons apprécié avec justesse notre faiblesse d'alors et notre puissance future. L'existence de la république d'Ebert avec son suffrage universel, sa fourberie parlementaire, sa « liberté » de la presse et ses assassinats de leaders ouvriers n'ajoute qu'un anneau à la chaîne historique de l'esclavage et de l'ignominie. L'existence de la République des Soviets est un fait d'importance révolutionnaire immense. Il fallait la maintenir en mettant à profit le conflit des nations capitalistes, la continuation de la guerre impérialiste, l'arrogance des Hohenzollern, la stupidité de la bourgeoisie mondiale dans toutes les questions fondamentales concernant la révolution, l'antagonisme de l'Amérique et de l'Europe et les rapports inextricables des pays alliés ; il fallait piloter le navire soviétique, encore inachevé, à travers une mer houleuse au milieu de rochers et d'écueils et, tout en naviguant, en achever le gréage et l'armement.

Kautsky se décide à nous accuser, une fois de plus, de ne pas avoir marché, au commencement de 1918, faibles et désarmés, contre un ennemi puissant. Si nous l'avions fait, nous aurions été vaincus<sup>1</sup>. La première tentative importante du prolétariat pour s'emparer du pouvoir aurait subi un échec complet. La gauche révolutionnaire du prolétariat européen aurait reçu un coup des plus douloureux. L'Entente aurait conclu la paix avec le Hohenzollern devant le cadavre de la révolution russe, et la réaction capitaliste mondiale aurait obtenu un répit de plusieurs années. Kautsky nous calomnie sans vergogne quand il dit que nous n'avons pas pensé, en signant la paix de Brest, à l'influence qu'elle devait avoir sur les destinées de la révolution allemande. Nous avons alors discuté la question à tous les points de vue et nous n'avons envisagé qu'un seul critère,

---

<sup>1</sup> Le journal viennois Arbeiter Zeitung oppose, comme de coutume, les communistes russes, sages et raisonnables, aux communistes autrichiens. « Est-ce que Trotsky n'a pas - écrit le journal - avec son coup d'œil perspicace et sa compréhension du possible, signé la paix forcée de Brest-Litovsk, bien qu'elle ait servi à la consolidation de l'impérialisme allemand ? La paix de Brest fut aussi cruelle et honteuse que celle de Versailles. S'ensuit-il que Trotsky aurait dû continuer la guerre contre l'Allemagne ? Est-ce qu'en le faisant, la révolution russe n'aurait pas péri depuis longtemps ? Trotsky s'inclina devant la nécessité inévitable et, prévoyant la révolution allemande, signa le traité honteux ». Le mérite d'avoir prévu toutes les conséquences de la paix de Brest-Litovsk appartient à Lénine. Mais cela ne change en rien, naturellement, l'argumentation de l'organe du « kautskysme » viennois.

celui des intérêts de la révolution mondiale. Nous arrivâmes à la conclusion que ces intérêts exigeaient impérieusement le maintien du pouvoir soviétique, seul et unique dans le monde. Et nous avons eu raison. Mais Kautsky attendait notre chute, sans impatience peut-être, mais avec une assurance inébranlable, et c'est sur cette chute présumée qu'il avait basé toute sa politique internationale.

Le procès-verbal de la séance du gouvernement de coalition du 19 novembre 1918, publié par le ministère Bauer, porte : 1° Reprise de la discussion de la question relative à l'attitude de l'Allemagne à l'égard de la République soviétique. Haase recommande une politique de temporisation. Kautsky adhère à l'opinion de [Haase](#) :

*« Il faut, dit-il, remettre la décision définitive de la question parce que le gouvernement soviétique ne pourra se maintenir et tombera inévitablement au bout de quelques semaines... »*

Ainsi, à l'heure où la situation du pouvoir soviétique était en effet très précaire et pénible, car la débâcle du militarisme allemand semblait donner à l'Entente la possibilité de nous anéantir « en quelques semaines », Kautsky ne manifeste nulle envie de nous secourir et, ne se bornant pas à s'en laver les mains, il participe activement à trahir la Russie révolutionnaire. Pour faciliter le rôle de Scheidemann, devenu le fidèle défenseur de la bourgeoisie, au lieu d'en être le *fossoyeur*, conformément au rôle que lui assignait son propre programme, Kautsky se hâte de devenir lui-même le fossoyeur du pouvoir soviétique. Mais le pouvoir soviétique est vivant. Il survivra à tous ses fossoyeurs.

## **IX. LES QUESTIONS D'ORGANISATION DU TRAVAIL**

### **Le Pouvoir des Soviets et l'industrie.**

Si, dans la première période de la révolution soviétique, les plus graves reproches du monde bourgeois s'adressaient à notre cruauté, à notre esprit sanguinaire, on commença, par la suite, lorsque cet argument se fut émoussé et affaibli par l'usage, à nous rendre responsables de la désorganisation économique du pays. Conformément à sa mission actuelle, Kautsky traduit méthodiquement en un idiome qui a la prétention d'être marxiste toutes les accusations de la bourgeoisie qui impute au pouvoir des Soviets la ruine de l'industrie russe : les bolcheviks se sont mis à socialiser sans plan préconçu; ils ont socialisé ce qui n'était pas mûr pour la socialisation; la classe ouvrière russe n'est pas encore prête à diriger la production, etc., etc.

Répétant et combinant ces divers chefs d'accusation, Kautsky s'obstine à passer sous silence les causes essentielles de notre désorganisation économique : la tuerie impérialiste, la guerre civile, le blocus.

Dès les premiers mois de son existence, le gouvernement des Soviets s'est trouvé privé de charbon, de pétrole, de métal et de coton. L'impérialisme austro-allemand, l'impérialisme de L'Entente ensuite, opérant avec le concours des gardes blancs russes, coupèrent la Russie des Soviets du bassin houiller et métallurgique du Donetz, des régions pétrolifères du Caucase, du Turkestan qui nous fournissait le coton, de l'Oural et de ses immenses richesses en minerais, de la Sibérie, riche en bétail et en céréales. Le bassin du Donetz fournissait habituellement à notre industrie 94 % de la houille et 74 % des minerais qu'elle consommait. L'Oural donnait le complément, 20 % de minerais et 40 % de houille. Au cours de la guerre civile, nous perdîmes ces deux régions. Nous perdîmes en même temps le demi-milliard de pouds <sup>1</sup> de charbon que nous recevions de l'étranger. Nous restâmes à la même heure sans pétrole, l'ennemi ayant mis la main sur tous les puits. Il faut vraiment avoir un front d'airain pour parler, dans ces conditions, de l'influence dissolvante des socialisations « prématurées », « barbares », etc., sur une industrie totalement privée de combustible et de matières premières. Qu'une usine appartienne à un trust capitaliste ou à un État ouvrier, qu'elle soit socialisée ou non, ses cheminées ne peuvent fumer sans charbon et sans pétrole. On peut en apprendre quelque chose en Autriche - et même en Allemagne. Nulle entreprise textile gérée suivant les plus sages méthodes de Kautsky - en admettant un instant que l'on puisse gérer par les méthodes de Kautsky quelque chose de plus qu'un encrier - ne donnera de cotonnades si elle n'est approvisionnée en coton brut. Or, nous avons été privés à la même heure de celui du Turkestan et de celui d'Amérique. En outre, répétons-le, le combustible nous faisait défaut.

Certes, le blocus et la guerre civile ont été les conséquences de la révolution prolétarienne en Russie. Mais il ne s'ensuit nullement que les innombrables ruines accumulées par le blocus anglo-français et par les campagnes de brigandage de Koltchak et de Dénikine, puissent être imputées à l'inefficacité des méthodes économiques soviétiques.

Précédant la révolution, la guerre impérialiste, avec ses insatiables exigences matérielles et techniques, fut beaucoup plus lourde à notre jeune industrie qu'à celle de plus puissants États capitalistes. Nos transports, surtout, ont été cruellement éprouvés. L'exploitation des chemins de fer s'accrut considérablement, provoquant naturellement une usure de matériel correspondante, alors que le renouvellement en était réduit au minimum. L'inéluctable règlement des comptes fut

---

<sup>1</sup> Soit huit millions de tonnes.

hâté par la crise du combustible. La perte à peu près simultanée du charbon du Donetz et du pétrole du Caucase nous contraignit à recourir, pour les chemins de fer, à l'usage du bois. Les réserves de bois n'ayant pas été préparées à cette intention, il fallut employer du bois fraîchement coupé, humide, dont l'action sur les locomotives, déjà fatiguées, fut déplorable. Nous voyons donc les causes principales de la ruine du transport russe agir dès avant novembre 1917. Mais celles de ces causes qu'un lien direct ou indirect rattache à la révolution d'octobre, bien qu'elles soient à mentionner parmi les conséquences politiques de celle-ci, ne touchent en rien aux méthodes d'économie soviétique. Il va de soi que le contre-coup des secousses politiques ne se manifesta pas uniquement dans la crise des transports et du combustible. Si l'industrie mondiale tendait toujours plus, au cours des dernières décades, à ne former qu'un organisme unique, cette tendance était d'autant plus marquée dans l'industrie nationale. La guerre et la révolution écartelaient, démembraient pourtant l'industrie russe. La ruine industrielle de la Pologne, des régions de la Baltique et de Pétersbourg, commença sous le tsarisme, et continua sous Kérénsky en s'étendant sans cesse sur de nouveaux districts.

Les évacuations indéfinies, simultanément avec la ruine de l'industrie, signifiaient aussi la ruine du transport. Pendant la guerre civile, dont les fronts sont mobiles, les évacuations revêtirent un caractère encore plus fiévreux et plus destructeur. Les deux belligérants, abandonnant temporairement quelque centre industriel, prenaient toutes les mesures concevables pour en rendre les entreprises inutilisables à l'adversaire : les machines les plus précieuses ou leurs pièces les plus délicates étaient emportées tandis que l'on emmenait les meilleurs techniciens et les meilleurs ouvriers. L'évacuation était suivie d'une réévacuation qui achevait souvent la ruine tant des articles transportés que des chemins de fer. Plusieurs districts industriels de première importance - surtout en Ukraine et dans la région de l'Oural - ont ainsi passé de mains en mains à diverses reprises.

Ajoutons à cela qu'au moment où la destruction de l'outillage industriel revêtait des proportions inouïes, l'importation des machines de l'étranger, qui avait autrefois joué un rôle décisif dans notre industrie, cessa complètement.

Et les éléments matériels de l'industrie - édifices, machines, rails, combustibles - n'ont pas été les seuls à subir ces terribles conséquences de la guerre et de la révolution ; la force vive, créatrice de l'industrie, le prolétariat, a souffert davantage ou tout au moins autant. Le prolétariat a fait la révolution d'octobre, édifié et défendu le régime des Soviets, soutenu une lutte ininterrompue contre les blancs. Or, les ouvriers qualifiés sont, en règle générale, les plus avancés. La guerre civile arracha pour longtemps, par dizaines de milliers, les meilleurs travailleurs au travail industriel ; et des milliers d'entre eux furent irrémédiablement perdus. Les plus lourdes charges de la révolution socialiste retombent sur l'avant-garde prolétarienne et, par conséquent, sur l'industrie.

Pendant deux ans et demi, toute l'attention du gouvernement des Soviets s'est concentrée sur la résistance par les armes ; ses meilleures forces, ses ressources les plus importantes étaient pour le front.

La lutte des classes porte généralement préjudice à l'industrie. Tous les philosophes qui se sont faits les apôtres de l'harmonie sociale le lui ont reproché il y a longtemps. Pendant les grèves économiques ordinaires, les ouvriers consomment sans produire. Sous sa forme la plus intense, la lutte des classes - celle de la lutte par les armes, - porte des coups d'autant plus terribles. Mais il est évident qu'on ne peut aucunement considérer la guerre civile comme une méthode économique socialiste.

Les causes que nous avons énoncées sont plus que suffisantes pour expliquer la situation économique si précaire de la Russie des Soviets. Pas de combustible, pas de métaux, pas de coton, les transports ruinés, l'outillage très endommagé, la main-d'œuvre éparpillée dans le pays

après avoir été décimée aux fronts; - faut-il, ceci dit, chercher encore dans l'utopisme économique des bolcheviks une cause supplémentaire de la chute de notre industrie ? Au contraire, chacune des causes indiquées suffit à suggérer la question : comment une certaine activité a-t-elle pu, dans ces conditions, être conservée dans les usines et les manufactures ?

Or elle existe, - surtout dans l'industrie militaire vivant aujourd'hui aux dépens de toute autre. Le pouvoir des Soviets a dû la recréer, comme son armée, des débris qu'il avait recueillis. Rétablie dans ces conditions invraisemblablement difficiles, l'industrie militaire a rempli et continue à remplir sa tâche : l'armée rouge est vêtue, chaussée, armée. Elle a les fusils, les cartouches, les obus, les avions, et tout ce qui lui est nécessaire.

Aussitôt que nous eûmes entrevu la paix, dans une éclaircie, après l'écrasement de Koltchak, de Youdénitch et de Dénikine, nous posâmes dans toute leur ampleur les questions de l'organisation de l'industrie. Et trois ou quatre mois d'intense labeur dans ce sens ont suffi à mettre hors de doute que le pouvoir des Soviets, grâce à son contact étroit avec les masses populaires, grâce à la souplesse de son mécanisme d'État et à son initiative révolutionnaire, dispose pour la renaissance économique de ressources et de méthodes que nul autre État ne possède et ne possédera jamais.

Il est vrai que des questions nouvelles se posèrent devant nous, que nous eûmes à faire face à de nouvelles difficultés. La théorie socialiste n'avait pas et ne pouvait pas avoir de réponses prêtes à toutes ces questions. C'est par l'expérience qu'il faut trouver les solutions et c'est par l'expérience qu'il les faut vérifier. Le kautskysme retarde d'une époque entière sur les immenses problèmes résolus par le pouvoir des Soviets. Sous forme de menchévisme, il suit d'une marche embarrassée, opposant aux mesures de notre œuvre économique les préjugés d'un scepticisme petit-bourgeois, intellectuel et bureaucratique.

Afin de mettre le lecteur au courant de l'essence même des questions qui ont trait à l'organisation du travail, telles qu'elles se posent maintenant devant nous, l'auteur de ce livre croit bien faire en reproduisant le rapport qu'il présenta au IIIe Congrès panrusse des syndicats. Pour plus de clarté, on le trouvera complété de nombreux passages empruntés aux rapports présentés par l'auteur au Congrès panrusse des Soviets de L'Économie populaire et au IXe Congrès du Parti Communiste russe.

## **Rapport sur l'organisation du travail**

Camarades ! La guerre civile se termine. Sur le front ouest la situation reste incertaine. Il est encore possible que la bourgeoisie polonaise jette un défi à sa propre destinée... Mais si cela se produisait, - nous ne faisons rien pour le provoquer, - la guerre n'exigera -pas de nous cette dévorante tension de forces qu'a exigée la lutte simultanée sur quatre fronts. La terrible pression de la guerre s'affaiblit. Les nécessités et les tâches économiques attirent de plus en plus notre attention. L'Histoire nous ramène directement à notre tâche fondamentale : l'organisation du travail sur de nouvelles bases sociales. Au fond, l'organisation du travail constitue l'organisation de la nouvelle société, toute société reposant sur l'organisation du travail. Si toute vieille société était basée sur l'organisation du travail dans l'intérêt de la minorité qui disposait de l'appareil de contrainte gouvernementale contre l'écrasante majorité des travailleurs, nous faisons dans l'Histoire universelle la première tentative d'organisation du travail dans l'intérêt de la majorité laborieuse. Cela n'exclut pourtant pas l'élément de contrainte sous toutes ses formes, des plus douces aux plus rudes. L'élément de contrainte, de coercition, non seulement ne quitte pas la scène historique, mais, au contraire, il y jouera encore au cours d'une époque assez considérable un rôle extrêmement grand.

Selon la règle générale, l'homme s'efforcera d'éviter le travail. L'assiduité ne lui est pas innée; elle est créée par la pression économique et par l'éducation du milieu social. L'homme, peut-on dire, est un animal assez paresseux. Au fond, c'est sur cette qualité qu'est fondé dans une importante mesure le progrès humain. Si l'homme n'avait pas cherché à économiser ses forces, s'il ne s'était pas efforcé d'obtenir au prix du minimum, d'énergie le maximum de produits, il n'y aurait eu ni développement de la technique, ni culture sociale. Dès lors, considérée sous cet angle, la paresse de l'homme est une force progressive. Le vieil Antonio Labriola, le marxiste italien, a même représenté l'homme futur comme « un heureux et génial fainéant ». Point n'est besoin cependant d'en tirer la conclusion que le Parti et les Syndicats doivent préconiser cette qualité comme un devoir moral. Assurément non. En Russie, nous n'en avons que trop. La tâche de l'organisation sociale consiste justement à incorporer la « paresse » dans des cadres définis, pour la discipliner, et stimuler l'homme à l'aide de moyens et de mesures qu'il a lui-même imaginés.

## **L'obligation du travail**

La clef de l'économie, c'est la main-d'œuvre, qu'elle soit qualifiée, faiblement qualifiée, à demi qualifiée, brute, etc. Trouver les moyens de parvenir à la recenser exactement, à la mobiliser, à la répartir, à l'utiliser productivement signifie résoudre pratiquement le problème de notre édification économique. C'est la tâche d'une époque entière, une tâche grandiose. Sa difficulté se complique du fait qu'il nous faut réorganiser le travail sur des bases socialistes dans des conditions d'appauvrissement telles qu'on n'en a jamais vues, dans un dénuement effroyable.

Plus notre outillage s'use, plus notre matériel roulant et nos voies ferrées se détériorent, moins de chance nous avons de recevoir de l'étranger à brève échéance une quantité quelque peu importante de machines, et plus la question de la main-d'œuvre acquiert d'importance. Nous disposons, semble-t-il, d'une main-d'œuvre très considérable. Mais quel chemin y mène ? Comment l'amener à pied d'œuvre ? Comment l'organiser industriellement ? Déjà, lors des travaux de déblaiement des neiges qui, cet hiver, rendaient impraticables les voies ferrées, nous nous sommes heurtés à de grandes difficultés. Nous n'avons nulle possibilité de trancher ces difficultés par l'achat de la main-d'œuvre, par suite de la dépréciation de l'argent et de l'absence presque complète des articles manufacturés. Les besoins en combustible ne peuvent être satisfaits, ne fût-ce que partiellement, sans une utilisation en masse, telle qu'on n'en a jamais vue, de la force ouvrière pour la coupe de bois, l'extraction de la tourbe et de la houille. La guerre civile a détruit les voies ferrées, les ponts, les gares. Il faut des dizaines et des centaines de milliers de travailleurs pour tout remettre en ordre. Pour la production sur une vaste échelle de bois de chauffage, de tourbe, ainsi que pour d'autres travaux, il faut des locaux pour les travailleurs, ne seraient-ce que des baraquements provisoires. D'où, de nouveau, la nécessité d'une importante main-d'œuvre pour les travaux de construction. Une quantité considérable de main-d'œuvre est encore nécessaire pour l'organisation du flottage. Et ainsi de suite.

L'industrie capitaliste s'alimentait dans de vastes proportions en main-d'œuvre auxiliaire parmi les éléments migrants des campagnes. Le manque de terres labourables, se faisant cruellement sentir, rejetait constamment sur le marché un certain superflu de main-d'œuvre. L'État, par le prélèvement des impôts, la contraignait à se vendre. Le marché offrait des marchandises au paysan. À l'heure actuelle, cette situation n'est plus. Le paysan a maintenant plus de terre, mais les instruments aratoires faisant défaut, plus de force ouvrière lui est nécessaire. De plus, l'industrie ne peut presque plus rien donner à la campagne et le marché n'exerce plus aucune attraction sur la main-d'œuvre.

Celle-ci nous est pourtant plus nécessaire que jamais. Non seulement l'ouvrier n'est pas seul à devoir donner sa force au pouvoir soviétique pour que la Russie laborieuse et, avec elle, les travailleurs eux-mêmes ne soient pas écrasés; nous avons aussi besoin de la force des paysans. L'unique moyen de nous procurer la main-d'œuvre nécessaire aux tâches économiques actuelles, c'est l'application de l'obligation du travail.

Le principe même de l'obligation du travail est pour les communistes indiscutable : « Qui ne travaille pas ne mange pas ». Et comme tous doivent manger, tous sont, par conséquent, obligés de travailler. L'obligation du travail est mentionnée dans notre Constitution et dans le Code du Travail. Mais elle n'était jusqu'ici qu'un principe. Son application n'avait eu qu'un caractère accidentel, partiel, épisodique. Ce n'est que maintenant, face à face avec les questions que pose le relèvement du pays, que la nécessité de l'obligation du travail s'est posée devant nous dans son implacable réalité. L'unique solution régulière, en principe comme en pratique, des difficultés économiques, consiste à considérer toute la population du pays comme un réservoir nécessaire de force ouvrière - comme une source presque inépuisable - et à en organiser dans un ordre rigoureusement établi le recensement, la mobilisation et l'utilisation.

Comment coopter pratiquement la main-d'œuvre sur les bases de l'obligation du travail ?

Jusqu'ici, seul le Département de la guerre avait de l'expérience en fait de recensement, de mobilisation, de formation et de déplacement de grandes masses. Dans une importante mesure, notre Département de la guerre a hérité du passé ses méthodes et ses usages techniques. Il ne nous a pas été donné de faire un pareil héritage dans le domaine économique, du fait qu'un principe de droit privé agissait là, et que la main-d'œuvre affluait dans les diverses entreprises directement du marché du travail. Il nous était donc naturel, du moment que nous y étions obligés, et surtout dans les premiers temps, d'utiliser, sur une vaste échelle, l'appareil du Département de la guerre pour la mobilisation des forces ouvrières.

Au centre et en province nous avons créé des organes spéciaux pour la mise en vigueur de l'obligation du travail ; à cet effet, des Comités fonctionnent déjà dans les gouvernements, clans les districts, dans les cantons. Ils s'appuient principalement sur les organes centraux et locaux du Département de la guerre. Nos centres économiques : le Conseil Supérieur de l'Économie Populaire, le Commissariat de l'Agriculture, le Commissariat des Voies et Communications, le Commissariat de l'Approvisionnement, fixent ce qui leur est nécessaire en main-d'œuvre. Le Comité Central de l'Obligation du travail reçoit toutes ces demandes, les coordonne, les fait correspondre avec les sources locales de main-d'œuvre, donne les instructions correspondantes à ses organes locaux et réalise par leur intermédiaire la mobilisation des forces ouvrières. Dans le territoire des régions, des gouvernements et des districts, les organes locaux exécutent autonomément ce travail en vue de satisfaire aux besoins économiques locaux.

Toute cette organisation n'a été que grossièrement ébauchée. Il s'en faut de beaucoup qu'elle soit parfaite. Mais la route prise est incontestablement la bonne.

Si l'organisation de la nouvelle société a pour base une nouvelle organisation du travail, cette organisation exige à son tour l'application régulière de l'obligation du travail. Les mesures administratives et organisatrices sont insuffisantes pour venir à bout de cette tâche. Elle embrasse les fondements mêmes de l'économie publique et de l'existence. Elle se heurte aux préjugés et aux habitudes psychologiques. La mise en vigueur de l'obligation du travail suppose, d'une part, une œuvre colossale d'éducation, et d'autre part, la plus grande prudence dans la façon pratique de la réaliser.

L'utilisation de la main-d'œuvre doit être faite avec la plus grande économie. 'Lors des mobilisations de force ouvrière, il est indispensable de tenir compte des conditions d'existence économique de chaque région, et des besoins de l'industrie agricole de la population locale. Il faut autant que possible prendre en considération les -ressources qui existaient autrefois, les éléments migrants locaux, etc. Il faut que les déplacements de la main-d'œuvre mobilisée se fassent sur de petites distances, c'est-à-dire qu'on la prenne dans les secteurs les plus proches du front du travail. Il faut que le nombre des travailleurs mobilisés corresponde à l'ampleur de la tâche économique. Il faut que les travailleurs mobilisés soient munis à temps de vivres et d'instruments de travail. Il faut qu'ils aient à leur tête des instructeurs expérimentés, doués d'esprit d'initiative. Il faut que les travailleurs se convainquent en fait que leur main-d'œuvre est utilisée avec prévoyance et parcimonie et qu'elle ne se dépense pas en vain. Partout où ce sera chose possible, il faudra remplacer la mobilisation directe par la tâche, c'est-à-dire imposer à un canton donné l'obligation de fournir, dans un laps de temps donné, tant de stères de bois, ou de transporter jusqu'à telle ou telle station tant de quintaux de minerais, etc. Dans ce domaine, il est nécessaire de se pénétrer tout particulièrement de l'expérience acquise, de donner au système économique la plus grande flexibilité, de faire preuve de plus d'attention à l'égard des intérêts locaux et des coutumes locales. En un mot, il faut affiner, améliorer, perfectionner les procédés, les méthodes et les organes destinés à opérer la mobilisation de la main-d'œuvre. Mais il est également indispensable de se pénétrer une fois pour toutes de cette idée, que le principe même de l'obligation du travail a remplacé tout aussi radicalement et sans retour le principe de l'embauchage volontaire, que la socialisation des moyens de production a remplacé la propriété capitaliste.

## **La Militarisation du travail.**

L'obligation du travail serait impossible sans l'application - dans une certaine mesure - des méthodes de militarisation du travail. Cette expression nous introduit d'emblée dans le domaine des plus grandes superstitions et des clameurs d'opposition.

Pour comprendre ce qu'on entend par militarisation du travail dans l'État ouvrier, et quelles sont ses méthodes, il faut se faire une idée claire de la façon dont s'est effectuée la militarisation de l'armée elle-même, qui, tous se le rappellent, était loin de posséder dans sa première période les qualités « militaires » requises. En ces deux dernières années, le nombre de soldats que nous avons mobilisés n'atteint pas tout à fait le nombre des syndiqués en Russie. Mais les syndiqués sont des ouvriers et ceux-ci n'entrent dans l'armée rouge que dans une proportion de 15 %, le reste est constitué par la masse paysanne. Et pourtant nous savons pertinemment que le véritable organisateur et constructeur de l'armée rouge, c'est l'ouvrier avancé, issu des organisations syndicales ou du Parti. Lorsque la situation sur les fronts devenait difficile, lorsque la masse paysanne récemment mobilisée ne faisait pas preuve d'assez de fermeté, nous nous adressions d'une part au Comité Central du Parti communiste et, de l'autre, au Soviet des Syndicats. C'est de ces deux sources que sortaient les ouvriers avancés pour aller organiser l'armée rouge à leur image, pour éduquer, tremper, militariser la masse paysanne.

C'est un fait qu'il est nécessaire de rappeler avec netteté parce qu'il fait la lumière sur l'idée même de militarisation telle qu'on la conçoit dans l'État ouvrier et paysan. La militarisation du travail a été plus d'une fois proclamée comme mot d'ordre et a été réalisée dans différentes branches économiques des pays bourgeois, tant en Occident qu'en Russie sous le tsarisme. Mais notre militarisation se distingue de celles-là par ses fins et par ses méthodes, tout autant que le prolétariat conscient et organisé, en vue de son émancipation, se distingue de la bourgeoisie, consciente et organisée en vue de l'exploitation.



De cette façon de confondre tant inconsciente que mal intentionnée, les formes historiques de militarisation prolétarienne et socialiste avec la militarisation bourgeoise, découlent la majeure partie des préjugés, des erreurs, des protestations et des cris provoqués par cette question. C'est sur cette façon d'interpréter les choses qu'est basée intégralement l'attitude des mencheviks, nos kautskystes russes, telle qu'elle apparaît dans leur résolution de principe, présentée au présent Congrès des Syndicats.

Les mencheviks ne font pas que se prononcer contre la militarisation du travail ; ils se prononcent encore contre l'obligation du travail. Ils repoussent ces méthodes comme « coercitives ». Ils propagent que l'obligation du travail correspondra à une baisse de la productivité. Quant à la militarisation, elle n'aura pour effet qu'une dépense inutile de main-d'œuvre.

« Le travail obligatoire n'a jamais été que peu productif », telle est l'expression exacte de la résolution des mencheviks. Cette affirmation nous amène au cœur même de la question. Car ainsi que nous le voyons, il ne s'agit nullement de savoir s'il est sage ou insensé de déclarer telle ou telle usine en état de guerre; s'il y a intérêt à donner au tribunal révolutionnaire militaire le droit de punir les ouvriers corrompus, qui volent les matières premières et les outils qui nous sont si précieux, ou qui sabotent. Non, la question est posée par les mencheviks beaucoup plus profondément. En affirmant que le travail obligatoire est toujours peu productif, ils s'efforcent par cela même d'ébranler toute notre édification économique en l'époque actuelle de transition. Car il ne peut être question de passer de l'anarchie bourgeoise à l'économie socialiste sans avoir recours à la dictature révolutionnaire et aux méthodes coercitives d'organisation économique.

Dans le premier point de la résolution des mencheviks, il est dit que nous vivons à l'époque du passage des formes de production capitaliste aux formes de production socialiste. Qu'est-ce que cela veut bien dire ? Et tout d'abord, d'où viennent ces apophtegmes ? Depuis quand est-ce reconnu par nos Kautskites ? Ils nous ont accusés (et c'est ce qui fut la base de nos désaccords,) d'utopisme socialiste ; ils affirmaient (et c'est ce qui formait le fond de leur doctrine) qu'il ne peut pas être question à notre époque de passage au socialisme, que notre révolution n'est qu'une révolution bourgeoise, que, communistes, nous ne faisons que détruire le système économique capitaliste, que nous ne faisons pas faire un pas en avant à la nation, mais que nous la rejetons en arrière. C'est en cela que consistait le désaccord fondamental, la divergence profonde, incompatibilité d'où découlaient tous les autres désaccords. Les mencheviks nous font maintenant remarquer en passant, dans les préliminaires de leur résolution, comme une chose qui n'exige pas de preuve, que nous nous trouvons en période de transition du capitalisme au socialisme. Et c'est un aveu tout à fait inattendu qui paraît ressembler beaucoup à une complète capitulation d'idées. Il est fait avec d'autant plus de facilité et de légèreté qu'il n'impose, comme le démontre toute la résolution, aux mencheviks aucune obligation révolutionnaire. Ils restent en bloc prisonniers de l'idéologie bourgeoise. Après avoir reconnu que nous sommes en route vers le socialisme, les mencheviks se jettent avec d'autant plus de fureur sur ces méthodes, sans lesquelles dans les graves et pénibles conditions actuelles, le passage au socialisme est impossible.

Le travail obligatoire - nous disent-ils - est toujours peu productif. Nous leur demandons :

Qu'est-ce que vous entendez ici par travail obligatoire ? Autrement dit, de quel travail est-il antinomique ? Apparemment au travail libre. Que faut-il comprendre dans ce cas par travail libre ? Cette idée a été formulée par les idéologues progressistes de la bourgeoisie dans leur lutte contre la contrainte du travail, c'est-à-dire contre le servage des paysans et contre le travail régularisé, réglementé des artisans. Par travail libre, on entendait celui que l'on pouvait acheter « librement » sur le marché du travail. La liberté se réduisait à une fiction juridique sur la base

du libre achat du salariat. Dans l'Histoire, nous ne connaissons pas d'autre forme de travail libre. Que les quelques représentants des mencheviks présents à ce Congrès nous expliquent ce qu'ils entendent par travail libre, non coercitif, si ce n'est la vente libre de la main-d'œuvre ?

L'Histoire a connu l'esclavage, le servage, le travail réglementé des corporations du moyen âge. Aujourd'hui, dans l'univers entier, règne le salariat que les écrivassiers jaunes de tous les pays opposent, comme une liberté supérieure, à « l'esclavage » soviétique. Nous, au contraire, nous opposons à l'esclavage capitaliste le travail social et régulier basé sur un plan économique, obligatoire pour tous et, par conséquent, obligatoire pour tout ouvrier du pays. Sans quoi il est impossible même de songer au passage au socialisme. L'élément de contrainte matérielle, physique, peut-être plus ou moins grand : cela dépend de beaucoup de conditions, du degré de richesse ou de pauvreté du pays, de l'héritage du passé, du niveau de culture, de l'état des transports et du système de direction, etc., etc., mais l'obligation, et par conséquent la coercition, est la condition indispensable du réfrènement de l'anarchie bourgeoise, de la socialisation des moyens de production et de travail, et de la reconstruction du système économique selon un plan unique.

Pour un libéral, liberté signifie, en fin de compte, vente libre de la main-d'œuvre. Un capitaliste peut-il, oui ou non, acheter à un prix acceptable la force ouvrière ? Voilà pour le libéral l'unique moyen de mesure de la liberté du travail. Cette mesure est fautive non seulement par rapport à l'avenir, mais aussi par rapport au passé.

Il serait absurde de croire qu'au temps du servage, le travail s'effectuait entièrement sous la menace de la contrainte physique et que le garde-chiourme se tenait le fouet à la main derrière le pauvre paysan. Les formes économiques du moyen âge résultaient de certaines conditions économiques et suscitaient des mœurs auxquelles le paysan s'était adapté, qu'à certaines époques il avait crues justes ou, du moins, dont il avait admis la pérennité. Lorsque sous l'influence du changement des conditions matérielles, il adopta envers elle une attitude hostile, le gouvernement le brisa par la force matérielle, prouvant ainsi même le caractère coercitif de l'organisation du travail.

Sans les formes de coercition gouvernementale qui constituent le fondement de la militarisation du travail, le remplacement de l'économie capitaliste par l'économie socialiste ne serait qu'un mot creux. Pourquoi parlons-nous de militarisation ? Il va de soi que c'est uniquement par analogie, mais par une analogie très significative. Aucune autre organisation sociale, excepté l'armée, ne s'est cru le droit de se subordonner aussi complètement les citoyens, de les dominer aussi totalement par sa volonté, que ne le fait de gouvernement de la dictature prolétarienne. L'armée seule (Précisément parce qu'elle a tranché à sa manière les questions de vie et de mort des nations, des États, des classes dirigeantes) a acquis le droit d'exiger de chacun une complète soumission aux tâches, aux buts, aux règlements et aux ordres. Et elle y est arrivée, surtout parce que les tâches d'organisation militaire coïncidaient le plus avec les nécessités du développement social.

À l'heure actuelle, la question de vie ou de mort de la Russie soviétique se tranche sur le front du travail. Nos organisations économiques avec nos organisations professionnelles et industrielles ont le droit d'exiger de leurs membres toute l'abnégation, toute la discipline, toute la ponctualité que l'armée a été seule jusqu'ici à exiger,

D'un autre côté, l'attitude du capitaliste à l'égard de l'ouvrier ne se fonde pas seulement sur un contrat « libre »; elle contient aussi de puissants éléments de réglementation gouvernementale et de contrainte matérielle.

La concurrence de capitaliste à capitaliste a donné un semblant de réalité à la fiction de liberté du travail. Mais cette concurrence, réduite au minimum par les syndicats et par les trusts, nous l'avons définitivement détruite, en abolissant la propriété privée des moyens de production. Le passage au socialisme, reconnu en paroles par les mencheviks, signifie le passage de la répartition désordonnée de la main-d'œuvre, par le jeu de l'achat et de la vente, des variations des prix du marché et des salaires, à une répartition rationnelle des travailleurs par des organes de district, de province, de tout le pays.

Ce genre de répartition suppose la subordination des ouvriers répartis au plan économique du gouvernement. Et c'est là tout le fond de l'obligation du travail, qui, comme élément fondamental, entre inévitablement dans le programme de l'organisation socialiste du travail.

Si une organisation systématique de l'économie publique est impossible sans l'obligation du travail, cette dernière est par contre irréalisable l'abolition de la fiction de la liberté du travail, sans son remplacement par le principe de l'obligation, que complète la réalité de la coercition.

Que le travail libre soit plus productif que le travail obligatoire, c'est une vérité, en ce qui concerne le passage de la société féodale à la société bourgeoise, Mais il faut être un libéral, on, à notre époque, un kautskyste, pour éterniser cette vérité et l'étendre à notre époque de transition du régime bourgeois au régime socialiste. S'il est vrai, comme le dit la résolution des mencheviks, que le travail obligatoire est toujours et en toutes circonstances moins productif, dès lors, notre édification économique est vouée à la ruine. Car il ne peut pas y avoir chez nous d'autre moyen pour aller au socialisme qu'une direction autoritaire des forces et des ressources économiques du pays, qu'une répartition centralisée de la force ouvrière conformément au plan gouvernemental général. L'État ouvrier se considère en droit d'envoyer tout travailleur là où son travail est nécessaire. Et pas un socialiste sérieux ne viendra dénier au gouvernement ouvrier le droit de mettre la main sur le travailleur qui refusera d'exécuter la tâche qu'on lui a dévolue. Mais, et c'est là qu'est tout le fond de la chose, la voie menchevique du passage au « socialisme » est une voie lactée, sans monopole du blé, sans suppression des marchés, sans dictature révolutionnaire et sans militarisation du travail.

Sans obligation du travail, sans droit de donner des ordres et d'exiger leur exécution, les syndicats perdent leur substance, car ils sont nécessaires à l'État socialiste en édification, non afin de lutter pour de meilleures conditions de travail, - c'est la tâche de l'ensemble de l'organisation sociale gouvernementale, - mais afin d'organiser la classe ouvrière pour la production, afin de la discipliner, de la répartir, de l'éduquer, de fixer certaines catégories et certains ouvriers à leur poste pour un laps de temps déterminé, afin, en un mot, d'incorporer autoritairement, en plein accord avec le pouvoir, les travailleurs dans les cadres du plan économique unique. Défendre, dans ces conditions, la « liberté » du travail, signifie défendre les recherches inutiles, inefficaces et incertaines, de meilleures conditions, le passage chaotique, sans système, d'une usine à une autre, dans un pays affamé, au milieu de la désorganisation épouvantable des transports et du ravitaillement. À part la désagrégation de la classe ouvrière et une complète anarchie économique, quel pourrait bien être le résultat de cette tentative insensée de combiner la liberté bourgeoise du travail avec la socialisation prolétarienne des moyens de production ?

La militarisation du travail n'est donc pas, camarades, dans le sens fondamental que j'ai indiqué, l'invention de quelques hommes politiques ou de notre département militaire, mais elle apparaît comme une méthode inévitable d'organisation et de discipline de la main-d'œuvre dans l'époque de transition du capitalisme au socialisme. S'il est vrai, comme il est dit dans la résolution des mencheviks, que toutes ces formes (la répartition obligatoire de la main-d'œuvre, son affectation passagère ou prolongée à certaines branches ou entreprises, sa réglementation

conforme au plan économique gouvernemental) mènent à une diminution de la productivité, faites une croix sur le socialisme. Car il est impossible de fonder le socialisme sur la baisse de la production. Toute organisation sociale repose sur l'organisation du travail. Et si notre nouvelle organisation du travail mène à une diminution de la production, la société socialiste en construction va fatalement à la ruine par cela même, quelle que soit notre adresse et quelles que soient les mesures de salut que nous imaginions.

C'est pour ces raisons que j'ai dit, dès le début, que les arguments mencheviks contre la militarisation nous ramènent au cœur même de la question de l'obligation du travail et de son influence sur la production. Est-il bien vrai que le travail obligatoire ait toujours été improductif ? On est bien obligé de répondre à cela que c'est le plus pauvre et le plus libéral des préjugés. Toute la question est de savoir qui exerce une contrainte, contre qui et pourquoi ? Quel État, quelle classe, dans quelles circonstances, par quelles méthodes ? L'organisation du servage a été, dans certaines conditions, un progrès et a amené à une augmentation de la production. La production s'est accrue considérablement sous le régime capitaliste, par conséquent à l'époque de l'achat et de la vente libres de la main-d'œuvre sur le marché du travail. Mais le travail libre et le capitalisme tout entier, entrés dans le stade impérialiste, se sont définitivement ruinés par la guerre. Toute l'économie mondiale est entrée dans une période de sanglante anarchie, de commotions terribles, de dénuement, de dépérissement, de ruine des masses populaires. ] Peut-on, dans ces conditions, parler de la productivité du travail libre, lorsque les fruits de ce travail disparaissent dix fois plus vite qu'ils ne se créent ? La guerre impérialiste et les conséquences qui en ont résulté ont démontré l'impossibilité de l'existence ultérieure d'une société basée sur le travail libre. Ou, peut-être, quelqu'un possède-t-il le secret qui permettrait d'arracher le travail libre au *delirium tremens* de l'impérialisme, en d'autres termes de faire revenir le développement social à cinquante ou cent ans en arrière ? S'il était vrai que notre organisation du travail, qui doit remplacer le capitalisme, organisation établie conformément à un plan, et par conséquent coercitive, mène à un affaissement de l'économie, cela signifierait la fin de toute notre culture, un recul de l'humanité vers la barbarie et la sauvagerie.

Par bonheur, non seulement pour la Russie soviétique, mais pour toute l'humanité, cette philosophie de la faible productivité du travail obligatoire « toujours et dans toutes les conditions » tient toute dans un vieux refrain libéral. La productivité du travail est une quantité arbitraire dans l'ensemble des conditions sociales les plus compliquées et ne peut être en aucun cas mesurée, ni définie à l'avance par une forme juridique du travail.

Toute l'histoire de l'humanité est l'histoire de l'organisation et de l'éducation de l'homme social pour le travail, en vue d'obtenir de lui une plus grande productivité. L'homme, comme je me suis permis déjà de m'exprimer, est un paresseux, c'est-à-dire qu'instinctivement il s'efforce d'obtenir au prix du minimum de peine le maximum de produits. Sans cette tendance, il n'y aurait pas de développement économique. La croissance de la civilisation se mesure à la productivité de l'homme, et toute nouvelle forme de relations sociales doit subir l'épreuve sur cette pierre de touche.

Le travail « libre » n'est pas apparu tout à coup à la lumière dans toute sa force de productivité. Il n'a atteint une haute productivité que progressivement, par suite de l'application prolongée de méthodes d'organisation et d'éducation du travail. Cette éducation usa des moyens et des procédés les plus divers, qui, de plus, se modifiaient selon les époques. Au début, la bourgeoisie chassait à coup de gourdin le moujik hors de son village et le poussait sur la grande route, après l'avoir au préalable dépouillé de ses terres. Et lorsqu'il ne voulait pas travailler à l'usine, elle le marquait au fer rouge, le pendait, l'envoyait aux galères et finissait par habituer le misérable au labeur de l'usine. Ainsi que nous le voyons, cette phase du travail « libre » ne diffère que fort peu des travaux forcés, tant au point de vue des conditions matérielles qu'au point de vue légal.

À diverses époques, dans des proportions différentes, la bourgeoisie a usé simultanément du fer rouge, de la répression et des méthodes de persuasion. À cet effet, les prêtres lui ont apporté un concours inestimable. Dès le XVI<sup>e</sup> siècle, elle avait réformé l'ancienne religion catholique que défendait le régime féodal et adapté à ses besoins une nouvelle religion, celle de la Réforme, qui combinait la liberté de l'âme avec la liberté du commerce et du travail. Elle s'est fait des nouveaux prêtres ses gardiens spirituels et dévots serviteurs. L'école, la presse, les conseils municipaux et le Parlement ont été adaptés par la bourgeoisie en vue de façonner les idées de la classe ouvrière. Les diverses formes de salaire (à la journée, à la pièce, à forfait, par contrat collectif) ne constituent entre les mains de la bourgeoisie que des moyens variés pour le dressage du prolétariat au travail. À quoi se joignent diverses formes d'encouragement au travail et d'excitation à l'arrivisme. Enfin, la bourgeoisie a su mettre la main sur les trade-unions, organisations de la classe ouvrière, et en profiter largement pour discipliner les travailleurs. Elle a apprivoisé les leaders et, par leur intermédiaire, elle a convaincu les ouvriers de la nécessité du labeur paisible, de l'accomplissement irréprochable de leur tâche, de la stricte exécution des lois de l'État bourgeois. Le couronnement de toute cette œuvre a été le système Taylor, dans lequel les éléments d'organisation scientifique du processus de la production se combinent avec les procédés les plus perfectionnés du système diaphorétique.

Il découle clairement de ce qui a été dit que la productivité du travail libre n'est pas quelque chose de déterminé, d'établi, de présenté par l'Histoire sur un plateau d'argent. Non ! C'est le résultat d'une longue politique tenace, répressive, éducatrice, organisatrice, stimulante de la bourgeoisie à l'égard de la classe ouvrière. Peu à peu, elle a appris à pressurer une quantité toujours plus grande des produits du labeur des travailleurs, et l'embauchage volontaire, seule forme de travail libre, normale, saine, productive et salutaire, fut une des plus puissantes armes entre ses mains.

Une forme juridique du travail, assurant d'elle-même la productivité, n'a jamais existé dans l'Histoire et ne peut exister. L'enveloppe juridique du travail correspond aux rapports et aux notions de l'époque. La productivité du travail se développe sur la base du développement des forces techniques, sur l'éducation du travail, par l'adaptation progressive des travailleurs aux moyens de production qui se modifient constamment, et aux nouvelles formes de rapports sociaux.

La fondation de la société socialiste signifie l'organisation des travailleurs sur de nouvelles bases, leur adaptation à celles-ci, leur rééducation aux fins d'augmenter constamment la productivité. La classe ouvrière, sous la conduite de son avant-garde, doit faire elle-même sa rééducation socialiste. Celui qui ne l'a pas compris n'entend rien à l'a b c de la construction socialiste.

Quelles sont donc nos méthodes de rééducation des travailleurs ? Elles sont incomparablement plus vastes que celles de la bourgeoisie et, de plus, honnêtes, droites, franches, pures de toute hypocrisie et de tout mensonge. La bourgeoisie était réduite à recourir au mensonge pour présenter son travail comme libre, alors qu'en réalité il était non seulement socialement imposé, mais encore asservi. Car c'était le travail de la majorité au bénéfice de la minorité. Par contre, nous organisons le travail dans l'intérêt des travailleurs eux-mêmes, et c'est pourquoi rien ne peut nous inciter à cacher ou masquer le caractère socialement obligatoire de l'organisation du travail. Nous n'avons que faire des contes de prêtres, de libéraux et de kautskystes. Nous disons ouvertement et franchement aux masses qu'elles ne peuvent sauver, élever et amener le pays socialiste à une situation brillante qu'au prix d'un travail rigoureux, d'une discipline sévère et de la plus grande ponctualité de la part de tout travailleur. Le principal de nos moyens est l'action d'idée, propagande non seulement en parole, mais en fait. L'obligation du travail revêt un caractère coercitif, mais cela ne veut pas dire qu'elle constitue une violence sur la classe ouvrière. Si l'obligation du travail se fût heurtée à l'opposition de la majeure partie des travailleurs, elle eût

été frappée de mort et avec elle le régime soviétique. La militarisation du travail, lorsqu'elle se heurte à l'opposition des travailleurs, est un procédé à la Araktchéïev<sup>1</sup>. La militarisation du travail par la volonté des travailleurs eux-mêmes est un procédé de dictature socialiste. Que l'obligation et la militarisation du travail ne violentent pas la volonté des travailleurs, comme le faisait le travail « libre », c'est ce qu'atteste bien mieux que tout ce qu'on en pourrait dire l'affluence considérable de travailleurs volontaires aux « samedis communistes », fait unique dans les annales de l'humanité. À aucun moment, le monde n'a vu pareille chose. Par leur travail volontaire et désintéressé - une fois par semaine et parfois plus souvent - les travailleurs attestent brillamment qu'ils sont prêts, non seulement à porter le fardeau du travail « obligatoire », mais à donner encore au gouvernement un supplément de travail. Les « samedis communistes » ne sont pas que des manifestations splendides de solidarité communiste, mais la garantie la plus sûre du succès de l'application de l'obligation du travail. Il faut, par une action de propagande, éclairer, élargir et renforcer ces tendances si profondément communistes.

La principale arme morale de la bourgeoisie, c'est la religion. Tandis que chez nous, c'est l'explication véridique aux masses du véritable état de choses, la diffusion des connaissances naturelles, historiques et techniques, l'initiation au plan général de l'économie gouvernementale sur la base duquel doit se faire l'utilisation de la main-d'œuvre dont dispose le pouvoir soviétique.

L'économie politique a donné, autrefois, le principal de notre agitation : le régime social capitaliste était une énigme et cette énigme nous l'avons déchiffrée devant les masses. Maintenant, les énigmes sociales sont révélées aux masses par le mécanisme même du régime soviétique, qui appelle les travailleurs aux postes les plus divers. Plus nous irons, plus l'économie politique acquerra une importance historique. Les sciences, qui servent à scruter la nature et à rechercher les moyens de la soumettre à l'homme, sont mises au premier plan.

Les syndicats doivent entreprendre, sur la plus vaste échelle, une action d'éducation scientifique et technique, afin que chaque ouvrier soit poussé par son propre travail à l'œuvre théorique de la pensée. Cette dernière, en se reportant sur le travail, le perfectionne et le rend plus productif.

La presse doit se mettre à la hauteur des tâches du pays, non seulement comme elle le fait en ce moment, c'est-à-dire dans le sens d'une agitation générale en faveur d'une recrudescence d'énergie ouvrière, mais aussi dans celui d'une discussion et d'un examen des tâches, des plans et des moyens économiques concrets, de la façon de les résoudre, et surtout de vérifier et d'évaluer les résultats acquis. Les journaux doivent suivre au jour le jour la production des usines les plus importantes, enregistrant les succès et les échecs, encourageant les uns et dénonçant les autres...

Le capitalisme russe, par suite de son caractère retardataire, de son indépendance, et des traits parasitaires qui en résultent, avait réussi, à un degré bien moindre que le capitalisme de l'Europe, à instruire, à éduquer techniquement et à discipliner industriellement les masses ouvrières. Cette tâche incombe aujourd'hui tout entière aux organisations syndicales du prolétariat. Un bon ingénieur, un bon mécanicien, un bon ajusteur, doivent avoir en Russie soviétiste autant de célébrité et autant de gloire qu'en avaient autrefois les agitateurs les plus marquants, les militants révolutionnaires et, à notre époque, les commandants et les commissaires les plus braves et les plus capables. Les grands et les petits leaders de la technique doivent occuper une place d'honneur dans l'esprit public ; il faut contraindre les mauvais ouvriers à avoir honte de n'être pas à la hauteur de leur tâche.

---

<sup>1</sup> Mars 1920.

En Russie, le paiement des salaires ouvriers s'effectue encore en argent, et il est à prévoir qu'il en sera ainsi pendant longtemps. Mais plus nous irons, plus il deviendra important d'assurer à tous les membres de la société tout ce qui leur est nécessaire. Et de ce fait, les salaires perdront toute raison d'être. Nous ne sommes pas assez riches à l'heure actuelle pour réaliser pareille chose. L'augmentation de la quantité des articles manufacturés est la tâche principale à laquelle toutes les autres se subordonnent. Dans la période difficile actuelle, les salaires ne sont pas pour nous un moyen d'adoucir l'existence personnelle de tout ouvrier, mais un moyen d'estimer ce que tout ouvrier apporte par son travail à la République ouvrière.

Pour ces raisons, les salaires, tant en argent qu'en nature, doivent être mis en concordance le plus exactement possible avec la productivité du travail individuel. Sous le régime capitaliste, le travail aux pièces et à forfait, la mise en vigueur du système Taylor, etc., avaient pour but d'augmenter l'exploitation des ouvriers et de leur dérober la plus-value. Par suite de la socialisation de la production, le travail aux pièces, à forfait, etc., ont pour but un accroissement de la production socialiste et par conséquent une augmentation du bien-être commun. Les travailleurs qui concourent plus que les autres au bien-être commun acquièrent le droit de recevoir une part plus grande du produit social que les fainéants, les indolents et les désorganiseurs.

Enfin, en récompensant les uns, l'État ouvrier ne peut pas ne pas châtier les autres, c'est-à-dire ceux qui, en toute connaissance de cause, enfreignent la solidarité ouvrière, sapent le travail commun et causent un dommage considérable au relèvement socialiste du pays. La répression en vue de réaliser les tâches économiques est une arme nécessaire de la dictature socialiste.

Toutes les mesures énumérées - de même qu'un certain nombre d'autres - doivent assurer le développement de l'émulation dans le domaine de la production. Sans cela il nous serait impossible de nous élever jamais au-dessus d'un niveau trop inférieur. L'émulation repose sur un instinct vital - la lutte pour l'existence - qui, sous le régime bourgeois, revêt un caractère de concurrence. L'émulation ne disparaît pas dans la société socialiste développée, mais revêtira, au fur et à mesure que sera plus largement assuré le bien-être nécessaire à tous, un caractère de plus en plus désintéressé et purement idéologique. Elle se traduira par une tendance à rendre les plus grands services possibles au village, au district, à la ville et à toute la société, pour être récompensé par la popularité, par la reconnaissance publique, par des sympathies ou, enfin, tout simplement, par la satisfaction intérieure résultant du sentiment d'une tâche bien remplie. Mais dans la difficile période de transition, dans des conditions d'extrême pauvreté matérielle et de faible développement du sentiment de la solidarité sociale, l'émulation doit fatalement s'attacher dans quelque mesure au désir de s'assurer des objets d'un usage personnel. - Tel est, camarades, l'ensemble des moyens dont dispose le gouvernement ouvrier pour élever la productivité du travail. Comme nous le voyons, il n'y a pas ici de solution toute prête. La solution ne figure dans aucun livre. Il ne peut d'ailleurs y avoir encore un livre de solutions. Nous ne faisons que commencer à l'écrire avec la sueur et le sang des travailleurs. Nous disons : Ouvriers et ouvrières, vous entrez dans la voie du travail réglementé. Ce n'est qu'en y persévérant que vous édifierez la société socialiste. Vous êtes face à une tâche que personne n'accomplira pour vous : l'augmentation de la productivité du travail sur de nouvelles bases sociales. Ne pas résoudre le problème; c'est périr. Le résoudre, c'est faire progresser considérablement l'humanité.

## **Les Armées du travail.**

C'est par la voie empirique et nullement en nous basant sur des conditions théoriques que nous sommes arrivés à poser la question de l'utilisation de l'armée à des tâches de travail (question qui a acquis chez nous une grande importance théorique). Sur quelques points extrêmes de la Russie soviétique, les circonstances avaient voulu que d'importantes forces militaires

restassent un certain laps de temps sans participer à aucune opération militaire. Les jeter sur les autres fronts où l'on se battait était, surtout en hiver, bien difficile par suite de la désorganisation des transports. Ce fut le cas, par exemple, de la III<sup>e</sup> armée qui se trouvait dans la région de l'Oural. Les militants placés à la tête de cette armée, comprenant qu'il ne nous était pas encore possible de démobiliser, soulevèrent eux-mêmes la question de son passage à l'œuvre du travail. Ils envoyèrent au Centre un projet plus ou moins complètement élaboré d'armée du travail.

La tâche était nouvelle et peu facile. Les soldats rouges travailleraient-ils ? Leur travail serait-il suffisamment productif ? Se justifierait-il ? À ce sujet, des doutes se faisaient jour jusque parmi nous. Point n'est besoin de dire que les mencheviks abondaient dans le sens de l'opposition. Au Congrès des Soviets de l'Économie nationale, en janvier ou au début de février, ce me semble, c'est-à-dire lorsque la question n'était encore qu'à l'état de projet, Abramovitch prédisait que nous ferions inévitablement fiasco, que cette entreprise était insensée, que c'était une utopie digne d'Araktcheïev, et ainsi de suite. Nous considérions les choses autrement : les difficultés étaient grandes certainement, mais elles ne se distinguaient pas en principe de toutes les autres difficultés de l'édification soviétique en général.

Considérons en fait ce que représente l'organisme de la III<sup>e</sup> armée ? Il n'y restait que peu de troupes : en tout et pour tout une division de tirailleurs et une division de cavalerie (au total, quinze régiments), plus deux corps spéciaux. Le reste des troupes avait été réparti bien avant dans les autres armées et sur les fronts. Mais l'appareil de direction de l'armée était resté intact, et nous tenions pour très probable qu'il nous faudrait l'envoyer au printemps, par la Volga, sur le front du Caucase contre Dénikine qui, à cette époque, n'était pas encore complètement écrasé. Cette III<sup>e</sup> armée comptait environ 120 000 hommes dans l'état-major, dans l'intendance, dans les corps de troupe, dans les ambulances, etc. Dans cette masse, où prédominait l'élément paysan, on comptait près de 16 000 communistes et sympathisants, en grande partie ouvriers de l'Oural. Cette armée représentait de la sorte, par sa composition, une masse paysanne, façonnée en organisation militaire sous la conduite des ouvriers d'avant-garde. Bon nombre de spécialistes militaires y travaillaient. Ils y occupaient des postes militaires importants et se trouvaient sous le contrôle général des communistes. Si l'on jette un coup d'œil d'ensemble sur la III<sup>e</sup> armée, on verra qu'elle est le reflet de toute la Russie soviétique. Que nous prenions l'armée rouge dans son ensemble, l'organisation du pouvoir soviétique dans un district, dans une province ou dans toute la République, y compris les organes économiques, nous trouverons partout le même schéma d'organisation : des milliers de paysans, encadrés dans de nouvelles formes de vie politique, économique et sociale par les travailleurs organisés qui jouent le rôle directeur dans tous les domaines de l'édification soviétique. Les spécialistes de l'école bourgeoise sont appelés aux postes qui exigent des connaissances spéciales ; on leur accorde l'autonomie nécessaire, mais le contrôle sur leur travail reste à la classe ouvrière, personnifiée par son Parti communiste. L'application de l'obligation du travail n'est possible, à notre point de vue, qu'à cette condition que le recrutement se fasse parmi le prolétariat des campagnes sous la direction des ouvriers avancés. De la sorte, il n'y a pas eu et ne pouvait y avoir aucun obstacle de principe dans l'application de l'armée à l'œuvre du travail. En d'autres termes, les objections de principe de ces mêmes mencheviks contre les armées du travail n'étaient, au fond, que des objections contre le travail « obligatoire » en général et, par conséquent, contre l'obligation du travail et contre les méthodes soviétiques d'édification soviétiste dans leur ensemble. Nous n'avons pas eu de peine à les réfuter.

Il est bien entendu que l'appareil militaire n'est pas en lui-même adapté à la direction des processus du travail. Et nous n'avons d'ailleurs rien fait dans ce sens. La direction devait rester aux mains des organes économiques correspondants. L'armée fournissait la main-d'œuvre nécessaire sous forme d'unités compactes et organisées, qui convenaient dans leur masse à



l'exécution des travaux homogènes les plus simples : déblaiement des neiges sur les voies ferrées, coupes du bois, travaux de construction, organisation du camionnage, etc.

À l'heure actuelle, nous avons déjà une expérience considérable en ce qui concerne l'utilisation de l'armée du travail, et désormais nous pouvons faire plus que des prévisions. Quelles conclusions tirer de cette expérience ? Les mencheviks se sont empressés d'en tirer. Le même Abramovitch, leur orateur, a déclaré au Congrès des mineurs que nous avons fait fiasco, que l'armée du travail n'est qu'une organisation parasitaire où cent hommes desservent dix travailleurs. Est-ce vrai ? Non ! Critique haineuse formulée à la légère par des gens qui se trouvent à l'écart, qui ignorent les faits, qui ne font que ramasser partout les débris et les ordures, soit qu'ils constatent notre fiasco, soit qu'ils le prédisent. En réalité, non seulement les armées du travail n'ont pas fait faillite, mais elles ont fait au contraire d'importants progrès, elles ont démontré leur vitalité, et elles évoluent maintenant et se raffermissent de plus en plus. Et ceux qui ont fait faillite, ce sont les prophètes mêmes qui nous prédisaient que rien ne résulterait de cette entreprise, que personne ne travaillerait, que les soldats rouges ne passeraient pas au front du travail mais s'en iraient tout bonnement chez eux.

Ces objections étaient dictées par le scepticisme petit-bourgeois, par le manque de confiance en la masse et en une initiative organisatrice hardie. Mais n'avions-nous pas à réfuter les mêmes objections, quant au fond, lorsque nous procédions aux grandes mobilisations pour les tâches militaires ? À cette époque, on tentait aussi de nous effrayer en agitant le spectre d'une désertion unanime, inévitable disait-on après la guerre impérialiste. Il va de soi que la désertion a sévi. Mais l'expérience a démontré qu'elle était loin de revêtir un caractère endémique et l'importance qu'on nous avait prédits. Elle n'a pas détruit l'armée : le lien spirituel et organisateur, le volontariat communiste et la contrainte gouvernementale dans leur ensemble ont donné la possibilité de mobiliser des millions d'hommes, de constituer de nombreuses formations et de remplir les tâches militaires les plus complexes. En fin de compte, l'armée a vaincu.

En ce qui concerne le travail, nous nous attendions aux mêmes résultats. Et nous n'avons pas été déçus. Les soldats rouges ne se sont pas sauvés quand nous avons passé du front de guerre au front du travail, comme les sceptiques nous l'avaient prédit. Grâce à une agitation bien menée, cette transition a même provoqué un grand enthousiasme. Nous ne nierons pas qu'un certain nombre de soldats aient tenté de quitter l'armée, mais il en est toujours ainsi lorsque de grandes unités militaires sont transportées d'un front à l'autre ou de l'arrière à l'avant et, en général, lorsqu'elles sont mises en mouvement, et que la désertion potentielle se transforme en désertion active. Mais dès que des cas semblables se produisaient, les sections politiques, la presse, les organes spéciaux de lutte contre la désertion intervenaient et le pourcentage actuel de la désertion dans les armées du travail ne dépasse pas celui des armées combattantes.

On avait affirmé que, par suite de leur structure intérieure, les armées du travail ne pourraient donner qu'un faible pourcentage de travailleurs. Ce n'est vrai qu'en partie. En ce qui concerne la IIIe armée, elle a, comme je l'ai déjà dit, conservé intégralement son appareil de direction avec un très petit nombre d'unités militaires. Tant que, par suite de considérations d'ordre militaire, et non économique, nous avons gardé intact l'état-major de l'armée et sa direction, le pourcentage des travailleurs qu'elle fournissait était excessivement bas. Des 110 000 soldats rouges occupés aux travaux administratifs et économiques, il ne s'est trouvé que 21 % de travailleurs ; les services de garde journaliers (faction, etc.), malgré le grand nombre d'institutions et de dépôts militaires, n'en prennent que 16 % ; le nombre des malades, atteints surtout de typhus, auquel nous ajoutons le personnel médical et sanitaire, ne dépassait pas 13 % ; celui des absents pour des raisons diverses (missions, permissions, absences illégales) s'élevait à 25 %. Ainsi la main-d'œuvre disponible ne constituait que 23 %. C'était le maximum de forces que cette armée pouvait donner

au front du travail. En réalité, elle ne donna, au début, que 14 % de travailleurs, pris surtout dans les divisions de cavalerie et de tirailleurs.

Mais dès qu'il fut évident que Dénikine était écrasé et qu'il ne nous faudrait pas au printemps envoyer la IIIe armée sur le front du Caucase par la Volga, nous nous mîmes sur le champ à liquider les différents services de l'armée et à adapter d'une façon bien plus rationnelle ses institutions aux nouvelles tâches du travail. Quoique nous n'ayons pas encore achevé cette transformation, les résultats qu'elle a déjà donnés n'en sont pas moins considérables. À l'heure actuelle<sup>1</sup>, l'ancienne IIIe armée donne 38 % de travailleurs par rapport à ses effectifs. Quant aux unités militaires travaillant à ses côtés dans la région de l'Oural, elles en fournissent déjà 49 %. Ce résultat n'est pas à dédaigner si on le compare avec la fréquentation des usines et des fabriques, dans nombre desquelles les absences justifiées ou non fondées dépassent encore 50 %<sup>2</sup>. Ajoutons qu'il arrive souvent que l'entretien des usines et des fabriques soit assuré par des parents des travailleurs, tandis que les soldats de l'armée rouge doivent pourvoir eux-mêmes à leur propre entretien.

Si l'on prend ces jeunes gens de dix-neuf ans, mobilisés dans l'Oural par l'appareil militaire, pour des coupes de bois, on verra que d'un nombre général qui dépasse 30 000, plus de 75 % se rendent au travail. C'est déjà un énorme progrès. Il nous est une preuve qu'en utilisant l'appareil militaire pour leur mobilisation et pour leur formation, nous pouvons introduire dans les unités de travail des modifications qui assureront une hausse considérable du pourcentage des participants au processus matériel de la production.

D'ores et déjà, nous pouvons nous prononcer sur la productivité des armées du travail en nous basant sur l'expérience acquise. Au début, la productivité dans les différents domaines du travail, en dépit d'un grand enthousiasme, était vraiment trop basse. Et la lecture des premiers communiqués de l'armée du travail pouvait paraître nettement décourageante. Il fallait ainsi, pour la préparation d'une sagène cube de bois, dans les premiers temps, treize à quinze journées de travail, alors que la moyenne fixée, qu'on n'atteint aujourd'hui encore que très rarement, est de trois jours. Il faut ajouter que les spécialistes en la matière sont capables, dans des conditions favorables, de préparer une sagène cube par jour et par homme. Que s'est-il passé en fait ? Les unités militaires étaient cantonnées loin des forêts en coupe. Il arrivait très souvent que pour se rendre au travail et pour en revenir, elles devaient accomplir de six à huit verstes, ce qui absorbait une partie importante de la journée de travail. Sur les lieux, les haches et les scies faisaient défaut. Beaucoup de soldats rouges, originaires de la steppe, ne connaissaient pas la forêt, n'avaient jamais abattu d'arbres et n'étaient pas familiarisés avec la scie et la hache. Les comités forestiers des provinces et des districts étaient loin d'avoir appris, dès le début, à utiliser les unités militaires, à les diriger où il l'eût fallu, à les placer dans de bonnes conditions. Rien d'étonnant, dès lors, dans la faible productivité de travail. Mais après qu'on eut écarté ces principales déficiences, on obtint des résultats beaucoup plus satisfaisants. Selon les dernières données, le sagène cube dans cette même IIIe armée nécessite quatre jours et demie de travail, ce qui n'est déjà pas trop éloigné de la norme actuelle. Ce qu'il y a surtout de réconfortant, c'est le fait que la productivité augmente systématiquement au fur et à mesure de l'augmentation du travail.

Et les résultats qu'on peut atteindre dans ce sens ont été démontrés par la courte, mais très riche expérience du bataillon du génie de Moscou. La direction générale du génie qui conduisait les opérations a commencé par fixer une norme de trois Journées de travail par cube de bois. Cette norme a été vite dépassée. Au mois de janvier, un « cube » de bois ne nécessitait plus que

---

<sup>1</sup> Mars 1920.

<sup>2</sup> Depuis le moment où nous écrivions, ce pourcentage a considérablement diminué (juin 1920).

2 journées et demie de travail ; en février, 2,1 ; en mars, 1,5; ce qui représente une productivité particulièrement élevée. Ce résultat a été obtenu par une action morale, par le compte exact du travail de chacun, par le réveil de l'amour-propre du travailleur, par l'institution de primes aux travailleurs ayant produit plus que la norme fixée, ou, pour employer le langage des syndicats, par un tarif souple adapté à toutes les fluctuations individuelles de la productivité. Cette expérience presque scientifique nous trace brillamment la route que nous devons suivre dorénavant.

À l'heure présente, nous possédons plusieurs armées du travail en action. La 1<sup>re</sup> armée, les armées de Pétrograd, d'Ukraine, du Caucase, de la Volga, de réserve. Cette dernière a, comme on sait, contribué à augmenter la capacité de transport du chemin de fer de Kazan à Ekaterinenbourg. Et partout où l'expérience de l'utilisation d'unités militaires a été faite avec tant soit peu d'intelligence, les résultats se sont chargés de démontrer que cette méthode est incontestablement viable et bonne.

Quant au préjugé sur l'inévitable parasitisme des organisations militaires, dans quelques conditions que ce soit, il est définitivement ruiné. L'armée soviétique incarne les tendances du régime soviétique gouvernemental. Il ne faut plus penser à l'aide de ces idées mortes de l'époque disparue : « militarisme », « organisation militaire », « improductivité du travail obligatoire », mais regarder sans prévention les manifestations de la nouvelle époque et ne pas oublier que le samedi existe pour l'homme et non l'homme pour le samedi, que toutes les formes d'organisation, y compris l'organisation militaire ne sont que des armes aux mains de la classe ouvrière au pouvoir, qui a le droit et la possibilité d'adapter, de modifier, de refaire ses armes, aussi longtemps qu'elle n'aura pas obtenu les résultats désirés

### **Du Plan économique unique.**

La large application de l'obligation du travail, ainsi que les mesures de militarisation du travail, ne peuvent jouer un rôle décisif qu'à condition d'être appliquées sur les bases d'un plan économique unique, englobant tout le pays et toutes les branches de l'industrie. Ce plan doit être calculé pour un certain nombre d'années. Il est naturel qu'il se divise en périodes, concordant avec les étapes inévitables du relèvement de l'économie du pays. Il nous faudra commencer par les tâches les plus simples et à la fois les plus fondamentales.

Avant tout, il est nécessaire d'assurer à la classe ouvrière la possibilité de vivre, fût-ce dans les conditions les plus pénibles, et de conserver de ce fait les centres industriels, de sauver les villes. C'est là le point de départ. Si nous ne voulons pas que les villes soient absorbées par la campagne, l'industrie par l'agriculture, si nous ne voulons pas « paysanniser » le pays, nous devons maintenir, ne fût-ce qu'à un niveau minimum, notre transport, et assurer aux villes le pain, le combustible et les matières premières à l'industrie, le fourrage au bétail. Sans cela, pas de progrès possible. Par conséquent, la tâche la plus urgente du plan, c'est d'améliorer l'état des transports, ou tout au moins de prévenir leur désorganisation ultérieure, et la création des stocks les plus nécessaires en denrées, en matières premières et en combustible. Toute la prochaine période sera totalement remplie par la concentration et par la tension de la main-d'œuvre pour la solution de ces problèmes essentiels, condition préalable du développement économique ultérieur.

La première période, ainsi que les suivantes, se chiffreront-elles par mois ou par années ? C'est ce qu'il est difficile de prévoir en ce moment, attendu que tout cela dépend de causes multiples, à commencer par la situation internationale pour finir par le degré d'unanimité et de résistance de la classe ouvrière.

Au cours de la deuxième période, on devra procéder à la construction de machines nécessaires au transport, et s'alimenter en matières premières et en denrées. Mais ici la locomotive se situe au cœur de la question. En ce moment, la réparation des locomotives s'effectue selon des procédés primitifs, qui nécessitent une dépense de forces et de moyens trop considérable. Il est par conséquent indispensable de procéder dorénavant à la réparation en masse des pièces de rechange. Maintenant que chemins de fer et usines de la Russie entière se trouvent entre les mains d'un propriétaire unique, - le gouvernement ouvrier, - nous pouvons et devons établir un type unique de locomotive et de wagon pour tout le pays, unifier les pièces de rechange, appeler toutes les usines nécessaires à procéder à la fabrication en masse de ces dernières, arriver à ce que les réparations ne soient qu'un simple remplacement des pièces usées par des nouvelles et, de la sorte, être en mesure d'effectuer le montage en masse des locomotives. Maintenant que les sources de combustibles et de matières premières nous sont de nouveau ouvertes, nous avons à porter une attention toute particulière sur la construction des locomotives.

Au cours de la troisième période, il sera nécessaire de construire des machines en vue de la fabrication des objets de première nécessité.

Enfin, la quatrième période, qui s'appuiera sur les résultats acquis par les trois premières, permettra de passer à la production des objets d'usage personnel sur la plus vaste échelle.

Ce plan revêt une importance considérable, non seulement en tant qu'orientation générale de nos organes économiques, mais encore en tant que ligne de conduite pour la propagande parmi les masses ouvrières concernant nos tâches économiques. Nos mobilisations de travail resteront lettre morte et ne s'affermiront pas si nous ne touchons pas le point sensible de tout ce qui est honnête, conscient, enthousiaste dans la classe ouvrière. Nous devons dire aux masses toute la vérité sur notre situation et sur nos intentions futures, et leur déclarer franchement que notre plan économique, même avec l'effort maximum des travailleurs, ne nous donnera ni demain ni après-demain monts et merveilles, car au cours de la période la plus proche, nous orienterons notre principale action vers l'amélioration des moyens de production en vue d'une plus grande productivité. Ce n'est que lorsque nous serons en état de rétablir, ne fût-ce que dans de faibles proportions, les moyens de transport et de production, que nous passerons à la fabrication d'objets de consommation. Ainsi le produit palpable du travail destiné aux travailleurs sous forme d'objets d'usage personnel ne sera obtenu qu'en dernier lieu, lorsque nous serons arrivés à la quatrième phase du plan économique. Et ce n'est qu'à ce moment qu'une amélioration importante viendra adoucir considérablement les conditions de la vie. Afin d'être en état d'en assumer les charges, les masses qui, pendant longtemps, auront encore à porter les fardeaux de la peine et des privations, doivent comprendre dans toute son ampleur la logique inévitable de ce plan économique.

L'ordre de ces quatre périodes économiques ne doit pas être pris au sens absolu. Il n'entre pas dans nos intentions d'arrêter complètement notre industrie textile ; ne serait-ce que pour de simples raisons d'ordre militaire, nous ne le pouvons pas. Mais afin que l'attention et les forces ne se dispersent pas sous la pression de nécessités qui se font cruellement sentir, il importe de se conformer au plan économique, critère principal, et de distinguer l'essentiel du secondaire. Point n'est besoin de dire que nous ne tendons nullement vers un étroit communisme social et national : la levée du blocus, et la révolution européenne d'autant plus, auraient apporté de profondes modifications à notre plan économique en abrégant la durée des phases de son développement et en les rapprochant les unes des autres. Mais nous ne pouvons pas prévoir quand ces événements se produiront. Et c'est la raison qui fait que nous devons agir de façon à nous maintenir et à nous fortifier, en dépit du développement peu favorable, c'est-à-dire très lent, de la révolution européenne et universelle. Au cas d'une reprise réelle des relations commerciales avec les pays capitalistes, nous nous inspirerons également du plan économique défini plus haut. Nous livrerons une partie de nos matières premières en échange de locomotives et d'autres machines indispensables, mais en aucun cas en échange de vêtements, de chaussures ou de

denrées coloniales, car nous avons immédiatement en vue l'importation de moyens de transport et de production et non d'objets de consommation.

Nous serions d'aveugles sceptiques et d'avares petits-bourgeois si nous nous imaginions que le relèvement économique peut être une transition progressive de l'état actuel de complète désorganisation à l'état de choses qui l'a précédé, en d'autres termes que nous pouvons remonter les échelons mêmes que nous avons descendus. Ce n'est qu'au bout d'une période assez prolongée que nous ramènerons notre économie socialiste au niveau où elle se trouvait à la veille de la guerre impérialiste. Une telle [façon de se représenter les choses ne serait non seulement d'aucune consolation, mais aussi profondément erronée. La désorganisation, qui détruisait et brisait des richesses innombrables, extirpait en même temps de l'économie bien des routines, bien des inepties, bien des usages surannés, frayant ainsi la voie à la nouvelle édification économique, conformément aux données techniques qui sont, à l'heure actuelle, celles de l'économie mondiale.

Si le capitalisme russe s'est développé sans passer de degré à degré, mais par bonds, construisant en pleine steppe des usines à l'américaine, raison de plus pour que pareille marche forcée soit possible à l'économie socialiste. Dès que nous aurons vaincu notre âpre misère, accumulé quelques réserves de matières premières et de denrées, amélioré les transports, nous aurons, n'étant plus liés par les chaînes de la propriété privée, la possibilité de franchir d'un bond plusieurs degrés et de subordonner toutes les entreprises et toutes les ressources économiques au plan gouvernemental unique.

Nous pourrions ainsi introduire à coup sûr l'électrification dans toutes les branches fondamentales de l'industrie et dans la sphère de la consommation personnelle, sans avoir à passer de nouveau par « l'âge de la vapeur ». Le programme de l'électrification est prévu en Russie en un certain nombre d'étapes consécutives, conformément aux étapes fondamentales du plan économique général.

Une nouvelle guerre pourrait retarder la réalisation de nos desseins économiques ; notre énergie et notre persévérance peuvent et doivent hâter le processus du relèvement économique. Mais quelle que soit la rapidité avec laquelle les événements continueront à se développer, il est évident qu'à la base de toute notre action (mobilisation du travail, militarisation de la main-d'œuvre, samedis communistes et autres aspects du volontariat communiste du travail), doit se trouver un plan économique unique. La période dans laquelle nous entrons exigera de nous une complète concentration de toute notre énergie pour les premières tâches élémentaires : le ravitaillement, le combustible, les matières premières et le transport. Ce qu'il faut en attendant, c'est ne pas disperser notre attention, ne pas éparpiller nos forces, ne pas les disséminer. Telle est l'unique voie de salut.

## **Direction collective<sup>1</sup> et direction unipersonnelle.**

Les mencheviks misent encore sur une autre question. Elle semble leur offrir une occasion de se rapprocher à nouveau de la classe ouvrière. Nous voulons parler de la forme de direction des entreprises industrielles : direction collective ou unipersonnelle ? On nous dit que la remise des usines à un directeur unique au lieu d'un bureau est un crime contre la classe ouvrière et la révolution socialiste. Il est tout de même étonnant que les plus ardents défenseurs de la révolution socialiste contre le système unipersonnel soient ces mêmes mencheviks qui, tout récemment encore, considéraient que, parler de révolution socialiste, c'est se moquer de l'Histoire, et commettre un crime contre la classe ouvrière...

---

<sup>1</sup> Le terme russe est : « collègue ».

Or, il se trouve que c'est le Congrès de notre Parti communiste qui est un grand coupable envers la révolution socialiste, pour s'être prononcé en faveur du retour au système unipersonnel dans la direction de l'industrie, et avant tout dans les usines et dans les fabriques. Ce serait cependant la plus grande des erreurs de considérer cette décision comme pouvant causer un préjudice à l'activité de la classe ouvrière. L'activité des travailleurs ne se définit pas et ne se mesure pas par ce fait que l'usine est dirigée par trois hommes ou par un seul, mais par des facteurs et des faits d'un ordre beaucoup plus profond : par la création des organes économiques avec la participation active des syndicats, par la création de tous les organes soviétiques, qui forment les Congrès des Soviets, représentant des dizaines de millions de travailleurs; par l'appel à la direction (ou au contrôle de la direction) des dirigés eux-mêmes. En cela réside l'activité de la classe ouvrière. Et si la classe ouvrière, au cours de sa propre expérience, en arrive à conclure par l'organe de ses Congrès de Parti, de ses Soviets, de ses syndicats, qu'il vaut mieux placer à la tête d'une usine un directeur qu'un bureau collectif, c'est là une décision dictée par son activité. Elle peut être exacte ou erronée du point de vue de la technique administrative; en tout cas, nul ne l'impose au prolétariat ; elle lui est dictée par sa propre volonté. Et ce serait la plus grosse des erreurs que de confondre la question de l'autorité du prolétariat avec celle des bureaux ouvriers qui gèrent les usines. La dictature du prolétariat se traduit par l'abolition de la propriété privée des moyens de production, par la domination sur tout le mécanisme soviétique de la volonté collective des masses, et non par la forme de direction des diverses entreprises.

Sans aller plus loin, réfutons ici une autre accusation portée contre les défenseurs de la direction unipersonnelle. Les adversaires déclarent : ce sont les militaristes soviétiques qui tentent de faire passer leur expérience du domaine militaire dans le domaine économique ; il se peut que dans l'armée le principe de la direction unipersonnelle soit excellent, mais il ne vaut rien dans l'économie. Cette affirmation est fautive sous tous les rapports. D'abord, il est absolument inexact que nous ayons commencé dans l'armée par le système unipersonnel; même à l'heure actuelle, il s'en faut que nous l'ayons adopté intégralement. Il est également faux d'affirmer que nous n'avons commencé à défendre les formes de direction unipersonnelle avec la participation des spécialistes dans les entreprises économiques qu'en nous basant sur notre expérience militaire. En réalité, nous partions et nous partons dans cette question d'une conception purement marxiste des problèmes révolutionnaires et des tâches du prolétariat lorsqu'il a pris le pouvoir.

Nous avons compris, non seulement dès le début de la révolution, mais longtemps avant Octobre, la nécessité de mettre à profit les connaissances et l'expérience techniques du passé, la nécessité de faire appel aux spécialistes, de les utiliser le plus largement possible, afin que la technique ne fasse pas machine en arrière, mais continue sa progression. Je présume que si la guerre civile n'avait pas ruiné nos organes économiques en les privant de tout ce qu'ils avaient de plus vivant, en fait d'initiative et d'activité, nous nous serions engagés bien plus tôt et sans douleur dans la voie du système unipersonnel pour la direction économique.

Certains camarades considèrent avant tout l'appareil de la direction économique comme une école. C'est encore profondément faux. La tâche des organes directeurs est de diriger. Que celui qui désire et se sent apte à diriger aille dans les écoles, dans les cours spéciaux d'instructeurs, qu'il y travaille comme adjoint, afin d'observer et d'acquérir de l'expérience. Mais celui qui est appelé à la direction d'une usine n'y vient pas pour apprendre mais pour occuper un poste administratif et économique comportant des responsabilités. Même si l'on envisage cette question sous l'angle étroit, et de ce fait inexact, de « l'école », je dirai que le système unipersonnel représente une école dix fois meilleure. S'il vous est en effet impossible de remplacer un bon travailleur par trois autres insuffisamment compétents, et si vous en formez néanmoins un bureau auquel sont confiées, dans la direction, des fonctions importantes, vous les placez ainsi dans

l'impossibilité de se rendre compte de ce qui leur manque. Chacun d'eux compte sur les autres quand il s'agit de prendre une décision et, en cas d'insuccès, ils se rejettent mutuellement la responsabilité.

Que cela ne soit pas une question de principe, c'est ce que les adversaires du système unipersonnel prouvent manifestement, du fait qu'ils ne réclament pas le système des bureaux collectifs pour les ateliers, les corporations et les mines. Ils vont même jusqu'à déclarer qu'il faut être insensé pour exiger qu'un atelier soit dirigé par trois ou cinq personnes : d'après eux, la direction ne doit aller qu'à un administrateur du métier. Pourquoi ? Si la direction collective est une école, pourquoi ne pas admettre aussi une semblable école élémentaire ? Pourquoi ne pas introduire également l'administration collective dans les ateliers ? Mais si le système des bureaux n'est pas une condition *sine qua non* pour les ateliers, pourquoi est-il indispensable pour les usines ?

Abramovitch a dit ici que du fait qu'il n'y a en Russie que peu de spécialistes - par la faute des bolcheviks, répète-t-il après Kautsky - force nous est de les remplacer par des bureaux ouvriers. Pures niaiseries. Nul bureau composé de personnes ignorant le métier ne peut remplacer un homme compétent. Un collègue - ou bureau - de juristes ne peut pas remplacer un simple aiguilleur. Un collègue - ou bureau - de malades ne peut pas remplacer un médecin. L'idée elle-même est fautive. Le bureau par lui-même ne peut rien apprendre à un ignorant. Il ne peut que cacher son ignorance. Si l'on place une personne à un poste administratif important, elle a la possibilité de voir clairement, non seulement chez les autres, mais chez elle-même, ce qu'elle sait et ce qu'elle ignore. Mais il n'y a rien de pire qu'un bureau d'ignorants, composé de travailleurs mal préparés à la fonction qu'on leur confie, laquelle nécessite des connaissances spéciales. Ses membres sont, *de ce fait*, constamment désemparés et mécontents les uns des autres, ce qui ne fait qu'apporter le chaos et le désarroi dans toute leur action. La classe ouvrière est profondément intéressée à augmenter ses aptitudes à la direction, c'est-à-dire à s'instruire. Mais dans le domaine industriel, elle n'y peut réussir que si la direction rend compte de son activité à tout le personnel de l'usine, et saisit ces occasions pour soumettre à la discussion le plan économique du travail de l'année ou du mois en cours. Tous les ouvriers qui s'intéressent sérieusement à la question de l'organisation industrielle sont notés par les directeurs de l'entreprise ou par des commissions, et envoyés à des cours spéciaux étroitement rattachés au travail pratique de l'usine même. On les nomme ensuite à des postes d'une importance secondaire, pour les élever par la suite à des fonctions plus importantes. Nous en avons ainsi formé des milliers et nous en formerons encore des dizaines de milliers.

La question d'une direction de trois ou cinq personnes intéresse non les masses ouvrières, mais la bureaucratie ouvrière soviétique, plus retardataire, plus faible, et moins apte à un travail indépendant. Un administrateur avance, ferme et conscient, tend tout naturellement à prendre en mains toute l'usine, et à se prouver ainsi qu'aux autres qu'il est capable de diriger. Mais si l'administrateur est faible, il ne cherchera qu'à s'unir à d'autres pour que sa faiblesse passe inaperçue. Le système des collèges est gros de dangers du fait que la responsabilité personnelle y disparaît. Si 1 ouvrier est capable, mais inexpérimenté, un directeur lui est nécessaire. Sous sa direction, il acquerra les connaissances qui lui font défaut, et nous pourrions demain en faire à son tour le directeur d'une petite usine. C'est ainsi qu'il fera son chemin. Mais s'il lui arrive de tomber dans un collège où la force et la faiblesse de chacun n'apparaissent pas d'une façon évidente, son sentiment de responsabilité disparaît infailliblement.

Il va de soi que notre résolution ne prévoit pas un recours systématique à la direction unipersonnelle effectué d'un simple coup de plume. Diverses variantes et combinaisons sont possibles. Lorsqu'un ouvrier pourra venir à bout de sa tâche, nous en ferons le directeur de l'usine en lui adjoignant un spécialiste. Si le spécialiste est un homme de valeur, c'est lui que nous

nommerons directeur en lui adjoignant deux ou trois ouvriers. Lorsqu'enfin le collègue aura fait preuve de capacité de travail, nous le garderons. C'est l'unique façon sérieuse d'envisager la question et ce n'est qu'ainsi que nous arriverons à l'organisation régulière de la production.

Il est encore une considération d'un certain caractère social et éducatif qui me paraît des plus importantes. En Russie, l'élite dirigeante de la classe ouvrière est par trop restreinte. Cette élite a connu l'action politique illégale. Elle a mené pendant longtemps la lutte révolutionnaire. Elle a séjourné dans les pays étrangers. Elle a beaucoup lu dans les prisons et en exil, acquis une bonne expérience politique et une grande largeur de vues. Elle représente la fleur de la classe ouvrière. Derrière elle se place la génération plus jeune qui participe consciemment à la révolution depuis 1917. C'est une partie très précieuse de la classe ouvrière. Où que nous portions nos regards - sur l'édification soviétique, sur les syndicats, sur l'action du Parti, sur le front de la guerre civile - partout le rôle directeur est joué par cette élite du prolétariat. La principale action gouvernementale du pouvoir soviétique, au cours de ces deux années et demie, consistait à manœuvrer en jetant cette élite de travailleurs d'un front à l'autre. Les couches plus profondes de la classe ouvrière, d'origine paysanne, quoique d'un état d'esprit révolutionnaire, sont encore très pauvres en initiative. De quoi souffre notre moujik russe ? D'un mal grégaire, d'absence d'individualité c'est-à-dire de ce qui a précisément été chanté par nos narodniks réactionnaires, de ce qu'à glorifié Tolstoï en la personne de Platon Karataïev : le paysan se dissout dans sa communauté et se soumet à la terre. Il est de toute évidence que l'économie socialiste ne se fonde pas sur les Platon Karataïev, mais sur les travailleurs qui pensent, doués d'esprit d'initiative et conscients de leurs responsabilités. L'esprit d'initiative, il le faut à tout prix le développer en l'ouvrier. Le trait dominant de la bourgeoisie, c'est un individualisme cupide et l'esprit de concurrence. Celui de la classe ouvrière n'est pas en contradiction avec la solidarité et la collaboration fraternelle. La solidarité socialiste ne peut pas reposer sur l'absence de toute individualité et sur l'inconscience animale. Et c'est justement cette absence d'individualité qui se cache dans le système des bureaux, dans l'administration collective.

Il y a beaucoup de forces, de talents, d'aptitudes dans la classe ouvrière. Il faut que tout soit mis en œuvre, il faut que l'émulation fasse jaillir toutes les énergies. La direction unipersonnelle dans le domaine administratif et technique y contribue. C'est la raison pour laquelle elle est supérieure et plus féconde que la direction collective.

## CONCLUSION

Camarades, les arguments des orateurs mencheviks, d'Abramovitch notamment, reflètent par-dessus tout un éloignement complet de la vie et de ses tâches. Ils sont dans le cas d'un observateur qui, devant traverser à la nage un cours d'eau, réfléchit d'abord profondément à la qualité des eaux et à la force du courant. Il faut passer l'eau, tel est pourtant tout le problème ! Et notre kautskyste de sauter tantôt sur un pied, tantôt sur l'autre : « Nous ne nions pas - dit-il - cette nécessité ; nous voyons toutefois les dangers, car ils sont nombreux : le courant est rapide, il y a des écueils, et nous sommes fatigués, etc., etc. Mais il est inexact, tout à fait inexact, de nous reprocher de ne pas admettre la nécessité même de passer l'eau. Nous ne refusons pas de l'admettre, même il y a vingt-trois ans... ».

D'un bout à l'autre, tout leur raisonnement est construit là-dessus. Premièrement, disent les mencheviks, nous ne nions pas et nous n'avons jamais nié la nécessité de la défense et par conséquent de l'armée. Deuxièmement, nous ne nions pas en principe l'obligation du travail. – Permettez ! Y eut-il jamais ici-bas, ailleurs que dans quelques petites sectes religieuses, des hommes capables de répudier la légitime défense « en général » ? Tous vos acquiescements



abstrait ne font cependant pas avancer les choses d'un pouce. Lorsqu'il s'est agi de la lutte et de la création d'une armée contre les ennemis réels de la classe ouvrière, quelle a été votre attitude ? Vous vous y êtes opposés, vous avez saboté, sans nier, il est vrai, la nécessité de se défendre. Vous disiez et écriviez dans vos journaux : « À bas la guerre civile ! » au moment même où les gardes blancs nous mettaient le couteau sur la gorge. Et voici qu'après une approbation tardive de notre défense victorieuse, vous braquez votre regard critique sur nos nouvelles tâches et nous déclarez : « Nous ne répudions pas, de façon générale, l'obligation du travail, mais ... sans contrainte juridique ». Dans ces seuls mots, quelle formidable contradiction intérieure ! La notion « d'obligation », renferme en elle-même un élément de contrainte. L'homme *contraint* est obligé de faire quelque chose. S'il ne fait rien, il est évident qu'il subira la contrainte, autrement dit le châtement. Reste à savoir quelle est la contrainte. Abramovitch déclare : « La pression économique, oui, mais pas la contrainte juridique ». Le représentant du Syndicat des métallurgistes, le camarade Holzmann, a montré superbement tout ce qu'il y a de scolastique dans une pareille argumentation. Déjà sous le régime capitaliste, c'est-à-dire sous le régime du travail libre, la pression économique est inséparable de la contrainte judiciaire. À plus forte raison, maintenant !

Je me suis efforcé de faire comprendre, dans mon rapport, que pour instruire les travailleurs sur de nouvelles bases sociales à de nouvelles formes de travail, et atteindre à une plus haute productivité du travail, il n'est qu'une possibilité : l'application simultanée de diverses méthodes, à savoir : celles de l'intérêt économique, de la contrainte juridique, de l'influence que peut exercer l'organisation économique intérieurement coordonnée, de la coercition, et surtout avant comme après, de la persuasion, de l'agitation, de la propagande, enfin, de l'élévation du niveau général de culture. Ce n'est que par la combinaison de tous ces moyens qu'un niveau élevé d'économie socialiste peut être atteint.

Si en régime capitaliste, l'intérêt économique se combine infailliblement avec la contrainte juridique, derrière laquelle se trouve la force matérielle de l'État, à plus forte raison dans l'État soviétique, c'est-à-dire dans l'État de transition au socialisme, il est important de séparer en général la contrainte économique de la contrainte juridique. En Russie, les entreprises les plus importantes se trouvent aux mains de l'État. Lorsque nous disons au tourneur Ivanov - « Tu dois travailler en ce moment à l'usine Sormovo ; si tu refuses, tu ne recevras pas ta ration », - qu'est-ce ? Une pression économique ou une contrainte juridique ? Il ne peut pas aller dans une autre usine, car elles sont toutes entre les mains de l'État, qui ne permettrait pas ce déplacement. La pression économique se confond ici avec la répression gouvernementale. Abramovitch voudrait apparemment que la répartition de la main-d'œuvre fût régularisée par l'augmentation des salaires, l'allocation des primes, etc., suffisant à attirer les travailleurs nécessaires aux entreprises les plus importantes. C'est là, semble-t-il, toute sa pensée. Mais si l'on pose la question ainsi, tout honnête militant du mouvement syndical comprendra que c'est là une des pires utopies. Nous ne pouvons pas espérer l'affluence de la main-d'œuvre sur le marché du travail, sans que l'État ait suffisamment de ressources en alimentation, en appartements, en transports, - c'est-à-dire, précisément, de celles qui sont encore à créer. Sans le déplacement en masse, régulièrement organisé par l'État, de la main-d'œuvre, selon les besoins des organes économiques, nous n'atteindrons aucun résultat. Ici, l'heure de la contrainte est venue, nous en voyons toute la nécessité économique.

Je vous ai lu un télégramme d'Ekaterinbourg sur la marche des travaux dans la 1<sup>er</sup> armée du travail. Il y est dit que plus de quatre mille ouvriers qualifiés ont passé par le Comité de l'Oural chargé d'appliquer l'obligation du travail. D'où venaient-ils ? En majeure partie de l'ex-III<sup>e</sup> armée. On ne les a pas renvoyés chez eux, mais on leur a donné une nouvelle affectation. De l'armée, on les a remis au Comité de l'obligation du travail, qui les a répartis par catégories et dirigés sur les usines. C'est - du point de vue libéral - une « violence » contre la liberté

individuelle. L'écrasante majorité des ouvriers s'est cependant volontiers rendue sur le front du travail, comme elle était allée auparavant sur le front de guerre, comprenant bien que des intérêts supérieurs l'exigeaient. Quelques-uns n'y ont pourtant pas consenti de bon gré. Ceux-là, on les a contraints.

L'État - point n'est besoin de le dire - doit placer, au moyen du système des primes, les meilleurs ouvriers dans les conditions d'existence les plus favorables. Mais cela n'exclut pas et, au contraire, suppose que l'État et les syndicats (sans le concours desquels le gouvernement soviétique n'édifiera pas son industrie) acquerront sur l'ouvrier certains droits nouveaux. L'ouvrier ne fait pas de marchandage avec le gouvernement soviétique ; il est subordonné à l'État, il lui est soumis sous tous les rapports, du fait que c'est son État.

« Si on nous avait dit simplement - déclare Abramovitch - qu'il s'agit de discipline syndicale, il n'y aurait pas eu de quoi croiser le fer. Mais que vient faire ici le militarisme ? » Il s'agit assurément dans une large mesure de discipline syndicale, mais de la nouvelle discipline des nouveaux syndicats *industriels*. Nous vivons en pays soviétique, où la classe ouvrière est au pouvoir, ce que ne comprennent pas nos kautskystes. Lorsque le menchevik Roubtsov dit qu'il n'est presque rien resté des syndicats dans mon rapport, il y a là un grain de vérité. Des syndicats comme il les entend, c'est-à-dire des syndicats du type trade-unioniste, il n'en est resté vraiment que fort peu de chose ; mais à l'organisation professionnelle et industrielle de la classe ouvrière en Russie soviétique incombent les plus grandes tâches. Lesquelles ? Ce n'est certainement pas de lutter contre le gouvernement au nom des intérêts du travail. Il s'agit d'une œuvre d'édification, d'économie socialiste, réalisée en parfait accord avec le Gouvernement. Cette sorte de syndicat est en principe une nouvelle organisation, qui se distingue non seulement des trade-unions, mais encore des syndicats révolutionnaires sous les régimes bourgeois, comme la domination du prolétariat se distingue de celle de la bourgeoisie.

Le syndicat industriel de la classe ouvrière dirigeante n'a ni les mêmes tâches, ni les mêmes méthodes, ni la même discipline que les syndicats militants de la classe ouvrière opprimée. En Russie, tous les travailleurs doivent entrer dans les syndicats. Et c'est contre ce principe que se prononcent les mencheviks. Chose parfaitement compréhensible, parce qu'ils sont en fait contre la *dictature du prolétariat*. C'est en fin de compte à cela que se résume toute la question. Les kautskystes sont contre la dictature du prolétariat et, de ce chef, contre toutes ses conséquences. La contrainte économique comme la contrainte politique ne sont que des manifestations de la dictature de la classe ouvrière dans deux domaines intimement rattachés. Abramovitch ne nous a-t-il pas démontré avec profondeur qu'en régime socialiste, il ne peut y avoir de contrainte, que la coercition est contraire au socialisme, qu'en régime socialiste le sentiment du devoir, l'habitude du travail, l'attrait du travail, etc., etc. suffiront. C'est indiscutable. Il n'est besoin que d'élargir cette vérité incontestable. La vérité est qu'en régime socialiste, il n'y aura pas d'appareil de coercition, il n'y aura pas d'État. L'État se dissoudra dans le commun de production et de consommation. La voie du socialisme n'en passe pas moins par la tension la plus haute de l'étatisation. Et c'est justement cette période que nous traversons avec vous. De même que la lampe, avant de s'éteindre, brille d'une flamme plus vive, l'État, avant de disparaître, revêt la forme de dictature du prolétariat, c'est-à-dire du plus impitoyable gouvernement qui soit, d'un gouvernement qui embrasse impérieusement la vie de tous les citoyens. Cette bagatelle, ce petit degré dans l'Histoire - la dictature gouvernementale - Abramovitch et le menchevisme qu'il incarne, ne l'ont pas remarqué ; et c'est ce qui les fait trébucher.

Aucune autre organisation dans le passé, excepté l'armée, n'a exercé sur l'homme une plus rigoureuse coercition que l'organisation gouvernementale de la classe ouvrière à la plus dure époque de transition. Et c'est précisément pour cela que nous parlons de militarisation du travail. Le sort des mencheviks est de se traîner à la remorque des événements et de reconnaître les

parties du programme révolutionnaire qui ont déjà eu le temps de perdre toute importance pratique. Aujourd'hui, le menchevisme - bien qu'il fasse des réticences - ne discute plus la légalité des répressions contre les gardes blancs et les déserteurs de l'armée rouge. Il a bien dû les admettre après ses propres et malheureuses expériences de « démocratie ». Il a, semble-t-il, compris bien tardivement qu'on ne se tire pas d'affaire, face aux bandes contre-révolutionnaires, avec des assertions sur le régime socialiste qui n'aura pas à recourir à la terreur rouge... Mais dans le domaine économique, les mencheviks tentent encore de nous renvoyer à nos fils et surtout à nos petits-fils. C'est cependant en présence du triste héritage que nous laissent la société bourgeoise et la guerre civile inachevée qu'il nous faut construire maintenant sans retard.

Le menchevisme, de même que tout le kautskysme en général, se noie dans les banalités démocratiques et dans les obstructions socialistes. Il s'avère une fois de plus qu'il n'existe pas pour lui de période de transition, c'est-à-dire de révolution prolétarienne, imposant ses tâches propres. D'où l'inerte grisaille de ses critiques, de ses indications, de ses plans et de ses recettes. Il ne s'agit pas de ce qui se passera dans vingt ou trente ans, - et il va de soi que les choses iront alors infiniment mieux, - mais de savoir comment s'arracher à la désorganisation, comment répartir en ce moment la main-d'œuvre, comment élever aujourd'hui la productivité du travail, comment se comporter en particulier à l'égard des 4 000 ouvriers qualifiés que nous avons trouvés dans l'armée, en Oural. Les lâcher en leur disant « Allez où bon vous semble ! » Non, nous ne pouvions pas agir ainsi. Nous les avons incorporés dans des contingents militaires spéciaux et dirigés sur des fabriques et des usines.

« Par quoi donc votre socialisme - s'écrie Abramovitch - se distingue-t-il de l'esclavage égyptien ? C'est à peu près par les mêmes procédés que les pharaons construisaient les pyramides, en obligeant les masses au travail... » Inimitable analogie pour un « socialiste ! » Ici encore, notre menchevik a perdu de vue une peccadille : la nature de la classe qui détient le pouvoir ! Abramovitch ne voit pas de différence entre le régime égyptien et le nôtre. Il a oublié qu'en Égypte il y avait des pharaons, des propriétaires d'esclaves, et des esclaves. Ce ne sont pas les paysans égyptiens qui, par l'intermédiaire de leurs soviets, décidaient de construire des pyramides ; il y avait là-bas un régime social de castes hiérarchisées, et c'est leur ennemi de classe qui les forçait à travailler. En Russie, la contrainte est appliquée par le pouvoir ouvrier et Paysan au nom des intérêts des masses laborieuses. Voilà ce qu'Abramovitch n'a pas remarqué. Nous avons appris à l'école du socialisme que tout le développement social est fondé sur les classes et sur leur lutte, et que tout le cours de la vie est déterminé selon la classe qui se trouve au pouvoir et selon les tâches au nom desquelles elle réalise sa politique. Voilà ce qu'Abramovitch n'a pas compris. Il se peut qu'il connaisse parfaitement l'Ancien Testament ; mais le socialisme est pour lui un livre hermétiquement clos...

Suivant la voie des analogies libérales et superficielles, qui ne comptent pas avec la nature de classe de l'État, Abramovitch aurait pu (et dans le passé les mencheviks l'ont fait maintes fois) identifier l'armée rouge et la blanche. Là-bas comme ici, les mobilisations s'effectuaient de préférence parmi les masses paysannes. Là-bas comme ici, on recourait à la contrainte. Là-bas comme ici, nombreux étaient les officiers qui avaient passé par la même école du tsarisme. Dans les deux camps, les mêmes fusils, les mêmes cartouches. Quel est donc la différence ? Il y en a une, messieurs, et elle se définit par un indice fondamental : Qui *détient le pouvoir* ? La classe ouvrière ou la noblesse, les pharaons ou les moujiks, la canaille réactionnaire ou le prolétariat de Pétersbourg ? Il y a une différence, et le sort de Youdenitch, de Koltchak et de Denikine en témoigne. Chez nous, ce sont les ouvriers qui ont mobilisé les paysans ; chez Koltchak, c'est une caste d'officiers réactionnaires. Notre armée s'est affermie et renforcée, l'armée blanche est tombée en poussière. Il y a une différence entre le régime soviétique et celui des pharaons, et ce

n'est pas en vain que les prolétaires ont commencé leur révolution en fusillant sur les clochers les « pharaons » de Pétersbourg<sup>1</sup>.

Un des orateurs mencheviks a tenté en passant de me représenter comme un avocat du militarisme en général. Il appert, voyez-vous, des renseignements qu'il fournit, que je défends le militarisme allemand, ni plus ni moins. J'ai démontré, entendez bien, que le sous-officier allemand est une merveille de la nature et que ses œuvres sont au-dessus de l'imitation... Qu'en ai-je dit, en fait ? Uniquement que le militarisme, dans lequel tous les traits du développement social trouvent leur expression la plus absolue, la plus nette et la plus définitive, peut être envisagé de deux points de vue :

**Premièrement**, du point de vue politique ou socialiste - et ici tout dépend de ce fait : quelle est la classe au pouvoir ;

**Deuxièmement**, du point de vue de l'organisation comme un système de stricte répartition des obligations, de rapports mutuels réguliers, de responsabilité absolue, de rigoureuse exécution. L'armée bourgeoise est un appareil d'oppression impitoyable et de soumission des travailleurs, tandis que l'armée socialiste est une armée d'émancipation et de défense de ceux-ci. Mais la subordination absolue d'une partie au tout est un trait commun à toute armée. Un régime intérieur rigoureux et indissoluble est la caractéristique de l'organisation militaire. À la guerre, toute nonchalance, toute légèreté, une simple inexactitude même, peuvent être la cause de grandes pertes. D'où la tendance de l'organisation militaire à porter la netteté, l'exactitude des relations et la responsabilité, à leur plus haut degré. De telles qualités « militaires » sont appréciées dans tous les domaines. Et c'est dans ce sens que j'ai dit que toute classe savait apprécier à son service ceux de ses membres qui, dans d'autres conditions analogues, ont passé par la discipline militaire. Le gros paysan allemand, dirons-nous, s'il est sorti de la caserne en qualité de sous-officier, était pour la monarchie allemande - et reste encore pour la république d'Ebert - plus précieux que tout autre de ses pareils qui n'a pas passé par cette école.

Le mécanisme des chemins de fer allemands a été considérablement amélioré grâce à la présence de sous-officiers et d'officiers dans les postes administratifs du département des voies de communication. En ce sens, nous avons beaucoup à apprendre du militarisme. Le camarade Tsipérovitch, l'un des militants les plus en vue de nos syndicats, nous affirmait ici qu'un ouvrier syndicaliste qui a passé par la discipline militaire, pendant des années, qui a occupé par exemple un poste important de commissaire, n'en est pas devenu plus mauvais. Pour l'action syndicale. S'étant battu pour la cause prolétarienne, il est revenu au syndicat, prolétaire comme autrefois, mais il est revenu trempé, plus viril, plus indépendant, plus résolu, car il lui a fallu porter de grandes responsabilités. Il lui est arrivé de diriger des milliers de soldats rouges d'un niveau social différent, en majeure partie des paysans. Avec eux, il a vécu les victoires et les défaites, il a connu l'avance et la retraite. Il a connu des cas de trahison dans le commandement, des révoltes de gros paysans, des paniques, mais, toujours à son poste, il a contenu la masse moins consciente, il l'a dirigée, il l'a enthousiasmée par son exemple, tout en châtiant impitoyablement les traîtres et les profiteurs. C'est une grande et précieuse expérience. Aussi, lorsque l'ex-communiste du régiment revient au syndicat, ne fait-il pas un mauvais organisateur.

Sur la question du système des Collèges (bureaux) dans l'administration de la production, les arguments d'Abramovitch sont tout aussi ternes que dans tous les autres cas. Ce sont les arguments d'un observateur étranger qui se tient au bord de l'eau.

---

<sup>1</sup> « Pharaons », sobriquet populaire désignant les agents de police tsaristes, que le ministre des affaires intérieures Protopopov avait placés à la fin de février 1917 sur les toits des maisons et sur les clochers.

Abramovitch nous explique qu'une bonne direction collective vaut mieux qu'une mauvaise direction unipersonnelle et que dans tout bureau bien composé doit entrer un excellent spécialiste. C'est en tout point admirable. Que les mencheviks ne nous offrent-ils pas quelques centaines de bureaux de ce genre ? Je présume que le Conseil supérieur de l'Économie Populaire ne manquerait pas de leur trouver une bonne affectation. Nous ne sommes pas des observateurs, mais des travailleurs qui devons construire avec le matériel mis à notre disposition. Nous avons des spécialistes dont nous pouvons dire qu'un tiers est consciencieux et instruit, tandis que le second tiers ne l'est qu'à moitié et que le troisième ne vaut rien. La classe ouvrière est riche en hommes doués, dévoués et énergiques. Les uns - malheureusement trop peu nombreux - possèdent déjà les connaissances et l'expérience nécessaires. D'autres ont du caractère et des aptitudes, mais n'ont ni connaissances, ni expérience. Les troisièmes n'ont ni l'un ni l'autre. C'est de ce matériel qu'il faut créer les directions d'usine et autres, et il est impossible de s'en tirer avec de simples phrases. Il faut, avant tout, sélectionner les ouvriers qui ont déjà prouvé, en pratique, qu'ils étaient capables de diriger des entreprises, et leur donner la possibilité de pouvoir remplir leur tâche. Ces ouvriers veulent une direction unipersonnelle, car les directions d'usine ne sont pas des écoles pour les retardataires. Un ouvrier énergique au courant de son affaire veut diriger. S'il a décidé et ordonné, sa décision doit être exécutée. On peut le remplacer, c'est une autre question. Mais aussi longtemps qu'il est le maître, - un maître soviétique et prolétarien, - il dirige l'entreprise dans son ensemble. Si on le nomme dans un Collège composé de plus faibles que lui qui prennent part à la direction, on n'obtiendra aucun résultat. À un tel ouvrier administrateur, il faut adjoindre un spécialiste ou deux, selon l'importance de l'entreprise. Si on n'a pas sous la main un administrateur de cette trempe, et si par contre on a un spécialiste consciencieux et connaissant son affaire, nous le placerons à la tête de l'entreprise et nous lui adjoindrons, en qualité d'auxiliaires, deux ou trois ouvriers, de façon à ce que toute décision du spécialiste soit connue de ses adjoints, sans toutefois que ces derniers aient le droit de l'annuler. Ils suivront minutieusement son travail et acquerront ainsi des connaissances. Au bout de quelques mois, ils seront, de ce chef, capables d'occuper eux-mêmes des postes importants.

Abramovitch a cité, selon mes propres paroles, l'exemple d'un coiffeur qui a commandé une division et une armée. C'est vrai ! Mais ce que ne dit pas Abramovitch, c'est que si chez nous des camarades communistes ont commencé à commander des divisions et des armées, c'est parce qu'ils avaient été autrefois commissaires auprès des commandants-spécialistes. Toute la responsabilité incombait au spécialiste, qui savait qu'il aurait à répondre intégralement de la moindre erreur sans pouvoir arguer de sa qualité de « membre consultant » d'un bureau...

À l'heure actuelle, la plupart des postes de commandement de l'armée rouge, surtout dans les postes inférieurs, c'est-à-dire les degrés les plus importants au point de vue politique, sont occupés par des ouvriers et par des paysans avancés. Et par quoi avons-nous commencé ? Nous avons mis des officiers aux postes de commandement et fait des ouvriers des commissaires. Et ils ont appris à vaincre.

Camarades, nous entrons dans une période difficile, peut-être dans la plus difficile. Aux pénibles époques de la vie des peuples et des classes, correspondent des mesures implacables.

Plus nous irons, plus la tâche sera facile, plus libre se sentira tout citoyen, plus insensible sera la coercition de l'État prolétarien. Il se peut que nous autorisions alors les mencheviks à avoir leurs journaux, en admettant qu'à cette époque il y ait encore des mencheviks. Mais nous vivons maintenant à une époque de dictature politique et économique. Et c'est cette dictature que les mencheviks continuent à saper. Pendant que nous nous battons sur le front de la guerre civile pour protéger la révolution contre ses ennemis, leur journal écrit : « À bas la guerre civile ! » C'est ce que nous ne pouvons pas tolérer. La dictature est la dictature, la guerre est la guerre. Et maintenant que nous avons passé à la plus haute concentration des forces sur le champ de la

renaissance économique, les kautskystes russes, les mencheviks restent fidèles à leur vocation contre-révolutionnaire : leur voix résonne comme autrefois, comme celle du doute et de la déroute ; elle sape et mine ; elle sème la méfiance et débilite.

N'est-il pas à la fois monstrueux et ridicule d'entendre à ce Congrès, où sont réunis 1 500 représentants de la classe ouvrière russe, où les mencheviks ne figurent que dans une proportion de 5 %, alors que les communistes y forment les 9/10 de l'assemblée, n'est-il pas monstrueux et ridicule d'entendre Abramovitch nous conseiller de « ne pas nous emballer pour de semblables méthodes, alors qu'une petite minorité isolée remplace le peuple ». « Tout par le peuple, dit le représentant des mencheviks, pas de tuteurs à masse laborieuse. Tout par les masses laborieuses, tout par leur action ! » Et plus loin : « On ne convainc pas la masse avec des arguments ». Mais voyez donc dans cette salle : la voici, la classe ! La classe ouvrière est ici devant nous et avec nous, et c'est vous, petite poignée de mencheviks, qui essayez de la convaincre avec des arguments de petits-bourgeois ! Vous voulez être les tuteurs de cette classe. Mais cette classe a son activité et elle l'a montré lorsqu'elle vous a rejetés, lorsqu'elle est allée de l'avant par son propre chemin.

## **X. KARL KAUTSKY, SON ÉCOLE ET SON LIVRE**

L'école marxiste autrichienne (Bauer, [Renner](#), Hilferding, Max [Adler](#), Frédéric Adler) était autrefois souvent opposée à l'école de Kautsky, comme représentante d'un opportunisme masqué en face du marxisme authentique. Cette opposition est apparue comme un malentendu historique qui a égaré plus ou moins longtemps les esprits, mais qui, finalement, a été percé à jour de la façon la plus évidente : Kautsky est le fondateur et le plus parfait représentant de la déformation, autrichienne du marxisme.

Tandis que le véritable enseignement de Marx consiste en une formule théorique d'action, d'offensive, de développement de l'énergie révolutionnaire, d'intensification à outrance de la lutte des classes, l'école autrichienne, elle, s'est transformée en une académie de passivité et de faux-fuyants, est devenue vulgairement historique, a réduit ses buts à l'explication et à la justification des faits, s'est abaissée au rôle de pourvoyeuse de l'opportunisme parlementaire et syndical, a remplacé la dialectique par une casuistique rusée, et finalement, en dépit d'une phraséologie rituellement révolutionnaire, s'est transformée en soutien le plus sûr de l'État capitaliste, en même temps que du trône et de l'autel qui dominaient ce dernier. Et si le trône a chuté, la faute n'en est certes pas à l'école marxiste autrichienne.

Ce qui caractérise le marxisme autrichien, c'est l'aversion et la peur de toute action révolutionnaire. Un marxiste autrichien est capable de creuser un abîme de pensées et d'explications profondes sur le passé et de montrer une mâle hardiesse dans le domaine des prophéties relatives à l'avenir, mais il n'a jamais de grande idée ni de principe directeur en vue de grandes actions quant au présent. Le présent s'écoule toujours stérilement pour lui sous le fardeau des petits soucis de l'opportunisme qui sont ultérieurement interprétés, présentés comme le chaînon nécessaire entre le présent et l'avenir. Un marxiste autrichien est intarissable quand il s'agit de rechercher les causes qui font obstacle à l'initiation et à l'action révolutionnaires. Le marxisme autrichien est la théorie pédante et majestueuse de la passivité et des capitulations. Ce n'est pas, il va de soi, accidentellement, que précisément à l'Autriche, cette Babylone déchirée par de stériles oppositions nationales, cet État qui est l'incarnation même de l'impossibilité d'exister et de se développer, a échoué le rôle d'engendrer et de consolider la philosophie pseudo-marxiste de l'impossibilité de l'action révolutionnaire.

Les marxistes autrichiens les plus en vue présentent, chacun à sa manière, une certaine « individualité ». Sur les différentes questions, ils ont fréquemment entre eux des divergences de vues. Ils sont même allés jusqu'à des désaccords politiques. Mais d'une façon générale, on peut dire que ce sont les doigts d'une seule et même main. *Karl Renner* est le représentant le plus pompeux du genre, celui qui a le plus d'envergure et qui est le plus entiché de lui-même. Le talent du plagiat, ou plus exactement de la contrefaçon, est développé chez lui à un degré exceptionnel. Ses articles enflammés du 1er mai ont été, au point de vue du style, un chef-d'œuvre d'assemblage des mots les plus révolutionnaires. Et comme les mots et leurs assemblages vivent dans une certaine mesure de leur vie propre, les articles de Renner ont allumé dans le cœur de beaucoup d'ouvriers le feu de la révolution que l'auteur, apparemment, n'a jamais connu.

Le faux clinquant de la culture austro-viennoise à la poursuite de l'effet du titre, de la situation, a été particulier à Renner plus encore qu'à tous ses confrères. En réalité, il n'a jamais cessé d'être un fonctionnaire impérial et royal qui possédait à fond la phraséologie marxiste.

La métamorphose de l'auteur de l'article du jubilé de Karl Marx, bien connu pour sa grandiloquence révolutionnaire, en chancelier d'opérette qui se prodigue en sentiments de respect et de reconnaissance pour les Scandinaves, offre un des exemples les plus frappants du paradoxe dans le domaine de l'histoire.

**Otto Bauer** est plus érudit, plus prosaïque, plus sérieux et plus ennuyeux que Renner. On ne peut lui dénier l'art de lire des livres, de rassembler des faits, et de tirer des déductions - selon les buts que lui assigne la politique pratique qui est faite par d'autres. Bauer n'a pas de volonté politique. Son art principal consiste à tirer des lieux communs des questions pratiques les plus aiguës, Sa pensée - pensée politique - vit toujours d'une vie parallèle à sa volonté qui est dénuée de courage. Ses travaux ne sont jamais que la compilation érudite d'un élève bien doué de séminaire universitaire. Les agissements les plus honteux de l'opportunisme autrichien, la domesticité la plus vile à l'égard du pouvoir de la classe possédante que pratique la social-démocratie austro-allemande, ont trouvé en Bauer leur interprète le plus profond, qui est même allé parfois jusqu'à se prononcer respectueusement contre la forme, acceptant toujours le fond. Si Bauer a eu l'occasion de faire preuve de tempérament et d'énergie politique, c'est exclusivement dans la lutte contre l'aile révolutionnaire, dans un fatras de déductions, de faits, de citations contre l'action révolutionnaire. Le moment de son apogée a été la période après 1907 quand, encore trop jeune pour être élu député, il a joué le rôle de secrétaire de la fraction social-démocrate qu'il alimentait en matériaux, chiffres, idées frelatées, qu'il éduquait, pour laquelle il écrivait, dont il se croyait l'inspirateur de grandes actions, alors qu'en réalité il n'était que le fournisseur de contrefaçons à l'usage des opportunistes parlementaires.

**Max Adler** est le représentant d'une autre nuance, assez subtile, du type marxiste autrichien. C'est un lyrique, un philosophe lyrique de la passivité, comme Renner en est le publiciste et le juriste, comme Hilferding en est l'économiste, comme Bauer en est le sociologue. Max Adler se trouve à l'étroit dans le monde banal, bien qu'il ait cependant très confortablement pris place dans le cadre du socialisme bourgeois hongrois et de l'étatisme habsbourgeois. L'alliage de la petite avocaille d'affaires et de la vilénie politique, plus les fleurs de papier à bon marché de l'idéalisme, ont donné à Max Adler ce caractère spécial à la fois doucereux et repoussant.

**Rudolf Hilferding**, une gloire lui aussi, est entré dans la social-démocratie allemande presque comme un révolté, mais comme un révolté du « type autrichien », c'est-à-dire toujours prêt à capituler sans combat. Hilferding a pris la mobilité extérieure et l'agitation de la politique autrichienne, qui l'a élevé, pour de l'initiative révolutionnaire et, pendant une bonne douzaine de mois, il a exigé, sans doute dans les termes les plus modestes, une politique plus active dans l'initiative, de la part des dirigeants de la social-démocratie allemande. Mais l'agitation austro-viennoise est rapidement tombée, même chez lui. Il n'a pas tardé à se soumettre au rythme de Berlin et au caractère automatique de la vie spirituelle de la social-démocratie allemande. Il a libéré son énergie intellectuelle pour la concentrer dans le domaine de la pure théorie, - où il n'a sans doute rien dit de bien sensationnel, - car nul marxiste autrichien n'a dit quelque chose de sensationnel dans aucun domaine, mais où il a écrit cependant un livre sérieux. C'est chargé de ce livre qu'il est entré, comme un portefaix courbé sous un poids lourd, dans l'époque révolutionnaire. Mais ce livre érudit lui-même ne remplace pas l'absence de volonté, d'initiative, de sang-froid révolutionnaire, de décision politique sans quoi l'action est inconcevable... Médecin de sa profession, Hilferding est porté à la tempérance et, malgré sa préparation théorique, il apparaît dans le domaine des questions politiques comme le plus primitif des empiriques. La tâche principale de l'heure présente consiste pour lui à ne pas sortir du cadre de la veille et à trouver une justification érudite d'économiste à cette attitude conservatrice et à cette faiblesse petite-bourgeoise.

**Frédéric Adler** est le représentant le moins bien équilibré du type marxiste autrichien. Il a hérité de son père le tempérament politique. Dans la pauvre lutte épuisante contre le désarroi du milieu autrichien, Frédéric Adler a permis à son scepticisme ironique de détruire les fondements mêmes de ses convictions révolutionnaires. Le tempérament hérité de son père le poussa plus d'une fois à l'opposition contre l'école créée par ce dernier. À certains moments, Frédéric Adler put même apparaître directement comme la contradiction révolutionnaire de l'école autrichienne.



En réalité, il fut et demeure son couronnement nécessaire. Sa violence révolutionnaire n'était que l'expression d'accès aigus de désespoir de l'opportunisme autrichien, effrayé de temps à autre de sa propre nullité. Frédéric Adler est un sceptique jusqu'à la moelle des os : il ne croit pas aux masses ni à leur capacité d'action. Tandis que Karl Liebknecht, aux heures de plus grand triomphe du militarisme allemand, descendait sur la place de Potsdam pour appeler les masses écrasées à une lutte ouverte, Frédéric Adler entraînait dans un restaurant bourgeois pour y assassiner le ministre-président. Par son attentat isolé, Frédéric Adler a sans aucun doute essayé de rompre avec son propre scepticisme. Après cet effort hystérique, il est tombé dans un état de prostration encore plus grand.

La bande noire et jaune des social-patriotes (Austerlitz, Lutner, etc.) abreuva Adler le terroriste de toutes les ignominies de sa grandiloquente lâcheté. Mais quand la période aiguë fut passée et que l'enfant prodigue fut revenu des travaux forcés dans la maison paternelle avec l'auréole du martyr, il est apparu deux fois, trois fois même plus précieux pour la social-démocratie autrichienne. L'auréole dorée du terroriste fut transformée par les habiles faux-monnayeurs du parti en monnaie sonnante de démagogie. Frédéric Adler devint le garant attitré, devant les masses, des Austerlitz et des Bauer. Heureusement, les ouvriers autrichiens font de moins en moins de différence entre le vague lyrico-sentimental de Frédéric Adler et la dépravation grandiloquente de Renner, l'impotence hautement talmudique de Max Adler ou l'analytique satisfaction de soi-même d'Otto Bauer.

La lâcheté des pensées des théoriciens de l'école marxiste autrichienne s'est révélée complètement, dans son ensemble, en face des grands problèmes de l'époque révolutionnaire.

Dans son inoubliable tentative pour faire entrer dans la constitution d'Ebert-Noske le système des Soviets, Hilferding a donné une impulsion non seulement à son propre esprit, mais à celui de toute l'école marxiste autrichienne qui, à dater de l'avènement de l'époque révolutionnaire, a essayé de prendre place à gauche de Kautsky exactement dans la mesure où avant la révolution elle avait pris place à sa droite.

À ce propos, le point de vue de Max Adler sur le système des soviets est on ne peut plus instructif.

Le philosophe éclectique viennois reconnaît l'importance des Soviets ; sa hardiesse va si loin qu'il les adopte. Il les proclame franchement l'appareil de la révolution sociale. Max Adler, bien entendu, est partisan de la révolution sociale. Mais ce qu'il veut, ce n'est pas la révolution violente des barricades, de la terreur, la révolution sanglante, mais la révolution raisonnable, économe, équilibrée, juridiquement canonisée et approuvée par la philosophie.

Max Adler ne s'effraie même pas à l'idée que les soviets violent le « principe » de la division constitutionnelle des pouvoirs (au sein de la social-démocratie autrichienne, il y a en effet plus d'un imbécile pour voir dans cette violation une grave lacune du système soviétique) ; au contraire, l'avocat des syndicats et le jurisconsulte de la révolution sociale qu'est Max Adler voit même dans la fusion des pouvoirs une supériorité qui assure l'expression immédiate de la volonté du prolétariat. Max Adler est pour l'expression immédiate de la volonté du prolétariat, mais pas au moyen de la prise directe du pouvoir par les soviets. Il préconise une méthode plus sûre. Dans chaque ville, rayon, quartier, les conseils ouvriers doivent « contrôler » les fonctionnaires de police et autres, en leur imposant la « volonté » du prolétariat. Quelle sera cependant la situation « étatique-juridique » des soviets dans la République des Seitz, Renner et consorts ? À cela, notre philosophe répond : « Les soviets, en fin de compte, recevront autant de puissance juridique-étatique qu'ils sauront s'en assurer par leur activité ». (*Arbeiterzeitung*, no 197, 1er juin 1919).

Les soviets prolétariens doivent se transformer progressivement en pouvoir politique du prolétariat, de même qu'auparavant, conformément à la théorie du réformisme, toutes les organisations prolétariennes devaient se développer jusqu'à se transformer en socialisme, but qui a été cependant quelque peu contrecarré par les malentendus imprévus survenus pendant quatre ans entre les États centraux et l'Entente et par tout ce qui a suivi. Il a fallu renoncer au programme économique de croissance méthodique vers le socialisme sans révolution sociale. Mais en revanche s'est révélée la perspective d'une croissance méthodique des soviets jusqu'à la révolution sociale sans soulèvement armé ni prise violente 'du pouvoir.

Pour que les soviets ne croupissent pas dans des tâches de districts et de quartiers, l'audacieux juriste propose la propagande des idées social-démocrates. Le pouvoir politique reste, comme par le passé, aux mains de la bourgeoisie et de ses acolytes, mais en revanche, dans les districts et les quartiers, les soviets contrôlent les officiers et les sous-officiers de police. Mais pour calmer la classe ouvrière et en même temps pour centraliser ses pensées et sa volonté, Max Adler fera chaque dimanche des conférences sur la situation étatique-juridique des soviets, comme précédemment il faisait des conférences sur la situation étatique-juridique des syndicats. « Ainsi - promet Max Adler - l'ordre dans la régularisation juridique-étatique de la situation des soviets ouvriers, leur poids et leur importance seraient assurés sur toute la ligne dans le domaine de la vie étatique, publique et, sans la dictature des Soviets, le système soviétique acquerrait une influence plus grande qu'il ne pourrait jamais en obtenir même dans la république des Soviets ; d'autre part, il n'y aurait pas à acheter cette influence au prix des tempêtes politiques et de destructions économiques ». Comme nous voyons en outre par tout le reste, Max Adler demeure en harmonie avec la tradition autrichienne : faire la révolution sans entrer en conflit avec M. le Procureur.

\*\*\*\*

Le fondateur de cette école et son autorité suprême est Kautsky. Tout en conservant jalousement, surtout après le congrès de Dresde du Parti et la première révolution russe, (1905) sa réputation de gardien de l'orthodoxie marxiste, Kautsky, de temps à autre, avait des gestes de désaveu pour les agissements les plus compromettants de son école autrichienne. Comme feu Victor Adler, - Bauer, Renner, Hilferding, tous ensemble et chacun en particulier, considéraient Kautsky comme trop pédant, trop peu malléable, mais très respectable néanmoins, père et maître d'ailleurs parfait de l'Église du quiétisme.

Kautsky commença à inspirer des craintes sérieuses à sa propre école dans la période de son apogée révolutionnaire, pendant la première révolution russe, quand il reconnut la nécessité de la conquête du pouvoir par la social-démocratie russe, et essaya d'inculquer à la classe ouvrière allemande les déductions théoriques qui découlaient de l'expérience de la grève générale de Russie. L'échec de la première révolution russe arrêta très nettement l'évolution de Kautsky vers le radicalisme. Plus le développement des événements réclamaient impérieusement la solution des problèmes relatifs à l'action des masses au sein de l'Allemagne même, et plus l'attitude de Kautsky à leur égard se faisait équivoque. Il piétina sur place, fit machine en arrière, perdit sa confiance du début et les traits de pédantisme scolastique qui se remarquaient dans sa manière de penser passèrent chez lui de plus en plus au premier plan. La guerre impérialiste, qui tua toute indécision et posa brutalement toutes les questions fondamentales, révéla la complète faillite politique de Kautsky. Dès le premier moment, il perdit pied sans espoir de retour sur la question la plus simple, celle du vote des crédits de guerre. Toutes ses œuvres postérieures ne sont plus qu'une variation d'un seul et même thème : « moi et mon imbroglio ». La révolution russe tua définitivement Kautsky. Tout le cours antérieur des événements lui avait fait adopter une attitude hostile en face de la victoire de novembre du prolétariat. Cette circonstance le rejeta dans le camp

de la contre-révolution. Il perdit les derniers vestiges de son sens historique. Ses écrits ultérieurs se transformèrent de plus en plus en littérature jaune, camelote pour le marché bourgeois.

Le livre de Kautsky, étudié par nous, possède tous les attributs extérieurs de ce que l'on est convenu d'appeler une œuvre objective et scientifique. Pour approfondir la question de la terreur rouge, Kautsky procède avec toute la rigoureuse exactitude qui lui est propre. Il commence par étudier les conditions sociales qui ont préparé la grande révolution française, ainsi que les causes physiologiques et sociales qui ont contribué au développement de la cruauté et de l'humanité durant toute l'histoire de la race humaine. Dans le livre consacré au bolchevisme, où la question est examinée à la page 154, Kautsky raconte en détail comment se nourrissait notre ancêtre simiesque le plus reculé, et émet l'hypothèse que, mangeant principalement des produits végétaux, il dévorait aussi des insectes et peut-être certains oiseaux (P. 85). En d'autres termes, rien ne pouvait faire penser qu'un ancêtre aussi respectable et manifestement porté au régime végétarien, pourrait avoir ultérieurement des descendants aussi sanguinaires que les bolcheviks. Voilà la base scientifique éminemment solide sur laquelle Kautsky pose la question...

Mais, comme c'est souvent le cas dans les œuvres de ce genre, derrière une façade académico-scolastique se cache en réalité un pamphlet politique. C'est un des livres les plus mensongers, les plus dépourvus de conscience. N'est-il pas incroyable, en effet, au premier abord, que Kautsky recueille les plus méprisables ragots anti-bolcheviks de la mine inépuisable des agences Havas, Reuter et Wolff, laissant ainsi passer sous le bonnet du savant l'oreille du sycophante ? Mais ces détails malpropres ne sont que des enjolivements de mosaïques sur le fond d'ensemble du solide mensonge érudit dirigé contre la République des Soviets et le Parti qui la guide.

Kautsky fait, sous les couleurs les plus sombres, le tableau de notre férocité à l'égard de la bourgeoisie qui « n'a manifesté aucune velléité de résistance ».

Kautsky condamne notre attitude implacable à l'égard des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks qui sont des « nuances » du socialisme.

Kautsky représente l'économie soviétique comme un chaos catastrophique,

Kautsky représente les militants soviétistes et, en général, toute la classe ouvrière russe comme un ramassis d'égoïstes, de fainéants et de lâches.

Il ne dit pas un mot de l'immense lâcheté, sans précédent dans l'histoire, qu'a été la conduite de la bourgeoisie russe; il ne dit pas un mot de ses trahisons nationales, de la reddition de Riga aux Allemands dans des buts « stratégiques » ; il ne souffle mot de la préparation d'une reddition analogue de Pétersbourg ; il passe sous silence les appels de cette bourgeoisie aux armées étrangères, tchécoslovaque, allemande, roumaine, anglaise, japonaise, française, arabe et nègre, contre les ouvriers et les paysans russes ; il tait ses complots et ses assassinats, perpétrés et exécutés aux frais de l'Entente, son blocus destiné à exténuer jusqu'à la mort nos enfants, et à répandre systématiquement, inlassablement, opiniâtrement par le monde entier des flots de mensonge et de calomnie.

Il ne dit pas un mot des vexations et des violences indignes, infligées à notre Parti par le gouvernement des social-révolutionnaires et des mencheviks avant la révolution de novembre; il est muet sur les poursuites criminelles intentées contre des milliers de militants de notre parti en vertu de l'article sur l'espionnage pour l'Allemagne des Hohenzollern ; il passe sous silence la part active prise par les mencheviks et les social-révolutionnaires dans tous les complots de la bourgeoisie, ainsi que leur collaboration avec les généraux et amiraux du tsar, Koltchak, Dénikine et Youdénitch ; il tait les actes de terrorisme accomplis par les social-révolutionnaires sur les ordres de l'Entente, les insurrections organisées par ces mêmes social-révolutionnaires,

avec l'argent des ambassades étrangères, dans notre armée qui versait son sang à flot dans la lutte contre les bandes monarchistes de l'impérialisme. Kautsky ne daigne même pas rappeler une seule fois que, non seulement nous avons à plus d'une reprise affirmée, mais encore démontré en fait que nous étions prêts, même en consentant à des concessions, à des sacrifices, à assurer la paix à notre pays et que, malgré cela, nous sommes obligés de continuer une lutte des plus âpres sur tous les fronts afin de défendre l'existence même de notre pays et d'éviter sa transformation en colonie de l'impérialisme anglo-français. Kautsky est également muet sur le fait qu'au cours de cette lutte héroïque, dans laquelle nous combattons pour l'avenir du socialisme mondial, le prolétariat russe a été obligé de dépenser le meilleur de son énergie, le meilleur et le plus précieux de ses forces, dont il a dû par suite priver l'œuvre de construction économique et de développement de la culture.

Dans toute sa brochure, Kautsky ne rappelle même pas que d'abord le militarisme allemand, avec l'aide de ses Scheidemann et la complicité de ses Kautsky, et ensuite le militarisme des pays de l'Entente, avec l'aide de ses Renaudel et la complicité de ses Longuet, nous a encerclés d'un blocus d'airain ; qu'après s'être emparé de tous nos ports, il nous a isolés du reste du monde, il a occupé par l'entremise de ses bandes mercenaires de gardes blancs d'immenses territoires riches en matières premières, il nous a coupés notamment pour longtemps du naphte de Bakou, du charbon du Donetz, du blé du Don et de Sibérie, du coton du Turkestan. Kautsky ne rappelle pas que c'est dans ces conditions extraordinairement difficiles que la classe ouvrière russe, pendant près de trois ans, a mené et mène une lutte héroïque contre ses ennemis sur un front de 8 000 verstes ; que la classe ouvrière russe a su troquer le marteau pour l'épée et créer une armée puissante ; que, pour cette armée, elle a mobilisé son industrie épuisée et que, malgré l'épuisement du pays que les bourreaux du monde entier avaient voué au blocus et à la guerre civile, elle habille, nourrit, arme et transporte trois ans durant, par ses propres moyens, une armée d'un million d'hommes qui a appris à vaincre.

Kautsky trouve le moyen de demeurer muet sur tout cela dans un livre qu'il consacre au communisme russe. Et ce silence de sa part est son mensonge fondamental, capital, avéré, mensonge passif, sans doute, mais assurément plus criminel et plus vil que le mensonge actif de tous les coquins de la presse de la bourgeoisie internationale.

Calomniateur de la politique du parti communiste, Kautsky ne dit nulle part ce qu'il veut et ce qu'il propose. Les bolcheviks n'ont pas agi isolément dans l'arène (de la révolution russe). Nous y avons vu et nous y voyons, tantôt au pouvoir, tantôt dans l'opposition, les socialistes révolutionnaires (au moins cinq groupements et tendances), les mencheviks (au moins trois tendances), les disciples de Plékhanov, les maximalistes, les anarchistes.

Toutes les « nuances du socialisme » sans exception (pour parler la langue de Kautsky) ont essayé leurs forces et montré ce qu'elles voulaient et ce qu'elles pouvaient. Ces « nuances » sont si nombreuses, qu'entre voisines il est difficile d'introduire la lame d'un couteau. L'origine même de ces « nuances » n'est pas accidentelle. Elles représentent en somme les diverses variantes dans l'adaptation des partis socialistes d'avant la révolution aux conditions de la plus grande époque révolutionnaire.

Il semblerait donc que Kautsky ait devant lui un clavier politique suffisamment étendu pour indiquer la touche qui, dans la révolution russe, donne la note marxiste juste.

Mais Kautsky se tait. Il repousse la mélodie bolcheviste qui lui déchire les oreilles, mais il n'en cherche pas d'autre ; le *vieux Pianiste renonce en général à jouer sur l'instrument de la révolution*.

# APPENDICES

[Retour à la table des matières](#)

# Appendice I

---

## **XI. Parution de ce livre au moment du IIe Congrès de l'Internationale communiste** Par Léon Trotsky, juin 1920.

Ce livre paraît au moment du IIe Congrès de l'Internationale communiste. Le mouvement révolutionnaire du prolétariat a fait, pendant les mois qui se sont écoulés depuis le 1er Congrès, un grand pas en avant. Les positions des social-patriotes officiels, avoués, sont sapées partout. Les idées du communisme acquièrent une diffusion toujours de plus en plus grande. Le kautskysme officiel, dogmatique, est cruellement compromis. Kautsky lui-même, dans les rangs du parti « indépendant » dont il est le créateur, fait assez une piètre et risible figure.

Cependant, la lutte idéologique dans les rangs de la classe ouvrière internationale ne débute vraiment que maintenant. Si, comme nous venons de le dire, le kautskysme dogmatique est en train de mourir, et si les chefs de partis socialistes intermédiaires se hâtent de l'abandonner, le kautskysme, en tant que tournure d'esprit bourgeoise, en tant que tradition de la passivité, en tant que pusillanimité politique, joue encore un rôle considérable dans les milieux dirigeants des organisations ouvrières du monde entier, y compris les partis qui tendent vers la IIIe Internationale, et même ceux qui y ont formellement adhéré.

Le parti indépendant d'Allemagne, qui a écrit sur son drapeau le mot d'ordre de la dictature du prolétariat, souffre dans ses rangs le groupe Kautsky<sup>1</sup>, dont tous les efforts tendent à compromettre théoriquement et à discréditer la dictature du prolétariat dans son expression vivante : le pouvoir soviétique. Les conditions de la guerre civile ne rendent ce genre de cohabitation possible que pour autant et jusqu'au jour où la dictature du prolétariat apparaît ail cercles dirigeants des social-démocrates « indépendants » comme un pieux désir, une protestation amorphe contre la trahison ouverte et honteuse de Noske, Ebert, Scheidemann et autres, et, en fin de compte un instrument de démagogie électorale et parlementaire.

La vitalité du kautskysme latent est particulièrement visible chez les longuettistes français. Jean Longuet s'en est convaincu lui-même et a longtemps tenté de convaincre les autres le plus sincèrement du monde qu'il marchait sans réserve avec nous et que, seules, la censure de Clemenceau et les calomnies de nos amis français Lorient, Monatte, Rosmer et autres, empêchaient entre lui et nous une parfaite fraternité d'armes. Il suffit par contre de prendre connaissance de n'importe quelle intervention parlementaire de Longuet pour se convaincre que l'abîme qui le sépare de nous à l'heure actuelle est sans doute plus profond encore que lors de la première période de la guerre impérialiste. Les problèmes révolutionnaires qui se dressent maintenant devant le prolétariat international sont devenus plus sérieux, plus immédiats et grandioses, plus directs et plus nets qu'il y a cinq ou six ans, et le réactionnarisme politique des longuettistes, représentants parlementaires de la passivité éternelle, est devenu plus frappant qu'à n'importe quel moment, bien qu'ils soient formellement rentrés dans le giron de l'opposition parlementaire.

---

<sup>1</sup> À l'heure où ce livre paraît en France, la scission est accomplie dans le Parti indépendant d'Allemagne, et la majorité s'est séparée du groupe de Kautsky.

Le Parti italien, qui adhère à la IIIe Internationale, n'est nullement affranchi du kautskysme. En ce qui concerne ses chefs, un grand nombre d'entre eux n'arborent les couleurs de l'Internationale qu'en raison de leurs fonctions et contraints qu'ils y sont par la poussée d'en bas ; en 1914-1919, il fut incomparablement plus facile au Parti socialiste italien qu'aux autres Partis d'Europe de conserver une attitude d'opposition sur la question de la guerre, attendu que l'Italie n'entra en guerre que neuf mois après les autres pays, et aussi et principalement; parce que la situation internationale de l'Italie avait créé dans ce pays un puissant groupement bourgeois (les giolittistes, dans le sens élargi de ce mot) qui demeura, jusqu'à la dernière minute, hostile à l'immixtion de l'Italie dans la guerre. Ces circonstances permirent au Parti socialiste italien, sans crise intérieure profonde, de refuser les crédits de guerre au gouvernement et, d'une façon générale, de rester en dehors du bloc interventionniste. Mais de ce fait, incontestablement, l'épuration intérieure du Parti se trouva retardée. Un entrant dans la IIIe Internationale, le Parti socialiste italien souffre jusqu'à ce jour dans son sein Turati et ses adeptes.

Ce groupement extrêmement large - malheureusement nous sommes, embarrassés de donner des chiffres précis sur l'importance numérique de la fraction parlementaire italienne, sur la presse, les organisations du Parti et les organisations professionnelles - représente un opportunisme sans doute moins pédant, moins dogmatique, plus déclamatoire et lyrique, mais qui n'en est pas moins un opportunisme des plus néfastes, un kautskysme romantisé ! Pour expliquer l'attitude conciliatrice adoptée envers les groupes kautskystes, longuettistes, turatistes, on déclare en général que dans les pays en question, l'heure de l'action révolutionnaire n'a pas encore sonné. Mais une pareille façon de poser la question n'est pas la vraie. Personne, en effet, n'exige des socialistes qui aspirent au communisme, qu'ils fixent pour une date prochaine un coup d'État révolutionnaire. Mais ce que la IIIe Internationale exige de ses partisans, c'est qu'ils reconnaissent non en paroles, mais, en fait, que l'humanité civilisée est entrée dans une époque révolutionnaire, que tous les pays capitalistes marchent vers d'immenses bouleversements et à la guerre de classes ouverte, et que la tâche des représentants révolutionnaires du prolétariat consiste à préparer pour cette guerre inévitable, très proche, l'armement nécessaire en idées et les organisations qui serviront de points d'appui.

Les internationalistes qui trouvent possible de collaborer aujourd'hui encore avec Kautsky, Longuet et Turati, de diriger avec eux les masses ouvrières, renoncent par là même en fait à la préparation, dans le domaine des idées et de l'organisation, du soulèvement armé du prolétariat, que ce soulèvement soit proche ou lointain, qu'il s'agisse de mois ou d'années. Pour que le soulèvement ouvert des masses prolétariennes ne s'émiette pas en tardives recherches d'une voie, d'une direction, il faut que la foule des prolétaires apprenne dès maintenant à embrasser dans tout leur ensemble les tâches qui lui incombent, et l'absolue opposition qui existe entre ces tâches et les formes variées de kautskysme et d'ententisme opportuniste. La gauche vraiment révolutionnaire, c'est-à-dire communiste, doit s'opposer devant les masses à tous les groupements indécis et à double attitude de doctrinaires, d'avocats, de ténors de la passivité, en fortifiant inlassablement ses positions, d'abord dans le domaine des idées, ensuite dans celui de l'organisation légale, semi-légale ou exclusivement clandestine. L'heure de la rupture formelle avec les kautskystes avérés et dissimulés, ou bien l'heure de leur exclusion des rangs du Parti ouvrier, doit être déterminée, bien entendu, par des considérations d'opportunité en fonction de la situation ; mais toute la politique des communistes véritables doit être orientée conformément à ce but : la rupture finale.

C'est pourquoi il me semble que ce livre ne voit pas, malgré tout, le jour tardivement, - à mon grand regret, sinon de mon point de vue d'auteur, du moins de mon point de vue de communiste.

L. TROTSKY. Juin 1920.

# Appendice II

---

## **XII. LA FRANCE À UN TOURNANT** Par Léon Trotsky, 28 mars 1936

Ce livre est consacré à l'éclaircissement des méthodes de la politique révolutionnaire du prolétariat à notre époque. L'exposé à un caractère polémique, comme la politique révolutionnaire elle-même, en gagnant les masses opprimées, la polémique contre la classe dominante se transforme, à un moment donné, en révolution.

Comprendre clairement la nature sociale de la société moderne, de son État, de son Droit, de son idéologie constitue le fondement théorique de la politique révolutionnaire. La bourgeoisie opère par abstractions « nation », « patrie », « démocratie » pour camoufler l'exploitation qui est à la base de sa domination. Le *Temps*, l'un des plus infâmes journaux de l'univers, enseigne chaque jour aux masses populaires françaises le patriotisme et le désintéressement. Cependant ce n'est un secret pour personne que le désintéressement du *Temps* s'estime d'après un tarif international bien établi.

Le premier acte de la politique révolutionnaire est de démasquer les fictions bourgeoises qui intoxiquent le sentiment des masses populaires. Ces fictions deviennent particulièrement malfaisantes quand elles s'amalgament avec les idées de « socialisme » et de « révolution ». Aujourd'hui plus qu'à n'importe quel autre moment, ce sont les fabricants de ce genre d'amalgames qui donnent le ton dans les organisations ouvrières françaises.

La première édition de cet ouvrage a exercé une certaine influence sur la formation du parti communiste français : l'auteur en a reçu maints témoignages, dont au demeurant il ne serait pas difficile de trouver la trace dans *l'Humanité* jusqu'en 1924. Au cours des douze années qui ont suivi, il a été procédé dans l'Internationale communiste - après plusieurs zigzags fébriles - à une révision fondamentale des valeurs : il suffit de dire qu'aujourd'hui cet ouvrage figure sur l'index des livres interdits. Par leurs idées et leurs méthodes, les chefs actuels du parti communiste français (nous sommes obligés de conserver cette appellation qui est en contradiction complète avec la réalité) ne se différencient par aucun principe de Kautsky, contre lequel notre ouvrage est dirigé : ils sont toutefois immensément plus ignorants et cyniques. Le nouvel accès de réformisme et de patriotisme que subissent Cachin et Cie aurait pu à lui seul justifier une nouvelle édition de ce livre. Il y a cependant d'autres raisons plus sérieuses : elles ont leurs racines dans la profonde crise pré-révolutionnaire qui secoue le régime de la Me République.

Après dix-huit ans d'absence, l'auteur de cet ouvrage a eu la possibilité de passer en France deux ans (1933-1935), il est vrai en simple qualité d'observateur de province qui, par surcroît, était l'objet d'une surveillance serrée. Pendant cette période, il y eut dans le département de l'Isère, où l'auteur eut l'occasion de séjourner, un petit incident pareil à beaucoup d'autres qui cependant donne la clé de toute la politique française. Dans un sanatorium appartenant au Comité des Forges, un jeune ouvrier, qui était sous le coup d'une grave opération, s'était permis de lire un journal révolutionnaire (plus exactement : le journal que naïvement il considérait comme révolutionnaire était *l'Humanité*). L'administration posa à l'imprudent malade et ensuite à quatre autres malades qui partageaient ses sympathies cet ultimatum : renoncer à recevoir des publications indésirables, ou être jetés à la rue. Les malades eurent beau indiquer que l'on se livrait ouvertement dans le sanatorium à une propagande cléricale et réactionnaire, cela n'eut



évidemment aucun effet. Comme il s'agissait de simples ouvriers qui ne risquaient ni mandats parlementaires ni portefeuilles ministériels, mais tout simplement leur santé et leur vie, l'ultimatum n'eut pas de succès : cinq malades, dont un à la veille d'être opéré, furent mis à la porte du sanatorium. Grenoble avait alors une municipalité socialiste que présidait le docteur Martin, un de ces bourgeois conservateurs qui généralement donnent le ton dans le parti socialiste et dont Léon Blum est le représentant achevé. Les ouvriers expulsés essayèrent de trouver une défense auprès du maire. Ce fut en vain : malgré leur insistance, leurs lettres, leurs démarches, ils ne furent pas même reçus. Ils s'adressèrent au journal local de gauche, la *Dépêche*, où radicaux et socialistes forment un cartel indissoluble. En apprenant qu'il s'agissait du sanatorium du Comité des Forges, le directeur du journal refusa catégoriquement d'intervenir : tout ce que vous voudrez, mais pas ça. Pour une imprudence à l'égard de cette puissante organisation, la *Dépêche* fut privée une fois déjà de publicité et subit de ce fait une perte de 20 000 francs. À la différence des prolétaires, le directeur du journal de gauche, ainsi que le maire, avaient quelque chose à perdre : aussi renoncèrent-ils à une lutte inégale en abandonnant les ouvriers avec leurs intestins et leurs reins malades à leur propre sort.

Une ou deux fois par semaine, le maire socialiste, remuant de vagues souvenirs de jeunesse, fait un discours pour vanter les avantages du socialisme sur le capitalisme. Pendant les élections, la *Dépêche* soutient le maire et son parti. Tout est pour le mieux. Le Comité des Forges regarde avec une tolérance toute libérale ce genre de socialisme qui ne cause pas le plus petit préjudice aux intérêts matériels du capital. Avec 20 000 francs de publicité par an (si bon marché coûtent ces messieurs !), les féodaux de l'industrie lourde et de la banque tiennent pratiquement à leur dévotion un grand journal du cartel ! Et pas seulement ce journal : le Comité des Forges a bien sûr assez de moyens, directs ou indirects, pour agir sur messieurs les maires, sénateurs, députés, y compris les maires, les sénateurs, les députés socialistes. Toute la France officielle est placée sous la dictature du capital financier. Dans le dictionnaire Larousse, ce système est désigné sous le nom de « République démocratique ».

Messieurs les députés de gauche et les journalistes, non seulement de l'Isère mais de tous les départements de France, croyaient que leur cohabitation pacifique avec la réaction n'aurait pas de fin. Ils se trompaient. Depuis longtemps vermoulue, la démocratie sentit soudain sur sa tempe le canon d'un revolver. De même que les armements de Hitler - acte matériel brutal - causèrent une véritable révolution dans les rapports entre les États en démontrant la vanité et le caractère illusoire de ce qu'il est convenu d'appeler le « droit international », de même les bandes armées du colonel de La Rocque ont jeté la perturbation dans les rapports intérieurs de la France en obligeant tous les partis sans exception à se réorganiser, à se restreindre et à se regrouper.

Frédéric Engels a écrit un jour que l'État, y compris la République démocratique, ce sont des bandes armées pour la défense de la propriété ; tout le reste n'est là que pour enjoliver ou masquer ce fait. Les éloquents défenseurs du « Droit », dans le genre d'Herriot ou de Blum, ont toujours été révoltés par ce cynisme. Mais Hitler, de même que de La Rocque, chacun dans sa sphère, ont de nouveau montré qu'Engels avait raison.

Au début de 1934, Daladier était président du Conseil par la volonté du suffrage universel direct et secret : il portait la souveraineté nationale dans sa poche avec son mouchoir. Mais dès que les bandes de de La Rocque, Maurras et Cie montrèrent qu'elles avaient l'audace de tirer des coups de revolver et de couper les jarrets des chevaux de la police, Daladier et sa souveraineté cédèrent la place à l'invalidé politique que désignèrent les chefs de ces bandes. Ce fait a infiniment plus d'importance que toutes les statistiques électorales et on ne saurait l'effacer de l'histoire récente de la France, car il est une indication pour l'avenir.

Il est certain qu'il n'est pas donné à *n'importe quel* groupe armé de revolvers de modifier à tout moment l'orientation politique d'un pays. Seules les bandes armées qui sont les organes de classes déterminées peuvent, dans *certaines* circonstances, jouer un rôle décisif. Le colonel de

La Rocque et ses partisans veulent assurer l' « ordre » contre les secousses. Et comme en France « ordre » signifie domination du capital financier sur la petite et moyenne bourgeoisie et domination de l'ensemble de la bourgeoisie sur le prolétariat et les couches sociales qui lui sont proches, les troupes de de La Rocque sont tout simplement des bandes armées du capital financier.

Cette idée n'est pas neuve. On peut même la trouver fréquemment dans le Populaire et l'Humanité, encore qu'ils n'aient pas été les premiers à la formuler. Cependant ces publications ne disent que la moitié de la vérité. L'autre moitié, non moins importante, est que Herriot et Daladier, avec leurs partisans, sont aussi une agence du capital financier : autrement les radicaux n'auraient pas pu être le parti gouvernemental de la France pendant des dizaines d'années. Si l'on ne veut pas jouer à cache-cache, il est nécessaire de dire que de La Rocque et Daladier travaillent pour le même patron. Cela ne signifie pas, évidemment, qu'il y ait entre eux ou leurs méthodes une complète identité. Bien au contraire. Ils se font une guerre acharnée, comme deux agences spécialisées dont chacune possède le secret de sauver. Daladier promet de maintenir l'ordre au moyen de la même démocratie tricolore. De La Rocque estime que le parlementarisme périmé doit être balayé en faveur d'une dictature militaire et policière déclarée. Les méthodes politiques sont antagonistes, mais les intérêts sociaux sont les mêmes.

La décadence du système capitaliste, sa crise incurable, sa décomposition forment la base historique de l'antagonisme qui existe entre de La Rocque et Daladier (nous prenons ces deux noms uniquement pour faciliter l'exposé). Malgré les progrès incessants de la technique et les résultats remarquables de certaines branches industrielles, le capitalisme dans l'ensemble freine le développement des forces productives, ce qui détermine une extrême instabilité des rapports sociaux et internationaux. La démocratie parlementaire est intimement liée à l'époque de la libre concurrence et de la liberté du commerce international. La bourgeoisie put tolérer le droit de grève, de réunion, la liberté de la presse aussi longtemps que les forces productives furent en pleine ascension, que les débouchés s'élargirent, que le bien-être des masses populaires, quoique restreint, s'accrut et que les nations capitalistes purent vivre et laisser vivre les autres. Mais plus aujourd'hui. L'époque impérialiste est caractérisée, abstraction faite de l'Union soviétique, par une stagnation et une diminution du revenu national, par une crise agraire chronique et un chômage organique. Ces phénomènes internes sont inhérents à la phase actuelle du capitalisme comme la goutte et la sclérose à un âge déterminé de l'individu. Vouloir expliquer le chaos économique mondial par les conséquences de la dernière guerre, c'est faire preuve d'un esprit désespérément superficiel, à l'instar de M. Caillaux, du comte Sforza et autres. La guerre ne fut pas autre chose qu'une tentative des pays capitalistes de faire retomber sur le dos de l'adversaire le krach qui, dès ce moment, menaçait. La tentative échoua. La guerre ne fit qu'aggraver les signes de décomposition dont l'accentuation ultérieure prépare une nouvelle guerre.

Aussi mauvaises que soient les statistiques économiques de la France qui passent intentionnellement sous silence les antagonismes de classe, elles ne peuvent pas dissimuler les signes manifestes de la décomposition sociale. Parallèlement à la diminution du revenu national, à la chute en vérité catastrophique du revenu des campagnes, à la ruine des petites gens des villes, à l'accroissement du chômage, les entreprises géantes, ayant un chiffre d'affaires annuel de 100 à 200 millions et même davantage, font de brillants bénéfices. Le capital financier, dans toute l'acception du terme, suce le sang du peuple français. Telle est la base sociale de l'idéologie et de la politique de l' « union nationale ».

Des adoucissements et des éclaircies dans le processus de décomposition sont possibles, voire inévitables ; mais ils garderaient un caractère strictement conditionné par la conjoncture. Quant à la tendance générale de notre époque, elle place la France, après bien d'autres pays, devant cette alternative : ou le prolétariat doit renverser l'ordre bourgeois foncièrement gangrené, ou le capital, en vue de sa propre conservation, doit remplacer la démocratie par le fascisme. Pour combien de temps ! Le sort de Mussolini et d'Hitler répondra à cette question.

Les fascistes ont tiré, le 6 février 1934, Sur l'ordre direct de la Bourse, des banques et des trusts. De ces mêmes positions de commande, Daladier a été sommé de remettre le pouvoir à Doumergue. Et si le ministre radical, président du Conseil, a capitulé - avec la pusillanimité qui caractérise les radicaux - c'est parce qu'il a reconnu dans les bandes de de La Rocque les troupes de son propre patron. Autrement dit : Daladier, ministre souverain, céda le pouvoir à Doumergue pour la même raison que le directeur de la *Dépêche* et le maire de Grenoble refusèrent de dénoncer l'odieuse cruauté des agents du Comité des Forges.

Cependant, le passage de la démocratie au fascisme comporte des risques de secousses sociales. D'où les hésitations et les désaccords tactiques que l'on constate dans les hautes sphères de la bourgeoisie. Tous les magnats du capital sont pour qu'on continue à renforcer les bandes armées qui pourront constituer une réserve salubre à l'heure du danger. Mais quelle place accorder à ces bandes dès aujourd'hui ? Doit-on leur permettre de passer tout de suite à l'attaque ou les garder en attendant comme un moyen d'intimidation ? Autant de questions qui ne sont pas encore résolues. Le capital financier ne croit plus qu'il soit possible aux radicaux d'entraîner derrière eux les masses de la petite bourgeoisie et de maintenir, par la pression de ces masses, le prolétariat dans les limites de la discipline « démocratique ». Mais il ne croit pas davantage que les organisations fascistes, qui manquent encore d'une véritable base de masse, soient capables de s'emparer du pouvoir et d'établir un régime fort.

Ce qui a fait comprendre aux dirigeants de la coulisse la nécessité d'être prudents, ce n'est pas la rhétorique parlementaire, mais la révolte des ouvriers, la tentative de grève étouffée, certes, dès le début par la bureaucratie de Jouhaux, et ultérieurement les émeutes locales (Toulon, Brest). Les fascistes ayant été remis quelque peu en place, les radicaux respirèrent plus librement. Le Temps, qui dans une série d'articles avait déjà trouvé le moyen d'offrir sa main et son cœur à la « jeune génération », découvrit de nouveau les avantages du régime libéral, conforme d'après lui au génie français. Ainsi s'est établi un régime instable, transitoire, bâtard, conforme non pas au génie de la France, mais au déclin de la Troisième République. Dans ce régime, ce sont les traits *bonapartistes* qui apparaissent avec le plus de netteté : indépendance du gouvernement à l'égard des partis et des programmes, liquidation du pouvoir législatif au moyen des pleins pouvoirs, le gouvernement se situant au-dessus des factions en lutte, c'est-à-dire en fait au-dessus de la nation, pour jouer le rôle « d'arbitre ». Les ministères Doumergue, Flandin, Laval, tous les trois avec l'immanquable participation des radicaux humiliés et compromis, ont représenté de petites variantes sur un seul et même thème.

Lorsque le ministère Sarraut fut constitué, Léon Blum, dont la perspicacité a deux dimensions au lieu de trois, annonça : « Les derniers effets du 6 février sont détruits sur le plan parlementaire » (Populaire du 2 février 1936). Voilà ce qui s'appelle brosser l'ombre du carrosse avec l'ombre d'une brosse ! Comme si l'on pouvait supprimer « sur le plan parlementaire » la pression des bandes armées du capital financier ! Comme si Sarraut pouvait ne pas sentir cette pression et ne pas trembler devant elle ! En réalité, le gouvernement Sarraut-Flandin est une variété de ce même « bonapartisme » semi-parlementaire, toutefois légèrement incliné à « gauche ». Sarraut lui-même, réfutant l'accusation d'avoir pris des mesures arbitraires, répondit on ne peut mieux au Parlement : « Si mes mesures sont arbitraires, c'est parce que je veux être un arbitre. » Cet aphorisme n'aurait pas été déplacé dans la bouche de Napoléon III. Sarraut se sent non pas le mandataire d'un parti déterminé ou d'un bloc de partis au pouvoir, comme le veulent les règles du parlementarisme, mais un arbitre au-dessus des classes et des partis comme le veulent les lois du bonapartisme.

L'aggravation de la lutte de classe et surtout l'entrée en scène des bandes armées de la réaction n'ont pas moins révolutionné les organisations ouvrières. Le parti socialiste, qui jouait

paisiblement le rôle de la cinquième roue dans la charrette de la III<sup>e</sup> République, se vit contraint de répudier à demi ses traditions cartellistes et même de rompre avec son aile droite (néos). Dans le même temps, les communistes accomplirent l'évolution contraire, mais sur une échelle infiniment plus vaste. Pendant des années ces messieurs avaient rêvé de barricades, de conquête de la rue, etc. (ce rêve, il est vrai, avait surtout un caractère littéraire). Après le 6 février, comprenant que l'affaire était sérieuse, les artisans des barricades se jetèrent à droite. Réflexe spontané de ces phraseurs apeurés qui coïncida d'une façon frappante avec la nouvelle orientation de la diplomatie soviétique.

Devant le danger que représente l'Allemagne hitlérienne, la politique du Kremlin se tourna vers la France. *Statu quo* dans les rapports internationaux ! *Statu quo* dans le régime intérieur de la France ! Espoirs de révolution socialiste ? Chimères ! Les milieux dirigeants du Kremlin ne parlent qu'avec mépris du communisme français. Il faut donc garder ce qui existe pour ne pas avoir pire. La démocratie parlementaire en France ne se concevant pas sans les radicaux, faisons-en sorte que les socialistes les soutiennent ; ordonnons aux communistes de ne pas gêner le bloc Blum-Herriot ; s'il est possible, faisons-les entrer eux-mêmes dans ce bloc. Ni secousses, ni menaces ! Telle est l'orientation du Kremlin.

Quand Staline répudie la révolution mondiale, les partis bourgeois français ne veulent pas le croire. C'est bien à tort ! En politique, une confiance aveugle n'est évidemment pas une vertu supérieure. Mais une méfiance aveugle ne vaut pas mieux. Il faut savoir confronter les paroles avec les actes et discerner la tendance générale de l'évolution pour plusieurs années. La politique de Staline, qui est déterminée par les intérêts de la bureaucratie soviétique privilégiée, est devenue foncièrement conservatrice. La bourgeoisie française a tout lieu de faire confiance à Staline. Le prolétariat français a tout autant de raisons d'être méfiant.

Au congrès d'unité de Toulouse, le « communiste » Racamond a donné de la politique du Front populaire une formule digne de passer à la postérité : « Comment vaincre la timidité du parti radical ? » Comment vaincre la peur qu'a la bourgeoisie du prolétariat ? Très simplement : les terribles révolutionnaires doivent jeter le couteau qu'ils serraient entre les dents, se pommader les cheveux et prendre le sourire de la plus charmante des odalisques – Vaillant-Couturier dernière manière en sera le prototype. Sous la pression des « communistes » pommadés qui de toutes leurs forces poussaient à droite les socialistes qui évoluaient vers la gauche, Blum dut changer une fois de plus d'orientation. Il le fit, heureusement, dans le sens habituel. Ainsi se forme le Front populaire : compagnie d'assurance de banqueroutiers radicaux aux frais du capital des organisations ouvrières.

Le radicalisme est inséparable de la franc-maçonnerie. C'est tout dire. Lors des débats qui eurent lieu à la Chambre des Députés sur les Ligues, M. Xavier Vallat rappela que Trotsky avait, à une époque, « interdit » aux communistes d'adhérer aux loges maçonniques. M. Jammy Schmidt, qui est, paraît-il, une autorité en la matière, s'empressa d'expliquer cette interdiction par l'incompatibilité du bolchévisme despotique avec l'« esprit de liberté ». Nous ne voyons pas la nécessité de polémiquer sur ce thème avec le député radical. Mais aujourd'hui encore nous estimons que le représentant ouvrier qui va chercher son inspiration ou sa consolation dans la fade religion maçonnique de la collaboration des classes ne mérite pas la moindre confiance. Ce n'est pas par hasard que le Cartel a été complété par une large participation des socialistes aux loges maçonniques. Mais le temps est venu pour les communistes repentis de ceindre eux-mêmes le tablier. Au demeurant, en tablier, il sera plus commode aux compagnons nouvellement initiés de servir les vieux patrons du Cartel.

Le front populaire, nous dit-on non sans indignation, n'est nullement un cartel, mais un mouvement de masse. Les définitions pompeuses ne manquent pas, certes, mais elles ne changent

rien aux choses. Le but du Cartel a toujours été de *freiner* le mouvement de masse en l'orientant vers la collaboration de classe. Le Front populaire a exactement le même but. La différence entre eux - et elle est de taille - est que le Cartel traditionnel a été appliqué dans les époques de stabilité et de calme du régime parlementaire. Mais aujourd'hui que les masses sont impatientes et prêtes à exploser, un frein plus solide, avec la participation des « communistes » est devenu indispensable. Les meetings communs, les cortèges à grand spectacle, les serments, l'union du drapeau de la Commune avec le drapeau de Versailles, le tintamarre, la démagogie, tout cela n'a qu'un but : contenir et démoraliser le mouvement de masse.

Pour se justifier devant les droites, Sarraut déclara à la Chambre que ses concessions inoffensives au Front populaire ne constituent rien de plus que la *souape de sûreté* du régime. Cette franchise aurait pu paraître imprudente. Mais l'extrême-gauche la couvrit d'applaudissements. Sarraut n'avait donc aucune raison de se gêner. De toute façon, il a réussi à donner, peut-être sans le vouloir, une définition du Front populaire : une souape de sûreté contre le mouvement de masse. En général, M. Sarraut a la main heureuse pour les aphorismes !

La politique extérieure est la continuation de la politique intérieure. Ayant complètement abandonné le point de vue du prolétariat, Blum, Cachin et Cie adoptent - sous le masque de la « sécurité collective » et du « droit international » - le point de vue de l'impérialisme national. Ils préparent la même politique d'abdication et de platitude que celle qu'ils ont suivie de 1914 à 1918 en y ajoutant seulement : « pour la défense de l'U.R.S.S. ». Cependant de 1918 à 1923, quand la diplomatie soviétique se vit fréquemment obligée de louvoyer et de passer des accords, il ne vint jamais à l'esprit d'une seule section de l'Internationale communiste qu'elle pourrait faire bloc avec sa bourgeoisie ! À elle seule, cette chose n'est-elle pas une preuve suffisante de la sincérité de Staline quand il répudie la révolution mondiale ?

Pour les mêmes motifs que les chefs actuels de l'Internationale communiste se collèrent aux mamelles de la « démocratie » dans la période de son agonie, ceux-ci découvrent le radieux visage de la Société des Nations alors qu'elle a déjà le hoquet de la mort. Ainsi s'est créée une plate-forme commune de politique extérieure entre les radicaux et l'Union soviétique. Le programme intérieur du Front populaire est un assemblage de lieux communs qui permettent une interprétation aussi libre que le Covenant de Genève. Le sens général du programme est celui-ci : pas de changement. Or les masses veulent, du changement et c'est en cela que réside le fond de la crise politique.

En désarmant politiquement le prolétariat, les Blum, Paul Faure, Cachin, Thorez, s'intéressent surtout à ce qu'il ne s'arme pas physiquement. La propagande de ces messieurs ne se différencie pas des sermons religieux sur la supériorité des principes moraux. Engels, qui enseignait que la possession du pouvoir d'État est une question de bandes armées, Marx qui regardait l'insurrection comme un art, apparaissent aux députés, sénateurs et maires actuels du Front populaire comme des sauvages du moyen âge. Le Populaire a passé pour la centième fois un dessin figurant un ouvrier désarme avec cette légende : « Vous comprendrez que nos poings nus sont plus solides que toutes vos matraques. » Quel splendide mépris pour la technique militaire ! À cet égard, le Négus lui-même a des vues plus avancées. Pour ces gens, les coups d'État en Italie, en Allemagne, en Autriche n'existent pas. Cesseront-ils de vanter les « poings nus », quand de La Rocque leur passera les menottes ? Par moment, on en arrive presque à regretter qu'on ne puisse pas faire subir séparément cette expérience à messieurs les chefs, sans que les masses aient à en souffrir !

Vu sous l'angle du régime bourgeois, le Front populaire est un épisode de la rivalité entre le radicalisme et le fascisme pour gagner l'attention et les faveurs du grand capital. En fraternisant d'une façon théâtrale avec les socialistes et les communistes, les radicaux veulent montrer au patron que le régime n'est pas aussi malade que les droites le prétendent ; que le danger de révolution est exagéré ; que Vaillant-Couturier lui-même a troqué son couteau contre un collier ;

que par les « révolutionnaires » apprivoisés, on peut discipliner les masses ouvrières et, par conséquent, sauver le système parlementaire de la faillite.

Cependant, tous les radicaux ne croient pas à cette manœuvre ; les plus sérieux et les plus influents, Herriot en tête, préfèrent adopter une attitude d'attente. Mais en fin de compte eux-mêmes ne peuvent pas proposer autre chose. La crise du parlementarisme est avant tout une crise de confiance de l'électeur à l'égard du radicalisme.

Tant qu'on n'aura pas découvert le moyen de rajeunir le capitalisme, il n'y aura pas de recette pour sauver le parti radical. Celui-ci n'a le choix qu'entre différents genres de mort politique. Un succès relatif aux prochaines élections n'empêcherait pas et même ne retarderait pas bien longtemps son effondrement.

Les chefs du parti socialiste, les politiciens les plus insoucians de France, ne s'embarrassent pas de la sociologie du Front populaire : personne ne peut rien tirer d'intéressant des interminables monologues de Léon Blum. Quant aux communistes, qui sont extrêmement fiers d'avoir pris l'initiative de la collaboration avec la bourgeoisie, ils présentent le Front populaire comme *l'alliance du prolétariat avec les classes moyennes*. Quelle parodie du marxisme ! Non, le parti radical n'est pas le parti de la petite bourgeoisie. Il n'est pas davantage un « bloc de la moyenne et de la petite bourgeoisie », selon la définition absurde de la *Pravda*. Non seulement, la moyenne bourgeoisie exploite la petite bourgeoisie sur le plan économique comme sur le plan politique, mais elle est elle-même une agence du capital financier. Désigner sous le terme neutre de « bloc » des rapports politiques hiérarchiques fondés sur l'exploitation, c'est se moquer de la réalité. Un cavalier n'est pas un bloc entre l'homme et le cheval. Si le parti de Herriot et Daladier a des racines dans les masses petites bourgeoises, et dans une certaine mesure, jusque dans les milieux ouvriers, c'est uniquement dans le but de les duper dans l'intérêt du régime capitaliste. **Les radicaux sont le parti démocratique de l'impérialisme français** - toute autre définition est un leurre.

La crise du système capitaliste désarme les radicaux en leur enlevant les moyens traditionnels qui leur permettaient d'endormir la petite bourgeoisie. Les « classes moyennes » commencent à sentir, sinon à comprendre, qu'on ne sauvera pas la situation par de misérables réformes et qu'une refonte hardie du régime actuel est devenue nécessaire. Mais radicalisme et hardiesse vont ensemble comme l'eau et le feu. Le fascisme s'alimente avant tout de la méfiance croissante de la petite bourgeoisie à l'égard du radicalisme. On peut dire sans exagérer que le sort politique de la France ne tardera pas à se décider dans une large mesure selon la manière dont le radicalisme sera liquidé et selon que le fascisme ou le parti du prolétariat prendra sa succession, c'est-à-dire son influence sur les masses petites-bourgeoises.

Un principe élémentaire de la stratégie marxiste est que l'alliance du prolétariat avec les petites gens des villes et des campagnes doit se réaliser uniquement dans la lutte irréductible contre la représentation parlementaire traditionnelle de la petite bourgeoisie. Pour gagner le paysan à l'ouvrier, il faut le détacher du politicien radical qui l'asservit au capital financier. Contrairement à cela, le Front populaire, complot de la bureaucratie ouvrière avec les pires exploités politiques des classes moyennes, est tout simplement susceptible de tuer la foi des masses dans les méthodes révolutionnaires et de les jeter dans les bras de la contre-révolution fasciste.

Quelle que soit la difficulté qu'on ait à le croire, il n'en est pas moins vrai que quelques cyniques essayent de justifier la politique du Front populaire en se référant à Lénine qui, paraît-il, a démontré qu'on ne peut pas se passer de « compromis » et notamment d'accords avec d'autres partis. Pour les chefs de l'Internationale communiste d'aujourd'hui, outrager Lénine est devenu une règle ; ils piétinent la doctrine du fondateur du parti bolchevik et vont ensuite, à Moscou, s'incliner devant son mausolée.

Lénine a commencé sa tâche dans la Russie tsariste où non seulement les ouvriers, les paysans, les intellectuels, mais de larges milieux bourgeois combattaient l'ancien régime. Si d'une façon générale la politique du Front populaire avait pu avoir sa justification, il semblerait que ce fût avant tout dans un pays qui n'avait pas encore fait sa révolution bourgeoise. Messieurs les falsificateurs feraient bien d'indiquer dans quelle phase, à quel moment et dans quelles circonstances le parti bolchevik a réalisé en Russie un simulacre de Front populaire ? Qu'ils fassent travailler leurs méninges et fouillent dans les documents historiques !

Les bolcheviks ont passé des accords d'ordre pratique avec les organisations révolutionnaires petites-bourgeoises pour le transport clandestin en commun des écrits révolutionnaires, parfois pour l'organisation en commun d'une manifestation dans la rue ou pour riposter aux bandes de pogromistes. Lors des élections à la Douma, ils ont eu recours dans certaines circonstances et au deuxième degré<sup>1</sup>, à des blocs électoraux avec les menchéviks ou avec les socialistes révolutionnaires. C'est tout. Ni « programmes » communs, ni organismes permanents, ni renoncement à critiquer les alliés du moment. Ce genre d'accords et de compromis épisodiques, strictement limités à des buts précis - Lénine n'avait en vue que ceux-là - n'avait rien de commun avec le Front populaire qui représente un conglomérat d'organisations hétérogènes, une alliance durable de classes différentes liées pour toute une période - et quelle période ! - par une politique et un programme communs, par une politique de parade, de déclamation et de poudre aux yeux. À la première épreuve sérieuse, le Front populaire se brisera et toutes ses parties constitutives en sortiront avec de profondes lézardes. La politique du Front populaire est une politique de trahison.

La règle du bolchevisme en ce qui concerne les blocs était la suivante : *Marcher séparément, battre ensemble !* La règle des chefs de l'Internationale communiste d'aujourd'hui est celle-ci : *Marcher ensemble Pour être battus séparément.* Que ces messieurs se cramponnent à Staline et à Dimitrov, mais qu'ils s'arrangent pour laisser Lénine en paix.

Il est impossible de ne pas s'indigner quand on lit les déclarations des chefs vantards prétendant que le Front populaire a « sauvé » la France du fascisme ; en réalité, cela veut dire tout simplement que nos héros apeurés se sont sauvés par leurs encouragements mutuels d'une frayeur plus grande. Pour combien de temps ? Entre le premier soulèvement de Hitler et son arrivée au pouvoir, il s'est écoulé dix années marquées par des alternatives de flux et de reflux. À l'époque, les Blum et les Cachin allemands ont maintes fois proclamé leur « victoire » sur le national-socialisme. Nous ne les avons pas crus et nous n'avons pas eu tort. Néanmoins cette expérience n'a rien appris aux cousins français de Wels et de Thaelmann. Certes, en Allemagne, les communistes n'ont pas participé au Front populaire qui groupait la social-démocratie, la bourgeoisie de gauche et le Centre catholique (« alliance du prolétariat avec les classes moyennes ! »). En ce temps-là, l'Internationale communiste repoussait même les accords de combat entre organisations ouvrières contre le fascisme. Les résultats sont connus. Notre sympathie la, plus chaleureuse pour Thaelmann, en tant que prisonnier des bourreaux, ne peut pas nous empêcher de dire que sa politique, c'est-à-dire la politique de Staline, a plus fait pour la victoire d'Hitler que la politique d'Hitler lui-même. Ayant tourné casaque, l'Internationale communiste applique aujourd'hui en France la politique suffisamment connue de la social-démocratie allemande. Est-il vraiment si difficile d'en prévoir les résultats ?

Les prochaines élections parlementaires, quelle que soit leur issue, n'apporteront pas, *Par elles-mêmes*, de changements sérieux dans la situation : en définitive, les électeurs sont priés de choisir entre un arbitre genre Laval et un arbitre genre Herriot-Daladier. Mais comme Herriot a tranquillement collaboré avec Laval et que Daladier les a soutenus tous les deux, la différence

---

<sup>1</sup> L'élection des députés à la Douma se faisait par des collègues électoraux désignés au deuxième et au troisième degré.

qui les sépare, si on la mesure à l'échelle des problèmes historiques qui sont posés, est insignifiante.

Croire que **Herriot-Daladier** sont capables de déclarer la guerre aux « deux cents familles » qui gouvernent la France, c'est duper impudemment le peuple. Les deux cents familles ne sont pas suspendues entre ciel et terre, elles constituent le couronnement organique du système du capital financier. Pour avoir raison des deux cents familles, il faut renverser le régime économique et politique au maintien duquel Herriot et Daladier ne sont pas moins intéressés que Tardieu et de La Rocque. Il ne s'agit pas de la lutte de la « nation » contre quelques féodaux, comme le représente *l'Humanité*, mais de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, de la lutte de classe qui ne peut être tranchée que par la révolution. Le complot anti-ouvrier des chefs du Front populaire est devenu le principal obstacle dans cette voie.

On ne peut pas dire d'avance combien de temps encore des ministères semi-parlementaires semi-bonapartistes continueront en France à se succéder et par quelles phases précises le pays passera au cours de la prochaine période. Cela dépendra de la conjoncture économique nationale et mondiale, de l'atmosphère internationale, de la situation en U.R.S.S., du degré de stabilité du fascisme italien et allemand, de la marche des événements en Espagne, enfin - et ce n'est pas le facteur le moins important - de la clairvoyance et de l'activité des éléments avancés du prolétariat français. Les convulsions du franc peuvent hâter le dénouement. Une coopération plus étroite de la France avec l'Angleterre est de nature à le retarder. De toute façon, l'agonie de la « démocratie » peut durer beaucoup plus de temps en France que la période préfasciste Brüning-Papen-Schleicher n'a duré en Allemagne ; mais elle ne cessera pas pour cela d'être une agonie. La démocratie sera balayée. La question est uniquement de savoir qui la balayera.

La lutte contre les « deux cents familles », contre le fascisme et la guerre - pour la paix, le pain, la liberté et autres belles choses - est ou bien un leurre, ou une lutte pour renverser le capitalisme. Le problème de la conquête révolutionnaire du pouvoir se pose devant les travailleurs français non pas comme un objectif lointain, mais comme une tâche de la période qui s'ouvre. Or les chefs socialistes et communistes non seulement se refusent à procéder à la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, mais ils s'y opposent de toutes leurs forces. En même temps qu'ils fraternisent avec la bourgeoisie, ils traquent et expulsent les bolcheviks. Telle est la violence de leur haine de la révolution et la peur qu'elle leur inspire ! Dans cette situation, le plus mauvais rôle est joué par les pseudo-révolutionnaires du type Marceau Pivert qui promettent de renverser la bourgeoisie, mais pas autrement qu'avec la permission de Léon Blum !

Toute la marche du mouvement ouvrier français au cours de ces douze dernières années a mis à l'ordre du jour la nécessité de créer un *nouveau parti révolutionnaire*.

Vouloir deviner si les événements laisseront « suffisamment » de temps pour former le nouveau parti, c'est se livrer à la plus stérile des occupations. Les ressources de l'Histoire en ce qui concerne les possibilités diverses, les formes de transition, les étapes, les accélérations et les retards, sont inépuisables. Sous l'empire des difficultés économiques, le fascisme peut prendre l'offensive prématurément et subir une défaite. Un répit durable en résulterait. Au contraire, il peut par prudence adopter trop longtemps une attitude d'attente et de ce fait offrir de nouvelles chances aux organisations révolutionnaires. Le Front populaire peut se briser sur ces contradictions avant que le fascisme soit capable de livrer une bataille générale : il en résulterait une période de regroupements et de scissions dans les partis ouvriers et une cristallisation rapide d'une avant-garde révolutionnaire. Les mouvements spontanés des masses, selon l'exemple de Toulon et de Brest, peuvent prendre une grande ampleur et créer un point d'appui sûr pour le levier révolutionnaire. Enfin, même une victoire du fascisme en France, ce qui théoriquement n'est pas impossible, ne veut pas dire que celui-ci restera au pouvoir un millier d'années, comme



Hitler l'annonce, ni que cette victoire lui accordera une période comme celle dévolue à Mussolini. Si le crépuscule du fascisme commençait en Italie ou en Allemagne, il ne tarderait pas à s'étendre à la France. Dans l'hypothèse la moins favorable, construire un parti révolutionnaire c'est hâter l'heure de la revanche. Les sages qui se débarrassent de cette tâche urgente en prétendant que les « conditions ne sont pas mûres » ne font que démontrer qu'eux-mêmes ne sont pas mûrs pour ces conditions.

Les marxistes français, comme ceux de tous les pays, doivent dans un certain sens, recommencer à nouveau, mais à un degré historique infiniment plus élevé que leurs prédécesseurs. La chute de l'Internationale communiste, plus honteuse que la chute de la social-démocratie -en 1914, gêne considérablement au début la marche en avant. Le recrutement des nouveaux cadres se fait avec lenteur au cours d'une lutte cruelle dans la classe ouvrière contre le front uni de la bureaucratie réactionnaire et patriote. D'un autre côté, ces difficultés, qui ne se sont pas abattues par hasard sur le prolétariat, constituent un facteur important pour une bonne sélection et une solide trempe des premières phalanges du nouveau parti et de la nouvelle Internationale.

Seule une infime partie des cadres de l'Internationale communiste avaient commencé leur éducation révolutionnaire au début de la guerre, avant la révolution d'octobre. Tous ceux-là, presque sans exception, se trouvent actuellement en dehors de la IIIe Internationale. La lignée suivante a adhéré à la révolution d'octobre quand celle-ci était déjà triomphante : c'était plus facile. Mais de cette deuxième lignée elle-même il ne reste que peu de chose. La majeure partie des cadres actuels de l'Internationale communiste a adhéré non pas au programme bolchevik, non pas au drapeau révolutionnaire, mais à la bureaucratie soviétique. Ce ne sont pas des lutteurs, mais des fonctionnaires dociles, des aides de camp, des grooms. De là vient que la IIIe Internationale se décompose d'une manière si peu glorieuse dans une situation historique riche de grandioses possibilités révolutionnaires.

La quatrième Internationale se hisse sur les épaules de ses trois devancières. Elle reçoit des coups, de front, de flanc et par derrière. Les carriéristes, les poltrons et les philistins n'ont rien à faire dans ses rangs. Une portion, inévitable au début, de sectaires et d'aventuriers s'en ira au fur et à mesure que le mouvement grandira. Laissons les pédants et les sceptiques hausser les épaules au sujet des « petites » organisations qui publient de « petits » journaux et lancent des défis au monde entier. Les révolutionnaires sérieux passeront à côté d'eux avec mépris. La révolution d'octobre avait, elle aussi, commencé à marcher dans des souliers d'enfant...

Les puissants partis russes socialiste-révolutionnaire et menchévik qui, pendant des mois, formèrent un « Front populaire » avec les cadets, tombèrent en poussière sous les coups d'une « poignée de fanatiques » du bolchévisme. La social-démocratie allemande, le parti communiste allemand et la social-démocratie autrichienne ont trouvé une mort sans gloire sous les coups du fascisme. L'époque qui va commencer pour l'humanité européenne ne laissera pas trace dans le mouvement ouvrier de tout ce qui est équivoque et gangrené. Tous ces Jouhaux, Citrine, Blum, Cachin, Vandervelde, Caballero ne sont que des fantômes. Les sections de la IIe et IIIe Internationale quitteront la scène sans éclat les unes après -les autres. Un nouveau et grandiose regroupement des rangs ouvriers est inévitable. Les jeunes cadres révolutionnaires acquerront de la chair et du sang. La victoire n'est concevable que sur la base des méthodes bolchéviques à la défense desquelles le présent ouvrage est consacré.

L. TROTSKY.  
28 Mars 1936

# Appendice III

---

## **XIII. PRÉFACE À LA DEUXIÈME ÉDITION ANGLAISE**

**10 janvier 1935 par Léon Trotsky**

### **Extraits**

Ce livre a été écrit en 1920, dans le wagon d'un train militaire, en pleine guerre civile. Le lecteur doit avoir cette situation présente à l'esprit s'il veut se faire une idée exacte non seulement du contenu fondamental de l'ouvrage mais encore de ses allusions aux événements de l'époque, et du ton en particulier.

Il est dirigé, sous forme de polémique, contre Karl Kautsky. Ce nom dit peu de chose à la jeune génération, encore que Kautsky soit notre contemporain : il a fêté récemment son quatre-vingtième anniversaire. Comme théoricien du marxisme, Kautsky a joui, dans la Deuxième Internationale, d'un immense prestige. La guerre a fait très vite apparaître que son marxisme était uniquement une méthode d'interprétation passive du processus historique, nullement une méthode d'action révolutionnaire. Aussi longtemps que la lutte de classe coula entre les rives paisibles du parlementarisme, Kautsky, comme beaucoup d'autres, s'offrit le luxe de la critique, révolutionnaire et de hardies perspectives ; pratiquement cela n'engageait à rien. Mais lorsque la guerre et l'après-guerre posèrent en termes catégoriques les problèmes de la révolution, Kautsky prit définitivement position de l'autre côté de la barricade. Sans rompre avec la phraséologie marxiste, il se fit l'accusateur de la révolution prolétarienne, l'avocat de la passivité et de la capitulation devant l'impérialisme.

Avant la guerre, Karl Kautsky et les chefs du Labour Party se situaient, en apparence, aux pôles extrêmes de la Deuxième Internationale. Notre génération, qui représentait alors la jeunesse, se servit bien des fois d'armes tirées de l'arsenal de Kautsky pour combattre l'opportunisme des MacDonald, Henderson et autres. Il est vrai que, même à cette époque, nous allions beaucoup plus loin que le maître hésitant ne l'aurait voulu. Rosa Luxembourg, qui connaissait Kautsky mieux que nous autres, dénonçait avant la guerre son radicalisme de margarine. De toute façon, la nouvelle époque apporta une pleine clarté dans la situation : Kautsky appartient au même camp politique que Henderson ; si le premier continue à avoir recours aux citations de Marx, tandis que le second préfère les psaumes de David, cette différence d'habitudes ne gêne en rien leur solidarité.

... Dans un but de continuité, je garde à ce livre le titre sous lequel a paru la première édition anglaise : « Défense du terrorisme ». Il est nécessaire néanmoins de marquer tout de suite que ce titre qui appartient à l'éditeur et non à l'auteur, est trop vaste, et qu'il peut donner lieu à des malentendus. Il ne s'agit nullement de défendre le « terrorisme » comme tel. Les mesures de coercition et d'intimidation, y compris l'anéantissement physique des adversaires, ont servi et servent encore dans des proportions infiniment plus grandes la cause de la réaction, personnifiée par les classes exploiteuses condamnées, que la cause du progrès historique personnifiée par le prolétariat. Les moralistes patentés qui condamnent le « terrorisme » en général, ont surtout en vue les actes révolutionnaires des opprimés qui aspirent à s'émanciper. Le meilleur exemple en est M. Ramsay MacDonald. Inlassablement, il a condamné la violence au nom des principes éternels de la morale et de la religion. Mais quand la décomposition du système capitaliste et l'aggravation de la lutte de classes eurent mis à l'ordre du jour, même pour l'Angleterre, la lutte

révolutionnaire du prolétariat pour le pouvoir, MacDonald passa du camp des travailleurs dans celui de la bourgeoisie conservatrice avec autant de facilité qu'un voyageur passe d'un compartiment de fumeurs dans un compartiment de non-fumeurs. Aujourd'hui l'adversaire dévot du terrorisme soutient, par le moyen d'un appareil de violence, le régime « pacifique » du chômage, de l'oppression coloniale, des armements à outrance et de la préparation de guerres nouvelles.

Le présent ouvrage est par conséquent loin de vouloir défendre le terrorisme en général. Il défend les lois historiques de la révolution prolétarienne. L'idée fondamentale de ce livre est celle-ci : l'histoire n'a trouvé jusqu'ici d'autres moyens de faire avancer l'humanité qu'en opposant chaque fois à la violence des classes condamnées la violence révolutionnaire de la classe progressiste.

Des Fabiens incurables diront évidemment que si les conclusions de ce livre peuvent être justes pour la Russie retardataire, elles ne sauraient s'appliquer aux pays avancés, notamment à de vieilles démocraties comme la Grande-Bretagne. Cette illusion consolante aurait pu paraître quelque peu convaincante il y a dix ou quinze ans. Mais depuis, une vague de dictatures fascistes ou militaires policières a submergé une bonne part des pays européens. Au lendemain de mon bannissement de l'Union soviétique, le 25 février 1929, j'écrivais, - au demeurant, pas pour la première fois - au sujet de la situation en Europe : « Les institutions démocratiques ont montré qu'elles ne peuvent pas résister à la pression des antagonismes actuels, tantôt d'ordre international, tantôt d'ordre intérieur, le plus souvent des deux ordres à la fois... Par analogie avec l'électrotechnique, la démocratie peut être définie comme un système d'interrupteurs et de plombs contre les trop forts courants de la lutte nationale ou sociale. Aucune autre époque de l'Histoire n'a été, même de loin, aussi chargée d'antagonismes que la nôtre. Le courant en surcharge se manifeste de plus en plus souvent sur les différents points du réseau européen. Sous la pression trop élevée des antagonismes sociaux et internationaux, les plombs fondent ou sautent. Telle est la nature des courts circuits de dictature. Les plombs les plus faibles sont évidemment les premiers atteints. Or, la violence des antagonismes intérieurs et mondiaux ne diminue pas, mais au contraire s'accroît. C'est en vain qu'on essaierait de se consoler à l'idée que le processus n'a gagné que la périphérie du monde capitaliste. La goutte commence par le gros orteil, mais finit par atteindre le cœur. »...